

« Initiatives » : Le métier de « l'autre »

# Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14714 - 8 F

MERCREDI 20 MAI 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

La demande d'adhésion de Berne à la CEE

## La Suisse pourrait, à terme, remettre en question sa neutralité

L'attrait de l'Europe

MÊME les plus récalcitrants viennent : après l'Autriche, la Finlande, la Suède, après la Turquie, Chypre et Malte, alors que le Norvège s'apprête à le faire, et sans parler de tous ceux qui, y voyant, se sont résignés ou ralliés, ou à la patience - le Maroc, la Pologne, la Hongrie, la Tchécoslovaquie, - après tous ceux-là donc, la Suisse vient d'annoncer qu'elle déposera sans tarder une demande officielle d'adhésion à la Communauté européenne.

Faut-il que l'attraction soit forte pour que rejoigne ainsi le mouvement de pays jaloux de sa prospérité, et ramponnés à une neutralité derrière laquelle il s'abrite des tourmentes qui entourent déchaînées le continent, attaché non seulement aux particularismes de son système bancaire mais aussi à ceux de sa démocratie, un pays qui prend certes sa part de l'action internationale de type humanitaire, mais qui, en 1985 encore, a voté contre sa propre adhésion à l'ONU et qui restait convalescent, jusqu'à une période très récente, qu'il valait mieux ne pas se mêler au désordre des nations.

La révolution suisse n'est certes pas encore accomplie : c'est de justesse que le gouvernement confédéral s'est prononcé, lundi 18 mai, pour une demande d'adhésion formelle à la Communauté ; on peut penser qu'il aura de la peine à convaincre, même si les milieux économiques la soutiennent, même si l'évolution est ombragée dans l'opinion. Pour rejoindre les signataires de Maastricht, les citoyens helvétiques devront en effet, le moment venu, consentir à des réformes de leur législation, financière et électorale notamment, beaucoup plus importantes que n'importe où ailleurs.

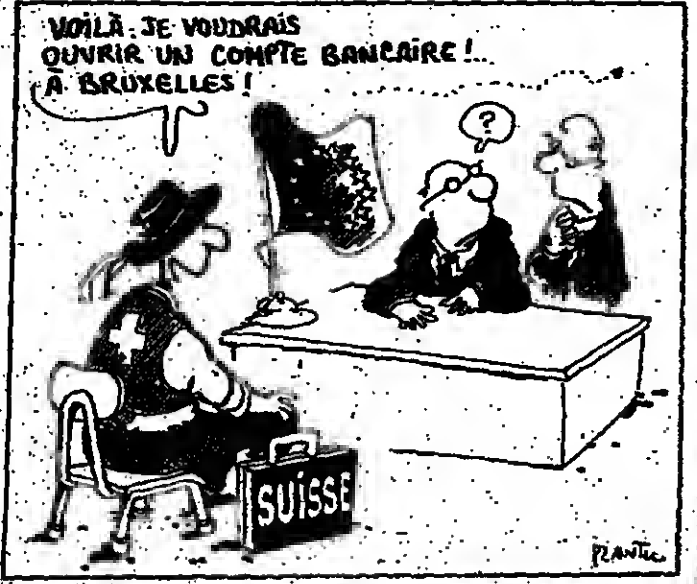
Ils devraient aussi renoncer à une neutralité incommensurable avec les ambitions que proclame le traité de Maastricht en matière de sécurité et de défense communes. Cette question - qui ne concerne pas seulement la Suisse mais aussi, à des degrés divers, tous les candidats neutres et non alignés - est l'une des plus dangereuses pour la Communauté.

EN gros, faut-il permettre l'entrée sans conditions à des pays qui ne partageront pas l'objectif d'une politique de défense commune et freineront sa réalisation ? Faut-il adjoindre de ces pays des engagements préalables qui pourraient leur faire perdre leur statut spécial et construire une Europe à plusieurs vitesses ? Certains des Douze, au premier rang desquels la Grande-Bretagne, donnent à l'idée de défense commune contenue dans le traité de Maastricht une interprétation restrictive, et leur enthousiasme à ouvrir des que possible la Communauté au maximum de pays neutres peut ainsi paraître suspect. L'avenir des institutions communautaires est un autre grand sujet de débats potentiels : à Douze, la Commission fonctionne, mais le système de présidence semi-triennale n'est déjà pas satisfaisant : à dix-sept ou plus, c'est impraticable.

M0147 - 0520 D - 6,00 F



Au lendemain d'un référendum, positif, sur l'adhésion à l'UEM et à la Banque mondiale, le gouvernement de Berne a décidé, lundi 18 mai, de demander l'entrée de la Suisse dans la Communauté européenne. Elle pourrait ainsi remettre en question sa neutralité. La date de l'ouverture des pourparlers avec la CEE n'a pas été fixée, mais la candidature de la Confédération devrait parvenir à Bruxelles avant le prochain sommet des Douze, qui se tiendra les 26 et 27 juin à Lisbonne.



Lire page 4 l'article de JEAN-CLAUDE BUIRER

Près de 1,5 million de personnes déplacées

## La guerre dans l'ex-Yougoslavie a provoqué un exode massif

La guerre en Bosnie-Herzégovine et en Croatie a provoqué l'exode de près d'un million cinq cent mille habitants de l'ex-Yougoslavie, et la situation risque encore de s'aggraver. Les combats se sont poursuivis, lundi 18 mai, à Sarajevo, ainsi que dans plusieurs villes de Bosnie. En fin de journée, un nouveau cessez-le-feu a été conclu entre Serbes, Croates et Musulmans. Un représentant suisse du CICR et un photographe espagnol ont été tués à Sarajevo.

La population civile, depuis le déclenchement des hostilités en juillet dernier, a été la première victime de la guerre dans l'ex-fédération yougoslave. Aux nombreux morts et blessés - dont le bilan n'a jamais été établi avec certitude mais qui se chiffre par dizaines de milliers - s'est ajouté le drame de vastes mouvements de population. Fuyant les combats ou chassés de leurs terres par des dirigeants avides de régions « ethniquement pures », c'est par centaines de milliers que des Croates, des Serbes, des Musulmans ont pris le chemin de l'exil - intérieur ou extérieur.

Les réfugiés ont, dans leur très grande majorité, rejoint des zones considérées comme plus « sûres » à l'intérieur de l'ex-Yougoslavie. Certains d'entre eux ont dû déserter plusieurs fois, à mesure que leurs « sanctuaires » étaient touchés par les combats ou les bombardements. Ainsi de la côte dalmate, dont les hôtels, hier consacrés au tourisme, regorgent aujourd'hui de familles ayant tout perdu. Encore doivent-elles passer une bonne partie de leur temps dans les abris.

« Il s'agit sans aucun doute de la plus grave crise de réfugiés en Europe depuis la seconde guerre mondiale », a confié à l'AFP le délégué à Belgrade du Haut-Commissariat pour les réfugiés auprès des Nations unies, M<sup>me</sup> Judith Kumin. Dans un document publié fin avril, le HCR a répertorié plus de 800 000 personnes déplacées à la suite du conflit en Croatie, dont près de 600 000 ont trouvé refuge dans l'ex-fédération (325 000 en Croatie même), 200 000 en Autriche, en Suisse ou en Allemagne, 30 000 en Hongrie. En outre, selon M<sup>me</sup> Kumin, 616 500 personnes ont déjà fui la Bosnie.

Y. H.

Lire la suite page 4

## Bangkok dans la tourmente

La répression exercée par l'armée thaïlandaise a fait de nombreuses victimes, mais n'a pas mis fin aux manifestations

BANGKOK

de notre correspondant

Un nombre indéterminé de morts - on parle, cependant, de dizaines de personnes - des centaines de blessés et plusieurs centaines d'arrestations. Des édifices publics saisis, des dizaines de voitures brûlées.

Le bilan d'une deuxième nuit d'affrontements à Bangkok entre l'armée et ceux qui manifestent en faveur de réformes démocratiques est lourd. L'état d'urgence, décrété dimanche 17 mai, et l'arrestation, le lendemain après-midi, des dirigeants du mouvement antigouvernemental, en particulier du général Chamlong Srimuang, l'ancien gouverneur de la capitale, n'ont pas mis un terme aux violences.

Dans la nuit de lundi à mardi, puis à nouveau mardi matin, dans des quartiers sous occupation militaire, les soldats ont tiré à plusieurs reprises pour disper-

ser des groupes apparemment déterminés d'opposants qui continuaient de réclamer la démission du premier ministre, le général Saehinde Krapayoon. Dans certains endroits, la tension a été telle que des gens, saisis par des tirs d'armes automatiques, sont restés longtemps sans soins, à même la chaussée, sans que l'on sache s'ils étaient encore vivants.

JEAN-CLAUDE POMONTI

Lire la suite page 6

### INITIATIVES

#### Le métier de « l'autre »

Signe du temps : son propre emploi intègre sur celui de « l'autre », le conjoint. Celui-ci subit les contraintes d'un métier qui n'est pas le sien, mais doit assumer en même temps ses objectifs personnels.

De compromis en arbitrages, le couple devient une association de partenaires. Avec d'inévitables conflits d'intérêts.

pages 7 à 11

### SCIENCES • MÉDECINE

■ L'éclosion internationale de la biotechnique. ■ Grands chantiers en sous-sol. ■ Les équations du complexe. ■ Mécanos dans l'espace.

pages 15 et 16

**FRED**  
JOAILLIER

**COLLECTION**  
"FORCE 10"

Pour info : 6 710 F

Pour tel : 12 930 F

6, rue Royale, Paris 8<sup>e</sup> - 42.80.30.85

Le Clartage, 74, Champs-Élysées, Paris • Aéroport d'Orly • 92, rue Eugène Coles, Neuilly • 21, boulevard de la Croisette, Cannes • Hôtel Loews, Monte-Carlo • 20, rue du Marché, Genève • Beverly Hills • Houston • Séoul • Tokyo • Hong Kong

## Cannes 92 Consensus mou

Avec « les Meilleures Intentions », le Danois Bille August a obtenu sa deuxième Palme d'or

CANNES

de notre envoyée spéciale

Le 45<sup>e</sup> Festival de Cannes s'est achevé par une proclamation des prix sage comme une image. Pas d'audace, pas d'audace, surtout pas d'audace. Le président Depardieu, en smoking et en Eurovision, avait mis la salle au diapason.

Nommant ses jurés par leur prénom, tels des apôtres, merci René, Serge, Nana, Joëlle, Pedro, John, Jamie, Carlo, Lester, et c'était beau, il dit : « Cela a été une chose tellement douce d'avoir rencontré tout ce monde, tout ce monde qui aime le cinéma. » Puis aussi : « Je suis un mec extrêmement émotif, il n'y a pas assez de prix, ça fait mal de sanctionner, de ne pouvoir donner à tout le monde. »

On l'appelait, anesthésié par l'émotion. Il pouvait dès lors se contredire, donner deux fois deux prix au même film, distinguer davantage le cinéma des certifiés que celui du renouveau, on ne réprimait pas, on bien avec une politesse lasse, ce qu'on appelle maintenant, en politique, le consensus mou.

La cérémonie, présentée par Frédéric Mitterrand, fut brève (pour la télévision, il ne faut pas traîner), mais conserva malgré cela tous les défauts du genre, ressemblant davantage à l'élection d'une rosière dans une station balnéaire qu'à la clôture du plus grand festival de cinéma du monde.

On commence par un double Prix du jury.

DANIEL HEYMANN

Lire la suite page 17

A L'ÉTRANGER : Algérie, 430 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 780 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 160 PTA ; Grèce, 220 DR ; Italie, 2,200 L ; Luxembourg, 42 F.L. ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 480 F.CFA ; Suisse, 1,90 FS ; USA (inter), 2,50 \$.



# 1492-1992, la redécouverte de la Terre

**C**HRISTOPHE COLOMB, en croyant débarquer aux abords de l'Inde, n'a pas découvert l'Amérique; en débarquant aux abords de l'Amérique, il n'a pas prouvé, comme il le pensait, la rotundité de la Terre. Mais son voyage a ouvert l'ère planétaire, qui commence par les premières interactions microbiennes et humaines, puis végétales et animales entre Ancien et Nouveau Monde.

La découverte de la Terre avait commencé, avant les temps modernes, avec des navigateurs chinois, arabes, vikings. A l'aube des temps modernes, les Portugais avaient exploré les côtes de l'Afrique. Mais, à partir de 1492, l'Occident européen prend en charge systématiquement la découverte du globe terrestre, qui est un aspect de l'essor des temps modernes et de l'occidentalisation du monde.

Après Christophe Colomb, Amerigo Vespucci reconnaît le continent qui portera son nom. Presque au même temps (1498), Vasco de Gama trouve la route orientale des Indes ou contournant l'Afrique. En 1521, le tour du monde de Magellan démontre expérimentalement la rondeur de la terre. En 1521 puis 1532, Cortès et Pizarro découvrent les terribles civilisations précolombiennes qu'ils détruisent quasiment aussitôt (l'empire azèque est détruit en 1522, l'empire inca en 1533). A la même époque, Copernic a conçu le système qui fait tourner les planètes, dont la Terre, autour d'elles-mêmes et autour du Soleil.

Voilà donc le renversement des conceptions les plus assurées et les plus solidement sur la Terre et tout jusqu'aux immobiles au centre du monde. Le paradis terrestre, que cherchait encore Colomb, doit être renvoyé au ciel. La Terre cesse d'être plate et devient définitivement ronde. Elle cesse d'être immobile et devient toupie. L'Occident cesse d'être le centre du monde, les nations, aussi riches et développées que les sieneses, et qui ignorent le Dieu de la Bible comme le message du Christ. La Chine étrange cesse d'être une exception. Il faut reconnaître la pluralité des mondes connus et la provincialité de l'aire humaine. Ce n'est plus la Terre, le monde que la Terre, c'est plus qu'une planète satellite du Soleil. Une telle révolution mettra du temps à s'inscrire dans les esprits. Encore, en 1632, Galilée doit se rétracter et condamner le système de Copernic. Mais la révolution est survenue, une telle révolution ne révolutionnera pas vraiment le monde ouest-européen où elle est née : celui-ci va oublier sa provincialité en s'élancant à la conquête du globe et en arraisonnant finalement la plaine de la Terre en convoquant une

la mission de la science est de faire de l'homme le maître de la nature

L'exploration des continents se poursuit systématiquement jusqu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. On découvre un reste plus que quelques minuscules blancs sur le planisphère. Mais elle n'est qu'à la surface de la découverte de la Terre. Elle laisse besoins d'un développement en fait des premiers développements humains. L'exploitation des sous-sols terrestres démarre au dix-huitième siècle. Commence alors une investigation systématique plus profonde, portant sur les fossiles et les roches (géologie), la nature des éléments (chimie), la nature mystérieuse de ses fossiles (paléontologie). On commence à repérer l'histoire de la Terre : ce en 1759, l'Italien Arduino propose une classification tripartite : primaire, secondaire, tertiaire. Il donne sa lance dans une première chronologie de l'ensemble du globe, dans une majestueuse histoire qui part de la naissance de notre planète (supposée être émanant ardeur au Soleil) pour aller jusqu'à nos jours, ses processus physiques, zoologiques, botaniques, et anthropologiques (Époques de la nature, 1749-1778).

Le dix-neuvième siècle poursuit toutes les investigations. L'histoire de la géographie terrestre prend forme. Le néo-ton de l'écologie, due au naturaliste américain Dana (1873), permet de comprendre la formation des reliefs par plissements. Le géologue autrichien Suess explique par les variations du niveau de l'océan les régressions et transgressions marines (1875). Le géologue américain Dutton formule en 1889 la théorie de l'isostasie, qui fait flotter l'écorce terrestre sur un milieu fluide. Et, à l'aube du vingtième siècle, l'allemand Wegener élabore la théorie de la dérive des continents qui, après être restée longtemps à l'état de simple hypothèse, trouve sa confirmation après 1960 un des éléments-clés des sciences de la Terre.

Au cours du dix-neuvième siècle, l'interprétation des fossiles va conduire à la description/explication évolutive de l'histoire de la vie, avec la théorie transformiste de Lamarck (1815-1822), puis la théorie de la sélection naturelle de Darwin (1859), laquelle envisage une évolution bissextile à partir d'une vie primitive dont l'un des rameaux aboutit à l'homme. Au cours du dix-neuvième siècle également s'opère une reconquête de l'homme comme être biologique comme être cérébral, comme être culturel. Dans chacun de ces champs, c'est la dispute et l'incertitude, et chacun de ces champs tend à occulter les autres.

Ainsi on reconnaît de plus en plus l'unité de l'espèce humaine, mais on tend aussi également à la compartimenter dans les races et à la hiérarchiser en races supérieures et inférieures. L'humanisme occidental, sous l'influence des Lumières, confère à tout être humain une égalité de droits, mais l'humanisme con-

trisme dénie le statut d'homme pleinement adulte et raisonnable au « primitif » et à l'« arriéré ». Le romantisme, au contraire, a pour principe même l'être humain, avec les mêmes passions fondamentales, dans les diverses civilisations, mais le romantisme, à la suite de Herder, va insister sur les singularités que les cultures impriment en chaque individu. Les Lumières vont hypostasier un « homme universel » qui n'existe jamais, le romantisme va inscrire omblablement l'être humain dans la nature mère. C'est en cours du même processus que s'effectue, à partir de Rousseau, du côté des écrivains et poètes, la matématisation de la Terre, et à partir du développement techno-industriel, l'objectivation de la Terre, constituée d'objets à maîtriser sans merci.

Et, au milieu du vingtième siècle, émerge pleinement l'idée d'humanité, sorte d'être collectif aspirant à se réaliser en réunissant ses fragments séparés. Auguste Comte fait de l'humanité la « matrice » de tout être humain. La musique de Beethoven, la pensée de Marx, le message de Hugo et de Tolstoï s'adressent à toute l'humanité.

Les découvertes continuent dans tous les domaines durant le vingtième siècle, mais c'est de façon étonnamment synchrone, entre 1960 et 1980, que vont apparaître des nouvelles connaissances, lesquelles, ensemble, devront nous faire abandonner notre Terre colombienne et cosmogonique.

Un lover de rideau cosmique s'opère en 1923. C'est la découverte d'autres galaxies que la nôtre, et ces galaxies vont se compter bientôt par milliards. Elles sont toutes à des distances d'au moins dix millions d'années-lumière. En 1930, Hubble met en évidence la dispersion des galaxies dans une œuvre universelle. En 1965 est capté un « bruit de fond » venant de tous les horizons de l'univers. Désormais, la révolution copernicienne apparaît comme une crise minusculaire dans un petit cosmos dépassé. La vraie révolution est celle d'un univers, né dans une tourmente chaleur, privé de stabilité et de centre, où la Terre est tout plus qu'un point. C'est la naissance du Soleil de banquette d'une galaxie périphérique dans un univers polycyclique, en dérive.

Mais, en même temps, cette Terre nous apparaît comme un être complexe ayant sa vie propre : les sciences de la Terre font leur jonction dans les années 60 dans une conception systémique de la planète; l'exploration des plaques sous-marines a ressuscité l'idée wégénérienne de dérive des continents et révélé une histoire géologique heurtée, conflictuelle, vivante, animée par des mouvements et transformations multiples. A partir de sa dépendance à l'égard du Soleil, la Terre apparaît

comme un être auto-éco-organisateur

La vie sur la planète elle-même cesse d'être conçue comme une prolifération dispersée. L'écologie, née par Haeckel à la fin du siècle dernier, devient peu avant la dernière guerre mondiale une science globale. Les biologistes organisent spontanément des interactions entre êtres vivants au sein d'un milieu géophysique (« biotope »); ils étudient les interactions de plus en plus, à partir des années 70, l'ensemble interactif des écosystèmes, c'est-à-dire la biosphère dans son ensemble, les interactions avec la géosphère enveloppant la biosphère. La prise de conscience de la dévastation des écosystèmes par la croissance industrielle incontrôlée, les pollutions, les dérèglements biologiques, entraîne une prise de conscience du caractère vital, pour l'humanité tout entière, de la sauvegarde de l'entité de la biosphère.

Désormais on ne peut plus séparer l'évolution des espèces vivantes de l'éco-évolution de la biosphère, elle-même constituée par les interactions éco-organisatrices entre unicellulaires, végétaux, animaux, humains et l'ensemble des conditions géophysiques.

En même temps, la «révolution biologique», qui démarre dans les années 50-60, permet d'intégrer la «matière vivante» dans la matière physique terrestre ou concevant la vie comme une organisation complexe de macromolécules, puis de situer l'origine de la vie dans l'histoire de la Terre, il y a quatre milliards d'années environ, à partir d'interactions entre macromolécules dans un milieu tourbillonnaire.

En même temps encore, s'accomplissent la découverte de l'humanité par elle-même et les tâtonnements de la production : une révolution anthropologique commence en 1959, qui va, non plus seulement « faire descendre l'homme du singe », mais incarner l'homme dans le monde des primates. C'est l'ère de l'homme à la longue aventure, celle de l'homination, jusqu'à *Homo sapiens*. Depuis la découverte de Louis et Mary Leakey, en juillet 1959, dans les grottes de l'Oldowai, jusqu'à celle de la « main d'Australopithecus » de Copenhaque, on découvre que cinq millions d'années ont été peuplées d'êtres bipèdes dont, tout se dégage des fûts graciles au cerveau de la taille de celui d'un chimpanzé, jusqu'à l'homme moderne, en passant par l'homme pratiquant le feu, lant la pierre, pratiquant le tissage, avant qu'apparaisse, voici huit cent mille au six cent mille ans, *Homo erectus* domestiqueur du feu. Enfin, dans les cent mille à soixante mille ans, l'homme moderne, *Homo sapiens*, notre propre espèce, qui va se disperser sur toute la Terre, jusqu'à ce que l'ère planétaire, inaugurée en 1942, sonne, hélas par le fer, le feu et la destruction, la souffrance, la mort.

l'espèce humaine, devenue huma-  
nité

Et voici que dans les mêmes années 1957-1960 s'accomplissent les premières saïes globales de la planète Terre par le regard humain. Après le premier Spoutnik de 1957, le premier vol circumterrestre du Magellan spatial Gagarine, une très grande partie de l'humanité a pu contempler sur les écrans de télévision, en 1969, la Terre vue de la Lune. Enfin, après tout, les événements vus sur les écrans TV depuis 1960, à commencer par l'assassinat du président Kennedy, le CNN, depuis 1991, nous permet de balayer quotidiennement du regard tout événement en tout point du monde.

Tout est relié désormais. Tout. Mais le lien ne s'est pas encore opéré dans la plupart des esprits, car ceux-ci subissent les effets disjonctifs du cloisonnement disciplinaire et de l'émiettement des connaissances. Cette forme supérieure de crétinisation nous disloque le global et nous occulte le fondamental.

Or, la formidable révolution de la connaissance et de la conscience terrestre ne peut venir qu'à partir de la connaissance et de la conscience du lien entre les acquis cognitifs nouveaux. Scilicet ce lien leur donne un sens qui devient alors évident : la Terre, ce n'est pas l'addition d'une planète physique, plus la biosphère, plus l'humanité. La Terre, c'est une totalité complexe physique-biologique-anthropologique, où la vie est une émergence de l'histoire de la Terre et l'homme une émergence de l'histoire de la vie terrestre.

La vie est une force organico-biophysique en action dans l'atmosphère, elle a créés tout terre, sous terre, dans les mers, où elle s'est étendue et développée. L'humanité est un espace planétaire et biophysique. Le sort cosmique singulier des particules qui constituent nos organismes, nous mène à l'existence, moins quinze milliards d'années, dans les tout premiers temps de l'univers. Tous nos atomes de carbone se sont formés dans la forge furieuse de soleils antérieurs, aux autres. Toutes nos molécules et macromolécules se sont formées dans les nuages de gaz de l'espace Terre. Toutes les cellules de nos organismes, sont filles-sœurs de la protocellule vivante apparue il y a quatre milliards d'années. Et vous portez de plus en nous, non seulement toute l'histoire cosmique et terrestre, mais aussi l'histoire de tous les vertébrés, poissons, reptiles, mammifères, primats, dont nous sommes issus. Tout homme porte en lui, non seulement l'humaine condition, mais aussi le condition terrestre qui porte en elle le destin cosmique.

Et pourtant, comme notre Soleil nourrit, nous sommes périphériques dans le cosmos. Comme notre Terre matrice, nous sommes perdus dans l'immense univers. Comme la vie, nous sommes minoritaires et marginaux dans la matière terrestre. De plus et surtout, nous nous sommes différenciés des autres vivants par la culture, la conscience, la pensée, l'éthique, qui constituent notre anthroposphère propre, non détachable de la biosphère, mais autonome dépendante en son sein.

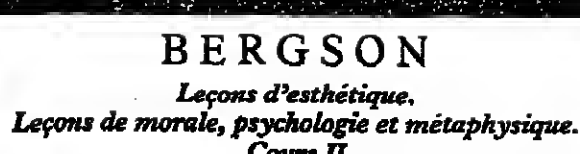
Nous commençons à comprendre que l'ère techno-industrielle nous a conduits à la dévastation de la Terre. Nous commençons à comprendre que cette dévastation a détruit pas seulement des sites naturels, des espèces animales et végétales, mais aussi des trésors millénaires de culture, de langue, de religion, de savoir. Une grande partie est déjà éteinte. Nous commençons à comprendre qu'il ne faut pas seulement créer des réserves, protéger des espèces, conserver un patrimoine terrestre d'art, de beauté, de sagesse, de vertu, mais qu'il faut sauvegarder la Terre-patrie.

Pour cela, il faut prendre conscience, non seulement des dévastations, mais aussi de la course folle, de l'emballlement généralisé où nous emporte un devenir accéléré qui prend de moins en moins figure de progrès. Il ne s'agit pas seulement de freiner ou ralentir, il s'agit de réguler, contrôler, révolutionner le devenir. Il nous faut venir à un autre avenir. C'est cela qui doit être la prise de conscience décisive du nouveau millénaire.

Alors, il nous faut radicalement abandonner le projet de maîtrise de la Terre formulé par Descartes, Buffon, Fourier, Laplace, et qui a été la capitale de la biosphère. Il nous faut reconnaître la citoyenneté terrestre que requiert l'état planétaire pour ériger l'auto-développement et l'autodestruction de l'humanité. Il nous faut assumer cette citoyenneté terrestre si ses exigences sortent de l'âge de fer planétaire, c'est-à-dire civiliser la Terre.

Les conséquences de la marginalisation terrestre sont liées à celles de la reconnaissance de notre mal-être commun. Il nous faut fonder la citoyenneté terrestre sur une éthique du salut terrestre, mais sur la conscience de notre perte. Oui, nous sommes perdus dans le cosmos; oui, nous sommes tous promis à la mort; oui, nous ne saurons pas où nous vivons et où va ce monde. Mais, justement, dans cette situation, il nous faut le jardin commun à la vie mais, la maison commune à l'humanité.

Et voici qu'un terme de la fantastique navigation des temps modernes, commencée au quinzième siècle, le cri de la vigne de Colomb prend enfin son sens véritable : Terre ! Terre ! Encore, jusqu'en les années 50-60, nous vivions sur une Terre-objet. Notre fin de vingtième siècle a découvert la Terre-système, la Terre-cosmique, la biosphère, la Terre humaine globale, la Terre-patrie. Il faut maintenant nous installer sur cette Terre. Cela nécessite une révolution mentale, encore, plus considérable que la révolution copernicienne.



Ce second volume des cours d'Henri Bergson fait connaître pour la première fois l'enseignement magistral du professeur de Khâgne au lycée Henri IV, à Paris en 1892-1894. Ces textes permettent d'accéder avec plus de précision et d'objectivité à la genèse même de la pensée bergsonnienne.

Édition par Henri Hude, avec la collaboration de Jean-Louis Dumay.  
Collection "Epiméthée", dirigée par Jean-Luc Marion, 496 pages - 350 F.

# Le Monde

Édité par le SARL Le Monde  
Deuxième de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944

Capital social :  
630 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »,  
« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme  
des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises,  
M. Jacques Lesourne, gérant.

**RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :**  
15, RUE FAUGUERE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-93  
Télax : 206.806F

*Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration*

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms et Index du Monde au (1) 40-65-28-33

# Le Monde

## PUBLICITE

Jacques Lesourne, président  
Ministère Cnps, directeur général  
Philippe Dupuis, directeur

15-17, rue du Colonel-Pierre-Arlin  
75002 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 46-62-72-72  
Télax : MONDUPUB 634 128 F  
Téléfax : 46-62-76-71 - Société filiale  
du SARL Le Monde et de Médias et Régions SA.

**ADMINISTRATION :**  
1. PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CÉDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25-25  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10  
Télax : 261.311F

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037

## ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Vale normale y compris CEE et étran
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre  
règlement à l'adresse ci-dessus  
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à  
formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur  
numéro d'abonnement.

# Le Monde

## TÉLÉMATIQUE

Composée : 36-15 - Tapes : LEMONDE  
ou 36-15 - Tapes : LM

## BULLETIN D'ABONNEMENT

PP, Parle PP 201 MON CY

Durée choisie :

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les vœux propres en expédiant à l'imprimerie.

**Le Monde**

Edité par le **SARL Le Monde**  
Comité de direction  
Jacques Lacourne, gérant  
directeur de la publication  
Bruno Prouzet,  
directeur de la rédaction  
Jacques Gué,  
directeur de la gestion  
Manuel Lecoq,  
secrétaire général

Rédacteurs en chef  
Jean-Marie Colombani  
Robert Solé  
*(indépendant au directeur de la rédaction)*  
Yves Agnès  
Jacques Amato  
Thomas Farenci  
Philippe Harmanet  
Jacques-François Simon  
Daniel Vernet  
*(directeur des relations Internationales)*

Anciens directeurs :  
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)  
Jacques Fauvet (1969-1982)  
André Durieux (1982-1985)  
André Fontaine (1985-1991)

**RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :**  
1, RUE BALZIEUX  
75501-PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-85-25-25  
Téléfax : 40-85-25-85  
**ADMINISTRATION :**  
1, PLACE HUGERT-SERIN-MERY  
94885 VILLE SAINT-PIERRE  
Tél. : (1) 40-45-72-72

M. Ion Iliescu, le président

Troisième année de p



# ÉTRANGER

Première visite officielle du chef de l'Etat roumain

## M. Ion Iliescu a rencontré à Chisinau le président de la Moldavie

Le président roumain Ion Iliescu a rencontré, lundi 18 mai à Chisinau (ex-Kichinev), son homologue moldave Mircea Snegur, lors de sa première visite officielle en Moldavie. M. Iliescu a réaffirmé son adhésion aux principes d'Helsinki sur l'intégrité des frontières.

M. Snegur a estimé de son côté que la situation s'aggrave dans la région du Dniestr, où six personnes ont encore été tuées dans la nuit de dimanche à lundi.

Russophones et Moldaves roumanophones, séparés par le Dniestr, la langue, l'histoire et un sanglant conflit, y sont prisonniers d'«intangibles frontières».

## Trêve armée de part et d'autre du Dniestr

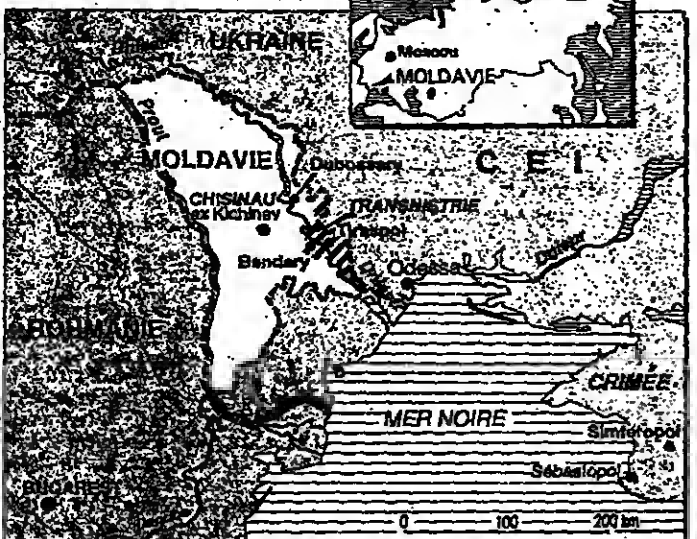
CHISINAU

de notre envoyé spécial

En Moldavie, le conflit qui oppose la «rive droite» du Dniestr, du côté de la Roumanie, à la «rive gauche», frontalière de l'Ukraine, n'est pas, comme celui qui sépare la Seine, de nature «esthétique». Ce qu'on nomme ici «la guerre» — le conflit ethnique le plus dur de l'ex-URSS après le Karabakh — a fait, depuis le 1<sup>er</sup> mars, plus de cent morts. Soixante-quinze, officiellement, dans les rangs des russophones de la rive gauche (est), soutenus par la «mère» Russie. Et une cinquantaine chez les Moldaves roumanophones de la rive droite (ouest), aidés par la Roumanie «sœur». Et 18 000 réfugiés de toutes nationalités.

Les causes de la guerre sont complexes : une «invasion» de réfugiés, imaginée, comme le «do» du Karabakh aux Azeris, par Staline. En 1940, le «petit père des peuples» a armé à l'Union la nouvelle République soviétique de Moldavie, arrachée à la Roumanie, lui ajoutant le Dniestr ukrainien, peuplé majoritairement de slaves fidèles à Moscou. Les raisons de l'entre-deux sont plus simples. Demandez à un Moldave de Chisinau (ex-Kichinev), capitale de la Moldavie indépendante et membre de l'ONU, si l'on veut un jour redevenir roumain, il répondra : «Peut-être». Un russophone de Tiraspol, «capitale» de la «République» autoproclamée de Transnistrie, burlera : «Jamais, plutôt mourir!»

«Dire que les points sont coupés entre les deux rives est plus qu'une image. Après celui de Dubossary, c'est le pont de Curca-Bendery qui, le 17 avril, s'est effondré dans le Dniestr sous une charge d'explosif. Tous les points de passage n'ont pas sauté. Les représentants russophones empruntent celui, barré de blocs de béton et surveillé par leur garde, qui enjambe le fleuve entre Bendery et Chisinau. Ils se rendent à Bendery pour négocier. Le 17 avril, alors qu'un cessez-le-feu était décrété, une commission de conciliation était créée par les ministres des Affaires étrangères de la Russie et de l'Ukraine, de la Moldavie et de la Roumanie, pays qui risquaient d'être entraînés dans le conflit. A Bucarest, «un gouvernement n'aurait pu interdire à des volontaires roumains de venir ici sans tomber le lendemain», explique un diplomate roumain. Mais, malgré une rumeur diffusée par Tass — des cadavres de



Roumains rapatriés du front, — les hypothétiques volontaires sont restés en Roumanie. Fin mars, alors que le conflit menaçait de s'étendre, ce sont les diplomates qui sont venus de Bucarest, mais aussi de Moscou et de Kiev. Car les Ukrainiens du Dniestr font pression pour que l'Ukraine les aide, raconte un négociateur de Kiev. Dans les tranchées, des volontaires venus d'Ukraine remplacent peu à peu les Cosaques de Russie accourus «sauver les Slaves». Pour éviter une désintégration de sa frontière moldave, l'Ukraine, qui considère ses frontières intangibles (elle a reçu le sud et le nord de la Moldavie en échange du Dniestr), y a déployé 1 500 hommes dans une «zone de sécurité».

### Le point brûlant du conflit

Pendant qu'à Bendery la commission négocie — «un match de boxe», raconte un diplomate — à la frontière de la Transnistrie, les combattants s'agitent à la jumelle, dans les tranchées des tireurs d'élite. La nuit, «gardistes» du Dniestr et forces du ministère moldave de l'Intérieur échangent des rafales, une pluie de fusées anti-groce (fusées de la vieille Russie transformatrices en coquettes). Le village de Kocchnitz est la tête de pont moldave en Transnistrie, le point brûlant qui a poussé les grands voisins à intervenir. Appuyés par des blindés, les combattants moldaves se sont entérés dans les bois. Parfois, rompant le cessez-le-feu, quelques balles claquent dans les tranchées.

Chassés de ses commissariats, la police moldave a progressé depuis Kocchnitz, dans un méandre du Dniestr, à l'intérieur de la petite zone russophone. Menaçant de la couper en deux, les forces moldaves saupent à 700 mètres la seule route traversant la «République de Transnistrie». Le long de la chaussée stratégique, les forces de Tiraspol ont enterré leurs blindés ornés de drapeaux rouges et d'éclatards. La vieille Russie transformatrice en coquette, affirme le commandant Ghidulcanu, des forces moldaves, mais nous n'en avons pas reçu l'ordre. Le colonel admet qu'il y a un autre problème : les quelque 8 000 hommes de la XIV<sup>e</sup> armée ex-soviétique et ex-communiste stationnés sur la rive gauche, passés d'un camp de M. Boris Eltsine, le 1<sup>er</sup> avril, sous juridiction russe.

Beaucoup de ses officiers, de ceux qui ne sont pas passés dans la garde russophone avec armes et blindés, ont déclaré qu'ils voteraient à son secours en cas de succès militaire des Moldaves. C'est cette armée qui aide, peu discrètement, la République du Dniestr. Le même jour, le général Chappoukhov (soutenu, le 8 avril, par le Congrès russe) propose, sans rire, comme «force d'interposition». Ce qui amènerait Moscou à prendre le contrôle, voire à reconnaître la «République de Transnistrie», comme l'a proposé le vice-président russe Rouscakov après une tournée en Transnistrie et en Crimée. A Chisinau, le président moldave Mircea Snegur, soutenu par Bucarest et Kiev, n'a pas fait pas d'exigence de M. Boris Eltsine le départ de cette armée. «Par hasard», ce retrait se fera «après une solution politique».

POLOGNE : victoire politique pour M. Lech Walesa

## Le ministre de la défense a été contraint à la démission

Le premier ministre polonais, M. Jan Olszewski, a annoncé, lundi 18 mai, la démission du ministre de la défense, M. Jan Parys, qui avait gravement mis en cause l'entourage du président Lech Walesa.

des structures de l'Etat puisse être encore en fonctions. Même si, dans l'extrême droite, la majorité de la classe politique reconnaissait que l'attitude de M. Parys discréditait l'Etat. M. Olszewski, un «moqueur de patience» selon son principal conseiller, s'entendait.

M. Lech Walesa a finalement en le dessus dans la partie de bras de fer qui l'opposait, depuis plusieurs semaines, au premier ministre. M. Jan Olszewski, à propos de l'attitude adoptée par rapport au ministre de la défense, M. Jan Parys, l'affaire, il est vrai, tournait à la farce, et M. Olszewski s'est rendu à la raison en limogeant ce jeune ministre civil (quarante et un ans), qui accusait publiquement l'entourage du président de comploter «contre la démocratie» en essayant de séduire des généraux à l'insu de la hiérarchie du ministère de la défense (le Monde du 16 avril). Mis en vacances forcées une première fois par M. Olszewski, M. Parys — dont les allégations faisaient entre-temps l'objet d'une enquête parlementaire — fit de nouvelles déclarations fracassantes appelant à la formation de «comités de défense» pour protéger le pays d'un danger qu'il fit d'ailleurs incapable d'identifier.

M. Parys fut, certes, renvoyé pour une nouvelle période de vacances forcées. C'en était toutefois trop pour M. Walesa, qui avait déjà demandé formellement au premier ministre la démission de l'impétrant et qui s'étonna, le 18 mai, devant le Dniestr, qu'un ministre qui appelle à la formation de «comités de défense» en dehors

La démission de M. Parys constitue donc une petite victoire pour M. Lech Walesa et affaiblit encore d'autant le gouvernement minoritaire de centre-droit de M. Olszewski, dont plusieurs ministres sont déjà démissionnaires et qui ne survit pour l'instant que grâce à l'absence de véritable solution de rechange proposée par les formations politiques. «La principale force de ce gouvernement, c'est la faiblesse de ses opposants», nous déclarait ainsi M. Zdzislaw Najder, bras droit de M. Olszewski. Mais la démission de M. Parys ne résout pas le problème de fond posé par son attitude : qui contrôle l'armée en Pologne, le président de la République ou le ministre de la défense ? Et plus largement, quel est le partage des compétences entre le Belvédère et le gouvernement ?

Les attributions du président, limitées, sont définies de manière assez vague par la Constitution actuelle, qui avait été modifiée après la chute des communistes pour ne pas laisser trop de pouvoir au général Jaruzelski, encore chef de l'Etat. C'est une des raisons pour lesquelles M. Walesa plaide avec tant d'énergie pour instaurer en Pologne un système présidentiel «à la française».

SYLVIE KAUFFMANN

### Signature d'un traité d'amitié avec l'Ukraine

Les présidents ukrainien, M. Leonid Kravtchouk, et polonais, M. Lech Walesa, ont signé, lundi 18 mai à Varsovie, un traité d'amitié et de coopération entre leurs pays. M. Kravtchouk, arrivé lundi matin dans la capitale polonaise pour une visite de deux jours, a déclaré, au début de son colloque avec M. Lech Walesa, qu'il attachait une «importance particulière» à son séjour à Varsovie, espérant qu'il permettrait de créer «une nouvelle qualité» dans les relations polono-ukrainiennes. Son homologue polonais a parlé à ce propos de «chance historique à saisir». Outre le traité, les deux pays ont signé plusieurs autres accords et documents, portant notamment sur les points de passage aux frontières, les équivalences des diplômes d'enseignement secondaire et supérieur, les transports routiers et la coopération dans le domaine agricole, scientifique, technique et culturel. (AFP)

LITUANIE : le premier ministre n'a pas démissionné. — L'ambassade de Lituanie à Paris dément «formellement», dans un communiqué publié lundi 18 mai, l'information transmise par l'AFP-Tass et éditée du 19 mai, selon laquelle le chef du gouvernement lituanien, M. Gediminas Vagnorius, avait présenté sa démission.

GRANDE-BRETAGNE : l'enquête sur les neuf soldats britanniques tués par des avions américains pendant la guerre du Golfe. — La commission d'enquête d'Oxford qui examinait les conditions dans lesquelles neuf soldats britanniques ont été tués pendant la guerre du Golfe par des avions américains (le Monde du 19 mai) a conclu, lundi 18 mai, que les deux pilotes ont ouvert le feu «illégalement». Selon l'avocat des familles des victimes, cette conclusion signifie que les pilotes sont responsables d'«homicide» et de «meurtre». Une action judiciaire, allant jusqu'à une demande d'extradition des deux pilotes, pourrait donc être entamée si le dossier était transmis au directeur des poursuites publiques. (Corresp.)

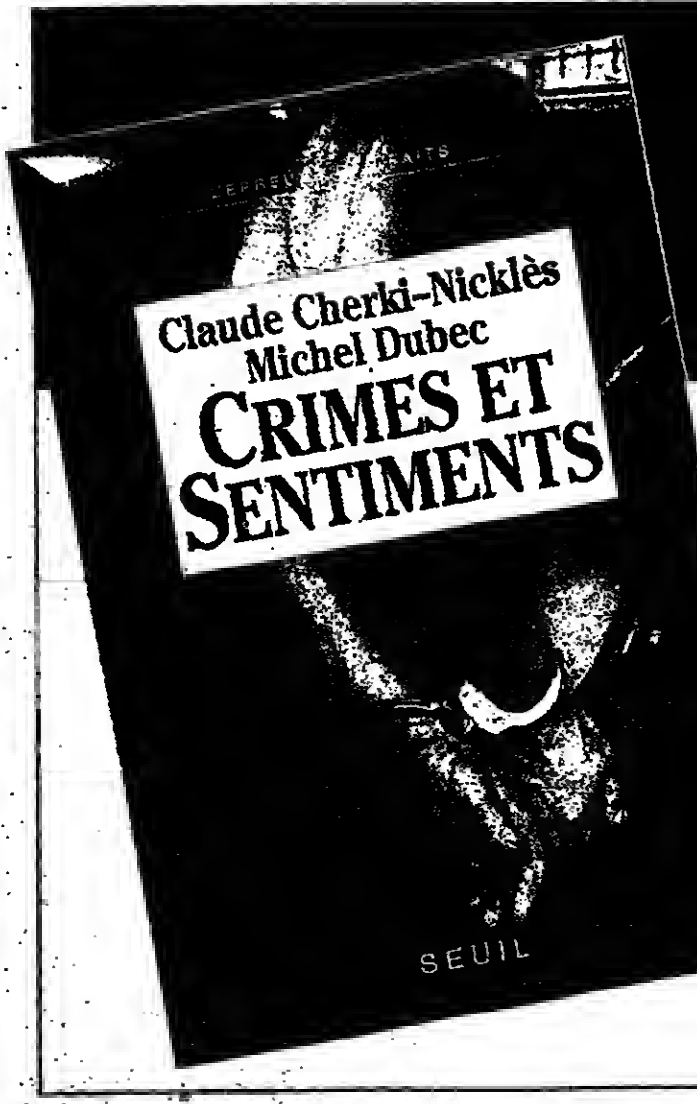
RUSSIE : remplaçant M. Eltsine

### Le général Gratchev est nommé ministre de la défense

Le général Pavel Gratchev a été nommé, lundi 18 mai, ministre de la défense de la Russie par un décret de M. Boris Eltsine. Il succède au président russe lui-même, qui occupait ce poste, *ad interim* depuis la création de ce ministère en mars dernier. Nommé peu après premier vice-ministre de la défense, le général Gratchev avait été chargé, le 7 mai, de la direction des forces armées de la Russie, également créées par décret présidentiel.

Déjà le 1<sup>er</sup> janvier 1992 dans la région de Toulou, le général Gratchev est un parachutiste, diplômé de l'Académie militaire Frounze de l'Etat-major général. De 1981 à 1983, et à nouveau de 1985 à 1989, il a servi en Afghanistan, ce qui lui a valu le titre de héros de l'Union soviétique en mai 1988. Il a été ensuite premier commandant adjoint, puis, à partir de décembre 1990, commandant des troupes aéroportées. Lors du putsch d'août 1991, il s'était rangé résolument aux côtés de Boris Eltsine. En février de cette année, il avait été nommé premier commandant adjoint des forces armées de la CEI. Le général Gratchev a été membre du Parti communiste de 1972 à 1991.

La Crimée veut éviter un affrontement avec l'Ukraine. — Les dirigeants du Parlement de Crimée se sont éloignés d'un affrontement avec l'Ukraine en proposant, lundi 18 mai, de retirer la proclamation d'indépendance lancée le 5 mai dernier (le Monde du 7 mai). De son côté, le président du Parlement de Russie, M. Rouscakov, a déclaré que Moscou ne revendiquait pas la Crimée et souhaitait entretenir de bonnes relations avec l'Ukraine. (Reuters)



## Devenez juré

Ils ont tué leurs enfants, violé leur belle-fille, assassiné leur amant, trucidé leur parent. Aux yeux du grand public, ils sont des monstres. Sous la plume de Michel Dubec, psychiatre analyste, expert auprès des tribunaux, ils sont des êtres humains, malades peut-être, mais des êtres humains. Au fil des histoires judiciaires, il nous entraîne, en compagnie de Claude Cherk-Nicklès, analyste elle aussi, dans le monde de la folie, de la perversion, de la psychopathie mais aussi du malheur et de l'échec. Car tout n'est pas aussi simple : ces «monstres» sont le plus souvent, au départ, des gens comme nous avant que le grain de sable ne s'installe... Un livre à méditer, grâce auquel on lit la rubrique des faits divers avec un autre œil.

Marianne Poyot / Lire

Collection L'Épreuve des Faits dirigée par H. Hamon et P. Raimon.

Editions du Seuil



## EUROPE

## AZERBAÏDJAN

## Les forces arméniennes ont ouvert un corridor entre l'enclave du Haut-Karabakh et l'Arménie

Les combattants arméniens du Haut-Karabakh ont pris la ville azerbaïdjanaise de Latchine dans la nuit de dimanche 17 à lundi 18 mai et ont ouvert un corridor entre l'enclave et l'Arménie, a constaté un photographe de l'AFP présent dans la zone des combats. Le centre de presse du Parlement du Haut-Karabakh a précisé qu'un « convoi de blessés arméniens » a pu passer par la route et « revendra chargé de vivres et de médicaments ». L'ouverture de ce corridor de quelques kilomètres marque la fin de l'isolement terrestre imposé depuis plus de trois ans par l'Azerbaïdjan à son enclave arménienne, dont la minorité azérie a été chassée.

Le verrou de Latchine, qui n'était plus défendu que par moins d'un millier de combattants azerbaïdjaniens, était le cordon des Arméniens depuis la chute de Choucha la semaine dernière. « Nous ne pouvons plus rien faire, nous n'avons plus d'autres forces », a déclaré le vice-ministre de la défense azerbaïdjanaise Chakhine Moussavv, interrogé par ses soldats en déroute à 50 kilomètres au sud de Latchine.

Selon les Arméniens, leur convoi a pu passer « grâce à la bonne volonté des habitants kurdes » qui peuplent la bande de territoire azerbaïdjanaise limitrophe de l'Arménie, où un « dis-

trict autonome kurde » a existé de 1923 à 1929, de Kéldjdar au nord à Koubaty au sud. Les Azerbaïdjanais ont démenti une information faisant état de l'implication de combattants autonomistes kurdes aux côtés des Arméniens : « Il s'agit d'une campagne destinée à justifier la prise des régions de Latchine et de Koubaty par les Arméniens », a déclaré un représentant azerbaïdjanaise à Moscou. Le directeur du centre culturel kurde à Moscou, M. Tariel Brodsky, a cependant affirmé que les Kurdes d'Azerbaïdjan souhaitent le rétablissement de leur district autonome dans cette région et le « retrait de toutes les forces armées ».

Un autre palier dans le conflit entre Arméniens et Azerbaïdjanais a également été franchi, lundi, avec l'entrée de combattants d'Arménie dans l'enclave du Nakhitchevan, administrée depuis 1923 par l'Azerbaïdjan et bordée au sud par la Turquie et l'Iran. Son président, M. Gakhdar Aliyev (ex-membre du bureau politique du PCUS), a déclaré que les Arméniens s'étaient saisis de colonies surplombant la localité de Sédak, faisant 6 morts et 54 blessés parmi les Azéris.

M. Aliyev a appelé à l'aide la Turquie, qui a déployé des contacts diplomatiques avec l'Arménie, la Russie, la France et les États-Unis

tout en lançant une mise en garde. « La Turquie n'acceptera pas un changement par la force d'un accord qui porte notre signature » (en 1921, la Turquie a été reconnue par les Russes garante des frontières du Nakhitchevan), a déclaré le vice-premier ministre turc Erdal Inonu lors d'une conversation avec le ministre arménien des affaires étrangères, M. Raffi Hovhannessian. Ce dernier a réaffirmé que les attaques contre le Nakhitchevan étaient le fait de combattants hors contrôle.

Enfin à Bakou, où la situation semble s'être stabilisée en faveur de l'opposition, le Parlement a élu, lundi, à sa présidence, par 234 voix contre 14, M. Ess Gemburov, un des dirigeants du Front populaire. Cet historien de trente-cinq ans devient ainsi le président par intérim de la République, jusqu'à l'élection présidentielle au suffrage universel prévue le 7 juin. M. Gemburov a rappelé qu'il n'y aura pas de candidat, le Front populaire ayant décidé de présenter son président, M. Aboulfz Elchibey. Ce sont les fortes chances de succès de cette candidature qui avaient porté l'ex-président Moutalibov à tenter une restauration vendredi dernier, lorsque le même Parlement avait soutenu à une faible majorité. (AFP, Reuters)

## Ex-Yougoslavie : un exode massif

Suite de la première page

Luodi encore, 2000 réfugiés de Bosnie-Herzégovine sont restés bloqués dans un train en gare de Zagreb avant que les autorités hongroises n'accèdent à leur demande de quelques centaines, pour lesquels un camp de fortune devait être monté à la frontière entre l'Italie et la Slovaquie. Déjà, cette dernière République a fait savoir à plusieurs reprises qu'elle avait de plus en plus de mal à absorber le nombre croissant de réfugiés, tandis que les autorités croates lancent appels pour que la communauté internationale soulage leur fardeau. Le problème a pris une telle ampleur que l'Autriche a décidé d'organiser, dès mercredi à Vienne, une réunion consacrée à ce problème et à laquelle devraient notamment être représentés la Hongrie, l'Allemagne, l'Italie, la Suisse, la Slovaquie, la Croatie.

Cependant, sur place, le drame

se poursuit avec la même constance. Un convoi long de 10 kilomètres, composé de dix autobus et d'environ 2000 voitures particulières, a ainsi quitté Luodi Sarajev pour évacuer sur Split (sur la côte adriatique), à 270 kilomètres à l'est, plusieurs milliers de femmes et d'enfants, selon l'agence Tanjug. Ce convoi, qui se bénéficie d'une escorte particulière pour franchir les barrières successives tenues par les forces musulmanes et serbes, devait être suivi mardi par un deuxième convoi similaire, toujours selon l'agence. Celle-ci a également fait état de la situation désespérée d'un groupe de 3 500 Serbes, principalement des femmes et des enfants, encerclés par des unités bosniaques (croato-musulmanes) dans le village de Sijce, près de Tuzla (centre de la Bosnie).

Par ailleurs, un convoi de la Croix-Rouge internationale ache-

minant des médicaments à Sarajev a essuyé, lundi, des tirs de mortiers et de roquettes civils et un délégué suisse, Frédéric Maurice, ont été tués et deux autres membres de l'organisation humanitaire ont été blessés. Et ce, un peu avant que Serbes, Musulmans et Croates ne concluent un nouveau cessez-le-feu d'une durée de vingt et un jours.

Aucune des trêves précédemment décrétées par les belligérants n'a toutefois tenu plus de quelques heures. L'accord de lundi, signé en présence de représentants musulmans et croates de la présidence bosniaque, de responsables de la République proclamée par les Serbes en Bosnie et de l'ex-armée fédérale, prévoit l'évacuation, à partir de mardi, des casernes de l'ex-armée fédérale de Sarajev ainsi que de plusieurs autres villes.

Y. H.

## ALLEMAGNE

## Le tortionnaire nazi Josef Schwammberger condamné à la détention à perpétuité

Le tortionnaire nazi Josef Schwammberger, âgé de quatre-vingts ans, extradé en mai 1990 d'Argentine, a été condamné, lundi 18 mai, par le tribunal de Stuttgart à la détention à perpétuité pour des dizaines de meurtres commis entre 1942 et 1944 alors qu'il commandait le camp de travail forcé de Rozwadow puis le ghetto A de Przemysl en Pologne occupée.

BERLIN

de notre correspondant

Le procès de l'ancien adjudant SS sera vraisemblablement le dernier grand procès contre les responsables de crimes contre l'humanité de l'Allemagne hitlérienne. Pendant les onze mois de la procédure, l'affaire Schwammberger a été suivie avec une particulière attention par la presse car c'était un cas particulièrement odieux et exemplaire. Le Kapo nazi a été reconnu coupable d'avoir assassiné de sa propre main et de manière totalement perverse 25 hommes et femmes juifs, d'avoir participé directement au meurtre de 641 autres détenus. Faute de preuves suffisantes, l'accusation n'avait pas

retenu sa responsabilité, qui était directement mise en cause dans la mort de près de 3 000 autres personnes. L'adjudant relevait du commandement de la SS à Czestowice. Ayant tout pouvoir sur les détenus dont il avait la « charge », il y faisait régner une terreur permanente, exerçant ses victimes de sang-froid, avec une insupportable cruauté. Il a été reconnu coupable de la mort d'un rabbin abattu froidement d'un coup de revolver, « pour l'exemple », au cours d'un rassemblement. Une autre fois, ce sont deux femmes, surprises en train d'échanger de la nourriture, qui sont tuées. Il est accusé également d'avoir précipité dans un bûcherement mis en flammes une dizaine d'hommes et de femmes et de les y avoir exécutés.

La liste des cruautés commises par cet homme est interminable. Josef Schwammberger se faisait toujours accompagner d'un chien-loup nommé « Prinz » dressé à se jeter sur les détenus. Bien que les faits remontent à cinquante ans, la justice allemande a cité à la barre quarante témoins survivants venus d'Europe, d'Israël, d'Amérique du Sud et du Nord. Les avocats de l'accusé ont tenté de réclamer l'acquiescement, arguant que les preuves retenues contre leur client étaient insuffisantes.

Né en 1912 dans le sud du Tyrol, Josef Schwammberger, longoustre chômeur, devient en 1933 un fanatique de Hitler. Mesurant 1,76 m, il a tout juste la taille requise pour entrer dans la SS et il en est particulièrement fier. Il en sortira le monstre dont il ne veut plus aujourd'hui se souvenir. Interné en France après la guerre, il avait réussi à s'évader et à gagner l'Argentine où il a vécu pendant plus de trente ans sans être inquiété jusqu'à ce que le centre de documentation de Simon Wiesenthal finisse par retrouver sa trace.

HENRI DE BRESSON

## DIPLOMATIE

## SUISSE : une décision prise de justesse

## Le gouvernement va présenter une demande d'adhésion à la Communauté européenne

BERNE

de notre correspondant

Critiqué de toutes parts pour son indécision, le gouvernement helvétique s'est résigné, lundi 18 mai, à déposer « sans tarder » une demande d'adhésion de la Suisse à la Communauté européenne. Alors que l'adhésif fédéral venait de tenir, dans la matinée, une réunion extraordinaire consacrée à la mise au point de son troisième rapport sur la question, dont la publication était attendue pour mercredi, c'est grâce à une intervention que la radio suisse allemande a révélé la nouvelle (nos dernières éditions du 19 mai). Quelques heures plus tard, l'information était officiellement confirmée dans un communiqué laconique de la chancellerie fédérale.

« Après s'être longuement penché sur tous les aspects du problème, le Conseil fédéral a estimé que le moment était venu de déposer une demande d'adhésion », indique le communiqué. A cette fin, ajoute-t-il, la Suisse s'apprête à « demander prochainement l'ouverture de pourparlers » avec la CEE.

Si Berne se garde encore d'avancer une date précise, sa candidature devrait probablement parvenir à Bruxelles avant que le prochain sommet des Douze, les 26 et 27 juin à Lisbonne, ne se livre à un premier examen du problème de l'élargissement de la Communauté.

## Les cirivages des partis

A en croire la radio allemande, la décision du collège gouvernemental aurait néanmoins été prise de justesse, par quatre voix contre trois. Alors que trois des sept membres de l'exécutif (MM. René Föllmer, affaires étrangères; Jean-Pascal Delamuraz, économie; et Adolf Ogi, transport) étaient favorables à une demande immédiate d'adhésion, c'est le ralliement de M. Flavio Cotti (intérieur) qui aurait fait pencher la balance. En

revanche, MM. Kaspar Villiger (défense), Otto Stich (finances) et Arnold Koller (justice) se seraient opposés à cette démarche, selon eux prématurée. Craignant une certaine confusion dans les esprits, ils auraient souhaité reporter la décision après le référendum prévu pour le 6 décembre prochain sur l'EEC.

Mais les positions au sein du gouvernement ont dépassé les cirivages des partis puisque, sur deux radicaux, deux démocrates chrétiens et deux socialistes, il s'en trouve un dans chaque camp. Quant à M. Ogi, seul représentant de l'Union démocratique du centre, il se montre favorable à l'ouverture à l'Europe alors que son parti se déclare nettement opposé tant à l'EEC qu'à l'adhésion à la CEE.

Qualifiée d'historique par les partisans de l'adhésion, la décision du gouvernement d'engager des négociations avec la CEE n'est pas universellement contestée que par les écologistes et la droite nationaliste. Si les socialistes et les syndicats ne dissimulent pas leur satisfaction, les partis « bourgeois » et le patronat la jugent un peu précipitée et redoutent qu'elle ne porte ombrage à l'EEC. Dans un cas comme dans l'autre, les décisions auront le dernier mot, et le gouvernement devra encore les convaincre du bien-fondé de ses choix.

JEAN-CLAUDE BUIHIER

## DANEMARK

## Début de la campagne pour le référendum sur les accords de Maastricht

COPENHAGUE

de notre correspondant

Au Danemark, la campagne pour le référendum du 2 juin sur les accords de Maastricht a commencé officiellement à la télévision, lundi 18 mai. Selon la tradition, les participants à chaque soir de trois quarts d'heure chacun pour exposer leur point de vue devant les téléspectateurs et répondre aux questions des journalistes.

Ce sont les radicaux qui ont ouvert le feu. Très divisés lors du référendum de 1972 sur la question, ils avaient recommandé le « non » en 1986 pour le référendum sur l'acte unique. Cette fois, ils consistent le « oui » mais, refusant toute perspective de coopération européenne sur le plan de la défense et de la sécurité, ils se réservent de voter non au référendum (inévitables à leurs yeux) qui, dans quelques années, pourrait être organisé obligatoirement sur ce sujet si de tels plans venaient à jour.

Ce même lundi, les présidents des partis conservateurs de Suède, Norvège, Finlande et Danemark (deux d'entre eux sont chefs de gouvernement) se sont rencontrés à Copenhague pour échanger leurs homologues sociaux-démocrates (parmi eux un seul chef de gouvernement, le norvégien Gro Harlem Brundtland) se retrouvaient dans un autre lieu de la capitale danoise. Dans ces deux réunions parallèles, on a surtout parlé de la perspective de coopération européenne du 2 juin et discuté des conséquences que pourrait entraîner une réponse négative des citoyens danois. Les spéculations vont bon train, même si le premier ministre danois, M. Schlüter, ne cesse de répéter qu'il ne croit absolument pas à un non.

Le ministre danois des affaires étrangères, M. Ellemann Jensen (libéral), a commencé lundi la tournée de vingt-huit villes de province où il entend porter la bonne parole européenne en se rendant dans le port de Slagelse, à l'extrême pointe du Jutland, où les pêcheurs, comme partout dans le pays, sont très montés contre Bruxelles, dont ils supportent de moins en moins le régime des quotas.

CAMILLE OLSEN

## En visite à Paris

## Le ministre allemand des affaires étrangères réaffirme la priorité des relations avec la France

A peine avait-il pris officiellement ses fonctions, lundi 18 mai, le nouveau ministre allemand des affaires étrangères, M. Klaus Kinkel, s'est rendu à Paris. Il s'y est entretenu avec MM. Roland Dumas et Pierre Bérégovoy et a été accueilli à dîner au Quai d'Orsay par son homologue français.

Les relations avec Paris sont le premier sujet sur lequel doit se pencher le nouveau chef de la diplomatie allemande puisqu'un sommet franco-allemand réunira cette semaine même, les 21 et 22 mai à La Rochelle, une large partie des deux gouvernements ainsi que MM. Kohl et Mitterrand. En dehors même de cette coïncidence de calendrier, ces relations sont considérées par M. Klaus Kinkel comme l'axe majeur de la politique extérieure de Bonn. Il l'a souligné lundi soir lors d'une brève intervention devant la presse, où se présentant de ce point de vue comme le « fils adoptif de Hans Dietrich Genscher en politique ». Il a évoqué aussi l'amitié qui liait son prédécesseur et M. Roland Dumas et le rôle qu'elle a joué « en particulier pendant la période de l'unification de l'Allemagne ».

Dans ses adieux au ministère des affaires étrangères qu'il a dirigé pendant dix-huit ans, M. Genscher a mis en garde lundi contre l'apparition d'un nouveau nationalisme et contre les courants qui, dans plusieurs pays européens, poussent à une « renationalisation » de la politique. Il a insisté sur l'importance européenne, qui reste selon lui la priorité.

Reprenant une idée qui lui est chère, il a souhaité que la Communauté se donne les moyens d'œuvrer comme une organisation régionale au sein des Nations unies et que la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), dont il fut l'un des plus ardens promoteurs, se dote d'une forme de « conseil de sécurité européen » qui lui conférerait des capacités d'action dont l'ONU seule dispose pour l'instant. Il s'est aussi félicité d'avoir gagné l'administration américaine à l'idée de l'émergence d'une « identité européenne de sécurité ».

LE MONDE diplomatique

Mai 1992

Écologie : RIO, SOMMET DE LA VÉRITÉ

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 20 F

2<sup>ème</sup> CYCLE MANAGEMENT EUROPEEN

LICENCE EUROPEENNE DES AFFAIRES

avec le centre de management aux affaires de GENEVE

14 MOIS DE MANAGEMENT ET DE MISSIONS PROFESSIONNELLES EUROPEENNES

ADMISSION : Jeunes cadres, licence, DEUG, DUT, BTS ou diplôme C.E.E. équivalent

IEMI

INSTITUT EUROPEEN DE MANAGEMENT INTERNATIONAL

INFORMATION

(1) 42 66 66 82

71, rue du St-Sébastien 75009 Paris

Des affrontements armés et des... auraient fait plus de 1000 morts

Le secrétaire général est disposé à faire

Le ministre des affaires étrangères turc et de M. Roland Dumas, le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a reçu, lundi 18 mai à Paris, son homologue turc, M. Hikmet Cetin. Les entretiens ont notamment porté sur la situation au Karabakh. M. Dumas a souligné une solution pacifique, au « oui » dans le cadre de la CSCE et la langue de la conférence de paix qui devrait avoir lieu à Minsk dans ce cadre. Les deux ministres ont également dénoncé les obstacles qui empêchent les missions humanitaires d'accéder à la Bosnie-Herzégovine. (AP)

Début de Harold B. Miller, qui fut directeur de Radio Free Europe. - Pionnier de l'aviation américaine, innovateur en matière de relations publiques aux États-Unis, Harold B. Miller est décédé, vendredi 15 mai, à Kansas-City, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans. Chef des services d'information de la marine américaine en 1945, il s'occupait notamment de la prise en charge des journalistes et photographes sur différents fronts et des transmissions. En 1952, il avait dirigé pendant un an Radio Free Europe.

Un photographe espagnol tué à Sarajev. - Un photographe espagnol, Jordi Pujol, du journal Avui de Barcelone, a été tué, dimanche 17 mai, à Sarajev, où a également été blessé un photographe américain, David Brauchli, qui travaillait pour l'agence américaine Associated Press. Jordi Pujol, vingt-cinq ans, a été atteint par un éclat d'obus alors qu'il descendait de voiture avec son confrère américain devant le siège de l'ancien état-major fédéral. David Brauchli, blessé aux jambes et à l'épaule, a eu la vie sauve grâce à son gilet pare-éclats. Jordi Pujol est le premier journaliste étranger à trouver la mort en Bosnie-Herzégovine (un journaliste bosniaque a été tué au début du mois dans l'est de la République). Vingt-trois journalistes, yougoslaves et étrangers, ont été tués en Croatie.

ITALIE : un neuvième tour pour rien à l'élection présidentielle. - Le neuvième tour de scrutin de l'élection présidentielle italienne s'est soldé par un nouvel échec, lundi 18 mai. La consultation a été marquée par un vote blanc massif : sur 1 014 grands électeurs (députés, sénateurs, représentants des régions), seuls 942 étaient présents et 642 ont pris part au vote. Il y a eu 300 bulletins blancs et 300 abstentions. (AFP)



va présenter une demande  
La Communauté européenne

## AFRIQUE

NIGÉRIA : dans le nord du pays

Des affrontements ethniques et religieux  
auraient fait près de trois cents morts

Près de trois cents personnes ont été tuées au cours d'affrontements ethniques dans le nord du Nigeria, dimanche 17 et lundi 18 mai, ont indiqué mardi des témoins locaux et un diplomate en poste dans la ville de Kaduna, où se sont déroulés une partie des incidents. « J'ai vu des corps et des blessés, des cadavres, des blessés et des cadavres, dont certains portaient des traces de coups qui les rendaient méconnaissables. D'autres avaient la gorge tranchée », a rapporté le diplomate.

Malgré une certaine tension, mardi le calme est revenu dans la ville, le gouverneur civil de la province ayant fait appel à l'armée pour rétablir l'ordre.

Cette nouvelle flambée de violence a commencé samedi à Zango-Kaduna, près de Kaduna, avec des affrontements entre la communauté des Katsina, chrétienne, et celle des Hausa-Fulani - des musulmans.

arrivés ultérieurement - à propos du démantèlement d'un marché. Les violences entre musulmans et chrétiens ont gagné la ville de Kaduna (environ un million d'habitants, capitale de l'Etat du même nom), où la police a tiré des grenades lacrymogènes.

Le quotidien indépendant *Champion* fait également état de trois cents morts au cours de ces événements, qui comptent parmi les plus violents qu'ait connus le pays depuis l'accession au pouvoir du président Ibrahim Babangida, en 1985. Le nord du Nigeria, à majorité musulmane, est régulièrement le théâtre de violences entre musulmans et chrétiens. En octobre dernier, plusieurs centaines de personnes (selon la presse) avaient ainsi été tuées à Kano, la plus grande ville du nord du pays. En avril 1991, des affrontements avaient fait aussi plusieurs centaines de morts à Bauchi, dans le nord également. - (AFP, Reuters)

Pour favoriser un règlement du conflit du Sahara occidental

Le secrétaire général du Front Polisario  
est disposé à faire une concession

Le secrétaire général du Front Polisario et président de la République arabe sahraoui démocratique, M. Mohamed Abdelaziz, se trouve depuis vendredi 15 mai à Paris, où il souhaite être reçu à l'Elysée et au Quai d'Orsay. Sa démarche a lieu à moins de quinze jours de l'expiration du délai que le secrétaire général du F.O.N.U., M. Boutros Boutros-Ghali, s'est donné pour sortir de l'impasse le plan de paix sur le Sahara occidental, ou pour trouver une formule de renvoi. Dans un entretien au *Monde*, le secrétaire général du Front Polisario se dit prêt à faire une concession pour favoriser un règlement du conflit.

Afin que le plan de paix de l'ONU, prévu par la résolution 690 du Conseil de sécurité d'avril 1991, soit appliqué et qu'un référendum d'autodétermination ait lieu au Sahara occidental, le Polisario est disposé à lâcher du lest sur la constitution des listes électorales, « dans les limites du raisonnable », nous a affirmé M. Abdelaziz. A la condition toutefois, s'est-il empressé de préciser, que le Maroc de son côté « fasse des pas pour débarrasser la situation et lever les obstacles qu'il a « créés de toutes pièces ».

Sans vouloir entrer dans les détails « que nous discuterons avec les Marocains, dans le cadre de l'ONU », dit-il, M. Abdelaziz admet qu'il peut exister une certaine marge d'erreur, variant entre 1 et 10 %, dans le recensement de 1974 effectué par les Espagnols (74 000 Sahraouis), avant la décolonisation du Sahara occidental et sur la base d'un état adopté le plan de paix des Nations unies. « Mais qu'on n'invoque pas une marge d'erreur de 200 % », s'ins-

truit-il, faisant allusion à la demande de Rabat d'étendre le droit de vote à 120 000 personnes supplémentaires - déplaçées durant la période coloniale, - selon une liste présentée à l'ancien secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar.

Cette demande marocaine, et son refus par le Polisario, sont à l'origine du report sine die du référendum qui était initialement prévu en janvier dernier et qui doit permettre aux Sahraouis de se prononcer sur l'indépendance ou l'intégration au Maroc (le *Monde* du 13 mai). M. Boutros-Ghali s'est donné jusqu'au 31 mai pour mettre en œuvre le plan de paix ou rechercher « d'autres lignes d'action ».

Un « geste »  
de la France

M. Abdelaziz est amer envers la France, qui a soutenu, affirme-t-il, le rapport fait en décembre 1991 par M. Perez de Cuellar, proposant d'élargir très sensiblement le corps électoral sahraoui en intégrant une très large partie des populations déplacées. Il estime que Paris, « en raison de ses liens avec les pays d'Afrique du Nord, doit assumer une part de responsabilité » pour que le plan soit appliqué et demander au Maroc « de renoncer à ses positions intransigeantes ».

« Le gouvernement français doit aussi faire un geste dans notre direction », ne serait-ce qu'en retour de celui consenti par le Polisario lui-même qui, « en réponse à un appel de Paris », a « fait de nombreux sacrifices et concessions » pour que le plan de paix soit appliqué. « Mais, si la France ne fait rien, le plan de paix sera un échec », dit-il. « Le respect de la légalité internationale dans la région du Maghreb », que l'Elysée et le Quai d'Orsay refusent de reconnaître, son objectif étant de « tenter de sauver le plan de paix ». Les demandes d'audience faites à la

TUNISIE  
Les dirigeants de la Ligue  
des droits de l'homme accusés  
d'être des « suppôts de l'étranger »

TUNIS

de notre correspondant

La tension entre le pouvoir et la Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH) s'est subitement aggravée. Après plusieurs semaines de contacts discrets et de polémiques plus ou moins feutrées autour de la nouvelle loi sur les associations (le *Monde* du 17 et 26 mai), les autorités tunisiennes paraissent de moins en moins disposées à composer avec les dirigeants actuels de la Ligue, maintenant dénoncés comme des « suppôts de l'étranger ».

L'expression est du président Ben Ali. Evoquant dans un récent discours ceux qui mettent en doute ou critiquent l'état de liberté dans le pays, le président avait déclaré

que la Tunisie « méprise quiconque se fait le suppôt de l'étranger pour frapper son propre pays et souiller sa réputation à des fins politiciennes viles ».

Avec un parfait ensemble, la presse officielle a désigné, samedi 16 mai, les « fauteurs » : les dirigeants de la LTDH et tout particulièrement son président, le docteur Moncef Marzouki, qui est déjà depuis longtemps dans le collimateur du pouvoir. Pour preuve, les journaux ont publié la photocopie d'une lettre que le docteur Marzouki aurait adressée au « secrétaire général » d'une organisation étrangère non précisée, pour lui faire part de l'intention de la LTDH, inquiète pour son avenir, de reprendre sa « campagne de sensibilisation à l'intérieur et à l'extérieur », en vue d'obtenir « le gel ou l'annulation » de la loi sur les associations. Les commentateurs jugent cette correspondance « méprisante », comme étant « un acte d'infériorité », « une insulte au respect de la personnalité tunisienne », procédant d'un « complexe de colonisé mal liqué ».

Les dirigeants de la Ligue n'ont pas réagi à ces accusations outrancières. A leur connaissance, la lettre mise en cause, datée du 11 mai, existait seulement « à l'état de projet » et n'a pas été expédiée. Se trouvant à l'étranger depuis le 9 mai, le docteur Marzouki n'a pu confirmer les dires de ses amis. Quoi qu'il en soit, la photocopie publiée ne porte pas sa signature mais seulement son cachet.

La semaine dernière, le ministre de l'Intérieur avait ostensiblement à la LTDH qu'en vertu de la nouvelle législation elle était classée dans la catégorie des associations « à caractère général », qui, notamment, doivent obligatoirement accepter les demandes d'adhésion, disposition à laquelle s'oppose fermement la direction de l'Organisation qui préfère sélectionner ses adhérents pour préserver son indépendance.

La LTDH avait espéré jusqu'à la dernière minute échapper à ces contraintes, en étant classée parmi les associations à caractère social. Désormais, elle sait qu'elle doit se plier à la loi dans un délai maximal d'un mois, sans peine d'être dissoute. Il lui reste seulement la possibilité d'introduire un recours contre la décision du ministre de l'Intérieur, devant le tribunal administratif. Mais la procédure est longue et les textes ne précisent pas si ce recours est suspensif.

MOUNA NAIM

MICHEL DEURÉ

## MAROC

Les cinq principaux partis d'opposition  
constituent un « bloc démocratique »

Dans un communiqué rendu public lundi 18 mai à Rabat, les cinq principaux partis marocains d'opposition ont annoncé leur décision de constituer un « bloc démocratique », destiné à servir de « cadre général » pour « coordonner leurs positions et conjuguer leurs efforts, afin de réaliser leurs objectifs communs ». Les cinq partis, qui ont adopté une charte nationale, sont l'Union socialiste des forces populaires (USFP), l'istiglal, l'Union nationale des forces popu-

laires (UNFP), l'Organisation de l'action démocratique et populaire (OADP) et le Parti du peuple et du socialisme (PPS).

Par ailleurs, le roi Hassan II a reçu lundi les chefs de l'istiglal, de l'USFP, du PPS et de l'OADP, avec lesquels il a notamment évoqué les résultats des travaux de la commission d'arbitrage, chargée de statuer sur les textes concernant l'organisation des prochaines législatives, dont la date n'a pas encore été fixée. - (AFP)

## PROCHE-ORIENT

Le « droit au retour » des réfugiés palestiniens

Israël se déclare satisfait  
d'une mise au point américaine

Le ministre israélien des affaires étrangères, M. David Levy, s'est félicité, lundi 18 mai, d'une mise au point faite le jour même par le département d'Etat américain, au sujet de la résolution 194 des Nations unies qui établit le « droit au retour » des réfugiés palestiniens sur leur terre.

Cette mise au point « met fin aux tentatives de certains éléments arabes de remettre à l'ordre du jour une résolution de l'ONU complètement dépassée », a déclaré M. Levy. La réaffirmation, la semaine dernière, par Washington, de son soutien à la résolution 194, avait entraîné une levée de

boucliers en Israël, où toutes les formations politiques récusent ce « droit au retour ».

Le porte-parole du département d'Etat, M. Margaret Tutwiler, a affirmé lundi que les deux seules résolutions servant de base aux négociations actuelles étaient les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU, prévoyant l'instauration de la paix en échange de l'abandon des territoires occupés. Elle a en outre annoncé que la diplomatie américaine ne répondrait plus à toutes les questions posées sur le processus de paix pour éviter ce qu'elle a appelé de « regrettables distorsions des faits ». - (AFP)

## AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : malgré une demande de rançon

La disparition du président  
d'Exxon International reste mystérieuse

NEW-YORK

de notre correspondant

M. Sidney J. Reso, président d'Exxon International, la filiale la plus importante de la première compagnie pétrolière mondiale, a disparu le 29 avril, alors qu'il venait de quitter son domicile pour se rendre à son bureau de Florham-Park (New-Jersey). Depuis, la police et la famille sont sans nouvelles. Une demande de rançon a bien été formulée par une organisation baptisée « Rainbow Warriors », inconnue à ce jour, mais les enquêteurs ne semblent pas lui accorder de crédit.

Le groupe Exxon, dont le siège est à Houston (Texas), a annoncé, jeudi 14 mai, qu'il traitait une réclamation « substantielle » - sans en préciser le montant - pour toute information lui permettant de retrouver la trace de M. Reso.

Comme à l'accoutumée, M. Reso avait quitté sa résidence de Morris-Township, le 29 avril, à 7 h 30 du matin, pour passer sa journée, d'habitude de quinze à vingt minutes en voiture. Ne l'ayant pas vu arriver une heure et demie plus tard, son secrétaire donnait l'alerte. Son épouse, Patricia,

devait retrouver peu après la voiture à une centaine de mètres du domicile, vide de tout occupant, la portière ouverte et le moteur tournant.

Aucune piste sérieuse ne permet d'établir les raisons d'un éventuel enlèvement espalé, si ce n'est cette demande de rançon, dont le montant a également été gardé secret et sur laquelle les enquêteurs n'ont guère fourni de précisions.

« Rainbow Warriors » était le nom du navire de l'organisation pacifiste Greenpeace coulé en juillet 1985 dans le port d'Auckland (Nouvelle-Zélande) par les services secrets français. L'association américaine Greenpeace a aussitôt publié un communiqué démentant toute implication dans cette affaire et rappelant que, depuis vingt ans, elle avait renoncé à toute action violente.

Dans un premier temps, les activités internationales de M. Reso, âgé de cinquante-sept ans, avaient incité certains enquêteurs à envisager une possible action à caractère terroriste, mais cette hypothèse ne semble plus devoir être retenue.

SERGE MARTI

L'un des policiers impliqués dans l'affaire Rodney King  
veut faire publier un livre raciste

Ravi d'être devenu une « célébrité » après qu'un cinéaste amateur eut filmé le passage à tabac de l'automobiliste noir Rodney King, le sergent Stacey Koon, 40 ans, des quatre policiers blancs acquittés dans cette affaire, cherche un éditeur pour l'ouvrage particulièrement insultant pour les Noirs et autres minorités qu'il vient d'écrire.

D'après les extraits que le quotidien *Los Angeles Times* a publiés, samedi 16 mai, Stacey Koon raconte avoir plaisanté sur le sort d'un « mandingo » (terme très péjoratif autrefois utilisé pour désigner les esclaves noirs) lors lequel il venait de tirer : « Les Noirs sont trop bêtes pour sentir l'impact ». Il

se vante d'être devenu une « légende », pour avoir brutalement frappé un Latino-Américain drogué et revient longuement sur l'affaire Rodney King, affirmant que l'automobiliste avait « bougé ses fesses de manière suggestive », offensant et effrayant sa collègue Melanie Sifger. Cette dernière avait affirmé, lors du procès, n'avoir jamais eu peur de Rodney King.

Le sergent Koon prétend que son livre, intitulé *Les tides de mars* (allusion à la date de l'assassinat de Jules César), se veut le reflet de ce que les policiers, confrontés quotidiennement à des situations dangereuses, « pensent et ressentent ».

## En Virginie

La grâce est refusée  
à un condamné à mort  
qui clame  
son innocence

La campagne de presse organisée pour souligner les « incohérences » du procès de Roger Coleman, condamné à mort pour le viol et le meurtre d'une jeune femme de dix-neuf ans, n'a pas ému M. Douglas Wilder, gouverneur démocrate noir de Virginie : ce dernier a refusé, lundi 18 mai, d'accorder sa grâce, après avoir examiné ce dossier « avec une extrême attention ».

Roger Coleman, qui continue de clamer son innocence, devrait être exécuté mercredi, à moins que n'aboutisse le recours déposé par son avocat devant un tribunal de district de Richmond, la capitale de l'Etat. Le magazine américain *Time* a fait la une de son dernier numéro sur ce cas, avec ce titre : « Cet homme doit-il mourir ? ». - (AFP, UPI)

ÉQUATEUR : selon les résultats  
partiels du premier tourLes conservateurs  
sont largement en tête  
de l'élection présidentielle

A l'issue du premier tour de l'élection présidentielle organisée dimanche 17 mai en Equateur, les deux candidats de la droite arriveraient, d'après les premiers résultats, largement en tête. Chef du Parti de l'Union républicaine récemment créé, M. Sixto Duran Ballón, soixante-dix ans, obtiendrait environ 33 % des suffrages, tandis que le candidat du Parti conservateur social-chrétien, M. Jaime Nebot Saadi, quarante-cinq ans, recueillirait un peu plus d'un quart des suffrages.

Les deux hommes sont pratiquement assurés de s'affronter au deuxième tour, le 5 juillet prochain. Le candidat populiste, Abdala Bucaram, n'ayant obtenu qu'environ 20 % des voix. Si ces résultats se confirment, la Gauche démocratique (au pouvoir depuis quatre ans) essuierait un sérieux revers, avec seulement 8 % des voix pour son candidat, M. Raul Baca Carbo. La Constitution interdisait à l'actuel président Rodrigo Borja de briguer un second mandat.

Les Equatoriens, qui devaient également désigner 77 députés, auraient à l'occasion accordé leur confiance aux conservateurs : le parti de M. Duran Ballón remporte déjà 19 sièges, et celui de M. Nebot, 13. - (AFP)

□ SALVADOR : relance du plan de paix. - Après plusieurs semaines de discussions avec des représentants de l'ONU et des diplomates du continent, le gouvernement du Salvador et le Front Farabundo-Marti de libération nationale (FMLN) ont réaffirmé, lundi 18 mai, leur adhésion à l'accord de paix conclu en janvier. La guérilla, qui avait vivement dénoncé les violations de ce plan, reprendra la démobilitisation de ses troupes, tandis que le gouvernement de M. Cristiani a promis de faire « un effort spécial » pour rattraper le retard accumulé dans le calendrier des réformes. - (Reuters)



## AMÉRIQUES

CANADA : après la décision du Québec

## Le gouvernement fédéral envisage aussi d'organiser un référendum constitutionnel

Le Canada pourrait connaître cette année non pas un, mais deux référendums constitutionnels : le Québec va en organiser un d'ici la fin du mois d'octobre probablement sur le souveraineté de la province, et le gouvernement fédéral vient de déposer un projet pour en proposer un autre, au cas où les négociations en cours avec les provinces n'aboutiraient pas à temps. Cette dernière initiative a provoqué de vives protestations.

MONTREAL

correspondance

Le gouvernement fédéral conservateur de M. Brian Mulroney vient de se ménager la possibilité de consulter l'ensemble de la population canadienne sur le projet de réforme constitutionnelle dont il doit déposer la version finale dans les semaines à venir. De son côté, le gouvernement du Québec s'est déjà engagé, par voie législative, à organiser avant le 26 octobre un référendum sur l'accession de la province à la souveraineté, qui pourrait, avec un amendement à la loi, se muer en référendum sur les offres constitutionnelles fédérales, si elles sont jugées suffisamment intéressantes.

M. Harvie André, ministre représentant du gouvernement fédéral à la Chambre des communes, a indiqué que le projet de loi, déposé « par précaution », vendredi 15 mai, permettrait de tenir un référendum dans une, plusieurs,

ou toutes les provinces « si le besoin s'en fait sentir ». L'issue de ce scrutin ne lierait pas juridiquement le gouvernement qui n'y attache qu'une « valeur morale », a précisé M. André, qui a d'ailleurs dit espérer que son organisation ne soit pas nécessaire.

Ottawa préférerait en effet que les négociations qu'il mène avec les représentants des gouvernements provinciaux (sauf celui du Québec qui les boycotte) et des peuples autochtones, aboutissent à un consensus qui le dispenserait de cette consultation populaire. Mais ces discussions s'éternisent et l'échéance référendaire québécoise approche.

## « Coup de force d'Ottawa »

Les premiers ministres des provinces de l'Ouest ont immédiatement critiqué ce projet de loi comme « un coup de force d'Ottawa », qui se donnerait ainsi le moyen d'écarteler leurs revendications et d'en appeler directement aux citoyens pour faire prévaloir sa propre solution au problème constitutionnel. Une solution dont ils redoutent qu'elle ne soit concédée dans le seul but d'amener enfin le Québec à adhérer à la Constitution canadienne qu'il a refusé de signer en 1982. Cette crainte est aussi largement partagée — pour d'autres raisons — par les indépendantistes québécois.

Le projet de loi ne précise ni la ou les questions qui seraient posées, ni la date de cet éventuel référendum. Il en définit seulement les modalités techniques, mais celles-ci ont suffi à soulever l'indignation de toutes parts. Contrairement à vingt ans de tradition électorale canadienne, le texte ne pose aucune limite aux dépenses électorales des individus, groupes, entreprises ou partis politiques. Les gouvernements fédéral et provinciaux n'auraient même pas à rendre compte de leurs propres dépenses.

Le Parti libéral du Canada, qui réclame pourtant un référendum, et le Parti néo-démocrate ont promis de déposer des amendements pour corriger ces modalités. Le chef du Bloc québécois (parti fédéral souverainiste), M. Lucien Bouchard, envisage de contester devant les tribunaux la validité de ce projet de loi qu'il considère comme « une tentative éhémère de laver les cerveaux ».

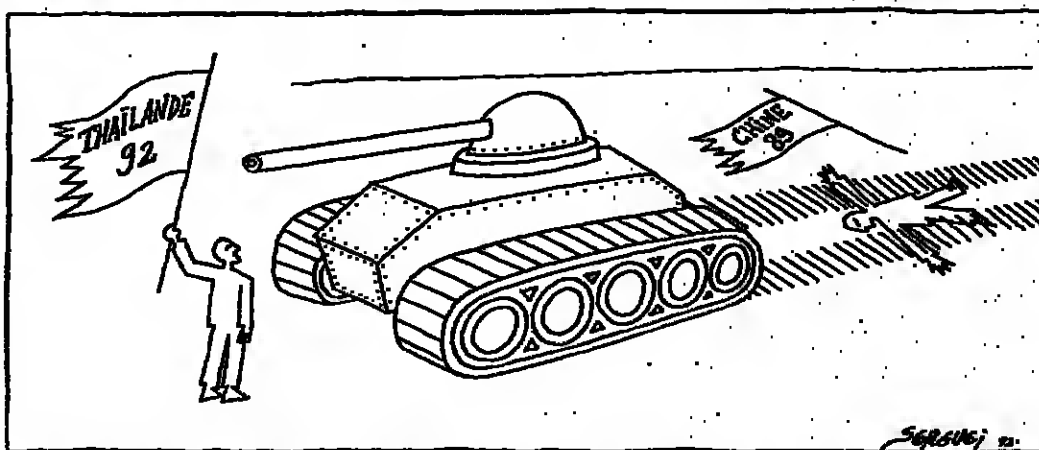
CATHERINE LECONTE

## Bangkok dans la tourmente

Suite de la première page

Lundi après-midi, dans le quartier de Bangkok où les premiers rassemblements ont lieu depuis le 5 mai, les soldats ont monté une opération pour arrêter le général Chamlong et les six autres dirigeants de la Confédération pour la démocratie, organisateurs de la grande manifestation de dimanche. Le général, menottes aux poignets,

de résidents qui ne leur manifestent, apparemment, guère d'hostilité. Mardi à l'aube, l'armée a procédé à des dizaines d'arrestations aux abords de l'Hôtel Royal, devenu au fil des jours un havre pour journalistes et observateurs et que des médecins avaient transformé en hôpital de campagne. L'armée était déjà intervenue au milieu de la nuit devant cet établissement, tirant à vue sur des



a été embarqué à bord d'une Jeep par des soldats. Environ trois cents personnes, qui n'ont pas opposé de résistance, ont été également arrêtées. Privé de sa direction, le mouvement s'est à la fois durci et éparpillé, en dépit de la présence massive de troupes fraîches appuyées par des blindés légers qui n'ont pas hésité, à plusieurs reprises, à faire usage de leurs fusils pour disperser les groupes encore nombreux de manifestants.

Dans la nuit, des jeunes gens, armés de cocktails molotov et juchés sur leurs motocyclettes, chassés par les Jeeps de la police, se sont répandus dans d'autres quartiers de la ville, s'en prenant aux symboles du pouvoir, du poste de police à la guérite d'agent de la circulation, en passant par les feux de signalisation. Il s'agissait souvent d'adolescents appartenant à des écoles techniques, qui, visiblement, n'avaient pas froid aux yeux et que les dirigeants de la Confédération pour la démocratie, même avant leur arrestation, ne considéraient déjà pas.

## De la manifestation à l'émeute

Certains rapports ont fait état, à l'aube, de pillages de magasins mais, quelques heures plus tôt, les jeunes motocyclistes menaient encore leurs rondes sous le regard

jeunes qui avaient tenté de forcer des barrières militaires à l'aide d'autobus.

De la manifestation, on est donc passé à l'émeute après la proclamation de l'état d'urgence. Les esprits se sont vite échauffés. Le gouvernement a réitéré, à plusieurs reprises, sa détermination à rétablir l'ordre et, lundi soir, le général Suchinda est de nouveau intervenu à la télévision pour réaffirmer qu'il ne démissionnerait pas. Tous les moyens, a-t-il dit, seront utilisés pour rétablir l'ordre.

Bien entendu, il a fait porter la responsabilité des affrontements aux dirigeants de la Confédération pour la démocratie, arrêtés quelques heures auparavant. Il a même accusé le général Chamlong d'avoir délibérément provoqué les violences. Il a, enfin, annoncé l'ouverture d'un « dialogue » avec les formations de l'opposition parlementaire pour tenter de trouver une issue constitutionnelle à la crise.

Dans la brutalité de la répression, depuis la nuit de dimanche à lundi, il faut faire la part habituelle des choses. Si des soldats se sont affolés, ils ont cependant, le plus souvent, tiré en l'air devant les foules et manifesté une certaine retenue. Parfois, ils ont visé les jambes mais, dans d'autres cas, ils ont agi comme s'ils avaient reçu

## ASIE

THAILANDE

pour instructions de nettoyer le terrain à n'importe quel prix. En revanche, la thèse avancée par le général Chamlong selon laquelle une « cinquième colonne » se serait infiltrée parmi les manifestants n'est pas confirmée pour l'instant.

En ordonnant des « marches » de manifestants, notamment dimanche soir, l'ancien gouverneur de Bangkok a également contribué à faire monter d'un cran une tension déjà vive, estimant certains témoins, qui pensent que, dans le camp du pouvoir, on a alors eu le réflexe de lui répondre du tac au tac, en qui n'a rien arrangé. Les groupes de jeunes — les « mobs-

## Du putsch du 23 février 1991 aux émeutes de mai 1992

— 23 février 1991 : un putsch renverse M. Chatichai Choonhavan, devenu en août 1988 le premier chef de gouvernement thaïlandais élu démocratiquement en douze ans. La junte instaure la loi martiale, abolit la Constitution et dissout le Parlement.

— 2 mars : M. Anand Panyarachun, un ancien diplomate, est nommé chef d'un gouvernement intérimaire.

— 22 mars 1992 : élections générales. M. Narong Wongwan, chef du parti qui compte le plus grand nombre de députés, est choisi comme premier ministre. Sa candidature sera écartée à la suite d'accusations américaines de trafic de drogue.

— 7 avril : le général Suchinda Krapayoon est nommé premier ministre et quitte l'armée.

— 20 avril : début d'une série de manifestations antigouvernementales, l'opposition et les étudiants considérant l'ex-général Suchinda, qui ne s'était pas présenté aux élections, comme le chef d'un régime militaire déguisé.

— 4 mai : le principal dirigeant de l'opposition, M. Chamlong Srimuang, entame une grève de la faim illimitée pour obtenir la démission de M. Suchinda. Elle durera cinq jours.

— 11 mai : l'opposition suspend ses manifestations après avoir obtenu un accord sur une révision constitutionnelle prévoyant que le chef du gouvernement doit être un député élu.

— 12 mai : M. Suchinda se déclare prêt à démissionner après cette révision.

— 13 mai : les partis pro-gouvernementaux étant revenus sur leur parole, l'opposition appelle à nouveau à manifester.

— 17 mai : premiers affrontements entre manifestants et policiers à Bangkok.

— 18 mai : l'armée reçoit l'ordre de pénétrer dans Bangkok pour mettre fin aux manifestations. Proclamation de l'état d'urgence et arrestation de M. Chamlong.

— 19 mai : les manifestations se poursuivent encore ce matin dans la capitale. — (AFP)

## CORÉE DU SUD

## M. Kim Young-sam candidat du parti au pouvoir à la présidence

Le Parti démocrate libéral (PDL), au pouvoir en Corée du sud, a officiellement accordé, mardi 19 mai, son investiture à M. Kim Young-sam pour la prochaine élection présidentielle, à-t-on appris de source proche du parti. Le choix de la convention nationale du PDL ne saurait surprendre, le seul concurrent de M. Kim Young-sam, M. Lee Jong-chun, ayant annoncé dimanche qu'il se retirait d'une course considérée déloyale.

Le scrutin doit avoir lieu avant la fin de l'année. Le mandat de cinq ans du président Roh Tae-woo, non renouvelable, expire en février. Au total, 4 418 des 6 660 députés du PDL ont voté pour M. Kim Young-sam, ancien opposant qui s'est rallié au président Roh voici deux ans. Les analystes s'attendent à une lutte serrée entre M. Kim Young-sam et son rival Kim Doo-jung, chef du Parti démocratique, la principale formation d'opposition. — (Reuters)

## VIETNAM

## Deux dissidents condamnés à la prison

Deux dissidents vietnamiens ont été condamnés par un tribunal de Ho-Chi-Minh-Ville pour « propagation antisociale », a annoncé, vendredi 15 mai, le quotidien *Son Gai Phong*. M. Doan Thanh Lien, un conseiller juridique accusé d'avoir en des liens étroits avec des responsables américains et de l'ancien régime de Saigon, a été condamné à douze ans de détention, le « poète réactionnaire » Nguyen Tri, déjà envoyé en « rééducation » en 1975, à huit ans.

D'autre part, le président du Comité Vietnam pour la défense des droits de l'homme, M. Vo Van Ai, a écrit au premier ministre vietnamien Vo Van Kiet pour lui demander la libération de « cinq personnalités religieuses, éminentes érudits, spécialistes de l'histoire et de la philosophie du bouddhisme vietnamien ». Il s'agit des vénérables Thich Huyen Quang et Thich Quang Do, qui se trouvent en résidence surveillée depuis dix ans sans jamais avoir été jugés, Thich Duc Nham, détenu dans le camp Z 30 D de Ha Tan, Thich Tue Sy (camp A 20 à Xuan Phuoc) et Thich Tri Siu (camp de Xuan Loc).

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

CHAUMET PARIS

12, PLACE VENDÔME - 75001 PARIS - TÉL. : (1) 44.77.24.00  
46, AVENUE GEORGE-V - 75008 PARIS - TÉL. : (1) 49.52.08.25



# Sondage National

réservé aux décideurs d'entreprise.

Vous paraît-il possible, dans le cadre d'une négociation salariale, que le confort et l'agrément du travail soient pris en compte ?  
☐ Oui ☐ Non

Souhaiteriez-vous que soient mises en place des méthodes destinées à mesurer l'image de votre entreprise auprès de ses visiteurs (clients, partenaires...) ?  
☐ Oui ☐ Non

L'entreprise doit-elle aujourd'hui concevoir un instrument de mesure de l'efficacité du travail dans l'entreprise en fonction de l'environnement de chacun des salariés ?  
☐ Oui ☐ Non

Peut-on, selon vous, redonner confiance à son personnel en changeant son espace bureau ?  
☐ Oui ☐ Non

Peut-on, selon vous, rapprocher la notion de confort de travail de celle d'absentéisme ?  
☐ Oui ☐ Non

Vous arrive-t-il à l'occasion d'une embauche, de parler de la qualité de l'espace bureau que vous proposez ? ☐ Oui ☐ Non

Diriez-vous que, lorsque vous cherchez à dynamiser vos équipes, vous songez à renouveler leur cadre de travail ? ☐ Oui ☐ Non

Peut-on modifier la qualité du travail en fonction de l'ergonomie ?  
☐ Oui ☐ Non

Le traitement informatique des questionnaires sera assuré par IPSOS.



UNION NATIONALE DES INDUSTRIES FRANÇAISES DE L'AMEUBLEMENT

Gagnez l'un des 10 week-ends voyages (avion + hôtel) pour 2 à Séville.

Un tirage au sort des questionnaires sera organisé pour toutes les réponses ayant été retournées par les décideurs d'entreprise avant le 30 juin 1992. Vous pouvez obtenir le règlement chez M<sup>e</sup> Ouazan en écrivant à l'UNIFA.

Nom : \_\_\_\_\_ Adresse : \_\_\_\_\_  
Entreprise : \_\_\_\_\_ Tél. : \_\_\_\_\_

Secteur d'activité : Industrie ☐ BTP ☐ Commerce ☐ Services ☐  
Taille de l'entreprise : ☐ Moins de 50 salariés, ☐ 50 à 100 salariés, ☐ 100 à 200 salariés, ☐ 200 à 500 salariés,  
☐ 500 salariés et plus. / Fonction : \_\_\_\_\_ / Sexe : ☐ Homme, ☐ Femme. / Age : \_\_\_\_\_

Pour remplir ce questionnaire, il vous suffit de cocher la case correspondante, et de le faire parvenir à l'UNIFA-28 bis, avenue Daumesnil - 75012 PARIS.



Les de  
sire à c

## Après la défaite régionale et départementale du PS

## La fédération socialiste du Nord veut approfondir l'accord avec les Verts

**plan national de lutte contre la corruption».**

M. de Villiers refuse, en effet, tout nouveau «*troc idéologique*» avec M. Mitterrand, qu'il convie *«à aller tailler ses arbres à Larché»*.

**D. C.**

(1) Assistants à ce conseil constitutif plusieurs députés : MM. Jacques Bourdier (RPR), René de Broque (RPR), Maurice (RPR), Verneuil, Alain Griotier (UDF, Val-de-Marne), Louis de Broissia (RPR, Côte d'Or), François d'Aubert (UDF, Mayenne), Jean-Claude Mignen (RPR, Seine-et-Marne), Jean-Luc Préd (UDF, Vendée), Jean Kiffer (apparenté RPR, Vaucluse).

(Maire), Bernard Despax (RPR, Indé-  
 pendance), Jean Despland (RPR, Indé-  
 mandité), Jean Despland (UDF, Lait-  
 erie), Jean-Michel Ferrand (RPR, Uni-  
 versité), Polinet et Maréchal (RPR, Indé-  
 pendance), Roger Pélissier (RPR, Uni-  
 versité), Eric Dodel (RPR, Laiterie), Christine  
 Bonin (UDF, Yvelines), MM. Alain  
 Jonekmann (RPR, Yvelines), Pierre  
 Lecoq (RPR, Yvelines), Jean-Louis  
 Hentz Maspagnol du Genest (UDF, Laité-  
 riation), et plusieurs sénateurs :  
 André Jacques Larché (RSP, et Indé-  
 pendance), Jean-Louis Laroche (RSP, et  
 Indépendance), Jacques Hahnel (RSP,  
 indépendant, représentant des Français établis  
 hors de France), Louis Molinari (Union  
 pour la Démocratie Française), Jean-  
 Louis Pélissier (RPR, Indépendance),  
 (CNI, Nord), François Delpech (non inscri-  
 t), Bernard Seillier (RSP, et Indé-  
 pendance), Xavier de Villepin (Union  
 pour la Démocratie Française), Jean-  
 Louis Béranger (RPR, Indépendance),  
 Bernard Barbier (RSP, et Indé-  
 pendance), Henri de Raincourt (RSP, et  
 Indépendance), Jacques Odin (RSP, et  
 Indépendance), Jean-Louis Laroche (RSP,  
 Indépendance), Michel Miroudot (RSP, et  
 Indépendance), un député communiste : M. Fran-  
 çois Guillemin (RPR).

## par Daniel Carton

est évident que, déjà, M. de Villers voit plus loin. Sa candidature à la prochaine élection présidentielle se dessine avec de plus en plus d'importance. Néant sur une préséance du système des « primaires », son parti s'appuie sur le « peuple de droite ».

M. de Villers veut, avant tout, être utile à lui-même. On dira que l'opposition emportée dans les débats sur Maastricht n'avait pas besoin de cela. M. Gérard Longuet et d'autres le pensent. Certains, à l'exemple de M. Giscard d'Estaing, ont même voulu que M. de Villers se lance. Qu'ils se rassurent, il n'est pas candidat entre l'opposition et le Front national est rejeté, il n'est peut-être pas inutile de mettre en vogue l'érudition de M. Le Pen, de Villers en dit, il est vrai, jamais de mal.

### Après sa démission du conseil municipal de Saint-Gilles

d'extrême droite militera le renouvellement de son mandat (*le Monde* du 19 mai).

Seul le premier adjoint, M. Genicel-Jassieu, favorable à la démission, n'a pas quitté l'assemblée communale afin d'expédier les affaires courantes. Accroissement, cela interdit au deuxième adjoint privé de ses délégations. M. Maurice Blac, transfuge du P.S., a été élu à la tête du sururbanisme et devenu principal opposant à M. de Chambrun, de le faire à sa place.

Cette démission collective intervient après de nombreuses années de crise ponctuée successivement par le départ du premier adjoint d'origine suivi par l'autre, des retours de délégués, des prises de position de conseillers municipaux entre « des erreurs de gestion » et « l'insuffi-

«sance de réalisations» du maire. L'homme à la personnalité contestée par ses adversaires, ancien secrétaire d'Etat dans les années 1950 et ancien député, M. de Charnorun avait été «épigné» au début de l'année par la Commission nationale de l'Informatique et des libertés (CNIL) pour avoir établi des fichiers illégaux dans sa commune (le Monde du 5 mars).

L'affaire a fini par se cristalliser autour d'un conflit opposant le maire de Chambray à M. Blanc. Le premier accuse le second d'ingérence: le second accuse le premier de mythomanie. Pour couronner le tout, les deux protagonistes ont respectivement saisi le procureur de la République pour délit d'ingérence et les tribunaux pour diffamation.

O. B.

Une méthode claire et pratique. 20 cours pour faire le point des connaissances dans les principaux domaines de la culture générale. Des références et des repères indispensables à votre réussite.

**Documentation gratuite à**  
Institut Culturel Français  
Sec 7206, 55, rue Collange  
92303 Paris-Levallois  
Tél. : (1) 42.70.73.63

Les autonomistes bretons défendent les « langues minoritaires ». — Quatre organisations bretonnes : l'Union démocratique bretonne (UDB), Emgann, Pobl et Frankiz Breizh — ont adressé, le 17 mai, une « lettre ouverte » aux députés, instituteurs et conseillers régionaux de Bretagne, leur demandant de « manifester publiquement » leur « opposition » à l'amendement au projet de loi constitutionnelle, créant la ratification du traité de Maastricht, visant à faire de la langue française « la langue de l'école publique ». Cet « amendement » des députés estime les autonomistes bretons, « tend à rendre, de facto, tout futur projet de loi en faveur des langues, d'ici, minuit.

M. M. Briaat en dessous partiet  
M. M. de Villiers. - M. Yvon  
riant, président du CNI, a  
épremié, lundi 18 mai, son accord  
avec Combat pour les valeurs « sur  
plusieurs points essentiels, notam-  
ment l'impérieuse nécessité de  
«droitiser» le message de l'opposi-  
on institutionnelle », mais il a cri-  
qué l'hostilité du promoteur de ce  
mouvement, M. Philippe de Vil-  
liers, à la cohabitation et au traité  
Maastricht, car il faut « respec-  
ter les échéances électorales et favo-  
riser l'union européenne en ratifiant  
l'acte unique ».

*de notre correspondant*

Quelques quatre cents délégués ont participé à la convention départementale du PS organisée par la fédération du Nord, samedi 16 mai, à Lille. Le débat, à huis clos, avait été préparé par un séminaire des responsables fédéraux, à l'initiative du premier secrétaire, et avait débouché sur une série d'innombrables réunions de sections. Une cinquantaine de contributions ont été débattues. La «dépêche circulaire», selon les mots de M. Pierre Mauroy, du PS dans cette région et dans ce département a été analysée avec une grande attention. Le mot a revêtu de plusieurs reprises — avec humilité.

La direction fédérale n'a guère eu de commentaires pour la simple raison qu'elle avait attendu les initiatives qu'elle attendait. L'accord régional naissait en ces Verts la présidence du Nord-Pas-de-Calais, que l'on attendait pour M. Michel Delebarre, n'a pas été décevante, même si, contrairement, même si l'on s'ent que le premier piqueur de la région n'a pas encore ma. On voit même un pari à parier dans un renouveau de la région.

M. Bernard Derosier, qui a dû céder le siège de président du conseil général du Nord, a affirmé que la défection n'était pas le résultat d'une stratégie politique menée dans le département ou la région, mais plutôt du contexte national et d'une politique gouvernementale, non pas mauvaise, mais mal expliquée et qui n'a pas convaincu l'opinion ». MM. Derosier, Delbarre et Mauroy n'ont pas esquissé les déficiences du PS. Ils ont souligné la nécessité de renouer les dialogues au quotidien et sur le terrain, d'attacher plus

## M. Tapie cherche une épreuve de force avec M. Gaudin

## MARSEILLE

de notre correspondant régional

À la suite de l'élection, jeudi 14 et vendredi 15 mai, grâce aux voix du Front national et des candidats de commission — sur les treize du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur — issus de son groupe, Energie Sud, dimanche 16 mai, Tapie a déclaré, d'emblée, *« l'importance de la préservation et de la conservation des présidences »*. Des propos allant dans le même sens, mais non suivis d'effet, avaient été tenus, jeudi 14 mai, par M. François Bernardini, député et premier du groupe Energie Sud et président du conseil de développement du département de la Haute-Provence socialiste des Bouches-du-Rhône (le Monde du 16 mai). Mais, selon M. Bernardini, il convenait que *« le processus aille, auparavant, jusqu'à la semaine 7 »*. Le groupe Energie Sud avait alors se réunir en début de semaine.

Le président, M. (UDF-PR) du conseil régional, M. Jean-Claude Gaudin, qui dispose d'une majorité relative de 43 voix, sur 123, s'étant lui-même prononcé pour la démission des présidents de commission UDF et RPR afin de provoquer de nouvelles élections « dans un climat d'apaisement », il a déclaré : « M. Gaudin (...) ne saurait perdre le droit de gérer seul le région ». « Il n'a pas l'air d'avoir compris la réalité de la situation, a-t-il ajouté. Nous ne le laisserons pas exercer sans autorité parce qu'il n'en a ni les compétences ni les moyens politiques. Il doit choisir soit de s'appuyer sur ses amis du RPR, soit de se confier à des démocrates (...). Dans l'un ou l'autre cas, chacun de leurs représentants désigné de réels pouvoirs, soit de reconstituer son alliance avec le

**Front national.** » Grâce à ses trente élus et en utilisant la vindicte du FN (trente-quatre élus) à l'égard de M. Gaudin, le ministre de la ville cherche, en fait, à imposer une épreuve de force au président du conseil régional pour le contraindre à un partage du pouvoir (1). « Il faut qu'on ait le pouvoir avec Jean-Claude Gaudin, et, là, ce sera bar-ra! », avait-il d'ailleurs déclaré, très explicitement, le 30 avril, en Provence.

Les communistes, mais aussi M. Yves Vidal, député (ex-PS) des Bouches-du-Rhône, ont condamné cette attitude (le *Monde* date 17-18 mai), contre laquelle s'est également élevé, dimanche, l'association *Jeune Europe*. Les trois conseillers régionaux de l'opposition écologiste *«Ce n'est pas très honorable pour la démocratie, nous a-t-il déclaré, de faire du chantage en s'appuyant, même temporairement, sur les élus»* ont aussi recommandé, à l'Assemblée régionale du FN comme il l'avait déjà fait pour l'indépendance au PC *«aux écologistes de constituer leurs groupes respectifs. On ne peut pas tenir un parti qui se laisse manipuler par d'autres, à ce jeu-là. Ceci leur a permis de discuter du budget, du contrat de plan Etat-région, ou d'autres choses importantes, que nous jugeons très utiles pour l'avenir du conseil régional»* (ici, compte rendu de la proposition de l'opposition, 2-3 mai).

**GUY PORTE**

(1) M. Tapie voudrait également obtenir des avantages matériels pour son groupe. En particulier, la mise à disposition de quatre conseillers en remplacement d'anciens collaborateurs du groupe socialiste qui ont refusé de travailler avec le ministre de la ville.

« Nous, les résistants, nous ne passons pas notre temps à nuire à nos actions, mais nous estimons inutile d'en rajouter inutilement pour faciliter la réconciliation nationale », ajoute M. Sergent, en invitant les collaborateurs du nazisme à avoir « au moins la pudeur de se taire ». « Nous ne leur demandons pas plus, prévient-il, mais s'ils veulent continuer à vouloir réhabiliter leur passé contestable en se servant du Front national, qu'ils utilisent d'autres journaux que ceux qui nous sont affiliés ! » M. Sergent estime que « le Front national ne doit pas hésiter à déserter de ses rangs ceux qui continuent d'être en retard d'une guerre et ne veulent pas entendre raison ».

**L'HERMÈS**  
Editeur universitaire  
depuis 22 ans  
**DROIT**  
**ECONOMIE - GESTION**  
**LANGUES DES AFFAIRES**  
*catalogue gratuit sur demande*  
13 rue Séguier 75006 PARIS Tél. 46 34 07 70



## POLITIQUE

Les fausses factures de la SAGES

**Les déclarations de M<sup>me</sup> Lienemann provoquent une crise au sein de la fédération de l'Essonne**

La fédération socialiste de l'Essonne « exige un démenti clair et complet » de M<sup>me</sup> Marie-Noëlle Lienemann, ministre déléguée au logement et au cadre de vie, après ses déclarations, publiées par le *Parisien* du 13 mai, sur deux élus de ce département, MM. Jacques Goyard, maire d'Evry, et Claude Geron, député, maire de Massy, au sujet des fausses factures de la SAGES, bureau d'études proche du PS. La commission exécutive fédérale, réunie dans la soirée du lundi 18 mai à Evry, a adopté une motion dans laquelle elle reproche à M<sup>me</sup> Lienemann d'avoir « porté sciemment des accusations sans fondement contre deux élus socialistes de l'Essonne ».

La commission exécutive « condamne cette prise de position, indigne d'un ministre, et exige un démenti clair et complet de sa part », ajoute la motion, qui indique, en outre, que « l'ensemble des sensibilités du PS représentées au bureau fédéral de l'Essonne, à l'exception du courant politique de M<sup>me</sup> Lienemann, ont donné leur démission et saisissent le bureau exécutif du PS ». M<sup>me</sup> Lienemann anime, avec deux autres élus de l'Essonne, MM. Julien Dray et Jean-Luc Mélechoo, le courant Gauche socialiste, qui, bien que minoritaire, dirigeait jusqu'à maintenant cette fédération sur la base d'un accord avec les fabiusiens.

Le porte-parole du PS, M. Jean-Jack Queyranne, avait qualifié les déclarations de M<sup>me</sup> Lienemann, lundi, lors de son point de presse hebdomadaire, de « démarche totalement isolée et personnelle ». Il a ajouté que M<sup>me</sup> Lienemann « avait été reçue par le premier ministre » (le *Monde* daté 17-18 mai) et que « M. Pierre Bérégovoy lui a dit ce qu'il avait à lui dire ». Les insinuations ne peuvent prévaloir, a expliqué M. Queyranne. Il faut rejeter ce genre d'attitude, qui conduit à désigner tel ou tel sans apporter de preuves.

Le premier débat d'égal à égal

**M<sup>me</sup> Roudy souhaite des garanties contre une banalisation du travail de nuit**

« Le travail de nuit n'est bon pour personne. Il doit rester l'exception. Il ne doit pas être fondé sur la rentabilité de l'entreprise, mais être circonscrit aux cas où il est socialement nécessaire, comme pour les infirmières », a déclaré M<sup>me</sup> Yvette Roudy, ancien ministre des droits de la femme, député (PS) du Calvados et maire de Lisieux, lors du 18 mai, lors de la première soirée débat organisée par l'association Egal à égal, qu'elle a créée le mois dernier (1).

Responsables syndicaux, responsables politiques, médecins et spécialistes du droit du travail étaient invités à débattre de la meilleure stratégie à adopter au moment où le ministre du travail, M<sup>me</sup> Martine Auhry, élabore un projet de loi qui devrait harmoniser la législation française avec les règles européennes.

Egal à égal doit être, selon sa fondatrice, « un lieu de dialogue et un espace de réflexion ». M<sup>me</sup> Roudy estime que, les 22 et 29 mars dernier, les jeunes et les femmes ont montré qu'ils sont « las des querelles stériles » et qu'ils souhaitent « moins de mécanique, plus de concret, plus de volonté ». « Vous vous êtes éloignés de nous, vous n'avez pas vu la France se transformer, les Français changer », tel est le message adressé par ces électeurs aux socialistes, selon M<sup>me</sup> Roudy, qui estime que « la technique de gouvernement l'a emporté sur l'idéal ».

C. W.

(1) Egal à égal, boîte postale 2, 126, rue de l'Université, 75007 Paris. Tél : 40-67-50-65.

Le Grand Prix de l'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE

récompense chaque année l'auteur, de préférence encore inconnu, d'une œuvre littéraire inédite. Toutes les œuvres sélectionnées : Romans - Nouvelles - Essais - Poésie - Théâtre sont publiées et diffusées après établissement d'un contrat régi par la loi du 11 Mars 1957 sur la propriété littéraire et bénéficient d'une véritable promotion auprès de tous les médias : Radio - Télévision - Presse - Jury Littéraires. Les manuscrits sont à adresser à :

Les travaux parlementaires

**Les députés refusent que le dépôt légal serve à « l'information des autorités de l'Etat »**

L'Assemblée nationale a adopté en première lecture, lundi 18 mai, le projet de loi relatif au dépôt légal présenté par M. Jean-Noël Jeanneney, secrétaire d'Etat à la communication. Ce texte, déjà voté le 14 avril par le Sénat dans une forme légèrement amendée, vise à étendre le dépôt légal des œuvres et des documents aux programmes audiovisuels ainsi qu'aux nouvelles techniques de communication (logiciels, bases de données, etc.). Les députés ont globalement rétabli le texte dans sa version initiale mais ont suivi le Sénat dans son refus d'intégrer « l'information des autorités de l'Etat » parmi les finalités du dépôt légal. Les groupes du PS, du RPR, du UDF et de l'UDC ont voté pour. Le PC s'est abstenu.

M. Bruno Bourg-Broc (RPR, Maine) ne croyait pas si bien dire lorsqu'il a regretté que le dépôt légal apparaisse comme « une institution vieillotte et poussiéreuse à ceux qui ne le connaissent pas ». Le dispositif existant date en effet de 1943, ce qui a conduit M. Jeanneney à juger qu'« il fallait mettre fin au paradoxe qui veut que le dépôt légal soit encore régi par une loi de Vichy ». Cette modernisation de la « gestion de notre mémoire collective », a indiqué M<sup>me</sup> Janine Ecochard (PS, Bonnes-du-Rhône), rapporteur de la commission des affaires culturelles, sociales et familiales, consiste à intégrer « les nouveaux supports de la connaissance : l'informatique et l'audiovisuel ».

Un revers inattendu

M. Bernard Schreiner (PS, Yvelines) en a souligné l'urgence en lançant ce cri d'alarme : « nos archives se portent mal : 40 % des documents d'actualités télévisées de 1976 à 1982 sont inexploitables ». Si tout le monde a admis que l'actuel projet répondait aux nouveaux défis techniques, des réserves se sont manifestées avec constance, notamment dans les propos de M<sup>me</sup> Muguette Jacquaint (PC, Seine-Saint-Denis) et M. Paul-Louis Tenaillon (UDF, Yvelines) sur le financement de ces mesures de modernisation (120 millions de francs pour le seul INA) et sur la non-application du dépôt légal aux programmes audiovisuels régionaux.

Les sénateurs avaient amendé le

texte initial du gouvernement en donnant une définition plus précise des nouvelles techniques informatiques - « les logiciels, les bases de données, les systèmes experts et les autres produits de l'intelligence artificielle » - désormais soumises au dépôt légal. Les députés n'ont conservé cette nouvelle formulation. En revanche, ils ont supprimé la disposition, ajoutée par les sénateurs, écartant l'obligation de dépôt aux « programmes-sources ». Ils ont, en outre, adapté deux amendements gouvernementaux, le premier rétablissant l'applicabilité de la nouvelle législation à la Polynésie française, que le Sénat avait supprimée, le second visant à l'étendre aux documents provenant des autres Etats de la Communauté européenne.

Mais le gouvernement a essayé un revers inattendu lorsqu'il a cherché à réinscrire une disposition, supprimée par le Sénat, intitulée « l'information des autorités de l'Etat » parmi les finalités du dépôt légal. Faute d'un nombre suffisant de députés socialistes, l'Assemblée, suivant les recommandations de M<sup>me</sup> Jacquaint, a rejeté l'amendement en ce sens proposé par M. Jeanneney.

FRÉDÉRIC BOBIN

En Polynésie française

**M. Alexandre Léontieff contesté par les siens**

PAPEETE

de notre correspondant

Le retour en Polynésie française de la délégation signataire du « pacte de progrès » annoncé le 14 mai par le gouvernement ne pouvait être plus triomphal.

Le président du gouvernement territorial, M. Gaston Flosse, et le nouveau président de l'Assemblée locale, M. Jean-Yves, maire de Papeete, ont mutuellement félicités de la réussite de leur mission. Mais la conclusion de ce protocole d'accord n'a pas calmé ceux des adversaires de M. Flosse qui ne partageaient pas le sens du compromis de M. Alexandre Léontieff, le député issu de la première circonscription, qui avait accepté de faire partie de la délégation parisienne pour répondre positivement aux appels au calme lancés par le ministre des DOM-TOM, M. Louis Le Pensec.

M. Alexandre Léontieff était attendu de pied ferme par son propre frère, M. Boris Léontieff, maire d'Arue, et par le président exécutif de sa propre formation, le Te Tiarama, M. George Kelly, anciens membres du gouvernement, qui l'ont convoqué devant le comité directeur de leur parti pour lui demander des explications.

Après la condamnation de M. Flosse pour ingérence, M. Boris Léontieff avait en effet joint sa voix à celle de l'autre député oon inscrit, M. Emilie Vernaudo, et à celle du chef indépendantiste du Front de libération de la Polynésie (FLP), M. Oscar Temaru, pour réclamer la démission du président du gouvernement et la dissolution de l'Assemblée territoriale. La démarche de M. Alexandre Léontieff les a court-circuités, puisqu'elle a contribué à relégitimer M. Flosse.

Quant à M. Vernaudo, cela fait maintenant près de deux mois qu'il occupe avec les militants de l'Aia A, au centre de Papeete, les locaux de l'assemblée territoriale, où il s'est cloîtré avant d'être évincé de la présidence de cette instance par M. Juvenin au terme de diverses péripéties juridiques.

Mais M. Vernaudo a échoué dans l'épreuve de force qu'il avait engagée et il apparaît plus isolé que jamais. Beaucoup de ses amis l'ont lâché et son cofortement vniotaire suscite plus d'indifférence que d'émotion. Ses adversaires craignent donc maintenant que l'ombageux maire de Mahina ne recoure à des moyens extrêmes avec le concours de certains membres du FLP dont il s'est rapproché.

MICHEL YIENGKOW

### INVITATION GRAND ORIENT DE FRANCE Forum républicain « Demain, la République »


Dimanche 24 Mai 1992 de 13h30 à 18h30,

à la Maison de la Chimie,  
28 bis, rue Saint-Dominique, Paris 7<sup>e</sup>.  
Métro et parking aux invalides.

- 13h30 Ouverture du Forum par J.R. Ragache, Grand Maître du GODF.
- 14h 1ère table ronde sur les institutions de la République. Rapport introductif par Bernard Teper, Conseiller de l'Ordre.
- 15h30 2e table ronde sur l'instruction, l'éducation et la formation. Rapport introductif par Michel Boucheud, Conseiller de l'Ordre.
- 17h 3e table ronde sur les valeurs de la République. Rapport introductif par Jacques Martinet, Conseiller de l'Ordre.
- 18h30 Clôture du Forum par J.R. Ragache, Grand Maître du GODF.

Avec la participation de Kofi Yamgnane, Secrétaire d'Etat à l'Intégration ; Monod Roudil, Secrétaire général du MRAP ; Maurice Agulhon, historien ; Albert Mammel, docteur ; Henri Pons Ratz, philosophe ; L.J. Barrot, député ; Pierre Lanneque, Président du CADEP ; Charles Urbano, membre du comité directeur de la LICRA ; de Mesdames Madeleine Robertus, Présidente de la LDR ; Catherine Kintzler, philosophe ; Béatrice Patrie, Secrétaire générale du Syndicat de la magistrature et de nombreux dirigeants syndicaux.

Education Culture




## ET SI ON PARLAIT DU PLAISIR D'ENSEIGNER ?

23 000 jeunes deviendront enseignants en 1992. Pourquoi pas vous ? Vous avez une licence ou un diplôme équivalent. Pour devenir enseignant et vous préparer aux concours de recrutement des professeurs des écoles, des collèges ou des lycées,

inscrivez-vous dans l'un des 29 Instituts Universitaires de Formation des Maîtres. Les inscriptions sont ouvertes dans les I.U.F.M. jusqu'au 22 mai. Renseignez-vous par Minifil 3614 code EDUTEL, rubrique Profession Professeur.

**Inscrivez-vous avant le 22 mai**



**PROFESSION  
PROFESSEUR**  
UN BEAU METIER, UN GRAND METIER.



## POLITIQUE

# L'attitude des Français à l'égard du traité de Maastricht

Une enquête de la SOFRES pour « le Monde » et TF1

Quelle est votre attitude à l'égard du traité européen de Maastricht ? Etes-vous favorable à sa ratification, opposé ou indifférent ?

	Rappel enquête 7 sur 7/SOFRES mi-avril 1992	Mai 1992
- Favorable.....	35	34
- Opposé.....	14	15
- Indifférent.....	29	33
- Sans opinion.....	22	18
	100 %	100 %

Le traité de Maastricht prévoit que les membres des pays de la Communauté européenne qui résident en France auront le droit de vote aux élections municipales. Vous-même, êtes-vous favorable ou opposé à cette mesure ?

	Ensemble des Français	Sympathisants de gauche	Sympathisants de droite
- Favorable.....	47	58	38
- Opposé.....	40	31	51
- Sans opinion.....	13	11	11
	100 %	100 %	100 %

Par ailleurs, les ressortissants de la Communauté européenne qui résident en France pourront être élus conseillers municipaux mais pas maire de la commune où ils résident. A ce sujet, quelle est votre opinion ?

	Ensemble des Français	Sympathisants de gauche	Sympathisants de droite
- C'est satisfaisant.....	35	44	30
- C'est excessif : ils ne devraient pas pouvoir être élus conseillers municipaux.....	44	35	54
- C'est insuffisant : ils devraient pouvoir être élus maire.....	9	13	5
- Sans opinion.....	12	8	11
	100 %	100 %	100 %

Le traité de Maastricht prévoit que, d'ici quelques années, les monnaies nationales comme le franc et le mark seront remplacées par une monnaie unique pour les pays de la Communauté, l'écu. Vous-même, êtes-vous favorable ou opposé au remplacement d'ici quelques années du franc par l'écu ?

	Ensemble des Français	Sympathisants de gauche	Sympathisants de droite
- Favorable.....	63	62	65
- Opposé.....	25	24	24
- Sans opinion.....	12	14	11
	100 %	100 %	100 %

Le traité de Maastricht prévoit également que la liste des pays soumis à un visa d'entrée, par exemple pour venir en France, sera décidée par les douze pays de la Communauté à la majorité des membres, donc éventuellement contre l'avis de la France. Vous-même, êtes-vous favorable ou opposé à cette mesure ?

	Ensemble des Français	Sympathisants de gauche	Sympathisants de droite
- Favorable.....	40	45	37
- Opposé.....	44	42	51
- Sans opinion.....	16	13	12
	100 %	100 %	100 %

**LA FICHE TECHNIQUE**  
Sondage effectué pour le Monde et TF1.  
Date de réalisation : du 12 au 14 mai 1992.

Echantillon national de 1 000 personnes, représentatif de l'ensemble de la population âgée de dix-huit ans et plus, interrogées en face à face à leur domicile par le réseau des enquêteurs de la SOFRES.

Méthodes des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage PCS) et stratification par région et catégorie d'agglomération.

Dans les prochaines années, pensez-vous que la France bénéficiera des décisions qui ont été prises à Maastricht : beaucoup, assez, peu ou pas du tout ?

- Beaucoup.....	7
- Assez.....	30
- Peu.....	31
- Pas du tout.....	10
- Sans opinion.....	22
	100 %

Pour décider ou non la ratification finale du traité de Maastricht, quelle est la solution qui vous paraît préférable ?

- C'est à l'Assemblée nationale et au Sénat d'en débattre et de prendre la décision.....	25
- C'est aux Français par référendum.....	66
- Sans opinion.....	9
	100 %

Supposez qu'il y ait un référendum sur la ratification du traité de Maastricht, quelle serait votre réponse ?

- Vous voterez oui.....	40
- Vous voterez non.....	19
- Vous voterez blanc ou nul ou vous n'irez pas voter.....	21
- Sans réponse.....	20
	100 %

## Les réticences de l'électorat de droite

Suite de la première page

Si les Français avaient à se prononcer, comme ils le souhaitent majoritairement, par référendum, ils ratifieraient le traité dans la confortable proportion de deux tiers pour, un tiers contre, rapportée au nombre de suffrages exprimés. Seuls les sympathisants communistes et d'extrême droite se prononcent majoritairement contre la ratification. A droite, le degré d'adhésion globale est sensiblement identique à l'UDF (44 % contre 16 %) et au RPR (43 % contre 20 %).

Il est frappant de constater qu'à vingt ans de distance les grandes tendances de l'opinion sont toujours présentes : le taux d'adhésion et le pourcentage de personnes interrogées qui ne donnent pas de réponse ou qui envisagent de ne pas aller voter (41 %) recoupent les résultats du référendum sur l'entrée de la Grande-Bretagne dans la Communauté en 1972 (67,8 % de oui et 39,6 % d'abstentions).

Mais au-delà de ce choix européen, globalement assumé, le débat qui s'est ouvert sur le traité de Maastricht comporte au moins trois risques importants : celui de l'indifférence, celui du refus de quelques points litigieux, celui enfin de l'excès.

Le degré d'indifférence des Français n'est pas bouleversant : 53 % déclarent s'intéresser « beaucoup » ou « assez » au débat en cours, 46 % « peu » ou « pas du tout ». Cette proportion est d'ailleurs sensiblement identique à celle qui était enregistrée à la veille du débat. C'est dire que les parlementaires, malgré leurs louables efforts, ne sont pas parvenus à mobiliser l'opinion.

Le second risque est celui de la concentration du débat sur des dispositions du traité que l'électorat de droite a tendance à refuser. Autant la perspective d'une monnaie unique est accueillie favorablement par l'ensemble du pays (63 %), autant les dispositions qui concernent le droit de vote aux élections municipales des citoyens de la Communauté, leur éligibilité au sein des conseils municipaux et la perspective d'une politique communautaire des visas d'entrée suscitent des réticences. Celles-ci sont également partagées par les sympathisants du RPR et de l'UDF. S'agissant par exemple du droit de vote, le taux maximum d'adhésion se trouve, sans surprise, parmi les électeurs du Front national (66 %), mais ils sont 51 % de sympathisants UDF dans ce cas et 49 % de sympathisants RPR, alors qu'à l'inverse l'électorat de gauche et celui des écologistes se retrouvent pour approuver majoritairement ce type de disposition, y compris parmi les sympathisants communistes, qui sont ici en contradiction avec la direction du PCF.

De même s'agissant de l'éligibilité des citoyens de la Communauté, l'électorat de droite se retrouve dans un même refus, sans distinction notable entre le RPR et l'UDF (ils sont respectivement 54 % et 51 % à juger cette disposition « excessive »). Si bien que, si l'on ajoute au nombre de ceux qui sont traditionnellement et foncièrement hostiles à l'Europe les Français qui désapprouvent certaines des dispositions du traité de Maastricht, on peut au bout du compte atteindre une proportion dangereuse. D'autre part, il est clair que, malgré l'ancrage européen de l'UDF, les réflexes « de droite » l'emportent, au sein de l'électorat de cette formation, sur les convictions de ses dirigeants.

Un dernier risque apparaît, à travers ce sondage et constitue une donnée européenne telle qu'elle est per-

due par les Français : celui d'une coupure entre une France jeune, dynamique, aisée, culturellement favorable à l'affirmation d'une identité européenne, et une France plus âgée, en difficulté, au déclin, au sein de laquelle domine l'indifférence, et qui est tentée par le rejet.

Ainsi, parmi les 47 % de Français qui se prononcent en faveur du traité de vote des citoyens européens aux élections municipales, 64 % ont moins de vingt-cinq ans, et 50 % sont des cadres ou des membres des professions intellectuelles, tandis que les agriculteurs et les retraités y sont majoritairement hostiles. De même, concernant la ratification du traité lui-même, celle-ci recueille 47 % d'opinions favorables dans la catégorie des moins de vingt-cinq ans contre seulement 36 % chez les plus de soixante-cinq ans, 56 % de oui chez les cadres et les professions intellectuelles contre 33 % seulement chez les ouvriers. L'idée que la France soit consécration bénéficiaire du nouveau traité sur l'Union européenne se heurte donc au pessimisme de certaines catégories de la population auxquelles, traditionnellement, un gouvernement réputé de gauche se devrait de porter quelque attention.

Deux leçons peuvent donc être tirées de cette enquête, pour ceux du moins qui ont le souci de voir le traité de Maastricht ratifié par le plus grand nombre : la première commande un effort pédagogique soutenu, de façon à convaincre le pays que la future union n'est pas seulement un moyen pour la France de perpétuer son destin de grande nation, mais qu'elle peut avoir des conséquences concrètes sur le mieux-être de ceux qui la peuplent ; la seconde exige une grande dextérité dans la conduite du débat de façon à éviter que l'électorat de droite ne se polarise sur des points qui sont contraires à sa nature.

JEAN-MARIE COLOMBANI

## DÉFENSE

## Durant la visite de l'amiral Lanxade Le Pakistan confirme son intention d'acquiescer des Mirage 2000

L'amiral Jacques Lanxade, chef d'état-major des armées, a déclaré, lundi 18 mai, à Islamabad, où il est en visite, que la France et le Pakistan examinaient activement la possibilité de conclure très vite un accord sur la vente d'au moins vingt Mirage 2000 au Pakistan. D'autre part, Islamabad s'écarte pas le projet d'acquiescer « deux ou trois » sous-marins d'attaque à propulsion classique du type Agosta, munis de nouveaux systèmes d'armes.

En ce qui concerne les Mirage 2000, « l'affaire pourrait se faire vite, car il n'y a pas d'obstacle important », a dit l'amiral Lanxade. Les discussions « progressent normalement » et portent sur la vente d'une vingtaine d'avions de combat français, pour lesquels, un accord de principe a été obtenu au début de l'année à Paris, a-t-il rappelé, pendant la visite du premier ministre pakistanais (le Monde des 2 novembre 1991 et 27 février

1992). « Le gouvernement français est prêt à faire un effort financier, mais il a ses propres limites. Il faut trouver un accord compatible avec les finances des deux pays », a souligné le chef d'état-major français.

Minimisant les réserves exprimées par certains journaux locaux à propos du coût du Mirage 2000, l'amiral Lanxade a déclaré : « Le prix [de cet avion] n'est pas très éloigné [de celui d'appareils concurrents]. Ce sont les conditions de paiement et les compensations en matière industrielle qui jouent ». L'amiral Lanxade s'est aussi déclaré convaincu de la poursuite de la « très importante coopération », établie dans les années 70 entre sous-marins pakistanais et français. Le Pakistan aligne déjà quatre sous-marins de la classe Daphné et il souhaite disposer de sous-marins océaniques d'un plus gros tonnage, de la catégorie Agosta. (AFP)

An lieu de 450 appareils aujourd'hui

## La France alignera 390 avions de combat d'ici à 1994

Dans un entretien au magazine Air Actualités de mai, qui est la revue mensuelle de l'état-major de l'armée de l'air, le général Vincent Lanata, chef d'état-major de l'armée de l'air, confirme qu'il y aura une déflation des effectifs et une diminution du nombre des avions de combat dans l'armée de l'air française, selon la nouvelle programmation militaire.

C'est la première fois que, publiquement, le général Lanata, qui a pris ses fonctions à la fin de l'année dernière, précise le niveau des diminutions dans l'armée de l'air.

Pour ce qui concerne, d'abord, les effectifs, le chef d'état-major indique que l'armée de l'air passera de 91 700 hommes et femmes aujourd'hui à 88 600 en 1997. Cette baisse représente donc une déflation de près de 3,4 % des effectifs en cinq ans. « La déflation, précise le général Lanata, sera effectuée de façon progressive, grâce à un recrutement ne compensant que partiellement le nombre des départs naturels ».

A propos du nombre des avions de combat en ligne, qui est de 450 à l'heure actuelle, le chef d'état-major précise que « nous nous dirigeons vers un volume de 390 avions en 1994 ». Ce qui représente une diminution supérieure à 13 % en deux ans.

« Cette baisse quantitative, ajoute le général Lanata, doit être compensée par une amélioration qualitative des appareils en service pour conférer à nos unités de combat une valeur opérationnelle accrue ». En particulier, le chef d'état-major de l'armée de l'air cite, outre celle du Rafale, l'entrée en service des Mirage F1 CT (intercepteurs recon-

vertis, en évitant d'attaquer au sol) et des Mirage 2000-D (la version du Mirage 2000 nucléaire apte au tir de missiles air-sol de grande précision, comme l'engin Apache lancé à distance de sécurité).

Le général Lanata reconnaît, d'autre part, la vulnérabilité de l'armée de l'air française, en moyens modernes de transport : « Trouver un successeur au Transall dans le cadre du projet européen de coopération Eurolog, dit-il, semble un objectif accessible. Mais cela ne nous dispense pas d'acquiescer, dès que possible, un certain nombre d'appareils disponibles sur le marché pour combler nos insuffisances les plus flagrantes ».

En 1991

## Les missions des « casques bleus » français ont coûté plus de 142 millions de francs

Le surcoût de la participation de l'armée française aux opérations de l'ONU est estimé à plus de 142 millions de francs pour 1991. Cette évaluation est donnée par le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, dans sa réponse à une question écrite de M. Henri Bayard, député UDF de la Loire, qui l'interrogeait sur le coût de la part prise par les « casques bleus » français dans les missions de paix des Nations unies.

Douze missions sont en cours et, scrupuleusement, les forces françaises sont engagées au titre de six d'entre elles : en Palestine, au bénéfice de la surveillance de la trêve ; au Liban sud, pour le compte de la force intermédiaire (FINUL) ; en Irak ; au Salvador, au profit de la mission « onusienne » de vérification ; au Sahara occidental, pour l'organisation d'un référendum, et enfin, au Cambodge. Certaines de ces opérations ont été engagées dès 1949 et d'autres ont été mises en place en 1991, pour être ensuite développées, comme au Cambodge. L'évaluation de M. Joxe ne concerne pas la force de protection des Nations unies en Yougoslavie, qui date de 1992.

Au total, le surcoût, c'est-à-dire le montant des dépenses spécialement entraînées par l'engagement de ces forces indépendamment de ce qu'aurait coûté leur simple entretien quotidien si elles étaient restées en France, s'élève à 142 378 829 francs pour la seule année 1991. Pour l'essentiel, ces dépenses (soit 116,8 millions de francs) sont à mettre au compte des « casques bleus » français membres de la FINUL.

(Publicité)

Philippe J. MAAREK

Docteur d'Etat en Science politique  
Maître de conférences à l'Université Paris XII-Val-de-Marne  
Chargé de cours aux Universités Paris I-Panthéon-Sorbonne et Paris X-Nanterre

COMMUNICATION ET MARKETING  
DE L'HOMME POLITIQUE

Le même discours semble affecter ces temps derniers la sphère politique et les médias. Souvent excessive, la mise en spectacle de la politique par les médias forme parfois un curieux alliage, où l'un et l'autre finissent par se desservir mutuellement. Il est vrai que nos dirigeants, tout comme ceux qui veulent les remplacer, agissent en quelque sorte leur cas, en acceptant, par exemple, de se faire insulter en direct dans les jeux du cirque modernes que sont devenues certaines émissions dites « politiques ».

De ce fait, la communication politique moderne est souvent assimilée, de façon assez réductrice, à une simple pratique de marketing, dont les hommes politiques seraient les victimes consentantes. Pourtant, il faut bien qu'ils adaptent leur communication à l'évolution de la société : cet ouvrage montre qu'une démarche globale de communication et de marketing politique peut parfaitement les aider, s'ils savent la maîtriser dans toutes ses étapes.

Alors que la plupart des écrits exis-

tants sont dus, soit à la plume de praticiens de la communication politique, soit à celle d'économistes en service pour conférer à nos unités de combat une valeur opérationnelle accrue. En particulier, le chef d'état-major de l'armée de l'air cite, outre celle du Rafale, l'entrée en service des Mirage F1 CT (intercepteurs recon-

En vente chez votre libraire ou :

l'itec

27, place Dauphine - 75001 PARIS - 26, rue Soufflot - 75005 PARIS  
158, rue Saint-Jacques - 75006 PARIS

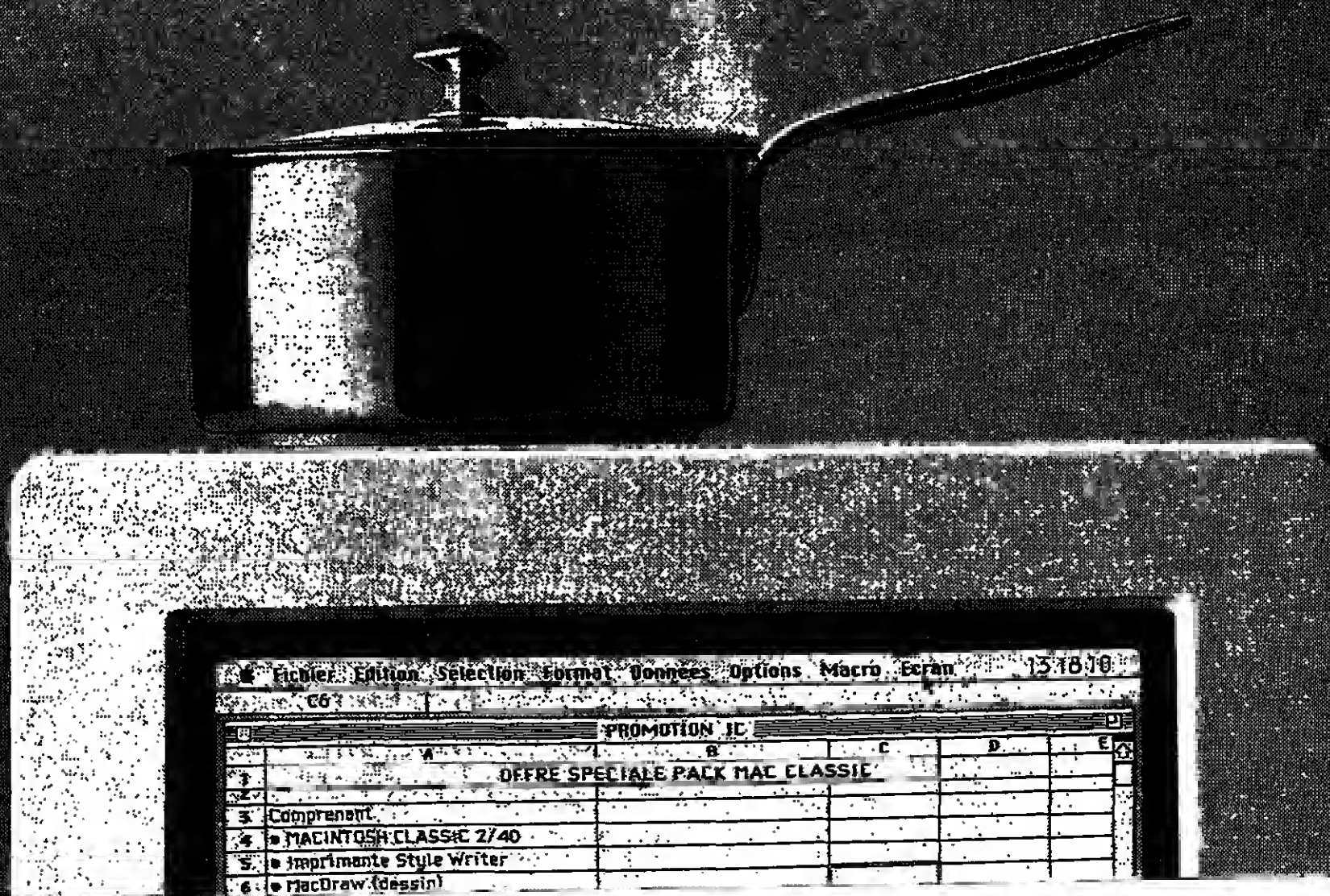
Pour obtenir un bon Ma prenez le n prix IC et délicatement les service



Le Pakistan confirme son intention d'acquiescer des Mirage 2000

La France allègera 390 M de son budget d'ici à 1994

Pour obtenir  
un bon Macintosh,  
prenez le meilleur  
prix IC et rajoutez  
délicatement  
les services IC.



Pour obtenir un bon Macintosh, il ne suffit pas de choisir le meilleur prix, il faut être assuré que le conseil et les services seront à la hauteur. Chez IC, en ce qui concerne le prix, il n'y a pas grand chose à dire, sinon que vous aurez du mal à trouver aussi intéressant ailleurs, et que dans ce cas (peu probable) IC vous fera alors une meilleure proposition. Voilà qui clôt le débat. En devenant client chez IC, vous aurez en plus accès aux conseils et aux services IC : une maintenance au moindre coût, sans être obligé de payer un contrat à l'année,

une hot line efficace, payable à la carte, installation, formation...

Depuis plus de 10 ans, IC propose à ses clients le meilleur service mais aussi et surtout le meilleur conseil. Et ça n'a pas de prix.

Aujourd'hui avec plus de 20000 Macintosh installés dans les entreprises et chez les particuliers, IC est devenu le premier distributeur Apple en Europe. C'est déjà une bonne raison de choisir IC pour acheter votre Macintosh ou toutes vos configurations Apple. Mais vous le verrez ce n'est pas la seule.

(1) 42 72 26 26



10 ANS D'APPLE ÇA COMPTE

APPLE CENTER IC BEAUBOURG (1) 42 72 26 26  
APPLE CENTER IC VENDÔME (1) 42 86 90 90  
APPLE CENTER IC-MICRO VALLEY (1) 40 58 00 00  
APPLE CENTER IC MARSEILLE 91 37 25 03 • IC TOULOUSE 61 25 62 32  
• IC NANTES 40 47 08 62 • IC LYON 78 62 38 38 •  
IC AIX EN PROUVENCE 42 38 28 08



## SOCIÉTÉ

L'affaire Kemmache devant les assises du Var

## Procès d'un engrenage judiciaire

Orze ans après les faits et après neuf ans de procédure, Michel Kemmache, cinquante ans, comparait, depuis le lundi 18 mai et jusqu'au mercredi 20 mai, devant le cour d'assises du Var, présidé par M. Armand Djan, sous l'accusation de complicité d'introduction et de circulation de fausse monnaie étrangère sur le territoire français.

DRAGUIGNAN

de notre correspondant régional

L'affaire Kemmache, qui se présentait, au départ, comme un banal trafic de faux dollars, illustre, jusqu'à la caricature, les dysfonctionnements de la justice française. En près de dix ans d'errance, celle-ci s'accumule, en effet, les lenteurs et les faux pas : poursuites inappropriées, audiences tardives, arrêts d'assises frappés d'annulation, mises en détention à répétition, parfois incompréhensibles, interférences malheureuses de procédures... Un marathon judiciaire marqué par quatre arrêts successifs de chambres d'accusation et avant d'arrêts de cassation, dont trois sur le fond, sans compter plusieurs requêtes devant la Cour européenne des droits de l'homme, dont trois non encore jugées.

Cinquième

comparution

Ce parcours cahoteux a valu à Michel Kemmache d'être incarcéré à cinq reprises et de purger, au total, près de quatre ans de détention provisoire sans qu'il ait encore été fixé sur son sort.

Se cinquième comparution devant une cour d'assises sans-t-elle

Cette affaire a connu un retentissement particulier pour avoir donné lieu, le 27 novembre dernier, à une condamnation de la France par la Cour européenne des droits de l'homme pour une double violation de la convention européenne du même nom concernant la longueur excessive de la détention provisoire et de la procédure (le

Monde du 18 décembre 1991). Michel Kemmache avait été précédemment condamné, le 25 avril 1991, par la cour d'assises des Alpes-Maritimes, à onze ans de réclusion et 2 800 000 F d'amende. Mais ce jugement a été cassé pour vice de forme.

reproché pris dans un engrenage judiciaire infernal qui a, irrémédiablement, « gâché sa vie ».

Petit, mince, l'œil noir et la voix fluette, Michel Kemmache est sorti du ruisseau. Né à Paris d'une mère française — qui l'a abandonné en bas âge — et d'un père kabyle, il a connu une enfance difficile et commis « des bêtises » avant de vivre de divers petits boulots, puis de connaître la réussite financière dans le commerce, très lucratif, des machines à sous. Mais celles-ci sont interdites en 1983, ce qui le contraint à reprendre ses activités, plus modestes, de ténancier de cafés ou de petits hôtels dans son fief d'Aulnay-sous-Bois. C'est à cette date qu'il est impliqué dans un trafic de faux dollars.

Absence

de preuve

Le 6 juillet 1981, deux ressortissants étrangers, un Autrichien, Stéphane Kinschöfer, et son ami italien, Luigi Cocchi, ont été arrêtés, à Nice, en possession de 4 500 billets de 100 dollars contrefaits. L'enquête de police permettra d'établir que la livraison avait été effectuée la veille, à Monaco, en présence notamment de Michel Kemmache, qui s'est rendu dans la

principauté en compagnie de Pierre Hernandez et de la concubine de celui-ci, Marcelle Busson.

Pour la police, il a été, seul ou avec Hernandez, le commanditaire de l'opération. L'Office central de répression du faux monnayage considère, en effet, que l'un de ses sociétés de faux automatiques — Importex — sert alors de « point de rencontre » aux trafiquants. Cependant, si Marcelle Busson et son frère l'accusent formellement, la preuve n'a jamais été apportée qu'il a bien matériellement détenu les faux billets. Pour la défense, l'enquête confiée au SRPJ de Nice n'a pas été suffisamment approfondie et l'on n'a pas interrogé des témoins essentiels, dont Pierre Hernandez — arrêté par la suite en Italie dans une affaire d'association de malfaiteurs — et son frère Georges, ainsi qu'un autre malfaiteur italien, Giuseppe Caudullo. Ni l'origine ni la destination des faux billets vert — provenant d'une série connue et largement diffusés dans divers pays européens — n'ont pu, d'autre part, être déterminées par la police.

GUY PORTE

Dans le cadre de l'affaire Urba-SAGES

## Perquisition du conseiller Van Ruymbeke à l'hôtel de ville du Mans

Enquêteur sur les bureaux d'études Urba et SAGES, liés au Parti socialiste, ainsi que sur Bretagne-Loire-Equipement (BLE), lié au Parti communiste, M. Renaud Van Ruymbeke, magistrat rennais chargé du dossier sur le financement occulte des partis politiques dans la Sarthe, est resté toute la journée lundi 18 mai dans les locaux municipaux.

Selon le secrétaire général de la ville, M. Georges Brenner, le magistrat a consulté « des dossiers portant

notamment sur des travaux d'assainissement, de voirie, des acquisitions de biens ». M. Van Ruymbeke a emporté « des copies de délibérations et des procès-verbaux d'adjudication de marchés ». Parmi les inculpés du dossier instruit par le magistrat figurent notamment MM. Jacques Jusforgues, conseiller municipal, général et communal du Mans, également premier secrétaire de la fédération sarthoise du PS, et Pierre Villa, ancien adjoint au maire du Mans.

L'affaire des prélèvements d'organes abusifs

## Le CHU d'Amiens indique avoir respecté la loi Caillaud

Dans un communiqué publié, lundi 18 mai, la direction générale du CHU d'Amiens (Somme) affirme avoir, dans le cas de Christophe Ténier, un adolescent décédé des suites d'un accident de la route, dont les parents dénoncent des prélèvements d'organes abusifs, respecté « scrupuleusement » la législation (le Monde daté 17-18 mai).

« Tous les textes législatifs et réglementaires ont été scrupuleusement respectés, ainsi que les règles éthiques et morales de France-Transplant », précise le communiqué. « Une demande de prélèvement d'organes à but thérapeutique a été formulée par le corps médical et autorisée par la direction générale, après information de la famille et accord du procureur du tribunal de grande instance de Dieppe, conformément à la loi Caillaud », ajoute

le communiqué. Lundi 18 mai, le doyen des juges d'instruction du tribunal de grande instance d'Amiens, M. Brice Raymond-Castanet, affirmait à l'AFP ne pas avoir reçu de plainte des parents de la victime.

(M. Gilbert Collart, du barreau de Marseille, sous a bien confirmé avoir déposé, au nom de M. et Mme Ténier, les parents de la victime, une plainte contre X... ce date du 14 mai auprès du procureur de la République d'Amiens, pour vol et violation de sépulture après les prélèvements d'organes effectués le 5 août 1991 sur le cadavre de Christophe Ténier.

Les déclarations de la direction du CHU d'Amiens ne font que confirmer le courrier en date du 19 août 1991 adressé par le docteur Jean Tchenoff (CHU d'Amiens-France-Transplant) au substitut du procureur de la République de Dieppe dans lequel ce médecin expliquait que les prélèvements d'organes avaient été effectués selon la loi Caillaud (1976).

Pour autant, des éléments d'appoints sont nécessaires aux questions soulevées par le prélèvement des globes oculaires pour une greffe de cornée. Ce geste, aux termes de la loi du 7 juillet 1989, ne peut être pratiqué qu'après un long testamento, ce qui, en l'espèce, n'était pas le cas. Ces éléments ne fournissent, d'autre part, aucune justification à l'absence d'informations précises sur le nombre et la nature des organes prélevés. Cette absence est directement à l'origine de l'action en justice des parents de la victime. — J. V.-N.

o Catastrophe de Furial : les avocats s'associent à la cellule d'assistance juridique de Bastia. — La Conférence des bâtonniers de France et d'outre-mer ainsi que l'ordre des avocats de Paris ont décidé de s'associer à l'organisation de la cellule juridique gratuite mise en place par les avocats de Bastia après la catastrophe du steamer Furial. S'engageant « à de voir démentir les gens, ébranlés par la tragédie, par des associations ou des sociétés de recouvrement », les avocats ont rappelé que la plupart des victimes ont « un droit à l'aide juridictionnelle gratuite ». Ils apporteront « les moyens financiers et les concours permettant aux victimes de faire valoir leurs droits et de faire face aux premiers frais engendrés par le drame ».

## SCIENCES

o Création du Conseil national des ingénieurs et scientifiques de France. — Les 178 associations d'ingénieurs et scientifiques français ont fusionné, lundi 18 mai, et créé le Conseil national des ingénieurs et scientifiques de France (CNISF). Cet « organisme d'information, de réflexion, de coordination, de propositions et d'actions » entend « représenter la totalité des ingénieurs et des scientifiques français » (plus de 350 000 au total). Il sera présidé par M. Gilbert Ratman, soixante-quatre ans, polytechnicien et ingénieur général des mines, ancien vice-président-directeur général d'Elf-Aquitaine.

o Le prix scientifique Philip Morris pour la France attribué, lundi 18 mai, ses trois prix (de 150 000 francs chacun) pour 1992. Les lauréats sont : en biologie, Claude Lazdunski (CNRS Marseille) et Franco Patus (CNRS Heidelberg) ; en climatologie, Jean Jouzel (CEA Saclay), Laurent Labeyrie (CNRS Gif-sur-Yvette), Monique Labracherie (CNRS Bordeaux) et Dominique Raynaud (CNRS Grenoble) ; en sciences du vivant et l'homme dans l'espace, Christian Alexandre et son équipe du laboratoire de biologie du tissu osseux (université de Saint-Etienne). En outre, le jury a attribué une mention spéciale de 100 000 francs en climatologie à Hervé Le Trent (CNRS) et à son équipe du laboratoire de climatologie dynamique (Ecole normale supérieure de Paris).

Aux assises du Calvados

## Gérard Lebourg, la destinée d'un pédophile

Gérard Lebourg, âgé de trente ans, comparait, depuis le lundi 18 mai, devant la cour d'assises du Calvados à Caen, pour le viol et le meurtre prémédité de la jeune Delphine Boulay, qui était âgée de dix ans lorsque son corps a été retrouvé carbonisé le 6 septembre 1988 en forêt de Saint-Pierre-du-Vai (Eure). Il répond également des accusations de viols sur sa nièce, Sandra, âgée aujourd'hui de quinze ans.

CAEN

de notre envoyé spécial

Lorsque la présidente de la cour d'assises, M<sup>me</sup> Martine Varin, l'invite à égrener les prémisses de ses neuf frères et sœurs, Gérard Lebourg ne sait plus. Il est là debout, la main immobilisée fixée sur la hanche, le tête engoncée dans un blouson malgré la chaleur, les yeux éteints par des larmes, le front bas sur un visage sans mention. Il répète des mots que l'on n'entend pas, d'une voix douce et blanche, des mots qu'il nous au fond d'une gorge habituelle au silence. « Dans l'ordre, je ne sais pas. » Il y a Jean-Pierre, l'élé aujourd'hui en prison pour des attentats sexuels sur sa fille; Evelynne, dont le mari est décédé d'une crise cardiaque alors qu'il se battait contre l'ennemi de celle-ci; puis un autre frère « jamais vu depuis 1982 »; Béatrice qui est décédée la mort en 1983 après avoir vécu une enfance incestueuse avec son père; une autre sœur, aussi, décédée à la naissance; enfin Huguetta et ses problèmes — « je crois qu'elle a eu un coup de cœur avec mon père, elle me l'avait dit ».

Lebourg ne sait pas non plus quand son père, « un ouvrier d'usine », est mort : « peut-être en 1982, 1983 ». D'ailleurs, il le voyait moins depuis que sa mère, M<sup>me</sup> Olivier Fechetti, « était intello avec un autre homme, un homme très jeune, tout juste âgé de sept ans de plus que Gérard Lebourg : « C'était mon beau-frère. Il a laissé tomber sa sœur pour aller vivre avec ma mère. Ça ne me regardait pas, je n'y faisais pas attention. Je pensais que ma mère allait nous sortir de la misère. Avec mon père, on crevait de faim ».

Une deuxième fois, sa mère vivra une liaison avec l'ami d'une autre de ses filles. Gérard Lebourg suivra sa mère et ses amants, sa mère qui sillonnait la Normandie au hasard de ses emplois de femme de chambre, recrus dans des chambres d'hôtel ou une loge de théâtre, ballotté par des départs précipités, des expulsions pour impayés tandis que son père, lui, dormait certains jours dans une voiture. Une année sans école et Gérard Lebourg est placé dans un foyer de la DDASS où il est décrit comme un adolescent à l'intelligence limitée, « timide, solitaire, rêveur et craintif, très lent et sans motivation ». A seize ans, on juge opportun de le renvoyer à son domicile familial : quatre adresses successives, le père et son jeune ami, les incessants naufrages de la fratrie.

Gérard Lebourg sait lire, écrire et tuer le temps, en solitaire. « J'ai du mal à comprendre comment vous occupiez vos journées durant toutes ces années ? » demande le pré-

sident. « Ben je ne faisais rien, non, rien, absolument rien ». Pas d'activités, pas de sorties, sa mère et ses sœurs le surveillaient aussi en début de petite amie. Ses rapports avec les femmes se transforment en manies : il change de trottoir pour éviter de les croiser dans la rue, il s'échappe d'une place quand il croit voir sa sœur nue. « Je ne savais pas comment faire avec elles, je ne savais pas leur parler, blaguer. » « Vous avez essayé ? » demande la présidente. « Non, jamais ».

Le déclin

du passage à l'acte

Quand il n'arrive plus à parler, Gérard Lebourg écrit. Il griffonne des lettres, ressemble des articles de journaux aussi. « Dans ma chambre, j'avais sept, huit numéros de Détective, j'étais habitué à ça, j'aimais savoir ce qui se passait sur des enfants, sur des viols, je lisais comme ça par habitude. » Lebourg construit ainsi sa machine à phantasmes. Il rassemble les catalogues de vernis par correspondance, découpe les photographies de petites filles, invente des scénarios où il est fasciné par la fou et la strangulation. Il écrit une lettre à sa sœur : « Ma chère Evelynne, si bien ce mot car il va l'annoncer une mauvaise nouvelle. Je vais étrangler Sandra avant qu'elle parte en vacances (...). Remarque toi aussi, tu es une belle gorgée. » « J'écrivais ça pour éviter de la faire », dit aujourd'hui Lebourg.

Le feu, la strangulation. Le déclin du passage à l'acte s'est sans doute produit un soir, au Gérard Lebourg s'est retrouvé seul avec sa nièce Sandra. Un incendie se déclare à la cave. Lebourg et l'enfant descendent à la hâte. La première fois, il m'a touché les jambes, je n'ai rien dit, j'ai gardé ça pour moi », raconte l'adolescente, incapable d'en dire plus, quittant la salle en sanglots. A trois, quatre reprises, peut-être plus, l'enfant de sept ans subit les caresses, les frottements, le début de pénétration. « Un jour, comme je pleurais, il m'a serré la gorge de ses mains, j'ai crié et il s'est arrêté », dira-t-elle aux gendarmes. Pendant plusieurs années, Gérard Lebourg rêvera ses assauts, l'obligeant à remplir un questionnaire, l'allongeant sur son lit, la surprenant dans la rue ou l'emmenant à la cave. « Avec Sandra, je ne sais pas, je ne comprends pas comment j'ai fait. Après je lui donnais de l'argent, 10 ou 20 francs, je lui demandais de ne rien dire ».

Alertée par une tache de sang sur les vêtements de l'enfant, la famille lève une paupière sur ce qu'elle semblait déjà soupçonner. Evelynne interroge sa fille, la mère de Gérard Lebourg envoie Sandra chez un médecin, l'incerte n'en reste pas moins banal aux yeux de tous. Evelynne : « Je ne voulais pas faire de peine à ma mère en allant porter plainte. Je pensais qu'il n'y avait que des attouchements. Sandra m'a tellement dit qu'il ne lui faisait rien. » « Avant de penser à la peine de votre mère, avez-vous songé à celle de votre enfant qui était menacée de strangulation ? » demande la présidente. « Non, je ne crois pas qu'il serait allé jusque-là », assure Evelynne.

La mère de Lebourg prend pourtant l'initiative d'envoyer son fils en hôpital psychiatri-

que où il séjournera du 24 juillet au 10 août 1984. « Moi j'étais d'accord, je voulais me soigner », dit Lebourg. Les psychiatres bénéficient d'un début de coopération avec la famille puisque celle-ci fait l'effort de rassembler les manuscrits retrouvés dans la chambre de Lebourg pour les soumettre à leur analyse. Mais le 2 avril 1985, Gérard Lebourg ne répond pas à la convocation du psychiatre. Il veut « arrêter les médicaments ». L'interruption du traitement ne soulève de voies ni dans la famille ni au sein de l'institution psychiatrique. Le concubin de sa mère remarque que le jeune homme poursuit ses masturbations avec les photos de catalogue. Dans la maison, on a caché les bouteilles d'alcool et de produits inflammables. Personne n'empêchera Lebourg de renouer avec Sandra des pratiques de pédophilie violente. Sa tentative de suicide par absorption de médicaments ne sera pas plus « écoutée » par les psychiatres et les éventuels organismes de tutelle.

A la barre, les experts médicaux ne s'étonnent pas outre mesure de l'absence de réaction lorsque Lebourg décide d'interrompre de lui-même son traitement psychiatrique. De même, ils ne trouveront rien à redire du silence de la DDASS, éludée, selon une procédure obligatoire, par les médecins psychiatres. Un des experts s'aventurera à reconnaître : « Si j'étais été à leur place, j'aurais insisté peut-être pour que la DDASS réponde à mon courrier ».

« Sans espoir

de curabilité

Lebourg poursuit donc sa destinée de « schizophrène, pervers pédophile sadique », comme l'assistent les psychiatres, sa course à la jouissance qu'il « tire de l'effroi et de la souffrance de l'autre ». « Missionnaire de la destruction » selon l'un d'eux, « sans espoir de curabilité », Lebourg ne serait donc voué qu'au plaisir d'une domination allant jusqu'à la destruction de ses victimes, hémétique à la culpabilisation en « donnant l'impression qu'il ne peut pas faire autrement », reconnaissant lui-même « avoir peur plus tard que ça recommence », « mort de trouille d'être en même temps mis au ban de la société par l'horreur des actes qui lui sont reprochés », précisera un expert.

Avec Delphine, il serait allé jusqu'au bout dans la nuit du 26 au 27 août 1988 lorsque, selon ses premiers aveux, il traverse le champ de maïs à Villerville, surprenant une jeune scout sortie de sa tente, la ligotant, puis la transportant à une quinzaine de kilomètres pour abuser d'elle dans un chemin forestier avant de la frapper à mort et de brûler le jeune cadavre à l'essence. Lebourg, confondu en 1990 par la découverte à son domicile de confessions écrites, se rétracte, puis reconnaît à nouveau. Devant la cour d'assises, il tente de nier à nouveau. Sa mère Olivia, elle, regrette que sa fille n'ait pas porté plainte : « Il ne se serait plus rien passé avec Sandra, et Delphine serait vivante ».

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

Aux assises du Nord

## L'acquittement d'une parricide

Ika avait dix-sept ans quand elle a tué son père avec le pistolet Luger préféré de ce militant néo-nazi. Deux belles tirées à bout portant, le 18 juillet 1989, dans leur maison de Salomé (Nord), durant le sommeil de cet homme qui terrorisait son entourage. Un parricide pour lequel Ika a comparu devant la cour d'assises du Nord et dont elle a été acquittée, lundi 18 mai. Les jurés ont entendu, au-delà de ses explications, l'évocat général, qui avait réclamé de deux à trois ans de prison avec sursis au nom des circonstances atténuantes.

Tyrant domestique et militant fasciste, le père, Jean-Claude Beauesert, était le même homme en famille et en société : brutal et autoritaire. Responsable d'un groupuscule néonazi dans le département — le Parti nationaliste français et européen, aujourd'hui dissous à la suite d'attentats racistes commis contre des foyers Somaçores — cet ancien vicier de boîte de nuit avait été condamné, en mars 1988, pour incitation à la haine raciale. Il avait planté une pancarte portant l'inscription « Mort aux bougnoules », et croix gammée, devant le domicile d'un jeune beur qui sera assassiné quelques heures plus tard.

A la maison, Ika, chétive, était le souffre-douleur de ce père qui imposait à ses cinq filles l'admiration d'Hitler, le lecture de Mein Kampf et des séances d'entraînement au maniement des armes. Se fureur fut extrême quand Christine, l'aînée, déserta le domicile familial à l'été 1989 pour l'amour d'un petit ami. Croquant qu'Ika savait où l'énée se cachait, le père la frappa à coups de pied dans le ventre. Il chercha son pistolet Luger et mit l'arme à disposition du reste de la famille : en cas de retour de la fugueuse, chacun devait pouvoir l'immobiliser en lui tirant dans les jambes. Ce fut l'arme du parricide.

« Je me regrette pas mon geste », a dit Ika après l'acquittement. « Je ne lui en veux plus. Je lui en voulais d'être nationaliste et d'être méchant avec nous », a ajouté, à propos de son père, cette jeune femme aujourd'hui mariée et mère d'un enfant.



هك امن النحل

## NOUVEAU SERVICE EXPRESSfreighter, LE SEUL A LIVRER L'AMERIQUE DU NORD AVANT 10H30 LE LENDEMAIN.

NOUVEAU SERVICE  
EXPRESSfreighter  
N° VERT 05.33.33.55

Notre service exclusif EXPRESSfreighter  
va emballer tous vos colis vers  
l'Amérique du Nord. Depuis Paris, Lyon  
et leur région, vous pouvez expédier  
vos documents et vos colis jusqu'à  
70 kg vers les Etats-Unis et le Canada :  
Federal Express en garantit la livraison  
avant 10 h 30 le lendemain matin.  
Un exploit quotidien dont vous  
apprécierez d'autant plus les avantages  
quand vous saurez que son prix  
est le même que celui d'une  
expédition express classique.

Notre système de suivi par satellite  
nous permet de localiser votre colis à  
tout moment et sur simple appel.  
Aujourd'hui, notre qualité de service et  
notre fiabilité sont telles que nous nous  
engageons à vous rembourser sur  
demande les frais de transport si, de  
notre fait, votre envoi était livré plus  
d'une minute après 10 h 30.  
Vous désirez en savoir plus ?  
Contactez-nous, l'appel est gratuit.

**N° VERT 05333355**



VOUS N'IMAGINEZ PAS TOUT CE QUE FEDERAL EXPRESS PEUT VOUS APPORTER



## SOCIÉTÉ

## Un entretien avec M. Michel Vauzelle

« La République ne peut être fondée que sur la vertu », nous déclare le garde des sceaux

Garde des sceaux du gouvernement Bérégovoy, M. Michel Vauzelle s'engage, dans l'entretien qu'il a accordé au « Monde », à ce que « la justice passe, en toute indépendance » dans les affaires en cours, estimant que les responsables politiques ne doivent pas se mêler de la marche de la justice. Mettant l'accent sur les difficultés matérielles de la justice, dont les conditions de travail sont trop souvent indignes d'une grande démocratie moderne, M. Vauzelle évoque également la réforme de la procédure pénale, l'arrêt Touvier et la responsabilité des juges.

« A peine arrivé à Matignon, M. Pierre Bérégovoy a déclaré vouloir « vider l'abcès de la corruption ». Il s'agit d'une nouvelle donne dont vous êtes le maître d'œuvre. Pourquoi un tel revirement dans le domaine des affaires ? »

« La lutte contre la corruption est un élément essentiel du programme du nouveau gouvernement. Le ministre de la justice est en première ligne dans ce combat. J'y prendrai toute ma part. La République ne peut être fondée que sur la vertu et, en l'occurrence, l'incorruptibilité.

« Si la confiance des citoyens dans leurs élus est atteinte par un climat de suspicion généralisée à l'égard du monde politique et de la politique en général, c'est en effet la République elle-même qui est en péril. A la suite des affaires et d'une loi d'amnistie mal comprise, nos concitoyens auraient pu, égarés par ce qu'ils entendaient répéter tous les jours, s'abstenir d'aller voter ou voter en plus grand nombre pour l'extrême droite, lors des dernières élections locales. Ils ont manifesté au contraire leur esprit civique et leur confiance dans la démocratie.

« Pour être à la hauteur de ce témoignage de maturité de notre peuple, nous avons le devoir de rétablir une image d'intégrité du monde politique. C'est l'intérêt de tous, gouvernement et Parlement, majorité et opposition, gauche et droite. Cette action d'intérêt national a été entreprise et déjà illustrée, par la volonté du président Mitterrand, avec les lois votées, pour la première fois dans l'histoire de nos institutions, sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales. Auparavant, la loi était celle de la jungle. Il reste cependant aujourd'hui des traces de cette période « suspecte ». Il faut donc encore faire le partage entre ce qui a pu relever de l'enrichissement personnel et ce qui a pu relever du financement licite de la vie politique.

« Cependant l'emploi du mot « corruption » laisse entendre que le mal est plus profond et qu'il ne s'agit pas seulement d'apurer le passé. La situation que vous avez découverte en devenant garde des sceaux est-elle pire que celle que vous imaginez et connaissez quand vous êtes député ? »

« Elle n'est pas pire mais c'est bien suffisant. Comme l'a dit avec force le premier ministre, il faut faire pleine confiance à la justice. Il faut que la justice passe en toute indépendance. Si les responsables politiques se mêlent de la justice, les magistrats finiront par se mêler de la politique. Il n'y aura plus alors de séparation des pouvoirs.

« Je ne manquais aucune occasion, comme je l'ai fait des fois, de dire que la confiance en la justice est la base de la démocratie. Mais il y a aussi, en tant que gardiens des libertés, au titre de l'article 66 de la Constitution, à veiller à ce que ne soient pas atteints, dans leur réputation, les responsables politiques dont l'honnêteté n'est pas en cause.

« Pensons à ces élus dévoués au bien public, d'une intégrité parfaite et dont la carrière pourrait être brisée parce que leur nom serait jeté en pâture et leur honneur atteint par des soupçons infondés. Pensons à leur conjoint, à leurs enfants, à leurs amis, tout à coup atteints gravement et injustement. Pour eux, la justice doit être respectueuse, prudente et rapide. Celui qui ne s'est pas enrichi ne saurait être confondu avec celui qui a tiré profit d'actes illicites.

« Cette attitude est conforme au rétablissement de la « sentinelle morale » dont a besoin le nation. J'en ai parlé dès ma première intervention devant l'Assemblée nationale. Cette volonté ne

concerne pas seulement la vie politique, mais toute activité publique qui doit être transparente, notamment dans sa relation avec l'argent. » Ainsi en est-il du sport, parmi d'autres domaines qui seront examinés par la commission contre la corruption mise en place par le premier ministre. Le premier geste du nouveau gouvernement a été l'adoption du projet de loi proposé par Frédéric Bredin sur le financement des activités sportives. Le même jour, avec l'accord de tout le gouvernement, j'envoie aux procureurs généraux concernés la circulaire sur les clubs de football que vous connaissez.

« Pourquoi votre prédécesseur, M. Henri Mellet, n'a-t-il pu tenir le même discours ? »

« C'est à lui que vous devez poser cette question.

« Approuvez-vous les déclarations de M. Marie-Noëlle Lénormand, membre du gouvernement, sur la nécessité de « faire le ménage » y compris dans les rangs du Parti socialiste ? »

« Je ne souhaite pas commenter ces déclarations. »

« S'agissant du sport, on parle déjà, à l'occasion du vote de la loi présentée par M. Frédéric Bredin, d'une nouvelle amnistie qui bénéficierait, entre autres, à M. Bernard Tapie, ministre de la ville et président de l'Olympique de Marseille. Y seriez-vous favorable ? »

« Peut-on sérieusement réparer d'une amnistie après le bilan politique de celle du 15 janvier 1990 ? »

« M. Bernard Tapie risque d'être inculpé à la fin du mois dans le cadre d'un différend financier avec un député de l'opposition, M. Georges Trépo. Dans ce cas, son maintien au gouvernement ne ruinerait-il pas votre pédagogie politique sur le thème de la morale ? »

« La garde des sceaux ne peut pas parler d'un dossier qui est entre les mains d'un juge d'instruction. Quant à ma pédagogie politique, elle s'inscrit et elle s'inscrira dans celle du président de la République et du premier ministre.

« Le pouvoir politique peut-il interdire au parquet de bloquer le meuble judiciaire, même s'il doit en gérer les conséquences politiques. Or la Cour de cassation vient de rappeler, dans l'affaire Urbain, que les magistrats du parquet sont « compétents pour exercer l'action publique en vertu de leurs pouvoirs propres, à l'exclusion de toute autorité ». Adhères-vous à cette conception qui s'éloigne de la règle traditionnelle de « l'unicité » du parquet ? »

« Si la loi est bien respectée, cette « exclusion de toute autorité » ne saurait concerner le garde des sceaux, précisément chef du parquet.

« Des conditions de travail indignes »

« L'un des grands problèmes de la justice est sa misère matérielle. Le monde judiciaire se méfie des promesses depuis l'annonce malheureuse, en 1991, d'une année de la justice à peine suivie d'effets. Pensez-vous, malgré tout, pouvoir améliorer les conditions de travail dans les juridictions ? »

« Il n'est pas facile d'être magistrat en 1992. Il n'a jamais été facile de l'être avant, aujourd'hui sans doute moins encore qu'avant. Le respect dû à la magistrature est essentiel à la démocratie. Il ne s'exprime pas seulement par des paroles, mais par une véritable reconnaissance sociale. Or celle-ci peut paraître défective. On connaît le problème de société posé par la concurrence entre les revenus offerts, à niveau de compétence et de responsabilité égal, par les carrières privées et par les carrières publiques, dont celle des magistrats. Mais il y a aussi, et singulièrement pour les personnes relevant du ministère de la justice, le problème plus général des moyens. Tout nouveau garde des sceaux est attendu à ce tournant-là, celui qui sépare ses déclarations de bonne volonté des dures réalités budgétaires.

« Pour ce qui concerne le budget de 1993, je m'appuierai sur l'engagement du premier ministre qui a promis, lors de son discours de politique générale devant l'Assemblée nationale de donner la priorité à la justice. Quant à l'avenir, plus lointain, rien ne sera obtenu qui soit ne serait-ce qu'à la hauteur des besoins, sans des efforts permanents et insistants de pédagogie et d'information en direction de l'ensemble de nos

concitoyens. Il faut en effet faire prendre conscience à notre peuple des conditions, trop souvent encore indignes d'une grande démocratie moderne, dans lesquelles travaillent aussi bien les magistrats que les greffiers ou les personnels pénitentiaires. Ce n'est qu'en s'appuyant sur un vrai mouvement de l'opinion publique que ce gouvernement et ceux qui suivront pourront placer la modernisation de la justice en tête des priorités qu'impose la solidarité nationale.

« De plus, le ministre de la justice, s'il doit être proche des légitimes préoccupations matérielles et morales des professionnels juridiques et judiciaires, doit être aussi proche des attentes de l'ensemble de nos concitoyens dans une société qui évolue.

## « L'incarcération ultime recours »

« Vous avez annoncé que la réforme du code de procédure pénale serait examinée par le Parlement à la session d'automne. Or, il est difficile de défendre un projet réformant l'instruction à quelques mois des élections. Pensez-vous tenir malgré tout votre engagement ? »



« Je n'ai jamais parlé de session d'automne puisque le projet de loi n'est pas encore adopté. Je souhaite poursuivre dès la session de printemps le travail entrepris par mes prédécesseurs pour la réforme du code de procédure pénale. Mais il y a la priorité qui doit être donnée à la révision de la Constitution. Je n'oublie pas pour autant que la justice doit passer, en toute indépendance, encore faut-il que l'innocent ne soit pas atteint. Et de ce point de vue, il y a urgence à ce que des notions mal comprises de l'opinion publique comme celle de l'inculpation disparaissent de nos textes et que de nouvelles garanties soient instaurées pour assurer au mieux les libertés et les droits de la défense, dès lors qu'une mise en détention peut être envisagée. La priorité donnée à la réforme constitutionnelle ne m'empêche pas de continuer à souhaiter que la réforme de la procédure pénale soit soumise au Parlement dès que cela sera possible.

« Dans le cadre du plan de rénovation et de sécurité urbaines, vous présenterez à la fin du mois de mai une communication en conseil des ministres, portant notamment sur la médiation pénale qui suscite beaucoup de critiques de la part des magistrats. Souhaitiez-vous développer les expériences en cours, et pensez-vous qu'il soit utile de légiférer en la matière ? »

« La médiation pénale constitue une réponse qui me paraît adaptée à la solution des petits conflits nés de la vie quotidienne. Les procédures traditionnelles de la justice font qu'elle intervient souvent bien tard, quand les situations se sont dégradées. Soixante-seize tribunaux se sont déjà engagés dans des actions de médiation, s'inscrivant ainsi dans la politique de justice de proximité à laquelle je tiens. Nos concitoyens ont soit de justice. La médiation, fondée sur l'idée de réparation, offre une réponse proche des préoccupations des gens, avec la garantie de l'intervention d'un magistrat ou d'une personne mandatée par lui.

« Pour les victimes, cette justice permet une réparation. Vis-à-vis de la société, le délinquant est conduit à mesurer sans tarder les dimensions de son acte et à réparer, à travers une action positive qui peut être un acte de réconciliation. Cette politique est particulièrement bien adaptée pour les mineurs par son caractère éducatif. En tenant compte des critiques de certains magistrats, je vais donc proposer au Parlement d'inscrire

dans la loi la généralisation de ces mesures de réparation.

« Malgré l'engagement du programme de 13 000 places lancé en 1986 et le développement, même limité, des peines alternatives à l'incarcération, les prisons sont à nouveau surpeuplées. Comment faire face à cette augmentation continue et régulière de la population carcérale ? »

« Au 1<sup>er</sup> mai, cette population s'élevait à 52 000 détenus. Il faut remonter à 1948 pour retrouver un niveau comparable. C'est que les peines prononcées sont de plus en plus longues. La durée moyenne de détention est d'environ sept mois. Elle a doublé depuis le début des années 80. C'est une preuve parmi d'autres que la justice est loin d'être « laxiste ». L'augmentation continue de la répression pour autant ne résoudra pas, à elle seule, le problème de l'insécurité.

« A la fin de cette année, le programme d'ouverture d'établissements neufs sera achevé. Nous disposerons d'environ cinquante mille places. Il faut d'abord que les personnels pénitentiaires, qui exercent une des professions les plus difficiles qui soient, puissent assurer leurs missions dans des conditions convenables. Il faut aussi que les détenus soient respectés en tant que personnes humaines. Mais la prison ne supprime ni les causes de la délinquance ni la récidive. L'incarcération doit être l'ultime recours quand le contrôle judiciaire, le sursis avec mise à l'épreuve, le travail d'intérêt ou les autres peines de substitution sont inadéquates.

« Grâce à l'engagement et au dévouement de nombreux magistrats, des comités de probation, du secteur associatif, des collectivités locales, l'efficacité des dispositifs visant à éviter l'incarcération a été renforcée. Le nombre des détentions provisoires s'est stabilisé. L'incarcération des jeunes mineurs est devenue rare. Je soutiendrai fermement cette ligne de conduite qui mobilise à la fois l'institution judiciaire et les partenaires locaux. L'incarcération doit être l'ultime recours interministériel et j'y cogèrerais totalement mon ministère.

« Plus généralement, je souhaite que le ministère de la justice ne soit pas enfoncé dans de très longues procédures mais qu'il soit au contraire, pour peu que l'on aie le temps, le plus efficace. Je veux être présent, avec tous ceux qui relèvent de ce département, dans la réflexion, la concertation et l'action qui doivent être menées pour apporter des réponses mieux adaptées aux problèmes posés par l'évolution de notre société, notamment dans les espaces récemment urbanisés et plus particulièrement dans les milieux les moins favorisés.

« Le président de la République a annoncé en novembre 1991 une réforme des institutions qui toucherait notamment le Conseil supérieur de la magistrature et les relations entre les magistrats du siège et du parquet. Pensez-vous que les garanties d'indépendance soient actuellement insuffisantes ? »

« Il s'agit d'une réforme profonde des institutions de la V<sup>e</sup> République qui pourrait intervenir à l'automne dans la perspective de la révision de la Constitution. Cette révision toucherait des éléments aussi essentiels que les pouvoirs du chef de l'Etat ou les prérogatives du Parlement. Je souhaite personnellement, et j'y travaille, que soient octroyés de mieux en mieux les dispositions qui doivent assurer toute son indépendance à la magistrature comme celles qui peuvent renforcer encore la défense des droits des citoyens.

« A l'exception du Syndicat de la magistrature, les magistrats ne semblent pas s'être beaucoup émus après l'arrêt Touvier. Certains, et c'est le cas du procureur de Foix, ont préféré défendre les magistrats attaqués. Comment l'avocat que vous faites révoquer-il ce silence et ces réactions quelque peu corporatistes ? »

« A propos de l'affaire Touvier, je ne peux que répéter ce que j'ai dit lors de ma première intervention devant l'Assemblée nationale. L'arrêt a été rendu par une juridiction collégiale indépendante et contractant avec l'analyse d'un juge d'instruction indépendant et les réquisitions du parquet général approuvées par la chancellerie. Un pouvoir a été immédiatement formé, et la Cour de cassation, en toute indépendance, appréciera, dans la sérénité, les points de droit soulevés.

« En revanche, qu'un procureur de la République, celui de Foix en l'occurrence, se permette de soutenir publiquement ses refus de

participer aux cérémonies du 8 mai, c'est d'abord entretenir la polémique — ce qui est inadmissible de la part d'un magistrat. C'est surtout faire injure non seulement aux anciens combattants mais à la nation tout entière rassemblée le 8 mai dans le souvenir sacré de la victoire sur le nazisme. Respectant l'indépendance des magistrats, je m'en suis donc remis à eux à travers la commission de discipline du parquet pour apprécier un tel comportement.

## « L'équilibre entre indépendance et responsabilité »

« Pour élargir mon propos, je dois réaffirmer, au sujet des très graves débats dont l'autorité judiciaire est souvent saisie, qu'il est aussi et essentiel à la démocratie que soit respecté le droit à la discussion et à la critique. Toutefois, la démocratie nécessite aussi que les magistrats puissent remplir leurs responsabilités dans la sérénité, entourés de la confiance de tous, imaginons ce que serait notre société sans le respect de ces milliers de décisions quotidiennes qui mettent souvent en jeu l'honneur, la liberté et les intérêts de nos concitoyens.

« La noblesse de nos institutions, c'est de permettre de trouver le point d'équilibre entre une justice forte et respectée et une vie politique saine pour que notre société garde le sens des valeurs communes. N'oublions pas que dans notre République, les juges sont chargés de faire respecter les lois votées par le peuple ou par ses représentants.

« L'arrêt Touvier et le surprenant jugement de Marseille dénonçant Amnesty International posent le problème de la responsabilité des magistrats, corollaire de leur indépendance. Comment évaluer au nom de cette indépendance, des juges s'efforçant de tout contrôler ? »

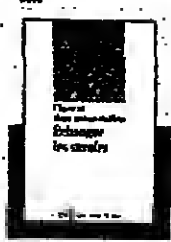
« Le droit français a aménagé nullement l'irresponsabilité de la justice. L'Etat est responsable du fonctionnement déficient de la justice en cas de faute lourde, et il peut exercer devant la Cour de cassation une action dite récursoire à l'encontre d'un juge dont il a dû réparer les dommages résultant d'une faute personnelle non détachable de ses fonctions. Mais il est vrai que la jurisprudence, tant judiciaire qu'administrative, précise qu'il ne peut y avoir ni responsabilité pénale ni responsabilité disciplinaire du fait du contenu même d'une décision de justice.

« Il s'agit ici d'une application du principe constitutionnel d'indépendance. Faut-il remettre en cause — par une réforme de caractère nécessairement constitutionnel — cet équilibre entre indépendance et responsabilité ? Cela mérite qu'on y regarde à deux fois. Face à la tentation de quelque censure des juges, en réaction à des jugements qui ne leur conviennent pas, ou, au contraire, n'y a-t-il pas lieu de prendre en considération les possibilités offertes par l'institution judiciaire elle-même qui aménage, en principe, des voies de recours contre de telles décisions ? Pour ma part, je garde la conviction que les remèdes se trouvent au sein de la justice elle-même. Aussi longtemps que, face à une injustice, d'où qu'elle procède, demeure la possibilité de saisir un juge, il faut garder confiance dans la justice. C'est là ma démarche.

Propos recueillis par ANNE CHEMIN et EDWY PLENEL

## Échanger les savoirs

Claire et Marc Héber-Suffrin

Collection EPI-Formation  
320 pages  
140 F

Les savoirs, parfois barrières entre les hommes, peuvent devenir de formidables multiplicateurs du lien social si au lieu de les retenir, on les échange.

DDB

## REPÈRES

## ENVIRONNEMENT

Polémique entre M. Lalonde et M. Royal

« Annoncer comme une mesure nouvelle quelque chose qui est déjà décidé depuis un an, c'est prendre les gens pour des idiots. » Telle est la façon dont M. Brien Lalonde, commandant, lundi 18 mai, les « grandes mesures » annoncées par M. Ségalane Royal, ministre de l'environnement, pour limiter les effets de la sécheresse (le Monde du 19 mai). M. Lalonde faisait allusion aux « 35 milliards de crédits » débloqués pour les agences de l'eau dans les cinq ans. Cette décision, prise par le gouvernement de M. Cresson en juin 1991, annonce les six agences de l'eau à augmenter les redevances des industriels et des collectivités locales, de manière à faire passer les aides distribuées au titre des équipements d'épuration de 16 à 35 milliards de francs entre 1992 et 1996. Ces 19 milliards supplémentaires entraîneront pour les consommateurs une hausse du prix de l'eau d'environ 30 % en frenes constants.

Au ministère de l'environnement, on précise que, lors de sa conférence de presse, M. Royal avait pris soin d'indiquer qu'il ne s'agissait pas d'une mesure nouvelle.

## MÉDECINE

La FDA conclut à l'innocuité de l'Halcion

Un comité d'experts, médecins réunis à la demande de la Food and Drug Administration (FDA) américaine, a conclu, lundi 18 mai, que l'Halcion, le somnifère le plus vendu dans le monde, était un médicament sûr et efficace. Fabriqué par la firme américaine Upjohn Co., ce produit avait été interdit en octobre dernier, au Grand-Bretagne en raison des pertes de mémoire et des effets secondaires psychiatriques qu'il est susceptible de provoquer. En France, le 30 décembre dernier, l'Halcion n'avait été que partiellement retiré du marché, l'interdiction ne touchant que les comprimés à 0,250 milligramme. La commission de la FDA a estimé que les utilisateurs d'Halcion devaient être mis en garde contre les risques de perte de mémoire et de crises d'anxiété, mais a considéré que les avantages du médicament pour les insomniacs étaient supérieurs aux effets secondaires éventuels. — (AFP, Reuters.)

## NUCLÉAIRE

Des fissures détectées sur un réacteur suédois

Des fissures viennent d'être découvertes sur le couvercle du réacteur de la tranchée 2 de la centrale nucléaire suédoise de Ringhals, en service depuis 1975, a annoncé, lundi 18 mai, le réseau d'information Nucléar de la Société nucléaire européenne.

Selon les premières expertises, ces fissures, détectées à l'occasion d'un arrêt pour rechargement de ce réacteur à eau pressurisée de 800 mégawatts, sont du même type que celles qui ont été constatées l'an dernier sur plusieurs réacteurs français (le Monde du 22-23 décembre 1991). Pas plus qu'en France elles ne mettent en cause la sûreté des installations, précisent les autorités suédoises de sûreté nucléaire. — (AFP.)

## L'éclosio



# SCIENCES • MEDECINE

## L'éclosion internationale de la bioéthique

Après la France, en 1983, une vingtaine de pays se sont dotés d'instances nationales d'éthique pour la recherche scientifique. De quelle manière et à quelles fins ?

**L**E premier et principal embarras avec la bioéthique tient à sa définition. Où commence-t-elle ? Quels liens entretient-elle avec la morale et la politique, le civisme et la religion ? Est-elle ou non réductible à la déontologie médicale ou à l'éthique de la recherche scientifique ?

Pour être convenu-il, avec le professeur Axel Kahn, spécialiste de biologie moléculaire (INSERM), de se risquer à une définition positive, en soutenant qu'il ne s'agit là, tout bien pesé, que d'une forme de respect due à autrui, c'est-à-dire à soi-même. Mais il faut aussi avant tout, pour mieux en saisir l'objet, comprendre l'évolution de cette matière à l'échelon international.

A cet égard, la récente réunion des comités nationaux d'éthique, organisée à Madrid par le Conseil de l'Europe (le 27 mars), a fort heureusement fourni les premiers éléments d'une observation internationale des structures spécialisées dans ce domaine. « L'histoire des comités d'éthique connaît deux périodes », a expliqué à Madrid le professeur Jean Bernard, président du comité consultatif national d'éthique français. Pendant une première période apparaissent, dans de nombreux pays, des comités d'éthique hospitaliers universitaires, en quelque sorte spontanés, formés par des femmes, des hommes à la fois généraux et inquiets. La deuxième période est celle des comités nationaux, le premier ayant été créé en France au début de l'année 1983.

Allons-nous ou non vers une troisième période, celle des comités internationaux ? Pendant les deux premières périodes ont été affirmés les principes qui gouvernent la bioéthique : le respect de la personne, le respect de la reconnaissance, le refus du lucra et la responsabilité du chercheur. A l'aube de cette troisième période, plusieurs questions majeures se posent, motifs de nos préoccupations à tous : comment passer de l'éthique au droit ? Quelles législations faut-il prévoir ou ne pas prévoir ? Comment créer et développer l'enseignement de la bioéthique ? Comment organiser notre travail commun européen ?

Un premier travail d'éthique comparative a été unanimement salué par l'ensemble des participants de la réunion de Madrid comme un document majeur destiné à faire date dans l'élaboration d'une bioéthique européenne, voire mondiale. Ce travail a été réalisé par M<sup>me</sup> Sonia Le Bris (Centre de recherche en droit public, université de Montréal), à l'initiative de comités ad hoc d'experts sur la bioéthique du Conseil de l'Europe (1). Il s'agit, après le premier symposium sur la bioéthique, organisé par ce Conseil en décembre 1983 à Strasbourg, d'élaborer une cartographie aussi fidèle que possible des lieux nationaux de réflexion éthique, quelles que soient leurs structures, « comités » ou « instances » nationales. Vingt-huit pays devaient au total répondre, de manière plus ou moins documentée, à cette enquête sans précédent. « A l'exception de l'Au-

riche, de l'Irlande, de l'Islande et du Liechtenstein, qui affirment n'en avoir aucune, la majorité des pays membres et observateurs du Conseil de l'Europe disposent d'une structure nationale d'éthique, explique M<sup>me</sup> Le Bris. Cela atteste sans nul doute de l'importance du phénomène éthique, de l'acuité des problèmes soulevés par les problèmes biomédicaux et de la revendication croissante de la communauté scientifique et du public, mais aussi des pouvoirs publics de voir s'ériger certaines barrières et s'arrêter une réflexion éthique à l'échelon national. Certains pays ont opté pour la mise en place de comités nationaux spécifiques indépendants et permanents, d'autres, en revanche, se sont pas opposés à la multiplicité d'instances nationales réunies de manière ad hoc ou par spécialité.

### Les Latins et les Nordiques

Pour M<sup>me</sup> Le Bris, ce sont essentiellement les pays de tradition latine ou nordique qui ont opté pour le concept de comité national d'éthique. « Si la France fut la première à s'inscrire dans cette avenue, elle a, depuis lors, été rejointe par différents pays (Danemark, Finlande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal et Suède), tandis que d'autres sont sur le point de le faire (Belgique, Espagne, Grèce, Pologne). Sans vouloir supputer sur la raison de cette préférence, il est néanmoins permis de penser que ce type de structures correspond au

contexte institutionnel, juridique et culturel de chaque pays, pense M<sup>me</sup> Le Bris. Ainsi, par exemple, il apparaît que la plupart des pays membres ont opté pour le concept national d'éthique au sein d'un organe de l'Etat, soit des Etats unitaires. La structure fédérale ou fédérale est-elle un frein ou un obstacle à l'émergence de tels comités, du fait notamment du partage des compétences ? Les dates de création de ces comités nationaux sont récentes, leur avènement s'échelonnant de 1983 à 1991. Trois de ces comités ont été insaursés l'an dernier, quatre entre 1988 et 1990. Cela atteste de l'extrême jeunesse de ce concept mais aussi de l'intérêt immédiat que semble avoir suscité l'expérience française après une courte phase d'observation.

Il est de l'essence même des comités nationaux d'éthique de n'être que consultatifs, d'une part parce que l'éthique ne se décrète pas : elle est ouverte et évolutive ; d'autre part parce que le comité d'éthique ne doit être ni un « tribunal suprême de la science », souligne l'auteur de cette étude. Beaucoup de comités ont, dès leur appellation, énoncé que leur champ d'investigation était circonscrit aux domaines des sciences de la vie et de la santé de l'éthique médicale.

L'autre caractéristique importante des comités nationaux tient au fait qu'ils ont tous été institués soit par le pouvoir exécutif — la grande majorité — soit par le pouvoir législatif (Danemark et Portugal). Pour M<sup>me</sup> Le Bris, dès lors que l'organe d'éthique est créé par un texte réglementaire ou législatif, il se trouve empreint d'une certaine légitimité tant auprès du corps scientifique et médical que de l'opinion publique. Il est donc disposé à ne pas se laisser influencer par les instances nationales d'éthique insaursées ad hoc.

L'indépendance suit-elle ? « La rémunération des membres des instances et comités nationaux est également une question souvent invoquée, mais toujours ambiguë, car le sens qui lui est donné diffère selon les pays, précise M<sup>me</sup> Le Bris. Qu'il en soit, il semble qu'aucun pays ne rémunère en tant que tels les membres de ses comités nationaux. Cela se justifie par le fait que, sauf exception, tous les membres de ces structures ne siègent que de façon ponctuelle et continuent l'exercice de leur activité professionnelle. A défaut de salaires, certains pays allouent néanmoins une indemnité journalière de présence à leurs membres, tandis que la plupart n'assurent que les dépenses, c'est-à-dire le plus souvent les frais de déplacement, les inscriptions aux colloques, etc. »

### Fonds publics

Le plus souvent, les comités nationaux et les instances nationales d'éthique ont un mandat large, une mission importante et des actions nombreuses. Il faut permis de penser qu'afin d'assumer toutes ces responsabilités ces structures étaient dotées d'un secrétariat conséquent. Il semble, à la lumière du travail de M<sup>me</sup> Le Bris, qu'il n'en soit rien. A cet égard, le cas français est exemplaire, de nombreux membres du comité consultatif national d'éthique critiquant ouvertement la faiblesse des moyens dont ils disposent, une situation à laquelle le professeur Jean Bernard n'a jamais pu — ou voulu — trouver de remède.

Dans la grande majorité des cas, les instances et comités nationaux sont financés par des fonds publics. Il apparaît toutefois difficile de procéder ici à une évaluation précise et détaillée, la plupart des pays se refusant à fournir les informations nécessaires. « Ce silence relatif peut être interprété comme une preuve, une ignorance ou une réticence, estime M<sup>me</sup> Le Bris. Quoi qu'il en soit, cela rejoint la vieille tradition qui veut que, dès lors que l'on demande des indications quantitatives sur les financements, les réponses se assent évasives, fuyantes ou inexistantes. Cela est fort dommage. Comment évaluer la réelle force d'action des structures nationales d'éthique et l'impact qu'elles ont en mesure de rencontrer s'il est impossible de savoir le budget dont elles disposent pour mener à bien leur mission. »

Cette cartographie est également riche d'enseignements en ce qui concerne les missions de ces structures. On découvre notamment

que, loin d'être homogènes, les mandats des organes nationaux d'éthique se révèlent souvent variés, spécifiques ou généraux. Dans certains pays, la finalité première de l'instance nationale d'éthique est de contribuer à l'élaboration de normes juridiques et non de favoriser une réflexion éthique dégagée des impératifs normatifs. « Il y a dans ce cas confusion des genres qui fait de l'éthique un succédané de la loi et de la structure nationale d'éthique une antichambre du Parlement », souligne l'auteur. Ailleurs, et c'est le cas le plus fréquent, les priorités d'action sont déterminées par l'organe d'éthique lui-même, soit directement par le président, soit par l'ensemble de ses membres. « Cette option qui reconnaît un pouvoir discrétionnaire aux comités nationaux pour déterminer de leur propre chef les actions qu'ils vont privilégier est un indice non négligeable de leur autonomie et de leur non-alignement à leur autorité de tutelle, ce que l'on aurait été en droit de craindre », fait valoir M<sup>me</sup> Le Bris.

Toute la difficulté — l'ambiguïté et la richesse — de ces structures tient à leur caractère consultatif, leur fonction délibérative ne devant pas les transformer pour autant en « arbitre suprême ». A l'inverse, leur mission éducative n'a malheureusement pas encore réussi — faute, là encore, de moyens — à faire de la bioéthique une discipline universitaire et scolaire à part entière.

Au total, ce bilan lucide et documenté met en lumière le décalage

important existant entre les mandats très larges attribués à ces nouvelles structures et les ressources souvent très modestes dont elles disposent. Tout, pourrait-on dire, se passe comme si l'autorité politique craignait de donner les moyens nécessaires à une institution qui, quoique consultative, a, en peu de temps, généralement acquis une autorité morale incontestable.

L'étude de M<sup>me</sup> Le Bris souligne toutefois l'existence d'un autre phénomène qui devrait permettre de contourner les impasses nationales. On découvre en effet, au-delà de la diversité des lieux et des structures, une grande unité dans les thèmes abordés (procréation médicalement assistée, émergence de la biologie moléculaire dans les champs diagnostiques et thérapeutiques, utilisation des tissus fœtaux, expérimentations sur l'embryon, soins palliatifs, etc.) et une homogénéité dans les réflexions. Autant d'éléments qui, à l'heure où l'on parle de la création d'une instance européenne de bioéthique, n'interdisent pas d'imaginer une future harmonisation à l'échelon mondial.

JEAN-YVES NAU

(1) Les instances nationales d'éthique. Rapport de M<sup>me</sup> Sonia Le Bris (Centre de recherche en droit public, Faculté de droit, université de Montréal, CP 6123, Montréal (Canada)). Ce document a été rédigé pour le comité ad hoc d'experts sur la bioéthique du Conseil de l'Europe, dans le cadre de la table ronde des comités d'éthique organisée le 24 mars dernier à Madrid.

### PANORAMA DES COMITÉS NATIONAUX D'ÉTHIQUE au 31 janvier 1992

PAYS	INSTANCE NATIONALE D'ÉTHIQUE		DATE	AUTORITÉ(S) INSTIGATRICE(S)
	CRÉE	PROJETÉE		
AUTRICHE	NON	NON	-	-
BELGIQUE	NON	OUI (avant-projet de loi)	-	Gouvernement
CANADA	NON	NON	-	-
CHYPRE	NON	A l'étude actuellement	-	-
DANEMARK	OUI	-	06/1987	Parlement (loi n° 353 du 3 juin 1987)
ESPAGNE	NON	OUI (projet de loi royal)	-	Gouvernement (décret du conseil des ministres sur proposition du ministre de la santé)
ÉTATS-UNIS	NON (1)	NON	-	-
FINLANDE	OUI	-	11/1991	Gouvernement (décret du Conseil d'Etat, sur proposition du ministre de l'éducation)
FRANCE	OUI	-	02/1983	Président de la République (décret du conseil des ministres)
GRÈCE	NON	OUI (projet de loi)	-	Gouvernement (ministère de la santé, du bien-être et des services sociaux)
IRLANDE	NON	NON	-	-
ISLANDE	NON	NON	-	-
ITALIE	OUI	-	03/1990	Gouvernement (décret du président du conseil des ministres)
LIECHTENSTEIN	NON	NON	-	-
LUXEMBOURG	OUI	-	09/1988	Gouvernement (règlement du gouvernement réuni en conseil)
MALTE	OUI	-	08/1989 (3 ans)	Gouvernement (décret sur proposition du ministre des affaires sociales)
NORVÈGE	OUI	-	1991	Gouvernement (ministère de la santé et des affaires sociales)
PAYS-BAS	OUI	NON	01/1989	Gouvernement (ministère du bien-être, de la santé et des affaires culturelles)
POLOGNE	NON	OUI (projet de loi)	-	Ministère de la santé
PORTUGAL	OUI	-	1991	Parlement (loi)
RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE	NON	NON	-	-
ROUMANIE	NON	-	-	-
ROYAUME-UNI	NON	NON	-	-
SAINT-SIÈGE	NON	NON	-	-
SUÈDE	OUI	-	1985	Gouvernement
SUISSE	NON	NON	-	-
TCHÉCOSLOVAQUIE	NON	NON	-	-
TURQUIE	NON	NON	-	-

Source : rapport de M<sup>me</sup> Sonia Le Bris (Centre de recherche en droit public, université de Montréal, Canada).

Dans ce tableau ne sont indiqués que les comités nationaux d'éthique envisagés par référence au Comité consultatif national d'éthique français, qui fut le premier du genre.

(1) De 1978 à 1980, un comité d'éthique consultatif du département fédéral de la santé et des services sociaux s'est intéressé aux questions éthiques relatives à la fécondation in vitro et au diagnostic prénatal par fœtoscopie. Par ailleurs, de 1979 à 1983, une commission présidentielle a été mise en place pour l'étude des problèmes éthiques dans le domaine de la médecine et de la recherche biomédicale et comportementale (President's Commission for the Study of Ethical Problems in Medicine and Biomedical and Behavioral Research).

## LA SPLENDEUR D'HIPPOCRATE

Justice est aujourd'hui rendue à celui qui sut préserver, aux frontières de la religion, l'indépendance de son art.



654 p.  
170 F

Une belle et riche étude. Pierre Chuvp, Le Monde

Emile Littré, qui fut traducteur d'Hippocrate, aurait été enchanté de la biographie de l'auteur du fameux "Serment". André Rollin, Le Canard Enchaîné

Un ouvrage passionnant. Le Journal du Dimanche

Un des grands intérêts du livre de J. Jouanna est de comparer sans cesse les enseignements, les conceptions, l'épistémologie d'Hippocrate aux autres branches du savoir contemporain.

Jean-Claude Schmitt, Libération

FAYARD



## SCIENCES • MEDECINE

## Grands chantiers en sous-sol

La construction de huit étages de parking et d'une chambre de retournement d'un tunnelier du RER dans des terrains gorgés d'eau à Paris a dû être précédée par de grands travaux d'étanchement

LES façades sculptées, souterraines par des armatures de poutres et de tirants d'acier, font encore illusion le long des rues Taitbout, de Provence, de la Victoire et de l'avenue de Provence dans le 9<sup>e</sup> arrondissement de Paris. A l'intérieur du périmètre limité par ces murs fantômes — et aussi par quelques immeubles « en état de marche », — il y a un énorme trou un peu biscornu d'une surface de 3 500 mètres carrés, là où il y a moins de deux ans la banque du CIC avait son siège. Dans ce trou : des pompes, des petites forçages, de grosses grues sur chenilles et surtout un océan de boue alors que, le jour où nous avons visité le chantier, il n'avait pas plu sur Paris depuis longtemps.

Et ce trou d'est rien. En dessous de lui, le 15 mai, Solébanche, une société spécialisée dans les travaux souterrains difficiles, a terminé les deux « boîtes » étanches commençant le 1<sup>er</sup> juillet 1991. Celles-ci isolent de l'eau, présente en abondance dans les sous-sols du 9<sup>e</sup> arrondissement, les volumes où seront construits, d'une part les huit étages de parking prévus sous le futur immeuble le Victorien d'autre part Eole, la chambre de retournement du tunnelier qui forera le tronçon de RER reliant la gare de l'Est à la gare Saint-Lazare.

L'altitude du terrain est à +33 mètres du Nivellement général de la France (NGF). Les 6 premiers mètres sont constitués d'alluvions modernes (des sables) et les

6 mètres suivants d'alluvions anciennes (des sables et des graviers). De +21 à +25 mètres NGF viennent des marnes et caillasse et de +6,5 à -7,5 mètres il y a une couche de calcaire grossier. En dessous, jusqu'à -24,5 mètres, on trouve des sables du Soissonnais. Enfin, de -24,5 à -26,5 mètres, c'est le domaine des « fausses glaises » (de l'argile plastique noire) imperméables.

Au-dessus de -24,5 mètres NGF, toutes les couches sont gorgées d'eau, ce moyen jusqu'à +22 mètres, exceptionnellement jusqu'à +25 mètres, en cette période de sécheresse persistante jusqu'à +19 mètres. La présence de cette eau s'explique, d'une part par les infiltrations venues de la Seine, d'autre part par le fait qu'autrefois, de Bercy à l'Alina, la Seine coulait plus au nord que maintenant et s'échappait le pied des collines de Belleville-Montmartre, de Montmartre et de Chaillot. D'où les alluvions anciennes et récentes du sous-sol des zones basses de l'actuelle rive droite. D'où, aussi, l'aquifère abondant connu sous le nom de la Grange-Batelière dans le quartier de l'Opéra.

Dès que l'on a voulu installer les lignes de mètre, les sous-sols de l'Opéra, les caves de la Banque de France, les récentes parkings profonds et les sous-sols de la future Grande Bibliothèque de France, notamment, et pour ne parler que de quelques travaux parisiens, on a dû impérativement mettre les uns et les autres dans des « boîtes »

étanches, seuls gages de la sécurité et de la mise hors d'eau de tous ces équipements.

Pour faire les deux « boîtes », Solébanche a commencé par couler dans le trou que lui avaient laissé les démolisseurs de l'immeuble précédent, une dalle de béton capable de supporter les engins lourds indispensables à la construction des « boîtes » étanches. Ensuite ont été faites, panneau par panneau, les parois moulées qui sont les murs des « boîtes ».

## Des trous rectangulaires

Dans leur très grande majorité, les trous faits à la forçaise sont ronds. Pour les parois moulées, ils ont une section rectangulaire de 2,80 mètres de longueur sur 0,70 mètre d'épaisseur. C'est possible grâce au procédé « hydrofracture » mis au point il y a une dizaine d'années par Solébanche. L'outil utilisé — ici un « petit » modèle de 25 tonnes (1) — est pendu à une grue sur chenilles. En bas de cet outil, deux tambours à axe horizontal, munis de piques en carbure de tungstène, tournent en sens inverse et progressent, ce général, à la vitesse de 4 mètres à l'heure.

Des boues de forage, de densité 1,1 à 1,2 selon les besoins, jouent le même rôle que dans tous les forages pétroliers. Injectées par l'espace situé entre les terrasses forées et l'outil, elles rempissent au milieu de cet outil en entraînant les débris des roches. Et, surtout, elles « tiennent »

les parois du puits. Lorsque le puits a la profondeur voulue, l'outil est retiré mais le trou reste rempli de boues. Et on fore à côté un autre puits rectangulaire. Quand on a la longueur voulue, on fait descendre dans les boues une armature de feraille sur toute la hauteur du puits. Puis on descend trois entonnoirs très grands et surtout très longs puisque leur tuyau descend jusqu'en bas du forage. Par ces entonnoirs, on déverse du béton de densité 2,4. Celui-ci, étant sensiblement plus lourd que les boues, remplit peu à peu le puits rectangulaire en chassant les boues vers le haut.

Pour la première « boîte », celle des parkings, dont le périmètre est long de 268 mètres et qui est située entre +26 mètres et +6,50 mètres (NGF), on a foré 96 puits rectangulaires dans lesquels on a coulé la paroi moulée faite de 48 panneaux de béton armé. La hauteur de ceux-ci est en moyenne de 25 mètres (elle varie un peu selon les hétérogénéités rencontrées dans les roches du sous-sol). Dans cette « boîte », Solébanche a moulé de la même façon une paroi transversale et 55 poteaux de soutènement du futur immeuble. Un plancher imperméable — le fond de la « boîte » — a été fait en injectant sous pression du ciment dans le calcaire grossier entre +2 mètres et -2 mètres (NGF).

La « boîte » de la chambre de retournement est décalée dans le sens horizontal par rapport à la première. Elle est aussi plus profonde

(de +8,80 ou +7,50 mètres à -4,10 mètres NGF). Ses 36 puits rectangulaires, ont été coulés les 26 panneaux des 102 mètres de paroi moulée, ont été forés depuis la dalle de béton, comme ceux de la « boîte » des parkings, mais sur une hauteur de 52 mètres : ainsi vont-ils jusqu'à la couche imperméable des fausses glaises, ce qui permet de « sauter » les sables du Soissonnais peu favorables à la stabilité de l'ouvrage et évite de faire un fond étanche. Mais on ne les a remplis de béton armé que sur une hauteur de 32,10 mètres et un toit imperméable a été mis sur ces panneaux par injection de ciment dans la roche.

Aux tous, panneaux et poteaux ont nécessité 600 tonnes de ferraille et 12 000 mètres cubes de béton apportés par 2 000 « tonnies » (ces camions munis d'une bétonnière inclinée et tournante) de 6 mètres cubes chacune. L'ensemble de ces travaux souterrains a coûté une cinquantaine de millions de francs.

## Un millier de camions

A partir du 15 mai, la première « boîte » terminée a été livrée aux entreprises de construction. Elle sera vidée par le haut : 16 000 mètres cubes de déblais seront emportés peu à peu, ce qui nécessitera un millier de camions. Au fur et à mesure de ces enlèvements, les dalles (planchers-plafonds de parking) et les piliers de béton seront coulés, ceux de l'étage

le plus haut étant réalisés en premier, ceux de l'étage le plus bas en dernier.

L'emplacement où sera construit le Victorien est, certes, entouré de façades-fantômes et d'immeubles « en état de marche ». Mais il est tout de même grand. Rue Saint-Georges, en revanche, sur un tout petit terrain coincé entre la rue et des immeubles « en état de marche », Solébanche est en train de réaliser une troisième « boîte » qui abritera la voie d'accès au futur RER pour les pompiers (qui sera aussi une des issues de secours pour les voyageurs). Là sont tassés la grosse grue à laquelle est suspendue l'hydrofracture, les barreaux de chantier contenant les installations des boues et la centrale hydraulique qui fait tourner les tambours, ainsi que divers autres volumineux équipements.

Les parois moulées du 9<sup>e</sup> arrondissement peuvent paraître impressionnantes avec leurs 32,10 mètres de hauteur maximum. Mais le record du monde — et de Solébanche — est la paroi moulée de 133 mètres de haut qui, en 1989, a permis de bâtir le barrage américain de Mud Mountain Dam (dans l'Etat de Washington) : construit en 1941, cet ouvrage fuyait et n'avait jamais pu être mis en eau.

YVONNE REBEYROL

(1) Solébanche possède 25 « hydrofractures », de 25 à 50 tonnes, dont 12 travaillent en permanence au Japon.

## Les équations du complexe

L'Institut international pour l'analyse des systèmes appliqués s'interroge sur l'avenir de la collaboration scientifique Est-Ouest

LAXENBURG (AUTRICHE)  
de notre envoyée spéciale

PARLEZ-VOUS « IASIA » ? Connaissez-vous ce langage universel qui, à grand renfort d'ordinateurs et de modèles mathématiques, entend mettre en lumière l'ensemble des évolutions planétaires, « environnementales, économiques et sociales, pour le bénéfice du public, de la communauté scientifique, des institutions nationales et internationales » ? Une mission ambitieuse et louable, que plus de trois cents chercheurs sont venus du monde entier soutenir à Laxenburg (Autriche), les 12 et 13 mai, à l'occasion du vingtième anniversaire de l'Institut international pour l'analyse des systèmes appliqués (IASIA). Avec d'autant plus de ferveur que cet organisme vient de perdre, avec l'écroulement du bloc soviétique, sa principale raison d'être historique.

L'IASIA, en effet, ne serait sans doute qu'un organisme de recherche international parmi d'autres s'il n'avait été créé conjointement en 1972, par l'URSS et les Etats-Unis. Autant dire en pleine guerre froide, à une époque où la science n'avait guère couronné de franchir le rideau de fer dans un sens ou dans l'autre. Pendant près de vingt ans, cette instance non gouvernementale, à laquelle adhèrent rapidement des associations nationales représentant treize autres pays (1), représentait ainsi l'une des rares passerelles scientifiques entre l'Est et l'Ouest. Un rôle planétaire au plan diplomatique comme scientifique, puisque l'objet de ses recherches, l'analyse des systèmes, se voulait être aussi susceptible d'intéresser l'humanité tout entière.

Bonheurs et malheurs, éliminations,

potentiel agricole mondial, ressources énergétiques, dynamique des populations, impacts sociaux et économiques des changements démographiques, pollution chimique des rivières, processus des négociations internationales, conséquences des nouvelles technologies sur la société et l'environnement : en vingt ans d'existence, l'IASIA a étudié de près ou de loin presque tous les phénomènes complexes qui font tourner le monde — à l'exception, notable et voulue, de la sécurité militaire. Une recherche fondamentale fondée sur les avancées les plus récentes des mathématiques appliquées, seule science capable de traiter des problèmes à variables multiples, d'ordonner la représentation de systèmes complexes, et d'en tirer des « modèles » quantitatifs permettant de les comprendre et de les maîtriser.

Financé à hauteur de 60 à 80 millions de francs par an, l'IASIA mobilise ainsi, dans l'ancienne résidence d'été des Habsbourg à Laxenburg (où est réuni depuis 1980 l'ensemble de son matériel informatique), soixante-dix chercheurs issus de toutes les disciplines. Eux-mêmes sont en liaison permanente avec les centres de recherche nationaux, dont les données sont fournies jour après jour aux ordinateurs de l'Institut. Une fois les cotations de ces supercalculateurs traitées et analysées, leurs résultats sont mis à la disposition de la communauté scientifique et, si elles le désirent, des instances gouvernementales.

L'avenir de l'IASIA est-il assuré pour autant, alors que se multiplient dans le monde les réseaux de recherche internationaux, et que la confrontation Est-Ouest appartient désormais à l'histoire ? A en juger par le thème du colloque organisé à Laxenburg, « Défis pour l'analyse des

systèmes dans les années 1990 », l'heure est en tout cas venue pour ses responsables d'établir de nouvelles priorités stratégiques. Et notamment de jouer sa carte dans l'ambitieux programme de recherche mondial « Global Change », en privilégiant l'étude des « interactions entre l'homme et l'environnement ».

« L'IASIA se préoccupait déjà d'environnement bien avant que ce domaine mondial ne devienne une priorité mondiale », souligne son directeur, M. Peter E. de Janssi. Ainsi le système d'aide à la décision par ordinateur « RAINS » (Regional acidification information and simulation), désormais utilisé par les instances de contrôle européennes pour évaluer l'impact des pluies acides sur les forêts, a-t-il été créé dès 1983 par les chercheurs de l'Institut.

Une compétence que l'IASIA entend désormais étendre à bien d'autres domaines (émission et transport des produits polluants, ressources en eau, dégradation des sols), en les reliant autant que possible aux principales composantes humaines influant sur notre environnement (croissance démographique, industrialisation, production et consommation de l'énergie). Tout est estimé indispensable de poursuivre, voire de renforcer ses relations avec la communauté scientifique des pays de l'Est, l'Institut insiste également — et c'est nouveau — sur l'importance d'accorder aux pays en développement, « plus exposés que les pays industrialisés aux changements planétaires à venir ».

Reste une certitude que vingt ans de travaux et d'avancées théoriques n'ont fait que confirmer : tout n'est pas calculable, et les ordinateurs les plus « intelligents » résistent mal (et pour longtemps) aux exigences du hasard et du facteur humain. Jacques-Louis Lions, l'un des meilleurs spécialistes français des mathématiques appliquées, le rappelait déjà en 1973 lors de sa leçon inaugurale au Collège de France : dans quel système que ce soit, il existe un « seuil de complexité » au-delà duquel le contrôle du comportement devient hasardeux, voire illusoire. De la prise en compte de cette réalité, qui souligne les limites de la prévision scientifique, dépendra sans doute aussi le véritable avenir de l'IASIA.

CATHERINE VINCENT

(1) Outre les associations scientifiques (National Member Organizations), des Etats-Unis et de la Russie, sont représentées celles de l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Canada, la Finlande, la France, la Hongrie, l'Italie, le Japon, les Pays-Bas, la Pologne, la Suède et la Tchecoslovaquie.

## Mécanos dans l'espace

La récupération du satellite Intelsat-6 par l'équipage d'Endeavour va relancer le débat sur la présence de l'homme en orbite

L'EXPLOIT des trois astronautes américains récupérant « à mains nues » le satellite de télécommunications Intelsat-6 placé par erreur, voici deux ans, sur une mauvaise trajectoire, ne donne qu'une faible idée des difficultés que comporte une telle opération (le Monde du 15 mai). Une fois oubliée la beauté des images, une fois estompés les gestes presque dérisoires de cette petite poupée blanche tenant, au bout de sa longue perche, de saisir son drôle de boîtier en forme de Mickey (12 mètres de haut avec ses antennes, 3,6 mètres de diamètre et 2,6 tonnes), force est de s'interroger sur ce qui fait qu'une opération apparemment improvisée, pour le profane, se transforme en un succès.

Le chef du mystère tient en un mot : la simulation. Peu de choses en fait sont laissées au hasard au cours de ces sorties extra-véhiculaires. Certes, on voit bien, de temps en temps, le génie de l'homme déconcerter d'un pied vengeur, comme ce fut le cas lors du vol franco-soviétique de Jean-Loup Christien en 1988, une structure pliable, particulièrement récalcitrante. Mais l'ordinaire de l'astronaute ou du cosmonaute est plutôt fondé sur la règle, sur la répétition de gestes mille fois appris. Il n'est que de regarder ces hommes s'entraîner dans les eaux d'immenses piscines turquoises, seul milieu capable de reproduire au sol une certaine apesanteur, pour s'en convaincre.

## Soulever des tonnes sans effort

« En 1988, pour la mission franco-soviétique Ararat, se soulevait le cosmonaute français Michel Tognini (1), on a fait quarante heures de piscine dans les installations de la Cité des Etioles. Quarante heures sanglées dans ces lourds scaphandres d'une centaine de kilos dont la rigidité ne facilitait pas les gestes. Il n'y a pas de secret, confesse-t-il, c'est assez dur, tant ces combinaisons sont inconfortables. Mais on y arrive. La première sortie est toujours éprouvante, mais la deuxième plus facile. C'est comme ça ».

A voir ces hommes flotter dans l'espace sans contrainte, libres de tout mouvement, joliment éclairés par les rayons d'un soleil particulièrement violent, tout paraît simple. Là haut, c'est vrai, rien ne pèse, et le plus faible peut soulever des

tonnes. Cette image est cependant trompeuse, car s'il est vrai que l'on se déplace, apparemment, sans effort, il est aussi vrai qu'un orbiter le poids d'existe plus. Il est aussi vrai que d'autres contraintes pesantes sur Terre se répercutent alors des inconforts sérieux.

Ainsi tout mouvement dans un sens entraîne aussitôt son contraire selon le principe bien connu de l'action et de la réaction. Les astronautes d'Endeavour en ont fait à plusieurs reprises la triste expérience, eux qui, dès qu'ils voulaient se saisir du satellite Intelsat-6, le voyaient s'échapper tel une savonnette. De même, si le poids n'a guère de sens en orbite, où un astronaute peut faire de l'équilibre avec une pièce de plusieurs tonnes, la masse et les forces d'inertie en ont toujours un.

## De l'horlogerie avec des gants de boxe

C'est la raison pour laquelle le commandant de bord de la navette américaine, Dan Brandenstein, était si tendu à l'idée que ce satellite, de la taille d'une camionnette, ne frappe nulle quelconque partie d'Endeavour. C'est d'ailleurs pour cela que les trois astronautes portaient des gants à bouts renforcés pour freiner sans danger la rotation de cet engin. Tout est donc affaire de doigté et de simulation. De doigté d'abord « parce qu'il faut, précise Michel Tognini, travailler en douceur, calmement, prendre son temps. Tout cela est possible et, malgré la rigidité du scaphandre et la taille des outils qui sont exagérément gros, même pour de petits travaux, on arrive à avoir des gestes précis ».

Même si l'image est un peu forte, c'est comme si l'on faisait de l'horlogerie avec des gants de boxe. Alors on prend son temps et on bricole à petits pas comme le font relativement souvent les cosmonautes de la CEL 13, on change des panneaux solaires en fin de vie. Ailleurs, on débouque un sas récalcitrant. Une autre fois, on récupère à bout de bras un compagnon de sortie dont la visière s'est embuée, le rendant incapable de quelque geste que ce soit. Mais, à cet incident près, tout est soigneusement préparé, minuté, simulé en piscine ou sur ordinateur (2).

En juillet, lorsque le commandant de bord de Michel Tognini, Anatoly Soloviev, sortira de Mir, il ne fera que jouer un scénario d'en des fois répété. Flottant dans l'espace, il achèvera alors l'installation

d'une poutrelle métallique d'une quinzaine de mètres au bout de laquelle sera installé un moteur de 700 kilos (opération SAFORA). Puis viendra le déplacement de panneaux solaires géants pour l'agrandissement de la station et le remplacement progressif de certaines pièces du contrôle d'attitude (gyrodynes) au peu fatiguées.

Bref, la réparation en orbite se banalise. Témoins ces processus des cosmonautes de la CEL et celles tout aussi spectaculaires des astronautes de la NASA dont on tendance à oublier que, par trois fois déjà, ils ont récupéré en orbite quatre satellites : en avril 84 avec la capture de Solar Max ; en novembre de la même année avec celle de Westar-VI et Palapa-B-2 et en août 85 avec la réparation et le redéploiement en orbite de Syncom-Leasat 3.

« Voilà qui démontre, note Michel Tognini, qu'on aura toujours besoin de l'homme dans l'espace pour des réparations de ce type et la maintenance inévitable des stations orbitales comme Mir aujourd'hui et comme Freedom demain. » Sera-t-il entendu par ceux qui vont bientôt avoir à décider de l'avenir de l'avion spatial européen Hermes et de la station européenne Columbus ? C'est toute la question.

Une question que ne se pose pas le consortium Intelsat, qui a pris tous les risques et vient de faire une belle économie en faisant sauver son satellite par l'équipage d'Endeavour pour la modique somme de 147 millions de dollars : 93 millions de dollars pour la NASA, 46 millions de dollars pour le constructeur du satellite Hughes et 8 millions de dollars supplémentaires pour des travaux annexes et l'installation d'une station de contrôle au Sénégal. Or, le remplacement par et simple de ce satellite en perdición aurait coûté au moins 246 millions de dollars et celui d'une mission de la navette, au minimum 400 millions de dollars. De quoi réfléchir.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) Le cosmonaute français doit s'envoler fin juillet en direction de la station Mir à bord de laquelle il effectuera une mission d'environ deux semaines (Autrefois).

(2) La simulation sur ordinateur résume des moyens informatiques puissants que possèdent les organisations gouvernementales américaines. Actuellement, les pays de la CEL, qui accusent un léger retard dans ce domaine, s'y attachent à leur tour.

(Publicité)

**G.R.E.G.**  
Groupement de Recherches et d'Etudes sur les Génomes

**APPEL D'OFFRES 1992**

Destiné à répondre à l'une des priorités actuelles de la recherche biologique et médicale, cet appel d'offres soutiendra des projets de recherches consacrés à l'étude des génomes. Ils pourront être présentés par des laboratoires de recherches publics et/ou privés et industriels.

Les cinq domaines suivants sont plus particulièrement concernés :

- 1<sup>er</sup> séquençage génomique systématique comportant un morceau de génome de 0,5 mégabases au minimum ;
- 2<sup>e</sup> étude de la séquence d'ADN entières ou de leurs fragments (étiologies) ;
- 3<sup>e</sup> cartographie génétique, physique et fonctionnelle ;
- 4<sup>e</sup> bioinformatique ;
- 5<sup>e</sup> innovations technologiques orientées vers l'étude des génomes.

Des projets hautement innovateurs mais ne s'intégrant pas parfaitement dans les domaines ci-dessus pourront être pris en considération.

**BOURSES**

Des bourses pourront être attribuées. Allocations pré-doctorales (2+ ans) ; bourses post-doctorales (1+1 an). Ces dernières réservées aux étrangers.

**Date limite de dépôt des dossiers : 4 juin 1992**

Les dossiers de candidatures sont à demander auprès du Groupement de Recherches et d'Etudes sur les Génomes.

**GREG - MRE 3, cour de l'Image-Saint-Jean, 91190 Gif-sur-Yvette**  
Télécopie : 16-1-69-28-93-49

Le Châtelet



Consensus mou



## MUSIQUES

## Le Châtelet sur la voie royale

Après quatre ans de direction musclée  
le théâtre municipal cueille les fruits de sa politique

Quatre ans déjà que Stéphane Lissner et son équipe (Jean-Marie Amant, secrétaire général, Jean-Marc Blanchard, conseiller artistique) ont entrepris de faire du Châtelet le point de milice obligé des mélomanes de tous poils. Dans l'esprit de Stéphane Lissner, qui avait été le bras droit de Jean-Albert Camus, homme de la danse et du lyrisme, mais qui avait fait son apprentissage dans des théâtres et la décentralisation, il s'agissait de bâtir pour Paris un projet d'« opéra différent » où l'approfondissement dramaturgique des livrets comptait autant que le prestige des voix, où le travail du plateau, calqué sur les mœurs du théâtre parlé, réunirait des équipes soudées, plus d'un mois durant, six semaines idéalement par spectacle, pour un véritable échange de compétences et d'idées.

A l'exemple de la Monnaie de Bruxelles? « Si on bâtit un théâtre d'alternance et on y produit de grands shows opératiques, ce n'est pas la Bastille de la réalité. Pour nous, il n'y avait d'autres méthodes que celles de Mortier à Bruxelles. Nous n'avons même pas eu à le copier », répond Stéphane Lissner.

Les choses se mettent en place peu à peu. Un *Couronnement de Poppea* laisse d'abord sceptique des *Maitres chanteurs* font beaucoup parler, mais des collaborations s'instaurent avec des metteurs en scène (Pasquale, Arias, Berghaus), avec des chefs (Christie, Inbal, Gardiner). Pour aboutir, lors de la saison qui s'achève, à ces moments de fusion, fosse-chœur quasi idéale que furent la *Lulu* d'Alban Berg (Tate-Dresco) ou le tout récent *Pelléas* de Boulez et Stein. En ce moment même, Patrice Chéreau travaille à un *Wozzeck* pour lequel Daniel Barenboim a lui-même libéré six semaines de son planning démentiel.

Avec une thématique centrée sur la musique de ce siècle, la saison 1991-1992 avait d'abord donné quelques succès froids à la direction. Mais il fallut refuser 20 000 personnes pour *Lulu*, *Pelléas* fut joué à guichets fermés dans l'Auditorium des Halles, annexe du Châtelet dont la programmation n'est pas toujours aisée (moins de public pour les récitals) mais qui enregistre des taux de remplissage plus qu'honorables (65 % de moyenne). Au cours de la saison 1991-1992, le Châtelet a accueilli 295 790 spectateurs. Le taux de fréquentation aura été de 98 % pour l'opéra, de 76 % pour le ballet de Francfort, de 78 % pour *West Side Story*, de 65 % pour les concerts dans la grande salle. L'acoustique de la fosse restait trop sonore, des travaux vont être entrepris avant la rentrée.



Patrice Chéreau, Walter Meier et Franz Grundheber

Et voici que s'ouvre une ère nouvelle : le public s'est modifié, a rejoint (il a de trente-cinq à quarante-cinq ans aujourd'hui) ; le personnel a progressé, un directeur technique « top oiveo » vient d'être engagé (Félix Lefebvre). Sur-tout, la subvention que le théâtre reçoit de la Ville a doublé en quatre ans (signe de confiance indubitable, dont Lissner se montre simplement reconnaissant). Cette subvention sera de 90 millions de francs en 1993 pour un budget de 200 millions (l'autofinancement est de 30 %, entrées et sponsoring). Un théâtre comme la Bastille vit à 80 % de ses subventions. Lissner a donc annoncé en toute sérénité ses projets pour les quatre années à venir lors d'une conférence de presse jeudi 14 mai.

## Un cycle

Richard Strauss

Cinq opéras en version scénique marqueront la saison 1992-1993 : *Egmont* (Orchestre de Tchaïkovski, mise en scène Dresco), direction Bychkov, avec l'Orchestre de Paris (28 septembre au 16 octobre) ; *la Traviata*, de Verdi, direction Pappano, mise en scène Gruber, avec l'Orchestre Philharmonia (du 15 février au 2 mars 1993) ; reprise de *Wozzeck* (du 24 au 29 mars) ; le *Château de Barbe-Bleue*, de Bartok, direction Dutoit, mise en scène

Braschweig avec l'Orchestre national (23-30 avril) ; *Notes de Figaro*, de Mozart, direction Gardiner à la tête de ses musiciens et choristes anglais, mise en scène Thamiou (9-17 juin).

La collaboration avec l'Orchestre de Paris se consolidera (quatre concerts pour les jeunes le samedi matin), ainsi qu'avec l'Orchestre national et le Philharmonia (quatre concerts également par chacune des formations). L'Ensemble contemporain donnera onze concerts de musique du vingtième siècle, l'Ensemble orchestral de Paris se produira sept fois. L'intégrale des quatuors de Bartok est confiée au Quatuor de Tokyo, une intégrale des trios avec piano de Schumann au Trio Footenay (formation de chambre en résidence au Châtelet). Forsythe reviendra évidemment avec son ballet, ainsi que Christie et Les Arts Florissants (trois concerts). La comédie musicale choisie pour la période des fêtes : *Hello Dolly* (du 12 novembre 1992 au 9 janvier 1993).

Pour 1993-1994, un cycle Richard Strauss verra la représentation scénique de *Salomé* (direction Bychkov), du *Chevalier à la rose* (Jordan-Dresco), de la *Femme sans ombre* (direction Stoppell), la mise en scène d'André Clément, le *Flamenco* de Hambourg (qui monte). Reprise de *Pelléas* la même année et couronnement de

la saison en juin avec une *Tétralogie* confiée à la baguette de Jeffrey Tate et à la mise en scène épurée de Pierre Strasser.

Saison 1993-1994 : un cycle Baeb, reprise du Ring, création musicale de Cassandre, mélodrame scénique du jeune compositeur suisse Michael Jarrell, *King Arthur*, de Purcell, dirigé par Christie et revu par Graham Vick, le retour de Tate et Dresco pour *Peter Grimes*, de Britten, une *Pelléas* de Nicolas Hynes (il fut le metteur en scène de Jules César de Hasodet à Genève), un cycle de l'opéra italien du dix-septième siècle par Christie et Les Arts Florissants.

Pour 1994-1995 sont prévus en fin de saison : trois opéras de Gluck en coproduction avec les Festwochen de Vicoque (Alceste, Iphigénie en Aulide, Iphigénie en Tauride) ; *Don Carlos*, de Verdi, et *The Rake's Progress*, de Stravinsky, par Salonen et Seillars. Le jazz, les musiques extraculturelles, la variété auront également droit de cité au cours de ces quatre années.

ANNE REY

➤ Renseignements : 42-33-00-00. Locateurs par correspondance (service des relations publiques), 2, rue Edouard-Colonne, 75001 Paris.

## L'homme qui plantait des arbres

La rentrée parisienne  
d'un quadragénaire indigné

RENAUD  
au Casino de Paris

Ils ont envie de chanter *Germaine*. Lui non. « Elle est vieille, celle-ci, je me souviens plus des paroles. » Son truc, c'est *Marchand de moutons*, les chansons du nouvel album où le héros des rades glauques et des banlieues-mobylettes passe en revue ses sujets de ramener du moment : le Paris-Dakar, les femmes (Où, chanson anti-corréenne, d'un sexisme rare), *Lili*, France-Inter, Bernard Tapie, les dimanches, la guerre du Golfe, et Tonton, président finalement égaré au Casino de Paris, après un rattachement express.

Pour fêter ses quarante ans (il est né un 11 mai, jour de sa première au Casino de Paris), Renaud a imaginé un spectacle épuré. Ni tapis de gazon artificiel, ni lumières chavirantes, ni Soldat Louis en première partie comme précédemment au Zénith. Un accordéon, une basse, une guitare, une batterie (Jean-Louis Roques, Michel Galliot, François Ovide), quelques touches de clavier, et un homme à tout faire (Geoffrey Richardson, violon, mandoline, clarinette, *thin-whistle*...) pour rappeler les nouvelles amours, irlandaises, du chanteur français. Un décor à base de projecteurs de cinéma ronds et ronds, des décors à l'événement. Soirée intime, « pour faire chaud au cœur » aux pots vons en bande ou en autocar s'assoient dans les fauteuils rouges du Casino.

On gagne au change. Du balcon, on chante *Hoppy Birthday*, on lance un ballon auquel on a attaché un mot gentil. On réclame *Germaine*. Renaud résistera jusqu'au quart d'heure final, où, le cœur sur la main, il survolera en quatrième vitesse la chanson fétiche des rêves de HLM. Mais le Renaud fleur-raï-banquette, révoqué à l'élection de l'année de l'écologie, ne se livre pas par posters interposés, ne se livre pas par quelques brèves : *Maman (Une gonzesse de perdue, c'est dix copains qui reviennent)*. En cloque, Pierrot, Marche à l'ombre, Dès que le vent soufflera, Faut-que...

L'heure est grave et les positions affirmées : engagement écologique ; écartement face au show politico-médiatique (« Et dire que chaque fois que nous votons pour eux Nous faisons taire en nous ce cri : Ni Dieu, ni maître ! ») ; *Don't let this world fall apart* ; *Il faut que tout le monde sache que nous sommes tous humains* ; anti-militarisme viscéral, développé depuis *Ca suffit comme ci*, le contre-poids au sommet des sept pays les plus industrialisés et aux commémorations officielles de la Révolution française en juillet 1989, et, plus encore, après la guerre du Golfe, qui faillit consumer le divorce entre le chanteur têtue et

Tonton « bloc de granit », « grand chéne », qui « a un caillou dans sa chaussure ».

Accordéon en bandoulière ou guitare de guingois, Renaud, « *l'ou-bard périphérique* », prend la scène en douceur, en navigateur à l'esbrouf, en fils indigne en amoureux, partagé entre la maman et la putain. Lorsque le naturel lui revient, quand il parvient à arrêter la fuite précipitée des mots qui, aujourd'hui, jusqu'à la caricature, lui sert de texture mélodique, il est sur scène d'une tendresse touchante, d'une couleur à lui seule accessible. Hargneux à bon essieu (*Mais où qu'est qu'il m'a mis mon lit*), auteur inspiré, fils de la chanson réaliste française (*Hexagone*), Renaud parvient à s'extraire des pièges qu'il s'est lui-même tendus. Exemple, la version très finement alléguée sur scène d'une des chansons les plus larmoyantes de l'album (*Dans ma sac, incursion affectueuse dans le brio-brac du sac à main de l'aimée*).

Renaud a choisi d'être au Casino de Paris. Il l'explique dans un programme détaillé, vendu - fait d'exception - bon marché et sans publicité, et corché d'une pétition à découper contre le projet autoroutier de la vallée d'Aspe dans les Pyrénées. Pour marquer son contentement et satisfaire l'attente d'un public qui l'aime pour toutes les victoires anti-consensuelles remportées depuis 1975, Renaud offre de petits cadeaux : un film et deux chansons inédites. L'une, insignifiante, *Tout va bien*, est destinée à *Sida Urgence*, la compilation concoctée par sa maison de disques, Virgin, au profit de la recherche sur le sida (à sortir fin mai). L'autre, *Welcome Gorbys*, plus drôle et plus décapante, avait disparu de l'album au dernier moment : « On ne sait jamais, s'il avait peut-être les honneurs, s'il avait peut-être fait l'objet d'un gros con (Boris Eltsine) ! ».

Mais il y a surtout l'inhabituel prologue à la soirée choisi par Renaud : du cinéma. Présenté en alternance, un jour sur deux, avec trois autres courts-métrages à sensibilité écologique, *L'homme qui plantait des arbres* est un merveilleux film d'animation (Oscar à Hollywood en 1987), réalisé au Canada sur un texte de Jean Giono par Frédéric Back, et où l'on retrouve la voix de Philippe Noiret. Les dessins (au pastel, au crayon) sont superbement réalisés, celle d'un berger solitaire qui fait revivre une forêt à lui tout seul - étonnante. Une demi-heure de bonheur plus tard, Renaud entonne « *J'ai voulu planter un oranger* ». Une ballade nord-irlandaise, juste, une cause en plus.

VERONIQUE MORTAIGNE

➤ Jusqu'au 14 juin, à 20 h 30. Tél. : 49-95-99-99.

Cannes 92  
Consensus mou

Suite de la première page

Le premier va au *Songe de la lumière* de l'Espagnol Victor Erice, une œuvre, une merveille insolite, rien à dire ; le second au Russe Vital Kanevski, pour *Une vie indépendante*, la suite de poignantes confidences. Parfait. On se réjouira aussi du Grand Prix du Jury attribué au touchant film de Gianni Amelio, *Il Ladrone di Bambini*, le voyage de deux enfants sans avenir et d'un carabinier compassant à travers l'Italie d'aujourd'hui. Mais dès que Robert Altman, qui méritait évidemment d'être distingué pour sa tonique caricature de Hollywood, *The Player*, double la mise (Prix de la mise en scène, Prix d'interprétation masculine à Tim Robbins), on comprend que ce serait un palmarès de compromis, et que les erreurs de l'aa passé (trois récompenses dont la suprême au seul Barton Fink des frères Coen) allaient se reproduire.

On sortit alors du chapeau un bien commode « Prix du 45<sup>e</sup> anniversaire », honorable et un peu irréaliste, pour saluer la qualité incontestée du *Retour à Howards End* de James Ivory et on appela la douce Pernilla August afin de lui remettre le Prix d'interprétation féminine pour sa prestation dans le film du Danois Bille August, au titre bien trouvé, *les Meilleures Intentions* (le Monde du 16 mai). Cette sage saga suédoise, malgré son scénario signé

Ingmar Bergman, n'avait pas paru très excitante, enfin, Pernilla avait l'air si contente. Passe encore. On n'a rien contre la famille (thème récurrent de tant de films cannois), mais quand la Palme d'or fut décernée à son mari, récidiviste de la Palme survalisée (il en a obtenu une, il y a quatre ans, pour *Pelle le conquérant*), on en fut ébahi. Non seulement le film se méritait pas tant d'honneur, mais encore, tout soigné soit-il, ce n'est qu'un sous-produit, une série télévisée de six heures, remontée pour le cinéma...

Symbolique, non ? Ou du moins symptomatique.

Cannes 92 a été un bon cru, sans chef-d'œuvre sans doute, mais fourmillant de films intéressants, voire passionnants. Beaucoup de metteurs en scène ont joué leur musique personnelle, celle qui leur est familière, remettant parfois carrément les pas dans ceux de leur film précédent, ainsi Kanevski, ou Terrence Davis. Altman a fait du *Player*, Ivory de l'Ivory, August de l'August. Même si certains d'entre eux sont apparus au meilleur de leur forme (classique), n'était-il pas du rôle du jury, de son devoir, d'aller vers des œuvres plus inattendues, plus ovatoires, plus imparfaites, plus dérangeantes, peut-être, mais qui font souffler un

peu de jeunesse et d'insolence sur le paysage du cinéma mondial ? Où sont passés Hal Arley, Pavel Lounguine, Jean-Claude Lauzon, Arnaud Despleblio ? Aux oubliettes d'un palmarès frileux. Leur talent les acquiesce appel. Que le public désormais soit avec eux.

De ce Festival, où l'on a vu se déchaîner, toutes sections confondues, les formes multiples du désespoir, où l'antimilitarisme est devenu le fonds commun des angoisses planétaires, où la quête du père est désormais un sport international, où l'on a beaucoup copulé (sur l'écran) et beaucoup exploité le charme menacé des minis, il restera de jolis moments d'émotion. La voix de Marlene

Dietrich s'élevant, le jour de l'ouverture, pour chanter *Ne me quitte pas* en allemand, tandis qu'une petite fille traversait la scène en faisant au revoir de la main, l'ovation interminable saluant Gena Rowlands, royale de beauté et d'énergie vitale, après la projection d'*Opening Night*, de John Cassavetes. La seule projection du Festival pour laquelle on se soit battu. Un film vieux de quinze ans, un metteur en scène disparu, et le bonheur du cinéma à son apogée...

Landi soir, le film de clôture, en revanche, n'a pas fait à la règle qui veut qu'il soit anodin, spectaculaire, et légitimé par la présence de ses interprètes principaux, stars si possible, vedettes en tout cas. Les vedettes en question étaient Tom Cruise, joli jeune homme peureux, plus son épouse et partenaire assortie, la blonde Nicole Kidman. Leur arrivée aux marches du Palais avait donné lieu à la mise en place du dispositif des grands jours. Voitures de police, sirènes hurlantes, escadron de motards, limousine décapotable. « On n'en ferait pas autant pour le président de la République », grommela un bant responsable de la sécurité, en suivant la progression du convoi dans son talkie-walkie, ajoutant, lucide : « Et tout ça pour des nids à fric ».

Le film, *Horizons lointains*, de Ron Howard, ne va pas très loin. Il voyage pourtant à la fin du siècle dernier, de l'Irlande agricole (la sillante paysannerie opprimée par les gros propriétaires terriens à l'Ouest américain (découverte de

l'Oklahoma, territoire vierge, c'est-à-dire arraché aux Indiens), en passant par les bas-fonds new-yorkais (formation des gangs irlandais face aux italiens déjà installés). Tom Cruise est un paysan illettré et bagarreur, Nicole Kidman oie jeune fille de bonne famille révoltée. Tout les sépare, oes deux héros parviendront-ils à se rejoindre ? Mais oui, mais oui. Ron Howard a copié comme il pouvait l'Irlande inspirée de John Ford, les bagarres des films de Stallone et les westerns d'un peu tout le monde. Un film de clôture, quoi.

Pour en revenir à la distribution des prix, Henry Chapier, « M. Cinéma » à FR3, eut le mot de la fin : « Ce n'est pas un palmarès, dit-il, c'est un pléonasme ».

DANIELE HEYMANN

❑ Décès de Giuliano De Negri, producteur italien Giuliano De Negri est décédé le lundi 18 mai à Rome à l'âge de soixante-huit ans. Héros de la résistance italienne au fascisme, il avait été dans les années 50 une coopérative des spectateurs qui avait notamment produit la *Chronique des pauvres amants*, de Carlo Lizzani, en 1953. Il avait ensuite entamé une longue collaboration avec les frères Paolo et Vittorio Taviani, dont il produisit tous les films, dont *Padre padrone*. Palme d'or au Festival de Cannes en 1977.

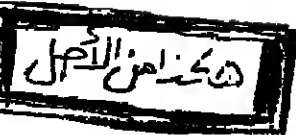
## Le palmarès

- Palme d'or : les *Meilleures Intentions*, de Bille August (Danemark).  
- Prix spécial du 45<sup>e</sup> anniversaire du Festival de Cannes : James Ivory, pour *Retour à Howards End* (Etats-Unis).  
- Grand prix du jury : le *Voleur d'enfants*, de Gianni Amelio (Italie).  
- Prix d'interprétation féminine : Pernilla August-August, dans les *Meilleures Intentions*, de Bille August.

- Prix d'interprétation masculine : Tim Robbins, dans *The Player*, de Robert Altman (Etats-Unis).  
- Prix de la mise en scène : *The Player*, de Robert Altman.  
- Prix du jury (ex aequo) : le *Songe de la lumière*, de Victor Erice (Espagne), et *Une vie indépendante*, de Vital Kanevski (Russie).  
- Palme d'or du court métrage : *Omnibus*, de Sam Karmann (France).

- Prix spécial du jury pour le court métrage : la *Sensation*, de Manuel Poutas (Belgique).  
- Caméra d'or : John Turturro, pour *Mac* (Etats-Unis), présenté à la Quinzaine des réalisateurs (par quatre voix contre trois à *Strictly Ballroom*, de Baz Luhrmann).  
- Grand prix de la commission supérieure technique du cinéma : Fernando Solanas, pour le *Voyage* (Argentine).





## CULTURE

## MUSIQUES

## Le son et son double

Le compositeur Michael Levinas développe ses expériences d'« hybridation » par ordinateur

L'ombre d'un arbre et l'air de la forêt sont plus propices à la réflexion que l'ombre d'une HLM et la chaleur du béton. On ne s'étonnera donc pas que le département de l'Essonne, du côté de la vallée de Chevreuse, abrite l'une des plus importantes concentrations de centres de recherches et d'instituts d'enseignement supérieur d'Europe. Sur le thème « La recherche musicale en Europe », avec des débats autour de l'informatique musicale et « nouvelles technologies électroacoustiques », de l'évolution de la facture instrumentale, de l'exploitation de nouveaux outils, de nouveaux matériaux, avec un détour par les « passerelles » entre ce type de prospection et la recherche industrielle, le colloque organisé les 11, 12 et 13 mai à Gif-sur-Yvette, en ouverture de la cinquième Biennale de l'Essonne, ne manquait ni d'ambition ni de sens de l'actualité.

Il faut noter la volonté d'associer à cette réflexion des représentants — compositeurs, chercheurs, directeurs de radio — de ce qui reste à l'est, qu'on le veuille ou non, l'autre Europe, celle qui ne bénéficie pas encore des mêmes largesses financières, quoique le fraîcheur des idées et le mirage de la nouveauté puissent compenser là-bas, dans une certaine mesure, la précarité des moyens.

L'intégration culturelle serait-elle plus rapide et plus large que l'unité politique et économique? Des expériences musicales aussi diverses que celles des Espagnols,

des Litوانيens, des Albanais, des Croates (la Biennale de Zagreb a survécu aux bombes et à la désolation) ou des Roumains ont trouvé vite le voie de l'entente et de l'échange lors de ce colloque, sous la médiation du musicologue italien Enzo Restagno, directeur de la musique à la Rai de Turin et responsable du festival Settembre Musica. Le meilleur terrain d'échanges fut néanmoins constitué par les concerts programmés à cette occasion, dans lesquels le Quatuor Camera de Varsovie dialoguait, par public interposé, avec l'ensemble français Sine Qua Non. Karol Szymanowski relevant le défi de son contemporain Edgard Varèse.

L'ensemble de l'itinéraire, dirigé par Alain Louvier, proposait un concert-analyse en clôture des travaux. Michael Levinas y présentait *Préfixes*, une commande de l'IRCAM créée l'an dernier et que le jeune compositeur devait minutieusement déconstruire entre deux exécutions. Le projet de l'œuvre est de confronter l'image acoustique traditionnelle de l'instrument aux timbres « virtuels » obtenus par synthèse à l'ordinateur. Levinas ne s'intéresse point au timbre en soi, en tant qu'abstraction illimitée et impersonnelle, comme peuvent l'être souvent les produits du studio électroacoustique. Ce qui l'intéresse, c'est de créer « dans le sens » de l'instrument, prolongement, en quelque sorte, le registre sonore traditionnel, le trébuchant aussi, sans en faire toutefois table rase.

Dans cette pièce, le compositeur

s'est trouvé les moyens de développer une intuition qu'il a eue dès ses premières œuvres : l'« hybridation » des timbres par la synthèse, en greffant l'attaque propre à un instrument sur la sonorité spécifique d'un autre instrument. Il s'agit, en fait, de donner une réponse, à l'ère de l'ordinateur, à un problème d'orchestration qui a mobilisé longtemps l'attention des compositeurs, de Berlioz à Debussy, en passant par Richard Strauss : « Un timbre, en disparaissant, en laisse apparaître un autre. »

Cette tension du réel détourné, qui existe dans presque toutes les œuvres de Michael Levinas, rappelle certaines tendances de la peinture néofigurative, celle qui, malgré des allusions plus ou moins explicites à la réalité, a incorporé l'expérience de l'abstraction (Francis Bacon...). Elle exige la mise en place d'un système d'écriture assez solide pour maintenir les deux termes de la confrontation à un même niveau d'analyse. La technique rend alors possible ce jeu d'imitations serrées, de miroirs déformants, tout comme elle souligne la vivacité de cet univers peuplé d'êtres imaginaires, un univers également éloigné de la pureté classique et de l'abstraction électronique.

COSTIN CAZABAN

► Cinquième Biennale de la création musicale et chorégraphique de l'Essonne. Concerts, spectacles, stages, master-classes, conférences. Jusqu'au 16 juin. Tél. : 60-78-26-63.

Double Nelson  
artisans en musique industrielle

Brève tournée, nouvel album  
le trio nancéien poursuit un chemin à part

Pour parler de *Mange Mange*, leur nouvel album (le Monde du 13 mai), les trois Double Nelson tiennent salon au premier étage d'une brasserie parisienne. Ils y ont tendu une toile de Manu Poydano, graphiste nancéien spécialiste des sauteries dépressives et des planètes désolées, installé quelques lampions tournoyants et branché un magnétophone à cassette qui distille de la musique de fond, du heavy metal, du rap et de la pop. Même quand ils ne sont pas à Nancy, les Double Nelson aiment se sentir chez eux.

Sur scène, les Double Nelson sont deux Cathy, chanteuses guitariste à une corde, Pascal, guitariste complet et — depuis peu — batteur. Dans la salle, Yves tient la console de sonorisation, instrument essentiel pour un groupe dont la première tâche est de bricoler avec le son. Double Nelson travaille sur la même matière première que les groupes dits « industriels », mais ils y mettent une minutie, une affection pour le matériel, une modestie obstinée qui les rattachent fermement à l'artisanat.

Les morceaux (chansons?) de *Mange Mange* sont construits à trois : « Ils sont coulés, surfés, découverts et rebrodés », explique Cathy. Ce qui veut dire que chaque titre est enregistré trois fois, que l'apparence du chaos est le résultat d'un long travail. En studio, les Double Nelson ne jouent jamais tous ensemble, ils mettent en commun les résultats de leurs expérimentations, « un stock de

musiques de trente secondes ». Ils échantillonnent, mais jamais la musique des autres, préférant trafiquer le bruit d'une porte, d'un moteur. Et jamais ils n'écrivent un morceau tout seuls. En fait, le groupe est tout à fait solidaire, égoïste, fidèle à des idéaux simples : « Il faut que ça [la musique] soit bon, esprit, humain et sincère. »

Toutes qualités mises à rude épreuve lors de l'enregistrement de *Mange Mange*. Les Double Nelson ont vécu le cauchemar qui bante les nuits de tous les musiciens : après avoir enregistré chaque partie sur bande, ils les ont vues s'effacer au fur et à mesure qu'ils les repassaient au moment du mixage. De ces sessions, ils n'ont pu sauver que deux morceaux, ils sont alors partis en Belgique réenregistrer le disque, qu'ils estiment « plus dénué, plus gai » que le précédent. Ces jours prochains, ils donneront quelques concerts, toujours à trois. L'une de leurs grandes déceptions de ces derniers mois, est de ne pas avoir rencontré d'âme sœur, un batteur capable d'assimiler la musique et le mode de vie du groupe. Au fur et à mesure des tournées, le groupe a rencontré un public « incertain » : « Ils viennent de n'importe où ». Sans producteur de spectacle, porté à bout de bras par une petite maison de disques (Cobalt) qui a vendu 5 000 exemplaires du premier album, Double Nelson lutte pour sa survie. « Nous tenons à rester dans le circuit rock, à ne pas nous retrouver chez les performers. Mais les salles hésitent à prendre un duo sur scène et nous avons des exigences techniques (une console à seize pistes) assez élevées. » L'autre part, le groupe refuse toujours de faire les yeux doux au rock-business français : « Dans les concerts, nous croisons des groupes qui ont signé avec une major, ils ne vendent guère plus d'albums que nous, et en plus leur musique a pris une bouffée. Nous, nous avons déjà tellement de mal à faire de la musique. C'est difficile, il faut créer sans chercher de références, et en plus on est lent », dit Cathy. « Non, je ne trouve pas qu'on soit lent », ajoute Pascal ; quand nous enregistrons, nous prenons le temps qu'il faut. »

Le problème des Double Nelson est simple : ils appartiennent à cette catégorie de musiciens qui créent par nécessité, parce que la musique dont ils ont besoin n'existe nulle part ailleurs que dans leurs têtes.

THOMAS SOTINEL

► Le 20 à Marseille, la Maison hantée. Le 22 à Toulouse, le Biskini. Le 23 à La Rochelle, la Casamance. Le 27 à Paris, le Rex Club, à minuit.

► Précisions. — Le philosophe Jacques Derrida a bien été élu docteur honoris causa de l'université de Cambridge (le Monde du 19 mai), par 336 voix contre 204.

**MUSIQUE**

18" 75"

THEATRE DE LA VILLE

VENDREDI 22 MAI A 18H

**RAPHAEL OLEG**  
violin

**BARRY DOUGLAS**  
piano

BEETHOVEN - GRIEG  
PROKOFIEV

LOC. 42 74 22 77  
2 PL. DU CHATELET PARIS 4<sup>e</sup>

## DIAGONALES

« H ALTE aux crottes de chiens », lance, cette semaine, le Ville de Paris. « Vive la langue française », clame, au même instant, le gouvernement. Les deux autorités ne s'entendent guère, on présume que le dictionnaire des mots d'ordre relève du hasard. Mais ces injonctions coq-l'âne n'étonnent plus. Elles scandent désormais notre quotidien. C'est notre privilège d'y voir un sens qu'on n'y a pas mis!

Depuis que le capitalisme rebaptisé « marché » est réputé inamovible, qu'il image-chocs et condense à chaud l'essentiel du politique, les pouvoirs n'égissent plus que sous le coup des faits-divers les plus saignants, et à la façon des publicités qui font suite au Journal de 20 heures. Que la banquette bouge, que la terre tremble, qu'une estrade vacille : aussitôt « un certain nombre de mesures » sortent des cartons, suivies d'une obole budgétaire, de débats d'experts et d'une campagne volontariste... jusqu'à la prochaine catastrophe, ou la prochaine commémoration programmée en cas d'actualité pauvre.

Quand l'action publique se calcule à ce point sur les effets d'annonce télévisuels, les décideurs doivent rivaliser de ruse langagière avec les professionnels du flash et du spot. Cela s'appelle communiquer. La corruption qui s'ensuit dépasse en gravité celle des consciences d'élus. Elle touche à plus respectable et plus précieuse : la formation de nos opinions. Jamais celles-ci n'ont enduré pareilles manipulations. Il y aurait un sortilège à établir, avec les seules euphémismes les plus fumeux et fumistes des derniers trimestres.

La lutte des classes paraissait démodée et inquiétante : la voilà changée en choc de cultures, plus technique, ramédiable, rassurant. *Profilage et exploitation* donnaient au capital, (pardon : au marché) une nouvelle conscience fâcheuse pour le sainte croissence : excusé et exclusion dédramatisent, déculpabilisent. La faille du socialisme a eu pour conséquence une baine que la misère n'est plus imputable à personne : c'est la faute-à-pes-de-chance. La nature des choses est redevenue la grande excuse passe-partout des puissants, de même que la sociologie et le culturel masquent la merveille du scandale économique. On suppose mieux de voir un enfant mourir de faim en plein dîner familial si on est prévenu que l'indépassable loi du profit n'y est pour rien, qu'il s'agit

Crottes de chiens  
et langue française

d'un fait de société ou de civilisation, et que les Transalpins de Kouchner sont prêts à décoller!

La rubrique des dérobades sémantiques du type responsable-pas-coupable s'est enrichie d'un jargonisme plein d'avenir : la *dysfonctionnement*. Le chef n'a pas fallu, du fond de sa R-25 des Domaines : c'est le « service », cette entité incommode et impuissante, qu'il eût des ratés. Le préposé est sauvé par la machine, qui eût tout seule. Une commission se penchera sur les structures, mort du charge absoluiste est restée forte. Parlera-t-on, un jour, de *dysfonctionnaires*?

On le savait depuis Tartuffe : plus la morale s'effondre, plus s'efface le discours sur les valeurs. Certains hommes politiques croient payant de s'en faire les champions. Qui leur dira une bonne fois que ce n'est en rien leur affaire? Qu'ils gèrent le bien public sans trop se servir et se tromper, on ne leur en demande pas plus. La façon de se conduire dans la vie, cela nous regarde seuls. Profiter d'un mandat électif pour imposer sa philosophie ou flatter son image, comme le font certains tribuns, relève de l'imposture et de l'obscurité. Le libéralisme a pour logique de déshériter l'envie, l'orgueil, la possession, l'effacement du faible : qu'il ne prétende pas, en plus, nous dicter les moyens de combattre ses nuisances éhémères!

Comme chaque fois qu'il s'est régné sans partage, l'argent rêve d'étendre son pouvoir à ce qui passe pour ne pas s'acheter — tel le châtelain de nequière enviant le vulgus des bonnes — l'art, l'innocence, la gratuité, la création. Cette prétention à confisquer le « supplément d'âme » commence régulièrement par l'accaparement de la chose-à-tout-le-monde qu'est le vocabulaire. Les entreprises se sont mises à parler de culture (au lieu d'esprit maison), de ressources humaines au lieu de personnel, qui faisait domestique et évoquait fâcheusement la notion de compression, maintenant maquillée en restructuration ou dégraissage.

Les banquiers ont volé aux industriels le concept de produit, et aux artistes celui de

BERTRAND POIROT-DELPECH  
de l'Académie française

**PIANO**  
★ ★ ★ ★ ★  
PLEYEL 45.61.06.30

**MARDI 26 MAI**  
**POLLINI**  
MARTINI

**MERCREDI 3 JUIN**  
**MAGALOFF**  
NINETTA

**MERCREDI 10 JUIN**  
**FISCHER**  
ANNIE

**CAVEAU**  
GRANDS RENDEZ-VOUS  
2 juin 1992 - 20 h 30  
Michel BEROFF  
J.P. COLLARD  
Mozart - Schubert - Liszt - Mendels

**LUNDIS MUSICAUX**  
9 juin 1992 - 20 h 30  
Mirella FRENÍ  
Rachmaninov - Tchaïkovski  
Inscriptions : 49.54.05.07

**CALENDRIER**  
DES ADMINISTRATEURS  
DE CONCERTS

**THÉÂTRE CHAMPS-ÉLYSÉES**  
Mardi 20  
20 h 30  
Tél. Rens. : 42-72-10-17  
(p.a. Valenciennes)

**NOUVEAUX VIRTUEUX**  
**Frank BRALEY**  
Pianiste  
1<sup>er</sup> Grand Prix  
REINE ELISABETH  
de Belgique  
Orchestre  
PARENTHÈSE  
Dir. : Laurent BRACK  
BRAHMS, ALBERTZ  
BEETHOVEN

**CHÂTELET**  
THÉÂTRE  
MUSICAL  
DE PARIS  
Vendredi  
22 mai  
12 h 45  
(p.a. Valenciennes)

**MIDIS MUSICAUX**  
**ARTUS**  
Quartett  
WEBER, HAYDN  
FLAMMER

**THÉÂTRE CHAMPS-ÉLYSÉES**  
Vendredi  
22 mai  
20 h 30  
(p.a. Valenciennes)

**QUATUOR**  
**ALBAN BERG**  
Intégrale Brahms  
Dernier concert

**Concerts**  
dimanche  
matin  
47-04-74-87

**THÉÂTRE CHAMPS-ÉLYSÉES**  
Dimanche  
24 mai  
11 heures  
47-20-36-37  
(p.a. Valenciennes)

**J. ROZE Prod.**  
**François-René DUCHABLE**  
Boris  
PERGAMENSHIKOV  
Beethoven  
Schumann  
Faure

**THÉÂTRE CHAMPS-ÉLYSÉES**  
Dimanche  
24 mai  
20 h 30  
Tél. : 47-20-36-37  
(p.a. Valenciennes)

**PITTSBURGH SYMPHONY ORCHESTRA**  
Dir. : Lorin  
**MAAZEL**  
RACHMANINOV  
DVOŘAK

**AUDITORIUM CHÂTELET**  
Lundi 25  
Mardi 26  
10 heures  
(p.a. Valenciennes)

**YSAÏE**  
MENDELSSOHN  
MOZART  
Le 27 - Orchestre  
RAYEL, CHOPIN  
SCHUMANN

**BOULVARD SAINT-EUSTACHE**  
Mardi 26  
20 h 45  
Loc. FNAC  
Billets  
sur  
vente  
au  
concert  
Tél. Rens. : 46-27-83-21  
(p.a. Valenciennes)

**LE ROI DAVID A. HONEGGER**  
Régissant : Paul-Emile  
**DEIBER**  
**LA CRÉATION DU MONDE**  
D. MILHAUD  
ENSEMBLE ORCHESTRAL  
et les chœurs de  
SAINT-EUSTACHE  
Dir. : J.-S. BÉREAU

TUXEDO TOUR PRESENTE

**STEVIE WONDER**

**EUROPE 1**

**BERCY**

LE MARDI 26 MAI 1992 A 20H30

LOCATIONS : BERCY / FNACS / VIRGIN MEGASTORE PAR TELEPHONE : 45.72.11.22 / 43.46.12.21 / 36-15 M6 / 36-15 EUROPE 1

Le génie du lieu

FAUTE DE PREUVES

LE 20 MAI



## CULTURE

### ARTS

#### Le génie du lieu

Le Musée des beaux-arts de Rouen inaugure la première étape de sa rénovation

ROUEN

de notre envoyé spécial

De création en rénovation, la France compte, depuis 1984, trois cents musées en chantier. Celui de Rouen en fait partie. Le musée de la culture a inauguré, lundi 18 mai, trente et une salles consacrées aux œuvres des seizième et dix-septième siècles. Les dernières (une cinquantaine) seront ouvertes en 1994. Mais cette rénovation est, à plusieurs titres, exemplaire.

Le bâtiment, conçu en 1880 par Louis Sauvageot, était devenu au fil des ans un véritable labyrinthe. Le visiteur qui déboulait dans un dédale de salles mal éclairées n'avait pas l'impression de parcourir l'une des plus riches collections françaises. La tâche des maîtres d'œuvre — André Putman et Bruno Moirand, en particulier — a d'abord été de retrouver les volumes originaux. Ensuite, leurs interventions ont été volontairement discrètes : au sol, parquets de chêne clair ; sur les murs, gamme de couleurs douces ; aux plafonds, lumières artificielles tamisées, vitrines et mobiliers sobres. La cour sud, couverte d'une verrière posée sur une charpente métallique, est transformée en « jardin de sculptures ».

Mais la plus belle réussite est sans doute le nouveau circuit des collections et l'accrochage imaginé par François Bergot, le conservateur du musée. Les œuvres — trois cents d'entre elles ont été restaurées — sont regroupées par familles. Les salles sont disposées de telle façon que de chacune d'entre elles on puisse découvrir une œuvre accrochée dans l'espace voisin, invite à poursuivre la visite. Enfin, tapisseries, mobiliers, sculptures et pièces d'orfèvrerie figurent désormais à côté des peintures. Ainsi, la plus belle des salles dédiées à la peinture française du dix-septième siècle français est organisée autour d'un formidable morceau de sculpture : *Hercule terrassant l'Hydre de Lerne*, de François Pujet. Autour de lui ont été disposées des toiles de Vouet, de La Hyre et de Poussin. Dans l'axe d'une ouverture, on aperçoit le *Démocrate de Velasquez*.

Le Musée des beaux-arts de Rouen, l'un des plus riches de France — trois mille peintures, sept mille dessins, quatre cents sculptures — a su s'enrichir presque sans interruption. Au dix-neuvième siècle, on le voit participer aux grandes ventes (collection Fesch : *Diane au bain*, de Clouet ; vente Walderfeld : *Les Lavandières*, de Fragonard). Il achète de nombreuses pièces de l'atelier de Géricault et des œuvres de Corot ou de Daubigny, directement à l'artiste. Il reçoit enfin d'importantes donations : celle de François Depeaux (cinquante-trois peintures impressionnistes), celle de la famille Dueham (l'origine du fonds moderne du musée) et récemment le legs Tatiana Collin (trente icônes russes). Le budget des travaux (66 millions de francs pour la première tranche, 40 millions de francs pour la seconde), financé à parité par l'État et par les collectivités territoriales, permet la création de galeries d'expositions temporaires, de nouvelles réserves vitrifiées, d'espaces d'accueil et d'un auditorium de trois cents places.

EMMANUEL DE ROUX

► Musée des beaux-arts, 1, place Rastoul, 76000 Rouen. Tél. : 35-71-28-40. Guide des collections des seizième et dix-septième siècles. RMN, 232 pages, 100 F.

► Changement à la tête du Musée des arts d'Afrique et d'Océanie. — Le directeur de la direction régionale des affaires culturelles du Limousin, M. Cécil Guizart, remplace depuis le 15 mai M. Henri Marchal, à la tête du Musée des arts d'Afrique et d'Océanie à Paris. Le ministre de la culture, M. Lang, a décidé « d'engager sans délai la mise en place d'un nouveau projet » pour cet établissement. Les syndicats CGC et CFDT des conservateurs des Musées de France protestent contre cette « mise à l'écart arbitraire ». Ils affirment que la procédure habituelle de nomination n'a pas été respectée. L'UNESCO a proposé à M. Marchal une mission relative à la valorisation du patrimoine muséographique du Moyen-Orient.

#### Les inconnus de Montbéliard

De jeunes peintres et de très bonnes surprises

MONTBÉLIARD

de notre envoyé spécial

Il y a quatre, quatre artistes dont c'est ici la première exposition d'un peu d'ampleur, si ce n'est tout simplement la première exposition. Ils se nomment Philippe Fangeaux, vingt-neuf ans, marseillais, Beatriz Garrigo, trente-cinq ans, catalane, Eric de Tarragon, vingt-huit ans, parisien et Djamel Tatah, trente-trois ans, marseillais. Jusqu'ici, leurs noms étaient à peu près inconnus. En raison de leur âge ? En raison de leurs œuvres plutôt.

Tous quatre ont une particularité qui suffit à les rendre suspects aux yeux des défenseurs de l'académisme moderniste tel qu'il s'exhibe d'ordinaire : ils pratiquent la peinture, la peinture sur toile ou sur bois. Telle est leur bizarrerie — et telle leur erreur. Des peintres... A-t-on idée ? Ne sait-on pas que la peinture est morte depuis deux ou trois décennies et que, du reste, les écoles d'art les plus avancées refusent d'enseigner les rudiments d'une discipline aussi archaïque ? Dans ces conditions, il faut une singulière obstination pour exécuter encore des tableaux, et il faut de l'audace à Jean-François Mozzi-conacci, le conservateur de Montbéliard, pour oser les montrer.

Or il a raison de les exposer et ces peintres plus raison encore de

peindre, lui parce qu'il y a, comme d'habitude, plus à gagner en allant à contresens des conformismes officiels qu'à leur obéir, et eux parce que leurs tableaux sont, pour la plupart, de bons tableaux. Tous ne font pas preuve d'autant d'invention et de maîtrise — mais telle quelle, répartie entre vitrines d'animaux empaillés et fossiles, l'exposition apporte des informations instructives.

Première conclusion : des peintres de trente ans prennent appui sur l'histoire de l'abstraction, de l'expressionnisme abstrait à Support-Surface pour rechercher des effets stylistiques nouveaux. C'est le cas de Beatriz Garrigo et d'Eric de Tarragon. La première s'applique à construire par le geste et la couleur, un geste sériel et des harmonies bleues et jaunes. Il y a de l'élégance et de la vivacité dans ses compositions, plus d'élégance que de densité peut-être. Tarragon procède avec plus de méthode. Les plus anciennes des toiles qu'il expose se souviennent, un peu trop parfois, de Jasper Johns et de ses touches épaisses entrecroisées. Les plus récentes associent une construction géométrique simple, un cercle au milieu d'un rectangle, à une technique proche du dripping à la Pollock. En dépit de ces références, une constante se dégage : Tarragon multiplie à plaisir, et avec grande dextérité,

enchevêtrements chromatiques compliqués et dissonances adroitement dosées.

Seconde certitude : d'autres peintres posent à nouveau la question de la nature. Ils se demandent comment la représenter et la comprendre avec les moyens de leur art, comment mettre en peinture sensations et apparences. L'affaire est à tout le moins délicate, qui remet en cause une bonne part de l'histoire récente et resuscite des interrogations qui ont passé pour périmées.

L'histoire de Philippe Fangeaux est exemplaire : à sa sortie des Beaux-Arts, il exécute des monochromes bien à la mode. Puis il s'en fatigue, en crée quelques-uns et, le long des déchirures, esquisse buissons et falaises. Depuis, il n'a pas cessé et s'est fait paysagiste, avec une prédilection marquée pour les petits formats — à la manière de Corot — et les motifs du Sud. Ses vues des calanques et du Languedoc sont justes, son métier d'une belle économie de moyens. Des gris, des bleus à la Constable, des verts, une muèche qui modèle et résume à la fois, des compositions habilement variées, des panoramas influencés par la photo et le cinéma : Philippe Fangeaux a de quoi séduire, et même de quoi convaincre.

Djamel Tatah s'inscrit dans une tradition que l'on croyait plus mal

en point encore, la tradition du portrait et de l'autoportrait. Les fonds sont monochromes, les figures dessinées fermement, fixées dans une immobilité de giants qui donne de la force aux tableaux. Il arrive que le traitement pictural des visages et des mains paraisse précis, moins efficace — mais il arrive aussi que Tatah parvienne à une sorte de gravité mélancolique fort éloquente. Ces figures d'enfants et ses autoportraits comptent parmi les œuvres les plus singulières d'aujourd'hui. C'est sans doute pourquoi il faut aller à Montbéliard pour les découvrir.

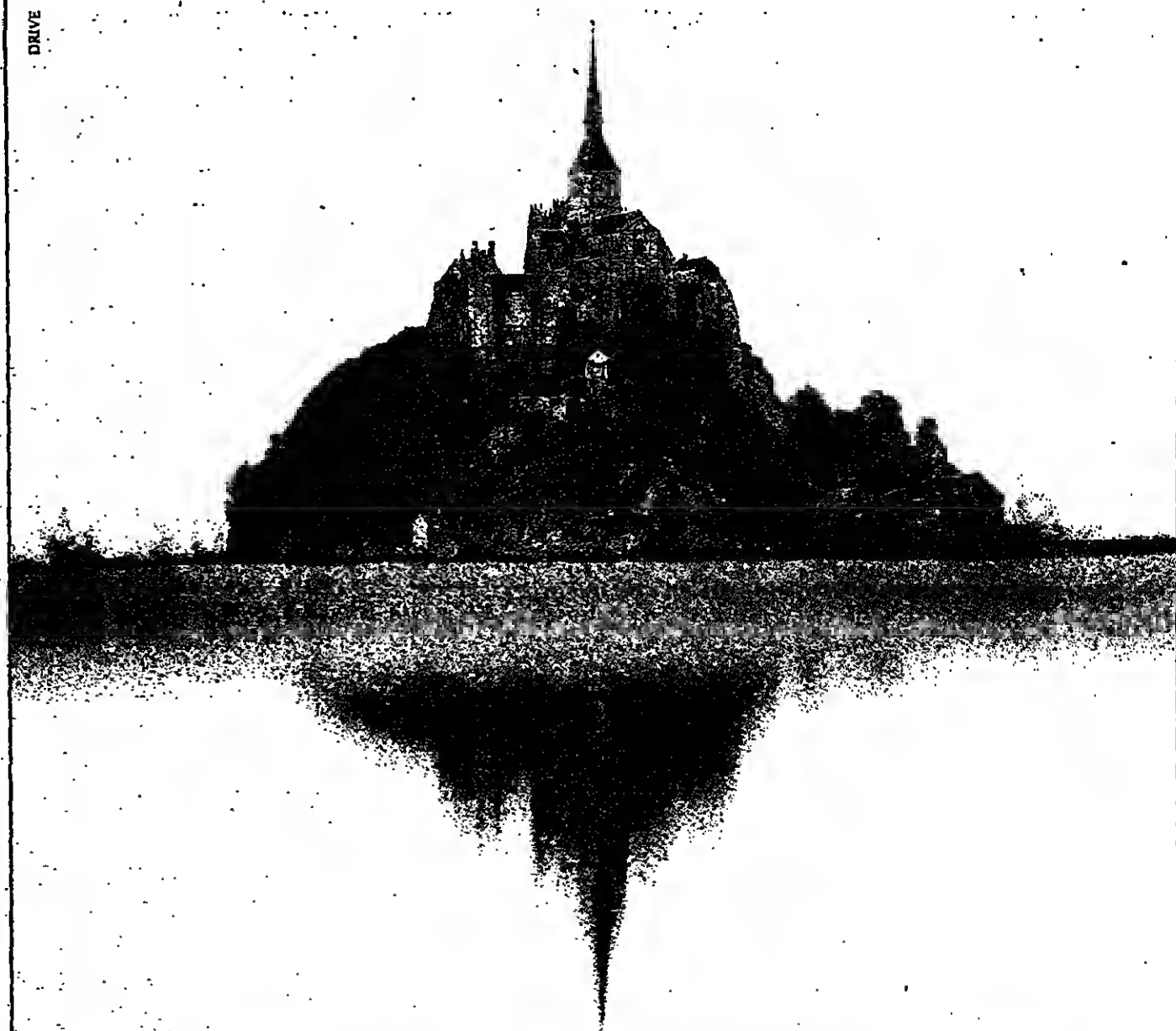
PHILIPPE DAGEN

► Château des ducs de Wurtemberg, 25200 Montbéliard ; tél. : 81-99-22-61. Jusqu'au 30 juin.

o L'exposition Toulouse-Lautrec prolongée. — La rétrospective qui se tient au Grand Palais à Paris depuis le 22 février, sera prolongée d'une semaine jusqu'au lundi 8 juin inclus. Cette décision est motivée par le succès de l'exposition, qui a déjà accueilli 500 000 visiteurs depuis son ouverture. Le système de réservation des billets d'entrée reste en vigueur pour cette semaine supplémentaire.

#### PROTECTION DU PATRIMOINE NATUREL

### SAUVEGARDER LE MONT SAINT-MICHEL, C'EST SAUVER SON EAU.



L'Agence de l'Eau Seine-Normandie contribue à la protection de l'environnement et du patrimoine naturel. C'est pourquoi nous allons financer les équipements destinés à dépolluer et purifier les eaux de la baie du Mont Saint-Michel. En effet, la mission prioritaire de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie est de s'associer financièrement aux collectivités territoriales et locales, aux industriels et aux agriculteurs dans la mesure où ils s'engagent à préserver

les ressources en eau et à veiller au respect de sa qualité. Exposez-nous la nature des problèmes à résoudre, l'étendue des travaux à entreprendre. Avec vous, nous étudierons votre dossier en vue du financement de vos aménagements. Protéger notre patrimoine naturel est une grande cause de la fin du XX<sup>e</sup> siècle. En finançant vos projets, nous vous aiderons comme nous l'avons fait pour le Mont Saint-Michel.



AGENCE DE L'EAU SEINE-NORMANDIE

Agence de l'Eau Seine-Normandie 51, rue Salvador-Allende 92027 Nanterre Cedex Tél. (1) 47 76 44 24 Fax (1) 49 01 95 80.

"Un polar, un vrai. Liam Neeson fascinant. Un grand plaisir."

Liam Neeson

Laura San Giacomo



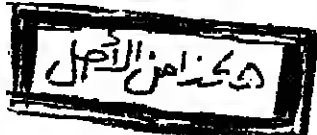
La Vérité n'est pas qu'une Affaire de Preuves

FAUTE DE PREUVES

LIAM NEESON PRINCE D'INTERPRETATION MASCULINE FESTIVAL INTERNATIONAL DE CANNES DU FILM D'ART ET D'ESSAI

LE 20 MAI





# AGENDA

## CINÉMA

### LA CINÉMATHEQUE

PALEIS DE CHAILLOT  
14-15-16-17-18-19-20-21

PALEIS DE TOKYO (47-04-24-24)

MERCREDI

Les Aventures du prince Achmed (1923), de Lotte Reiniger, 18 h 30 ; Le Monstrueux d'ombres (1923), d'Arthur Robison, 21 h.

CENTRE

GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

MERCREDI

Le Cinéma polonais : la Cinémathèque (1878, v.o. s.t.f.), de Krzysztof Kieslowski, 14 h 30 ; Le Labyrinthe (v.o. s.t.f.), de Jan Lenica, Gangsters et philanthropes (1963, v.o. s.t.f.), de Jerzy Hoffman, 17 h 30 ; Le Dégât (1974, v.o. première partie, s.t.f.), de Jerzy Hoffman, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie  
porte Saint-Eustache  
Forum des Halles  
(40-26-34-30)

MERCREDI

Séances spéciales : Jeune Public : Vanessa Paradis chante Joe le taxi (1987) de Polygram, Monsieur Taxi (1982) de André Hunebelle, 14 h 30 ; Le Quinze des réalisateurs : Am Ende der Nacht (1952, v.o.), de Christoph Schaub, 18 h 30 ; L'Amour (1991, v.o.), de Valeri Todorovski, 18 h 30 ; Angel de fuego (1992, v.o.), de Dana Rothberg, 20 h 30.

### LES EXCLUSIVITÉS

A BRIGHTER SUMMER DAY (TAIWAN, v.o.) : 14 Juillet Odéon, 5 (43-25-59-53).

L'AMANT (Fr.-Brit., v.o.) : Gaumont Ambassade, 9 (43-59-19-08) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Bretagne, 10 (42-22-57-97).

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Reflet Médias Logos, 15 (43-54-46-85) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

APRÈS L'AMOUR (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-67-57) ; UGC Odéon, 5 (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; Paramount Opéra, 1 (47-42-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Miroir, 14 (43-20-83-50) ; Mistrail, 14 (45-39-82-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40).

ATTACHE-MOI (Esp., v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-88) ; Studio Galande, 5 (43-54-72-71).

BARTON PINK (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Grand Pavois, 15 (45-64-46-85) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88).

BASIC INSTINCT (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-67-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Odéon, 5 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; UGC Normandie, 8 (45-63-15-15) ; 14 Juillet Bastille, 11 (45-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-78) ; UGC Maitrot, 17 (40-88-00-18) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Montparnasse, 14 (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-57-35-43) ; Paramount Opéra, 1 (47-42-60-33) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistrail, 14 (45-39-82-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40).

LA BELLE HISTOIRE (Fr.) : George V, 8 (45-62-41-48) ; Les Montparnasse, 14 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-19-08) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Bretagne, 10 (42-22-57-97) ; UGC Odéon, 5 (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; Paramount Opéra, 1 (47-42-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistrail, 14 (45-39-82-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40).

LE FESTIN NU (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-67-57) ; Epée de Bois, 5 (45-32-91-88).

FISHER KING (A., v.o.) : Cinoches, 6 (45-74-94-94) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; UGC Normandie, 8 (45-63-15-15) ; 14 Juillet Bastille, 11 (45-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-78) ; UGC Maitrot, 17 (40-88-00-18) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Montparnasse, 14 (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-57-35-43) ; Paramount Opéra, 1 (47-42-60-33) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistrail, 14 (45-39-82-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40).

FRANKIE & JOHNNY (A., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-48) ; Les Montparnasse, 14 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-19-08) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Bretagne, 10 (42-22-57-97) ; UGC Odéon, 5 (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; Paramount Opéra, 1 (47-42-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistrail, 14 (45-39-82-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40).

GRAND CANYON (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09).

HOLLYWOOD MISTRESS (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-08) ; UGC Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistrail, 14 (45-39-82-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40).

L'HOMME QUI PLANTAIT DES ARBRES (Can.) : Utopia, 5 (45-32-91-88).

HOOK (A., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-48) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-19-08) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Bretagne, 10 (42-22-57-97) ; UGC Odéon, 5 (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; Paramount Opéra, 1 (47-42-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistrail, 14 (45-39-82-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40).

INDOCHINE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-67-57) ; Rex, 2 (42-36-83-83) ; Bretagne, 10 (42-22-57-97) ; UGC Odéon, 5 (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; Paramount Opéra, 1 (47-42-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistrail, 14 (45-39-82-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40).

CÉLINE (Fr.) : Utopia, 5 (45-32-91-88) ; Elysées Lincoln, 8 (43-59-38-14) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-59-38-14) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40).

CONFESSIONS D'UN BARJO (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-67-57) ; Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Montparnasse, 14 (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 5 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-19-08) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Bretagne, 10 (42-22-57-97) ; UGC Odéon, 5 (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; Paramount Opéra, 1 (47-42-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistrail, 14 (45-39-82-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40).

LE PAS SUSPENDU DE LA CIGOGNE (Fr.-Suisse, v.o.) : L'Entrepôt, 14 (43-21-41-01).

PROSPERO'S BOOKS (Brit.-Hol., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

LE QUATRIÈME HOMME (Hol., v.o.) : Accatone, 5 (45-32-91-88).

RETOUR A HOWARDS ENO (Brit., v.o.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; UGC Odéon, 5 (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; Paramount Opéra, 1 (47-42-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistrail, 14 (45-39-82-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40).

TOUTES LES MATHS DU MONDE (Fr.) : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-59-38-14) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40).

TOUTES LES MATHS DU MONDE (Fr.) : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-59-38-14) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40).

TOUTES LES MATHS DU MONDE (Fr.) : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-59-38-14) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40).

TOUTES LES MATHS DU MONDE (Fr.) : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-59-38-14) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40).

Nous publions le mardi les films qui seront à l'affiche à Paris, à partir du mercredi. Les commentaires concernant les films nouveaux ainsi qu'une sélection commentée des exclusivités et des grandes reprises figurent dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

Beaugrenelle, 15 (45-75-78-78) ; Gaumont Convention, 15 (45-28-42-27) ; UGC Maitrot, 17 (40-88-00-18) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-96).

JFK (A., v.o.) : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-59-38-14) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40).

JOHNNY STECCINO (It., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; JOHNNY SUEDE (A.-Suisse, v.o.) : Passage du Nord-Ouest, café, 9 (47-70-81-47).

JUSQU'AU BOUT DU MONDE (Fr.-Aut., v.o.) : Cosmos, 6 (45-44-28-90).

KARMA (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77) ; Lucerna, 9 (45-44-67-34) ; Elysées Lincoln, 8 (43-59-38-14) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

LABYRINTHE DES PASSIONS (Esp., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-08).

LATIND BAR (Esp.-Mex., v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-88).

MAMAN, J'AI RATÉ L'AVION (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; UGC Odéon, 5 (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; Paramount Opéra, 1 (47-42-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistrail, 14 (45-39-82-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40).

DIEN SIEN PHU (Fr.) : George V, 8 (45-62-41-48) ; Grand Pavois, 15 (45-64-46-85) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88).

LA DIVINE COMÉDIE (Por., v.o.) : Reflet Médias Logos, 15 (43-54-46-85) ; UGC Odéon, 5 (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; Paramount Opéra, 1 (47-42-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistrail, 14 (45-39-82-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40).

LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (Fr.-Pol., v.o.) : Epée de Bois, 5 (45-32-91-88) ; EPOUSES ET CONCUBINES (Fr.-Chin., v.o.) : Publicité Saint-Germain, 6 (42-22-72-80) ; Elysées Lincoln, 8 (43-59-38-14) ; Bienville Montparnasse, 15 (45-44-25-02).

EUROPA D'ANOS-Su, v.o.) : Cinoches, 6 (45-74-94-94) ; L'ÉVASION OU CINÉMA LIBERTÉ (Fr., v.o.) : Utopia, 5 (45-32-91-88).

FACE A FACE (A., v.o.) : Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-19-08) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06).

FACES (A., v.o.) : Racine Odéon, 5 (43-28-19-58) ; Les Trois Balzac, 8 (45-81-10-60) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60).

LA FAMILLE ADDAMS (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; UGC Odéon, 5 (42-25-10-30) ; UGC Triomphe, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-96).

FREEJACK, Film américain de Geoff Murphy, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 5 (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistrail, 14 (45-39-82-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-96).

FREEJACK, Film américain de Geoff Murphy, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 5 (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistrail, 14 (45-39-82-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-96).

FREEJACK, Film américain de Geoff Murphy, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 5 (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistrail, 14 (45-39-82-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-96).

FREEJACK, Film américain de Geoff Murphy, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 5 (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistrail, 14 (45-39-82-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-96).

FREEJACK, Film américain de Geoff Murphy, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 5 (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistrail, 14 (45-39-82-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-96).

FREEJACK, Film américain de Geoff Murphy, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 5 (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistrail, 14 (45-39-82-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-96).

FREEJACK, Film américain de Geoff Murphy, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 5 (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistrail, 14 (45-39-82-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-96).

FREEJACK, Film américain de Geoff Murphy, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 5 (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistrail, 14 (45-39-82-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-96).

FREEJACK, Film américain de Geoff Murphy, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 5 (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistrail, 14 (45-39-82-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-96).

FREEJACK, Film américain de Geoff Murphy, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 5 (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistrail, 14 (45-39-82-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-96).

FREEJACK, Film américain de Geoff Murphy, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 5 (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistrail, 14 (45-39-82-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-96).

FREEJACK, Film américain de Geoff Murphy, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 5 (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistrail, 14 (45-39-82-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-96).

FREEJACK, Film américain de Geoff Murphy, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 5 (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistrail, 14 (45-39-82-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-96).

FREEJACK, Film américain de Geoff Murphy, v.o. : Gaumont Les



# ÉCONOMIE

## BILLET

### Malaise journalistique

La levée de boucliers que déclenche l'arrivée à Antenne 2 et à FR3 d'une dizaine de journalistes venus de La Cinq constitue sans doute une tempête dans la verre d'eau du microcosme médiatique. Mais elle condense les multiples maux qui affectent la profession de journaliste : problèmes salariaux et recrutement de « stars », sur fond de paupérisation de la profession et de malaise idéologique.

La nomination à des fonctions hiérarchiques d'Antenne 2 de deux anciens responsables de La Cinq, Christian Guy et Pierre Gérard, par Alain Denvers, directeur de l'information d'Antenne 2 et de FR3, et l'embauche de quatre reporters venus des mêmes eaux, comme le recrutement à FR3 de Jean-Marc Sylvestre et Christian Maler, deux éditorialistes de La Cinq, traduisent sans doute une solidarité minimale. En ce sens, Alain Denvers a raison de souligner qu'il est le « seul à faire un effort à l'égard des journalistes de La Cinq qui se sont retrouvés sur le carreau ». Mais la généralité ne peut s'exercer à sens unique. Surtout en période de vaches maigres. L'arrivée de journalistes de La Cinq à Antenne 2 lésera forcément des pigistes qui attendent toujours leur titularisation. Quant aux nouvelles embauchées à FR3, elles ont lieu alors que la chaîne est encore dans les affres de sa restructuration. Même si celle-ci s'est traduite par des départs volontaires et des préretraites et a évité les licenciements « secs », l'annonce-concomitante de nouvelles embauches demeure choquante.

Plus globalement, cette levée de boucliers est liée aux angoisses d'une profession touchée par le chômage et la précarisation et qui assiste, impuissante, à l'irruption des stars. Le reproche fait à la direction d'Antenne 2 et de FR3 d'installer une « rédaction à deux vitesses » — les soutiers et les vedettes, avec le confort de travail et les conditions salariales qui leur sont objectivement liées — s'inscrit dans une tendance qui n'épargne aucune entreprise de presse. La direction a beau préciser que les nouveaux entrants seront payés au tarif du service public, la suspicion demeure. Des antécédents sont encore en mémoire.

Enfin les journalistes du service public s'émouvent de voir intégrer des journalistes venus d'une chaîne dont la rigueur idéologique ne fut pas toujours évidente. Le procès collectif est injuste pour les nouveaux recrues. Mais il dénote une extrême sensibilité sur cette question où se joue aussi la réputation de la profession.

YVES-MARIE LABÉ

« Lait : vers une fédération unique des transformateurs. — Les industries et les coopératives laitières doivent se doter d'une structure unique pour défendre leurs intérêts à Bruxelles », a indiqué M. Jean-Claude Cachat, président de la Fédération nationale de l'industrie laitière (FNIL). Pour cela, des contacts ont été pris avec la Fédération nationale des coopératives laitières (FNCL), et la fusion devrait intervenir dans les six mois. Cela permettra de pallier les problèmes liés de la diminution du nombre d'adhérents en raison des concentrations d'entreprises, et surtout de parler d'une seule voix au niveau européen. D'autre part, la FNIL souhaite regrouper l'ensemble des organisations compétentes en matière laitière (production, transformation, interprofession, syndicats de producteurs et organismes techniques) dans une structure commune appelée « Maison du lait ».

## La Cour des comptes s'inquiète du développement d'un réseau routier national à deux vitesses

Dans un rapport très critique

À côté d'un réseau autoroutier financé par le péage, l'État n'a pas dégagé les moyens de financer le développement et le maintien à niveau des autres routes nationales, estime la Cour des comptes dans un rapport particulier (1) remis lundi 18 mai au président de la République.

La France dispose d'un réseau routier national à deux vitesses, avec d'un côté les autoroutes, de l'autre le reste du réseau. Elle néglige environ un tiers du réseau national, tant en entretien qu'en investissement, soit 9 000 kilomètres de routes dites de « second ordre », estime la Cour des comptes. Alors qu'au début des années 50 l'État finançait la quasi-totalité des dépenses d'investissement sur l'ensemble de la voirie nationale, les crédits budgétaires n'en fournissent plus, en 1990, que 27,5 % (6,2 milliards de francs). L'emprunt et l'autofinancement par les sociétés d'économie mixte (SEM) concessionnaires d'autoroutes représentent 43,7 % (soit 10 milliards) de la capacité d'investissement. Les collectivités territoriales apportent pour leur part une contribution équivalente à celle de l'État, soit 28,8 % (6,6 milliards de francs). « L'État est

contraint de subordonner des programmes essentiels pour le réseau national à l'accord des collectivités locales, alors que celles-ci consacrent des sommes de plus en plus importantes au réseau national au détriment des réseaux à vocation régionale », signale le rapport. Paradoxalement la région, devenue par le biais des coconcessions de plan investisseur important dans les routes, ne dispose pas en propre d'un réseau.

Le nouveau maillage autoroutier devrait inciter à réfléchir à une nouvelle répartition, conservant à l'État le réseau moderne dit « structurant » (autoroutes, routes express et certains grands axes) et déclassant dans le patrimoine des collectivités territoriales les autres voiries nationales.

La priorité donnée aux autoroutes à péage et aux liaisons renouées dans les contrats de plan État-région a conduit à dégrader l'entretien du réseau non capoté et les investissements en zone urbaine, estime la Cour. Les contournements et déviements urbains, notamment dans les grandes villes, donnent lieu à de vrais casse-tête pour leur financement. Ainsi, le contournement est de l'agglomération lyonnaise n'a été rendu possible qu'au prix d'une mise à contribution des collectivités locales et des sociétés concessionnaires des autoroutes desservant la

région lyonnaise. Les fonds de concours apportés par les concessionnaires sont financés par une augmentation des péages, que l'usager utilise ou non le contournement de Lyon.

Le produit du péage, destiné également à rembourser les dépenses de construction et d'exploitation des autoroutes, finance désormais le développement du réseau autoroutier, les sections les plus rentables permettant la construction des sections déficitaires, estime la Cour. Parfois même, il est affecté au réseau oco concédé, voire à des dépenses de gendarmerie qui incombent à l'État, grâce à des fonds de concours obtenus notamment en échange d'allongements des durées de concession.

Un équilibre factice

Le recours systématique à des ouvrages concédés, qui ne permet pas de choisir le voierie la mieux adaptée au trafic et au service attendu, n'est pas gratuit. Le coût du prélèvement du péage représente en moyenne près de 10 % de son produit. L'autoroute serait de 25 % à 30 % plus chère qu'un aménagement à deux fois deux voies et elle impose de maintenir en état une voirie parallèle compte tenu de la nécessité

de respecter le principe de gratuité nationale. Le péage ne permet pas non plus de répartir correctement les coûts entre les différentes catégories d'usagers, notamment celui de la dégradation de la chaussée, imputable principalement aux poids lourds ; ceux-ci ne participent qu'à 52 % à la couverture des dépenses.

Des schémas sans logique

Seul l'usage d'un système comptable irrégulier a permis la survie juridique des sociétés d'économie mixte (SEM) concessionnaires d'autoroutes, estime la Cour. Le système des charges différenciées, qui permet de reporter les pertes sur les exercices futurs, est à l'origine d'un équilibre factice. Ce système n'est pas à l'abri des incertitudes liées à d'importantes variations de trafic et à leur mauvaise appréciation. La direction du Trésor estime que l'endettement des neuf sociétés concessionnaires d'autoroutes s'élèverait à 112 milliards de francs à fin 1999 dans l'hypothèse de la construction de 200 kilomètres d'autoroutes par an.

Il serait sans doute difficile de revenir sur le système de la concession, qui a permis à la France de rattraper son retard en liaisons modernes, estime la Cour. Toutefois, il est nécessaire que l'État prenne les

mesures propres à rétablir l'unité du réseau national, juge-t-elle. Actuellement, la loi d'orientation des transports intérieurs, qui définit les objectifs de la politique routière, n'est pas appliquée. Les schémas routiers se succèdent sans grande logique et ne prennent pas en compte les autres modes de transport. Rieco n'oblige d'autre part les collectivités locales à travailler avec l'État. Les schémas routiers nationaux et locaux manquent de coordination et les études, de fiabilité.

Il appartient à l'État de se doter des moyens pour arrêter un schéma routier stable avec des méthodes de prévision et de suivi fiables, conclut la Cour. L'État sera ainsi mieux en mesure de négocier et de conclure avec les régions des contrats de plan qui articulent mieux le développement du réseau national avec celui des réseaux locaux. Par ailleurs, la législation sur les autoroutes doit être modifiée si l'on veut normaliser l'affectation d'une partie du produit du péage au financement d'autres voiries nationales.

MARTINE LARONCHE

(1) « La politique routière et autoroutière : évaluation de la gestion du réseau national ». Disponible à la direction des journaux officiels, 26, rue Desaix, 75737 Paris Cedex 15.

Sauf à Saint-Nazaire et à Brest.

### Les dockers prolongent leur mouvement de grève

Sauf à Saint-Nazaire et à Brest, les dockers ont prolongé jusqu'au mardi 19 mai au moins la grève qu'ils avaient entamée la semaine précédente après l'adoption, vendredi 15 mai, de la loi réformant leur statut. La CGT devait annoncer dans la matinée de mardi les suites qu'elle entend donner au mouvement.

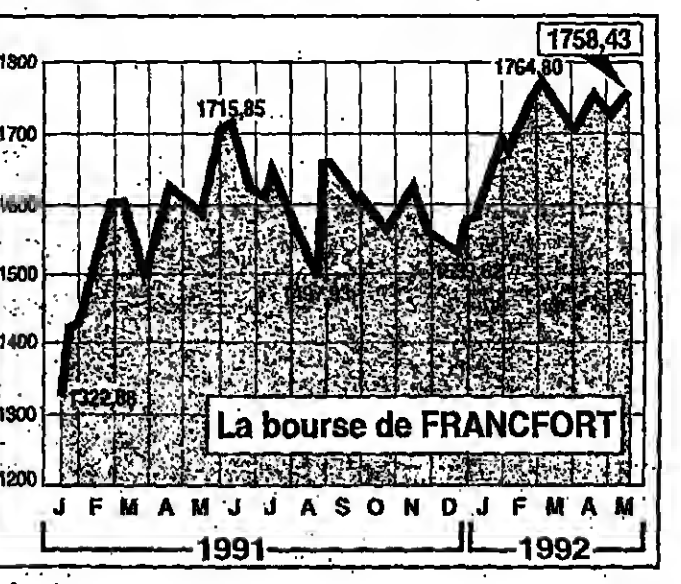
Sur le terrain, une soixantaine de dockers ont bloqué lundi à Nantes les accès au terminal à bois de Chéviré. A Saint-Malo (île-de-France), une petite centaine d'entre eux ont immobilisé le *Duchesse-Arne*, un car ferry de Brittany Ferries, avec 250 passagers à bord. A Marseille,

tout le trafic commercial dans le port a été bloqué et une douzaine de cargos ont dû mouiller au large. Mais les mouvements des ferris vers la Corse, l'Algérie et la Tunisie ont continué.

À Lorient, les dockers du port de commerce n'ont pas travaillé, votant la poursuite du mouvement mardi, tandis que ceux du port de pêche travaillaient normalement. A Rouen, ils ont opté pour la grève mardi et mercredi et pendant toute la semaine ; au Havre, en revanche, les dockers de Saint-Nazaire et de Brest ont continué de travailler normalement.

### Euphorie à Francfort

Les boursiers allemands ont sauté, lundi 18 mai, le désomment du conflit social dans la métallurgie, avec une séance à Francfort de 2 % de l'indice Dax, qui a clôturé en hausse de 34,36 points à 1 758,43 points. Cette vive progression de l'indice porte ainsi ses gains à 18,6 % depuis le début de l'année. L'accord conclu dans la métallurgie dans la soirée de dimanche a constitué pour les intervenants une double surprise. Peu s'attendaient à un épilogue aussi rapide, craignant au contraire un tassement en conflit dans une grève longue. Dès le soir, le séisme de cotations de l'accord, coïncidant avec l'augmentation salariale inférieure aux 6 % attendus, s'annonce moins pessimiste pour les résultats des entreprises.



## Un entretien avec le président des assurances allemandes AMB

« Sans vraie coopération, une participation des AGF n'a pas de sens », nous déclare M. Wolf Dieter Baumgartl

Le conflit qui oppose les AGF (Assurances générales de France) à AMB (Aachener und Münchener Beihilfungs) entre dans une phase judiciaire. Exacerbée par l'impossibilité de faire reconnaître les droits de vote pour l'ensemble de ses actions AMB (25 % du capital et seulement 9 % de droits de vote), la compagnie française avait porté plainte le 9 février auprès du tribunal d'Aix-la-Chapelle. Le procès commence mardi 19 mai. L'objectif des AGF est clair : il s'agit d'obtenir l'enregistrement des 16 % d'actions nominatives AMB

qu'elles possèdent, sachant que les autres 9 % détenus sous forme d'actions au porteur comptent automatiquement un droit de vote. Dans l'entretien ci-dessous, M. Wolf Dieter Baumgartl, le président d'AMB, le plus farouche opposant à l'entrée des AGF dans le capital de sa compagnie, cherche à la fois à justifier son opposition à la compagnie d'assurances nationalisée et à ménager des possibilités de négociations. C'est, en fait, avec son arrivée à la tête d'AMB au milieu de l'année 1990 que les relations avec les AGF se sont

dégradées. Il est le personnage central du conflit et n'a pas hésité à aller chercher des alliés anglais (Royal Insurance) et surtout italiens (Fonditalia) pour l'épauler, quitte à les faire bénéficier de largesses. Il a ainsi racheté à la Fonditalia pour 2 milliards de francs 70 % de sa filiale allemande. Une façon de donner à Fonditalia les moyens de faire passer le 31 mars sa participation dans AMB de 3,8 % à 20 %. Du coup, les AGF n'ont pas hésité à demander un audit de la gestion d'AMB. Si l'affrontement est sévère, toutes les voies de la

négociation ne sont pas bouchées. Mais chacun cherche à faire basculer en sa faveur les rapports de force. M. Baumgartl veut notamment l'attribution de ses fameux droits de vote aux actions détenues par les AGF à la vente de sa participation majoritaire dans la banque BfG (Bank für Gemeinwirtschaft) au Crédit lyonnais. Les AGF ne veulent pas entendre parler. La procédure juridique promet d'être longue. Le vainqueur de ce bras de fer sera sans doute le plus patient.

E. L.

### AIX-LA-CHAPELLE

correspondance

« Quelle est la position défendue par AMB dans le procès qui débute mardi 19 mai ? A l'origine, les fameuses actions nominatives déposées sous réserve de l'approbation de la direction (« vinkulierte Namensaktien »), qui sont au cœur du conflit, devaient présenter une garantie sur la solvabilité de l'acheteur. Or, la capacité financière des AGF est incertaine.

La question n'est pas de mettre en doute la solvabilité des AGF. Dans la législation allemande concernait les titres nominatifs, la direction a le droit et le devoir de ne pas approuver l'achat de ses propres actions quand il s'agit de sauvegarder les intérêts de la société. La logique consiste à éviter qu'une société soit forcée d'accepter un actionnaire.

Les AGF elles-mêmes ne veulent pas limiter l'usage de ces actions nominatives à une simple vérification de la solvabilité des acheteurs. Elles veulent même obliger AMB à leur déclarer immédiatement le nom de tout nouvel actionnaire et le nombre d'actions présentées. Elles ont demandé le droit de donner par écrit leur accord pour accepter de nouveaux actionnaires. Les AGF confirment ainsi, explicitement, le droit d'AMB de

refuser son approbation à une prise de participation.

« Voulez-vous forcer les AGF à renoncer à leur participation dans AMB en adoptant une stratégie similaire à celle de Continental avec Pirelli par une procédure juridique intenable ?

Ce sont les AGF qui ont intenté une action en justice. Les AGF ont acheté les titres tout en sachant que nous ne donnerions pas notre accord pour leur inscription dans nos registres et donc que nous ne leur accorderions pas de droits de vote. La compagnie française a pris sciemment le risque d'un tel investissement et s'est mise elle-même dans une telle situation.

Les AGF ont demandé un audit sur les relations entre AMB et Fonditalia. La compagnie française qualifie d'« effets » l'entrée de Fonditalia dans le capital d'AMB à hauteur de 20 %. Comment jugez-vous ces accusations ?

La participation croisée avec Fonditalia est parfaitement licite. A preuve, les AGF se sont déclarées disposées à abandonner leurs accusations ou cas où la direction d'AMB donnerait son accord à l'inscription des actions détenues par les AGF. Ce ne sont d'ailleurs pas les AGF qui ont demandé l'audit mais la direction d'AMB qui l'a mandaté sans y être obligée par la loi.

Sur un plan plus général, la position d'AMB vis-à-vis des AGF

a changé radicalement. Pourquoi de vous passé d'une possibilité de coopération à une attitude de participation croisée à une franche hostilité ?

En avril 1990, AMB a proposé aux AGF une participation de 20 %. Mais la compagnie française ne voulait pas s'en tenir là. Elle exigeait des droits privilégiés dans le cadre d'un accord de coopération. Elle voulait se réserver la possibilité d'acquiescer une participation plus élevée pour contrôler de facto AMB. Nous aurions dû participer aux activités de couverture de risques industriels et de réassurance des AGF qui ne sont pas rentables. En outre, AGF voulait s'approprier le savoir-faire de Cosmos, une filiale d'AMB spécialisée dans la vente par correspondance. C'était une offre de coopération inacceptable et cela a changé notre position. Elle a d'ailleurs déjà été précisée par écrit le 28 mai 1990. Il n'y a pas d'hostilité de notre part, mais refus d'une coopération inadéquante.

Le Crédit lyonnais semble intéressé par l'acquisition d'une participation significative dans le capital de la BfG Bank, qui est une de vos filiales à plus de 50 %. Vous cherchez clairement à vous désengager de cet établissement. Un accord avec les AGF pourrait-il dépendre du résultat des négociations avec le Crédit lyonnais ?

Un aboutissement de ces négociations aurait certainement une influence sur les relations entre AMB et les AGF. Mais les AGF bloquent actuellement les négociations entre nous et le Crédit lyonnais.

Pourquoi imaginer que, si les AGF étaient partiellement privatisées, votre position à leur égard pourrait changer ?

Une privatisation partielle ne changerait rien à la qualité du partenariat. Nos doutes sur les intentions des AGF ne peuvent se dissiper que si notre indépendance est garantie, si la compagnie française ne demande pas de droits privilégiés et si une relation de confiance nécessaire pour un partenariat se reconstruit.

« M. Michel Albert, le président des AGF, a souligné à plusieurs reprises qu'il était un homme de compromis et que ce ne serait pas à cause de lui si les négociations échouaient. La balle est dans votre camp et il semble bien que ce soit vous qui persistiez dans votre refus. Les médias allemands ne vous ménagent pas à ce sujet. De telles attaques vous laissent-elles de marbre ?

Un accord entre AMB et les AGF ne tient pas à une opposition de personnes mais à la disparition d'un conflit d'intérêts. Je suis disposé à négocier et j'ai toujours été. Mais vouloir un compromis ne veut

pas dire que nous devions faire le premier pas. C'est justement pour préserver les possibilités de négociations que nous nous sommes abstenus de mobiliser l'opinion publique comme les AGF l'ont fait. Regardez la façon dont nous coopérons avec nos partenaires européens, Royal Insurance et Fonditalia : sommes-nous agressifs ?

« Quelle est votre stratégie à long terme avec les AGF ?

Ce qui sera décisif, c'est la définition logique d'une coopération qui ait un sens pour les deux partenaires. Une telle garantie ne nous a jamais été donnée de façon précise, que ce soit par écrit ou oralement. Ou nous trouvons des domaines communs pour donner forme à une coopération — la direction d'AMB est continuellement disposée à des négociations à ce sujet — ou il n'existe pas de possibilités, et dans ce cas une participation des AGF dans AMB n'a pas de sens. Il existe une possibilité dans le domaine bancaire. Une négociation à quatre entre les AGF et le Crédit lyonnais d'un côté et AMB et la BfG de l'autre offre un point de départ prometteur.

Propos recueillis par PETER HEUSCH



## ÉCONOMIE

## ÉTRANGER

Première vague de privatisations massives à l'Est

## Huit millions de Tchécoslovaques en passe de devenir actionnaires de 1 410 entreprises

Les Tchécoslovaques peuvent acquérir, entre le 18 mai et le 8 juin, les actions de 943 sociétés publiques tchèques et de 467 slovaques. Une opération qui donne le signal du début de la gigantesque vague de privatisations orchestrée par le ministère fédéral des finances, M. Václav Klaus, à moins d'un mois des élections.

PRAGUE

de notre correspondante

Après quarante ans de communisme, la méthode dite «des coupons», basée sur l'actionnariat populaire, vise à privatiser l'ensemble des entreprises d'un coup, en associant la population, condition sine qua non de la réussite de ce grand bouleversement. Chaque citoyen de plus de dix-huit ans pouvait, jusqu'à la fin du mois de février, acheter un carnet de coupons pour la somme de 1 000 couronnes (200 francs, soit le quart du salaire mensuel moyen).

Cet investissement lui donne aujourd'hui le droit d'échanger ses bons de 100 couronnes contre des actions des entreprises privatisables

et de recevoir ainsi sa quote-part du patrimoine national. Le ministère des finances estime - en divisant la valeur totale des entreprises par le nombre de participants - qu'en moyenne chaque personne devrait percevoir un montant d'environ 35 000 couronnes. La complexité des règles du jeu risque pourtant de remettre en cause cette transition entre socialisme et marché : au départ, un coupon de 100 couronnes donne droit à trois actions mais si la demande des citoyens était supérieure au nombre d'actions disponibles, le cours de l'action augmenterait jusqu'à ce qu'il y ait adéquation entre l'offre et la demande.

## 400 fonds de placement

En dehors des fleurons de l'industrie tchèque comme les brasseries Pilsen, il est vraisemblable que les aspirants capitalistes suivront les conseils de leurs journaux et qu'ils placeront leurs coupons sur des entreprises dans lesquelles des sociétés étrangères ont décidé d'investir leurs devises. Sans doute se verront-ils dans l'obligation de se rabattre sur de petites firmes inconnues.

Rebutés par ce processus alambiqué, 3,8 millions des 8,5 millions d'actionnaires en puissance (sur 11 millions d'adultes) ont préféré confier la totalité de leurs coupons à l'un des quatre cents fonds de placement. Ils ont choisi des valeurs sûres telles que la Caisse d'épargne tchèque, ou le fonds de la banque autrichienne Anstalt - seule banque étrangère à avoir ouvert un fonds de placement - ainsi que le très controversé Harvard Capital, qui a permis à ses clients de racheter leurs coupons pour 10 000 couronnes (2 000 francs). Une grande partie de ces organismes financiers, faute d'avoir recueilli suffisamment de mandats, devront abandonner la course. C'est déjà le cas pour six d'entre eux.

Personne n'est aujourd'hui en mesure de dire ce qui se passera le 28 juin, lorsque la répartition des actions sera connue. Et même à cette date, il faudra attendre longtemps encore pour savoir si la privatisation à la tchécoslovaque pourrait servir de modèle au reste de l'ancienne Europe socialiste.

CATHERINE MONROY

Le développement des places boursières

## Varsovie s'informatise et Prague s'informe

VARSOVIE

de notre envoyé spécial

Alors qu'elle a fêté le 16 avril sa première année d'exercice, après plus d'un demi-siècle d'interruption, la Bourse de Varsovie - aidée par la Société des Bourses françaises (SBF) - vient de rentrer dans sa première phase d'informatisation. Ce système, installé en réseau, permet aux vingt sociétés de Bourse qui comptent la place d'introduire des ordres et de continuer, d'accroître la rapidité mais aussi la confidentialité des échanges. A l'image des autres Bourses, les vingt échanges, toutes bancaires, sont reliés et informatisés. Seule différence de taille, en raison de la mauvaise qualité des lignes téléphoniques, elles se sont regroupées côte à côte à l'intérieur de l'immeuble de la Bourse.

La petite Bourse polonaise, où se négocient actuellement douze sociétés, n'a vu circuler sur sa première année d'activité 3,6 millions de titres pour un montant d'environ 270 millions de francs. Actuellement, il se traite 3 000 ordres à chacune des deux séances hebdomadaires, soit 150 000 titres environ. L'indice

local, le WIG, basé 100 à la date d'ouverture de la Bourse, se situe aujourd'hui autour de 70 points. Une dernière étape du projet devrait être franchie à la fin de l'année par l'intermédiaire du dépositaire national avec l'aide technique de la SICOVAM (Société interprofessionnelle de compensation des valeurs mobilières).

Veul-on voisin mardi 12 mai assister à la première séance de cotation informatisée, M. Vladislav Pavlat, directeur général de la Bourse de Prague, prépare activement la réouverture d'un marché des valeurs pour le mois de novembre prochain après quarante années d'interruption. «Je crois que la Bourse de Prague aura des problèmes, mais pas de son fait», a-t-il déclaré, expliquant qu'il fallait encore révoquer les assemblées générales des futures sociétés privatisées, et surtout former les futurs chefs d'entreprise.

La Bourse sera calquée sur le modèle polonais et bénéficiera elle aussi de l'assistance française; celle de Kiev et d'Ukraine sans doute aussi.

FRANÇOIS BOSTNAVARON

## La réunion de l'OCDE

## Tokyo n'a pas l'intention de mettre en œuvre de nouvelles mesures budgétaires

Les pays industrialisés sont à la recherche d'un surplus de croissance, après des années d'activité économique très languissante. Leurs représentants estiment cependant disposer de marges de manœuvre pratiquement nulles dans la conduite de leur politique monétaire et budgétaire. Seul le Japon, de l'avis de la plupart de ses partenaires, disposerait, comme l'a déclaré M. Michio Sugai, ministre de l'Économie et des Finances, lundi 18 mai lors de la réunion ministérielle de l'OCDE, d'une «position budgétaire très solide».

«Le renforcement de la demande interne par l'augmentation des dépenses publiques de l'État et des collectivités territoriales amorcé récemment devrait être accentué», a estimé le ministre français. Le Japon a pour l'instant balayé une telle hypothèse, le directeur général de l'Agence de planification économique, M. Toyochi Noda, affirmant que les effets du programme de dépenses publiques présenté fin mars sont encore à venir et que la croissance économique devrait s'accroître à l'automne. En tout état de cause, M. Noda a exprimé une mise en garde contre la multiplication des politiques à court terme, susceptibles de se contredire entre les pays et de menacer les stratégies d'équilibre économique à moyen terme.

La réunion de l'OCDE, qui devait s'achever mardi 19 mai, n'a pas donné lieu lundi à de vifs échanges entre les États-Unis et l'Allemagne, comme ce fut le cas il y a un mois lors de la réunion des ministres des Finances du groupe des Sept à Washington. M. Theo Waigel, ministre allemand des Finances, se trouvait mardi à Bruxelles afin de défendre ses orientations de politique économique devant ses partenaires européens.

Les modalités de la loi d'immigration

## Les Américains se protègent des artistes étrangers

LOS ANGELES

correspondance

Les nouvelles modalités de la loi d'immigration ne risquent pas de faciliter le travail des artistes étrangers aux États-Unis. Déjà, en 1990, les règles d'octroi de visa aux musiciens, artistes et athlètes avaient provoqué tant de protestations de personnalités américaines et internationales qu'un report d'application avait été accordé. Les mesures les plus arbitraires - comme la limitation à 25 000 le nombre de visas annuels ou l'obligation pour le demandeur de faire la preuve que son séjour profiterait aux États-Unis - ont été révoquées.

En revanche, la version amendée qui vient d'être rendue publique risque de modifier substantiellement les démarches et les chances des artistes étrangers. Les deux nouvelles catégories de visas obligent les vedettes de la musique, du cinéma et de la télévision, comme les scientifiques, les athlètes et les groupes artistiques à faire la preuve qu'ils disposent d'une compétence extraordinaire («extraordinary ability») et non plus d'une «prééminence» comme auparavant. Seule l'interprétation des services d'immigration indiquera l'exacte portée de ce changement sémantique.

La loi contient également une nouveauté qui pourrait se révéler draconienne : pour la première fois, les artistes étrangers devront obligatoirement transmettre à l'INS (Immigration and Naturalization Service) une demande de visa accompagnée de l'avis de leurs pairs quant à leur dignité, c'est-à-dire l'avis des organisations syndicales américaines.

## Fuite des productions

M. Richard Fraude, avocat spécialisé dans l'immigration, explique que ces nouvelles dispositions «sont une concession évidente faite aux syndicats et pourraient représenter une réelle difficulté capable de bloquer la procédure entière». De plus, le travail administratif supplémentaire incombait aux avocats calculant la procédure et augmentait le coût des visas.

Reste à savoir l'usage que les syndicats américains feront de leur pouvoir consultatif. Évalueront-ils les qualifications des artistes étrangers dans ce esprit d'ouverture ou, à l'heure où sévit le «Buy American», exerceront-ils un droit de veto pour protéger le marché du travail ? D'autres difficultés sont à prévoir pour les troupes et les groupes, dont 75 % des membres doivent prouver une relation de travail préexistante avec le groupe d'un mois ou au et dont le personnel dépend de syndicats différents pouvant émettre des avis contraires.

«Pour un job de préservé, ce sera quatre de perdus», commente M. Richard Fraude, qui craint la fuite des productions de films vers d'autres pays. Le compte des visas accordés aux artistes étrangers au cours des mois à venir donnera une idée de la politique suivie dans ce secteur.

CLAUDINE MILARD

## INDICATEURS

## FRANCE

• Avoirs de change : + 5 milliards de francs en avril. - Les avoirs officiels de change de la France ont augmenté de 5,05 milliards de francs en avril pour s'établir à 340,4 milliards, a annoncé la Banque de France lundi 18 mai. Les avoirs en devises ont progressé de 2,1 milliards, et ceux en écus de 2,8 milliards. Les avoirs en or sont, quant à eux, restés inchangés à 164,4 milliards.

## JAPON

• Commerce extérieur : + 13,4 % en un an. - Le commerce extérieur japonais a enregistré, en avril, un excédent de 7,1 milliards de dollars (39 milliards de francs), soit une hausse de 13,4 % par rapport à avril 1991, mais une baisse par rapport à l'excédent record de 10,98 milliards enregistré en mars dernier. Selon les statistiques publiées lundi 18 mai par le ministère des Finances, le mois d'avril a témoigné d'une forte poussée tant des exportations que des importations : les premières ont atteint 27,2 milliards de dollars (+13 % en un an), tandis que les secondes se sont élevées à 20,1 milliards (+12,2 %). Les échanges japonais ont enregistré le mois dernier un solde positif de 2,3 milliards de dollars avec les États-Unis, de 2,75 milliards avec la CEE et de 2,7 milliards avec l'Asie non communiste.



3615 WINSTON

Lettre de Monroy - 1992

The Winston Way

**SOCIAL**

**Les cheminots de la région de Lyon se mettent en grève**

Les cheminots de la région de Lyon ont décidé de se mettre en grève à partir du 22 mai. Cette décision a été prise lors d'une assemblée générale tenue à Lyon le 18 mai. Les grévistes réclament de meilleures conditions de travail et de salaire.

**VENTES PAR ADJUDICATION**

**12, avenue Montaigne**

**EN APPARTIEMENTS DE 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 846, 847, 848, 849, 850, 851, 852, 853, 854, 855, 856, 857, 858, 859, 860, 861, 862, 863, 864, 865, 866, 867, 868, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877, 878, 879, 880, 881, 882, 883, 884, 885, 886, 887, 888, 889, 890, 891, 892, 893, 894, 895, 896, 897, 898, 899, 900, 901, 902, 903, 904, 905, 906, 907, 908, 909, 910, 911, 912, 913, 914, 915, 916, 917, 918, 919, 920, 921, 922, 923, 924, 925, 926, 927, 928, 929, 930, 931, 932, 933, 934, 935, 936, 937, 938, 939, 940, 941, 942, 943, 944, 945, 946, 947, 948, 949, 950, 951, 952, 953, 954, 955, 956, 957, 958, 959, 960, 961, 962, 963, 964, 965, 966, 967, 968, 969, 970, 971, 972, 973, 974, 975, 976, 977, 978, 979, 980, 981, 982, 983, 984, 985, 986, 987, 988, 989, 990, 991, 992, 993, 994, 995, 996, 997, 998, 999, 1000, 1001, 1002, 1003, 1004, 1005, 1006, 1007, 1008, 1009, 1010, 1011, 1012, 1013, 1014, 1015, 1016, 1017, 1018, 1019, 1020, 1021, 1022, 1023, 1024, 1025, 1026, 1027, 1028, 1029, 1030, 1031, 1032, 1033, 1034, 1035, 1036, 1037, 1038, 1039, 1040, 1041, 1042, 1043, 1044, 1045, 1046, 1047, 1048, 1049, 1050, 1051, 1052, 1053, 1054, 1055, 1056, 1057, 1058, 1059, 1060, 1061, 1062, 1063, 1064, 1065, 1066, 1067, 1068, 1069, 1070, 1071, 1072, 1073, 1074, 1075, 1076, 1077, 1078, 1079, 1080, 1081, 1082, 1083, 1084, 1085, 1086, 1087, 1088, 1089, 1090, 1091, 1092, 1093, 1094, 1095, 1096, 1097, 1098, 1099, 1100, 1101, 1102, 1103, 1104, 1105, 1106, 1107, 1108, 1109, 1110, 1111, 1112, 1113, 1114, 1115, 1116, 1117, 1118, 1119, 1120, 1121, 1122, 1123, 1124, 1125, 1126, 1127, 1128, 1129, 1130, 1131, 1132, 1133, 1134, 1135, 1136, 1137, 1138, 1139, 1140, 1141, 1142, 1143, 1144, 1145, 1146, 1147, 1148, 1149, 1150, 1151, 1152, 1153, 1154, 1155, 1156, 1157, 1158, 1159, 1160, 1161, 1162, 1163, 1164, 1165, 1166, 1167, 1168, 1169, 1170, 1171, 1172, 1173, 1174, 1175, 1176, 1177, 1178, 1179, 1180, 1181, 1182, 1183, 1184, 1185, 1186, 1187, 1188, 1189, 1190, 1191, 1192, 1193, 1194, 1195, 1196, 1197, 1198, 1199, 1200, 1201, 1202, 1203, 1204, 1205, 1206, 1207, 1208, 1209, 1210, 1211, 1212, 1213, 1214, 1215, 1216, 1217, 1218, 1219, 1220, 1221, 1222, 1223, 1224, 1225, 1226, 1227, 1228, 1229, 1230, 1231, 1232, 1233, 1234, 1235, 1236, 1237, 1238, 1239, 1240, 1241, 1242, 1243, 1244, 1245, 1246, 1247, 1248, 1249, 1250, 1251, 1252, 1253, 1254, 1255, 1256, 1257, 1258, 1259, 1260, 1261, 1262, 1263, 1264, 1265, 1266, 1267, 1268, 1269, 1270, 1271, 1272, 1273, 1274, 1275, 1276, 1277, 1278, 1279, 1280, 1281, 1282, 1283, 1284, 1285, 1286, 1287, 1288, 1289, 1290, 1291, 1292, 1293, 1294, 1295, 1296, 1297, 1298, 1299, 1300, 1301, 1302, 1303, 1304, 1305, 1306, 1307, 1308, 1309, 1310, 1311, 1312, 1313, 1314, 1315, 1316, 1317, 1318, 1319, 1320, 1321, 1322, 1323, 1324, 1325, 1326, 1327, 1328, 1329, 1330, 1331, 1332, 1333, 1334, 1335, 1336, 1337, 1338, 1339, 1340, 1341, 1342, 1343, 1344, 1345, 1346, 1347, 1348, 1349, 1350, 1351, 1352, 1353, 1354, 1355, 1356, 1357, 1358, 1359, 1360, 1361, 1362, 1363, 1364, 1365, 1366, 1367, 1368, 1369, 1370, 1371, 1372, 1373, 1374, 1375, 1376, 1377, 1378, 1379, 1380, 1381, 1382, 1383, 1384, 1385, 1386, 1387, 1388, 1389, 1390, 1391, 1392, 1393, 1394, 1395, 1396, 1397, 1398, 1399, 1400, 1401, 1402, 1403, 1404, 1405, 1406, 1407, 1408, 1409, 1410, 1411, 1412, 1413, 1414, 1415, 1416, 1417, 1418, 1419, 1420, 1421, 1422, 1423, 1424, 1425, 1426, 1427, 1428, 1429, 1430, 1431, 1432, 1433, 1434, 1435, 1436, 1437, 1438, 1439, 1440, 1441, 1442, 1443, 1444, 1445, 1446, 1447, 1448, 1449, 1450, 1451, 1452, 1453, 1454, 1455, 1456, 1457, 1458, 1459, 1460, 1461, 1462, 1463, 1464, 1465, 1466, 1467,**



# ÉCONOMIE

## SOCIAL

### Pour protester contre la réduction de la desserte Les cheminots de la région de Limoges se mettent en grève

Alors que la CGT et la CFDT des cheminots ont déposé un préavis de grève nationale (lire page 28), le trafic ferroviaire devrait être très perturbé cette semaine dans le Sud-Ouest, où le mouvement se durcit.

#### LIMOGES

de notre correspondant

Quatre syndicats de cheminots de la région de Limoges (auto-nome, CFDT, CGT, FO) ont déposé un préavis de grève du mardi 19 mai, 20 heures, au samedi 23 mai, 8 heures. Ce mouvement, qui s'adresse à toutes les catégories de personnel, devrait culminer mercredi 20 mai avec un arrêt général de travail qui pourrait s'étendre aux régions de Bordeaux et de Toulouse.

C'est le durcissement d'une action qui a commencé mi-avril chez les agents de conduite du dépôt de Limoges. Elle a d'abord pris la forme d'une heure de grève quotidienne à la prise de service. Les perturbations ont essentiellement touché les liaisons régionales au départ de Limoges vers Périgueux, Bordeaux, Montluçon-Lyon, Angoulême, Poitiers, Ussel. Elles ont obligé la SNCF à mettre en place des liaisons de remplacement par autocar.

#### Priorité au TGV

Ce mouvement a été suscité par l'annonce de plusieurs décisions de la SNCF qui vont aboutir à une diminution sensible de l'activité ferroviaire dans la région. Les organisations syndicales craignent même qu'elles aboutissent rapidement au démantèlement de la région SNCF de Limoges, qui couvre en totalité ou en partie sept départements (Charente, Corrèze, Creuse, Dordogne, Indre, Lot,

Haute-Vienne), et notamment la suppression - annoncée à partir du 27 septembre - d'une des trois liaisons ferroviaires quotidiennes directes, Bordeaux-Lyon par Limoges et Montluçon.

La SNCF explique cette décision par le fait que « les moyens actuellement mis en œuvre sont surdimensionnés » (il s'agit d'un train-train) ; elle assure que cette suppression d'une liaison nationale sera compensée par la mise en service d'autorails « qui offriront une adaptation plus fine à la demande locale de transports ».

Le trajet Bordeaux-Lyon est, d'une lenteur de plus en plus dissuasive (7 h 30), et l'amélioration du matériel roulant n'est pas susceptible d'en diminuer sensiblement la durée, en raison d'un parcours difficile, sur voie unique, très sinueux et compliqué par plusieurs rebroussements (changements de sens de la traction d'un train). Il y faudrait des investissements qui, en raison de la priorité du programme TGV sur les grands axes au départ de Paris, ne sont pas à l'ordre du jour.

Les syndicats de cheminots ne sont pas seuls à protester contre cette décision. Tous les groupes politiques du conseil régional limousin l'ont fait également en estimant que « la logique de l'aménagement du territoire doit privilégier le maintien de lignes d'importance nationale sur la rentabilité à court terme » ; et la chambre de commerce et d'industrie de Limoges « s'élève vivement » contre une suppression qui « ne fait qu'affaiblir une fois de plus le rôle de carrefour ferroviaire de Limoges et pénalise gravement l'activité de nos entreprises ». Une délégation des élus régionaux devrait être reçue sur ce dossier courant juin par la direction nationale de la SNCF.

GEORGES CHATAIN

Avec la CFDT et la CFE-CGC

### Les assurances adoptent une nouvelle convention collective

La Fédération française des sociétés d'assurances (FFSA) et le Groupement des sociétés d'assurances à caractère mutuel (GEMA) ont conclu une nouvelle convention collective avec la CFDT et la CFE-CGC. La profession (95 000 salariés), qui était concernée par une vingtaine de conventions régionales ou locales, dispose désormais d'un texte unique.

Une convention collective ne doit pas se limiter à énumérer les avantages sociaux. Elle doit également constituer un outil de gestion des carrières, un ensemble de dispositifs « équilibrés » entre les impératifs économiques des entreprises et les aspirations des salariés. Ces principes ne déjà amené certaines professions, comme celle du jouet, et quelques entreprises, comme Renault ou le Crédit foncier, à revoir leurs règles du jeu social (Le Monde du 22 août 1991).

Avec la convention collective adoptée dans les assurances, cette approche nouvelle trouve un champ d'application beaucoup plus vaste. Ainsi, la classification de l'emploi sur les grades hiérarchiques traditionnels (sous-chef, chef-adjoint, chef de service...) mais sur les fonctions effectives occupées. Sept classes (dont trois pour les cadres) seront définies dans les entreprises selon cinq « critères classants » (autonomie, conception-résolution de problèmes, contribution, dimension relationnelle, formation-expérience).

La prime d'ancienneté, qui pouvait représenter jusqu'à 25 % de la rémunération, est supprimée pour les cadres, qui disposeront de deux

jours de congés supplémentaires. Pour les autres catégories, est instituée une « prime d'expérience » attribuée à raison de 1 % par an du salaire minimum de la classe. Calculée sur les rémunérations minimales, sensiblement revalorisées, elle pourra atteindre 20 % pour les plus basses catégories mais 5 % pour les salaires supérieurs. Il s'agit de mieux prendre en compte la mobilité et les performances des salariés, notamment par l'intermédiaire d'un entretien annuel individuel.

Ces modifications ne doivent pas, affirme la FFSA et le GEMA, réduire la part de la masse salariale mais plutôt modifier sa composition. Toutefois, le mécanisme actuel de l'ancienneté sera maintenu jusqu'à l'an 2000 pour le personnel ayant un an de présence dans l'entreprise au 15 juillet 1992.

#### 2 % de la masse salariale à la formation

D'autre part, une « capital formation » de 400 heures rémunérées est mise à la disposition des salariés d'ici fin 1992. Ce n'est pas le cas, et une gratification (de 6 000 à 18 000 francs) est accordée à ceux qui, quel que soit leur niveau, auront décroché un diplôme de l'éducation nationale inscrit dans le plan de formation de l'entreprise. A cet égard, les employeurs consacreront au moins 2 % de la masse salariale au titre de la formation, alors que l'obligation légale est de 1,4 %. Les autres dispositions portent sur les moyens accordés aux organisations syndicales, les indemnités de licenciement, ainsi que le lancement d'une réflexion sur les retraites, l'emploi, l'insertion des jeunes et l'europe sociale.

Cet accord, signé par deux organisations syndicales qui représentent 53 % des salariés des assurances, est un succès pour les syndicats. Les représentants de la FFSA, le 15 avril 1992, celui-ci avait pris le risque de dénoncer toutes les conventions existantes afin de « débloquent la situation ». Quant à la CFDT et à la CFE-CGC, elles ont préféré miser sur la négociation de contreparties nouvelles plutôt que de se cramponner à des avantages qui, du reste, n'étaient pas « acquis » pour tous les salariés. En revanche, la CGT considère ce texte « inacceptable » et FO le juge « catastrophique ».

J.-M. N.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### PECHINEY INTERNATIONAL

#### L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DE PECHINEY INTERNATIONAL SE TIENDRA

LE MARDI 16 JUIN 1992 A 10 H

Pavillon d'Armenonville - Allée de Longchamp  
Bois de Boulogne - Paris 16<sup>ème</sup>

[ Nouvelle à la disposition des actionnaires, même Paris Maillet ]

Les actionnaires peuvent obtenir des renseignements pratiques sur la participation à cette Assemblée au siège social de la société

Immeuble Balzac - 10, place des Vosges  
Cedex 68 - 92048 Paris La Défense 3

NUMERO VERT : 05 20 12 85

INFORMATION MINITEL : 3616 CLIFF

### calberson

Le Conseil d'Administration de la Compagnie Générale CALBERSON réuni le 16 avril 1992 a approuvé les comptes de l'exercice 1991. Les comptes consolidés du Groupe CALBERSON se présentent comme suit :

	91	92
Produits d'exploitation (milliards de francs)	8,154	8,132
Résultat d'exploitation (MF)	128	158
Résultat avant IS et amortissement des survalues (MF)	38	199
Résultat avant amortissement des survalues (MF)	0,6	125,7
Résultat net consolidé (MF)	- 8	+ 87
dont part du groupe (MF)	- 41,2	+ 62

A périmètre constant, les produits d'exploitation ont progressé de 2,5 %. Le résultat consolidé avant amortissement des écarts d'acquisition est équilibré (coefficient) aux prévisions annoncées en novembre dernier. Il faut noter que le résultat de 1990 s'élevait à 127 MF de profits exceptionnels sur opérations immobilières. Le résultat exceptionnel de 1991 n'est que de 4,6 MF.

Les comptes de la Compagnie Générale CALBERSON, société mère du groupe, font apparaître un bénéfice de 4,5 millions de francs contre 40,8 millions de francs en 1990.

L'exercice 1991 a été marqué par l'assainissement de Hermano Ludvig, aux Etats-Unis et en Allemagne mais aussi par les difficultés du marché de la messagerie nationale. Les premiers mois de 1992 confirment le redressement des activités du groupe.

D'importantes mesures ont été prises au sein du réseau national pour améliorer la productivité et pour développer de nouveaux produits, notamment dans le secteur de la logistique. En International, la prise de nouveaux contrats importants conforte l'effet des mesures de réorganisation du réseau.

Au total, CALBERSON prévoit un bénéfice significatif en 1992.

Le Conseil d'Administration a décidé de proposer à l'Assemblée générale de porter en report à nouveau, après un complément de dotation à la réserve légale, le résultat de la Compagnie Générale CALBERSON.

## VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66  
MINITEL 36.15 CODE A37 puis OSP

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 4 JUIN 1992, à 14 h 30, EN UN LOT :  
**LOCAUX COMMERCIAUX à PARIS-6<sup>e</sup>**  
**19 bis, RUE DES SAINTS-PÈRES**  
Bât. A, rez-de-chaussée et sous-sol (représentant 6 lots).  
Bât. B, rez-de-chaussée et sous-sol (représentant 4 lots).

**MISE A PRIX : 7 000 000 de francs**

S'adresser à M<sup>re</sup> Xavier NORMAND-BODARD, avocat à PARIS (75116), 37, rue Galilée, Tél. : 47-20-30-01. VISITES sur place par M<sup>re</sup> SEKRI, huissier de justice à PARIS, les 25 MAI et 1<sup>er</sup> JUIN, de 14 h à 15 h.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS, le LUNDI 1<sup>er</sup> JUIN 1992, à 14 heures, EN UN LOT :  
dans un immeuble sis à

**PARIS-8<sup>e</sup>**

**12, avenue Montaigne**

au quatrième étage  
**UN APPARTEMENT de 148 m<sup>2</sup> env.**  
**UNE CHAMBRE DE SERVICE (au r.-d.-ch.)**  
**UN GARAGE**  
Au rez-de-chaussée : un débarras ; au 1<sup>er</sup> sous-sol : deux caves.

**Mise à prix : 7 500 000 F**

S'adresser à M<sup>re</sup> ROUBACHE, avocat à PARIS-17<sup>e</sup>, 105, rue Joffroy, Tél. : 47-63-35-35. Au greffe du tribunal de grande instance de PARIS.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 4 JUIN 1992, à 14 h 30, EN UN LOT :

**UN APPARTEMENT de 6 P. PRINC. EN DUPLEX**

**30, AVENUE MARCEAU - PARIS-8<sup>e</sup>**

et 4, impasse de Docteur-Jacques-Berthillon, comprenant, au 6<sup>e</sup> étage, escal. principal, porte gauche, entrée, 2 dégar., cuis., 2 p., s. de b. ; au 7<sup>e</sup> étage : petite pièce, w.-c., s. de b., dégar., 3 p., s. d'eau - 2 escal. intérieurs.

**UNE CHAMBRE DE SERVICE** avec coin cuisine au 7<sup>e</sup> étage. Salle d'eau avec w.-c. dans un débarras attenant. - 2 CAVES.

**Mise à prix : 5 000 000 de francs**

S'adresser à M<sup>re</sup> Xavier NORMAND-BODARD, avocat à PARIS (75116), 37, rue Galilée, Tél. : 47-20-30-01. VISITES sur place par M<sup>re</sup> SEKRI, huissier, les 25 MAI et 1<sup>er</sup> JUIN, de 16 h à 17 h.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de CRETEIL, le JEUDI 4 JUIN 1992, à 9 h 30, EN 1 LOT :

**PROPRIÉTÉ à BONNEUIL-SUR-MARNE (94)**

**2 et 2 bis, rue du Moulin-Bateau**

BÂTIMENT d'habitation : élevé sur caves de r.-d.-ch. : ent., cuis., salon, salle à manger, déb., 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> ét. : 2 ch., salle d'eau, w.-c., déb., 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> ét. : 3 ch., mans., déb.

2 BUREAUX à usage commercial, bâtis partie sur la propriété saisie et partie sur le domaine public app. au PORT AUTONOME de PARIS - TERRAIN :

**Mise à prix : 250 000 F**

S'adresser pour renseignements : 1) Au cabinet de M<sup>re</sup> Serge TACNET, avocat à CHAMPIGNY, 20, rue Jean-Jaurès ; 2) Au cabinet de M<sup>re</sup> SCHMIDT, avocat à PARIS-17<sup>e</sup>, 76, av. de Wagram, Tél. : 47-63-29-24.

## TRANSPORTS

Après 1,4 milliard de francs de pertes en 1991

### Lufthansa appliquera un sévère programme d'économies

La compagnie aérienne nationale allemande Lufthansa a annoncé, jeudi 14 mai, des lourdes pertes pour l'année 1991 tout comme pour le premier trimestre de l'année en cours. Lufthansa n'avait pas été déficitaire depuis 1973. En 1991, les pertes du groupe ont atteint 426 millions de deutschemarks (soit 1,4 milliard de francs) contre un léger bénéfice consolidé de 15 millions de deutschemarks en 1990.

Les pertes de 1991 sont imputables à la guerre du Golfe, à une augmentation des taxes et à une structure complexe et lourde du groupe. La direction de Lufthansa a chiffré à 388 millions de deutschemarks (1,3 milliard de francs) les conséquences de la guerre. D'autre part, Lufthansa a payé en 1991 592 millions de deutschemarks en taxes diverses (aéroports, sécurité) soit 33 % de plus qu'en 1990. L'année 1992 a mal commencé, avec un résultat avant impôts négatif de 386 millions de deutschemarks (près de 1,3 milliard de francs) pour la maison mère Lufthansa. Pour le premier trimestre, Lufthansa annonce un taux d'occupation général des sièges (toutes lignes confondues) de 57,5 %, alors qu'un taux de 67 % est nécessaire pour équilibrer.

La direction de Lufthansa vient d'arrêter un sévère programme de réduction de ses coûts. Celui-ci se traduira notamment par une réduction de son personnel de 1 000 personnes d'ici à la fin de cette année (Le Monde du 5 mai). Des suppressions d'emplois sont prévues en 1993, dont le volume dépendra de l'évolution de la conjoncture dans le secteur du transport aérien. Lufthansa a en outre suspendu l'achat de 11 avions, dont des Airbus A-320. - (AFP)

## DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

## EXERCICE 1991



Pour l'année 1991, le chiffre d'affaires s'est établi à 44,7 milliards de francs (contre 39 milliards de francs en 1990) et le résultat net consolidé (part du groupe) s'est élevé à 470,5 millions de francs, en progression d'environ 3,4 % par rapport à celui de l'exercice précédent. Avant amortissement des écarts d'acquisition, le bénéfice de l'exercice 1991 s'élève à 557 millions de francs, en amélioration de près de 10 % par rapport au bénéfice de l'année 1990.

Au niveau du chiffre d'affaires, la part des travaux réalisés à l'étranger s'est élevée à 18,9 milliards de francs (contre 15,9 milliards de francs en 1990), dont 13,8 milliards de francs en Europe. Au total, près de 89 % de l'activité du groupe SGE est réalisée en Europe.

L'analyse du compte de résultat met en évidence une légère dégradation du résultat courant des sociétés intégrées ramené de 618 millions de francs à 583 millions de francs pour l'exercice 1991 ; ce tassement est dû, pour l'essentiel, à la baisse du résultat financier marqué par un léger accroissement des frais financiers nets, alors que l'exercice précédent avait connu des reprises de provisions financières.

Le résultat exceptionnel, stable par rapport à l'année précédente, englobant, d'une part certaines plus-values de cession, d'autre part un montant significatif de provisions pour restructurations, en liaison avec les opérations de cette nature engagées dans certaines filiales opérationnelles à la fin de l'année 1991.

En termes de contribution au résultat du Groupe, il convient de souligner l'évolution satisfaisante des entreprises de travaux routiers et des sociétés de corps d'états techniques, ainsi que la bonne tenue des opérations en Allemagne.

An bilan, les capitaux propres consolidés passent de 1,9 milliard de francs à 2,4 milliards de francs, tandis

que le montant total des provisions pour risques et charges au passif du bilan se maintient à un niveau élevé (5,7 milliards de francs), légèrement supérieur à celui de fin 1990, en dépit des consommations partielles en cours d'exercice de certaines provisions pour pertes à terme constituées antérieurement (aéroports de Karlsruhe, Transmache, tunnels du Stimbacht, etc.).

Malgré une baisse de la marge brute d'autofinancement, qui revient à 1,3 milliard de francs et ne couvre que partiellement les investissements industriels nets (1,3 milliard de francs) et les nouvelles acquisitions financières de l'exercice (0,6 milliard de francs, dont environ la moitié dans les nouveaux Länder de l'est de l'Allemagne), l'endettement net du groupe ne s'accroît que d'un peu plus de 300 millions de francs à fin 1991.

Le bénéfice social de la société mère de SGE s'est élevé, pour l'exercice 1991, à 280,4 millions de francs, contre 204,5 millions de francs en 1990. Sur la base de ce résultat, il sera proposé à la prochaine Assemblée Générale de reprendre la distribution d'un dividende de 5 F pour chacune des 23 522 912 actions constituant le capital social, auxquels s'ajouteraient 2,50 F d'avoir fiscal, assurant ainsi au titre de la société un revenu brut global de 7,50 F.

Le Conseil a, par ailleurs, pris connaissance des perspectives d'activité de l'exercice 1992 qui permettent d'envisager un chiffre d'affaires très légèrement supérieur à celui de 1991, en dépit d'une conjoncture difficile dans les principaux métiers du Groupe. Les opérations en Allemagne, qui représentent d'ores et déjà 17 % du chiffre d'affaires de l'ensemble du groupe SGE, devraient progressivement atteindre un volume d'activité de l'ordre de 10 milliards de francs, tandis que les filiales britanniques devraient encore souffrir d'un environnement très déprimé.







## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 19 MAI

**Cours relevés à 14 h 02**[illegible]

**COMPTANT** (sélection)

**SICAV** (selection)

## 18/5

VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS								
	% du nom.	% de cotation		Cours pré.	Dernier cours		Cours pré.	Dernier cours		Cours pré.	Dernier cours		Cours pré.	Dernier cours		Cours pré.	Dernier cours		Cours pré.	Dernier cours		Cours pré.	Dernier cours						
Obligations						Etrangeres						Actions						Actions						Actions					
Emp. Eau 5,75% 77			123 90	7 40	C.I.M.	1400	1400	P&G	180	185 10																			
10,00% 78/84			101	8 25	C.I.T.R.A.N. B.	2282		P&G	216	215 50																			
Emp. Eau 13,45% 83			105 57		Copell	342 80	343 50	P&G	314	301																			
Emp. Eau 12,25 84			100 54		Compagnie	604		P&G	1112																				
10,20% 86 87			101 59	5 91	Compagnie	604		P&G	1112																				
OAT 10% 5/2000			106 47		Compagnie	604		P&G	1112																				
OAT 9,95 12/1987			105 47	4 27	Compagnie	604		P&G	1112																				
OAT 9,95 1/1996			102 85	2 84	Compagnie	604		P&G	1112																				
PTT 11,25 86			105 10	4 84	Compagnie	604		P&G	1112																				
OFF 10,30% 86			102 30	3 03	Compagnie	604		P&G	1112																				
OFF 10,25 90 96			107 25	1 82	Compagnie	604		P&G	1112																				
CNA 10 % 1979			100 70	2 21	Compagnie	604		P&G	1112																				
CRB Bague 2000F.			98 60	3 41	Compagnie	604		P&G	1112																				
CRB P&G 5000F.			97 98	3 41	Compagnie	604		P&G	1112																				
CRB 11,5% 85			100 51	3 32	Compagnie	604		P&G	1112																				
CRB 10,02 5000F.			96 30	3 41	Compagnie	604		P&G	1112																				
CRB 6 % 88			96 30	3 41	Compagnie	604		P&G	1112																				
CRB 10,50% 86 85			147 15	3 77	Compagnie	604		P&G	1112																				
CHARGE FCE 310 100			101 23		Compagnie	604		P&G	1112																				
CHARGE			1005		Compagnie	604		P&G	1112																				
Ceres			856		Compagnie	604		P&G	1112																				
Alcatel 5 % jan. 88			790		Compagnie	604		P&G	1112																				
L. E. Eau 6 6/5 88			800		Compagnie	604		P&G	1112																				
Thomson 6 5/25 88			800		Compagnie	604		P&G	1112																				
VALEURS			Cours pré.	Dernier cours	VALEURS	Cours pré.	Dernier cours	VALEURS	Cours pré.	Dernier cours	VALEURS	Cours pré.	Dernier cours	VALEURS	Cours pré.	Dernier cours	VALEURS	Cours pré.	Dernier cours	VALEURS	Cours pré.	Dernier cours							
Actions						Actions						Actions						Actions						Actions					
Agache (ex In.)			856	858	Compagnie	604		P&G	1112																				
Applications Hydr.			1532		Compagnie	604		P&G	1112																				

**PUBLICITÉ  
FINANCIÈRE**

## Hors-cote

Suez Hydro Energie...	285
Calphates	91
C.G.H. Cogener...	11
Copax	876
Direct Assurances	339
Electro-Suez	316
Europec. Accor...	79
Europ. Soudair Ind.	19 80
Gachet S.A.	65
Guy Degrange	470
Lectures du Monde	130
Nicolas	1200
Particip. Parci...	350
Quadrant	22
Rosotto N.V.	216
St-Gobain-Envel...	2844
S.E.P.A.	1200
S.M.T. Goupil	2 27
S.P.F. ext. R...	276
Wolffers	980

### Cote des Changes

### Marché libre de l'or

MARCHE OFFICIEL	COURS prix.	COURS 19/5	COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS prix.	COURS 19/5
			achat	vente			
Esca Uster (1 unit)	5 364	5 353	61	58			
Esca 100 (100)	6 259	6 300	345	348	Or fin (de on barre)	58750	58750
Allemagne (100 cm)	335 770	340 140	325	348	Or fin (en lingot)	58600	58550
Belgique (100 cm)	18 314	18 335	158	160	Napoléon (20 fr)	322	333
Canada (100 cm)	226 272	226 490	280	282	Fr (10 fr)	398	398
Denmark (1000 lres)	4 460	4 487	42	47	Place Suisse (20 fr)	322	393
Denmark (200 lres)	87	87 070	54	102	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	2 228	2 228	25	32	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	384 462	384 462	37	37	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	2 228	2 228	25	32	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	384 462	384 462	37	37	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	2 228	2 228	25	32	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	384 462	384 462	37	37	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	2 228	2 228	25	32	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	384 462	384 462	37	37	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	2 228	2 228	25	32	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	384 462	384 462	37	37	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	2 228	2 228	25	32	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	384 462	384 462	37	37	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	2 228	2 228	25	32	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	384 462	384 462	37	37	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	2 228	2 228	25	32	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	384 462	384 462	37	37	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	2 228	2 228	25	32	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	384 462	384 462	37	37	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	2 228	2 228	25	32	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	384 462	384 462	37	37	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	2 228	2 228	25	32	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	384 462	384 462	37	37	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	2 228	2 228	25	32	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	384 462	384 462	37	37	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	2 228	2 228	25	32	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	384 462	384 462	37	37	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	2 228	2 228	25	32	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	384 462	384 462	37	37	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	2 228	2 228	25	32	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	384 462	384 462	37	37	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	2 228	2 228	25	32	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	384 462	384 462	37	37	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	2 228	2 228	25	32	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	384 462	384 462	37	37	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	2 228	2 228	25	32	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	384 462	384 462	37	37	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	2 228	2 228	25	32	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	384 462	384 462	37	37	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	2 228	2 228	25	32	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	384 462	384 462	37	37	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	2 228	2 228	25	32	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	384 462	384 462	37	37	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	2 228	2 228	25	32	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	384 462	384 462	37	37	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	2 228	2 228	25	32	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	384 462	384 462	37	37	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	2 228	2 228	25	32	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	384 462	384 462	37	37	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	2 228	2 228	25	32	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	384 462	384 462	37	37	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	2 228	2 228	25	32	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	384 462	384 462	37	37	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	2 228	2 228	25	32	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	384 462	384 462	37	37	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	2 228	2 228	25	32	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	384 462	384 462	37	37	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	2 228	2 228	25	32	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	384 462	384 462	37	37	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	2 228	2 228	25	32	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	384 462	384 462	37	37	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	2 228	2 228	25	32	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	384 462	384 462	37	37	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	2 228	2 228	25	32	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	384 462	384 462	37	37	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	2 228	2 228	25	32	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	384 462	384 462	37	37	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	2 228	2 228	25	32	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	384 462	384 462	37	37	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	2 228	2 228	25	32	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	384 462	384 462	37	37	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	2 228	2 228	25	32	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	384 462	384 462	37	37	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	2 228	2 228	25	32	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	384 462	384 462	37	37	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	2 228	2 228	25	32	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	384 462	384 462	37	37	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	2 228	2 228	25	32	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	384 462	384 462	37	37	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	2 228	2 228	25	32	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	384 462	384 462	37	37	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	2 228	2 228	25	32	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	384 462	384 462	37	37	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	2 228	2 228	25	32	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	384 462	384 462	37	37	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	2 228	2 228	25	32	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	384 462	384 462	37	37	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	2 228	2 228	25	32	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	384 462	384 462	37	37	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	2 228	2 228	25	32	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	384 462	384 462	37	37	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	2 228	2 228	25	32	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	384 462	384 462	37	37	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	2 228	2 228	25	32	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	384 462	384 462	37	37	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	2 228	2 228	25	32	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	384 462	384 462	37	37	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	2 228	2 228	25	32	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	384 462	384 462	37	37	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	2 228	2 228	25	32	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	384 462	384 462	37	37	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	2 228	2 228	25	32	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	384 462	384 462	37	37	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	2 228	2 228	25	32	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	384 462	384 462	37	37	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	2 228	2 228	25	32	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	384 462	384 462	37	37	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	2 228	2 228	25	32	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	384 462	384 462	37	37	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	2 228	2 228	25	32	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	384 462	384 462	37	37	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	2 228	2 228	25	32	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	384 462	384 462	37	37	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	2 228	2 228	25	32	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	384 462	384 462	37	37	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	2 228	2 228	25	32	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	384 462	384 462	37	37	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	2 228	2 228	25	32	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	384 462	384 462	37	37	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	2 228	2 228	25	32	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	384 462	384 462	37	37	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	2 228	2 228	25	32	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	384 462	384 462	37	37	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	2 228	2 228	25	32	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	384 462	384 462	37	37	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	2 228	2 228	25	32	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	384 462	384 462	37	37	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	2 228	2 228	25	32	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	384 462	384 462	37	37	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	2 228	2 228	25	32	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	384 462	384 462	37	37	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	2 228	2 228	25	32	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	384 462	384 462	37	37	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	2 228	2 228	25	32	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	384 462	384 462	37	37	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	2 228	2 228	25	32	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	384 462	384 462	37	37	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	2 228	2 228	25	32	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	384 462	384 462	37	37	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	2 228	2 228	25	32	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	384 462	384 462	37	37	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	2 228	2 228	25	32	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	384 462	384 462	37	37	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	2 228	2 228	25	32	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	384 462	384 462	37	37	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	2 228	2 228	25	32	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	384 462	384 462	37	37	Place Suisse (20 fr)	322	393
France (1000 francs)	2 228						

c : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - e : prix président - m : marché continu



## LETTRES

Yves Florenne est mort  
Un beau serviteur de l'écrit

Notre ami Yves Florenne vient de nous quitter, avec la discrétion, l'élégance, la rigueur et le dévouement qui étaient sa marque. Un infarctus l'a emporté, à soixante-trois ans, quelques jours après une intervention chirurgicale apparemment bien réussie.

Conformément à sa volonté, ses obsèques se sont déroulées samedi 16 mai, en présence de sa seule famille, dans le village si joliment nommé de Bourg-Fidèle, au milieu de cette forêt ardennaise dont venaient ses ancêtres et à laquelle il vouait une passion quasi mystique.

Il avait fait des études brillantes couronnées notamment par le premier prix de français au concours général. Dès l'âge de dix-sept ans, il montait dans un décor de Wakevitch la première des nombreuses pièces qu'il nous a laissées. *Le Sang de la terre* fut joué clandestinement sous l'occupation. *Le Cavalier de la solitude*, avait-il été couronné, à ce titre, par l'Académie française.

Mais cet homme d'écriture, poète à ses heures, adonné à la musique - il fut l'un des premiers découvreurs du festival d'Aix-en-Provence - était davantage encore un infatigable lecteur. On lui doit, entre autres travaux critiques, l'édition complète, pour le centenaire, de l'œuvre de Baudelaire, ainsi que des adaptations dont la liste, qui va d'Euripide à Musset en passant par Diderot, atteste son éclectisme et la diversité de sa culture. L'édition in-octavo de sa *Tragédie de Roméo et Juliette*, avec des lithographies originales de Léon Frit, est un joyau pour les bibliophiles.

Un tel esprit ne pouvait pas ne pas être tenté par le journalisme, à une époque où celui-ci demeurait encore, pour l'essentiel, le royaume de l'écrit. Après avoir collaboré à *l'Intransigeant* et au *Petit Parisien*, il entre au

prestigieux *Mercury de France*. Au lendemain de la Libération, il est amené par l'amitié de René Duménil, d'André Chénobon, de Robert Kemp, à collaborer à diverses rubriques culturelles du *Monde*. Plus tard lui sera confiée, pour de longues années, sous le titre «Revue des revues» un feuillet, dans lequel il allait tirer chaque mois la substantifique moelle des innombrables revues publiées en terre de France.

Florenne avait comme violon d'Ingres la cuisine. On reconnaît là en général un sage. Ce qu'à bien des égards il était et se voulait être. Mais il y avait en même temps chez lui de l'orgueil, et en tout cas beaucoup de hauteur et d'exigence. On l'a vu avec son engagement, dès le début, dans la Résistance. Résistance qui pour lui remontait très loin dans le temps - il n'avait jamais vraiment pardonné aux Romains d'avoir annexé la Gaule - et se prolongeait dans le présent, l'américanisation en cours du Vieux Continent ne lui disant manifestement rien qui vaille.

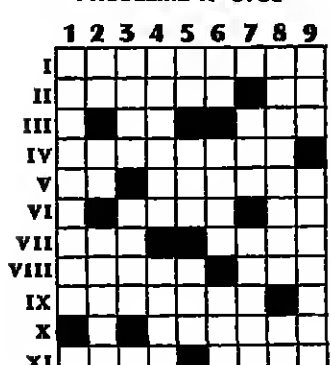
On a deviné que ce beau serviteur de l'écrit était un travailleur aussi exigeant - pour lui - qu'infatigable. Il confie encore chaque mois au *Monde diplomatique*, jusqu'à la veille de sa mort, une critique de livres. Il venait d'achever un dernier ouvrage, inspiré en grande partie par ce mythe de Dom Juan qui l'a poursuivi toute sa vie. Il était chevalier de la Légion d'honneur et des Arts et des Lettres et médaille de la Résistance.

Tous ceux qui l'ont connu au *Monde* garderont le souvenir d'un confrère qui ne se mettait jamais en avant, ne faisait pas étalage de sa vaste culture, et ne perdait pas son temps en longs bavardages, mais qui, capable d'écouter, savait très vite à l'essentiel, avec à l'occasion cette pointe d'humour sans laquelle il manque toujours quelque chose à l'intelligence. Que les siens sachent la part que nous prenons à leur peine.

ANDRÉ FONTAINE

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5783



HORIZONTALEMENT

I. Une qui aime peut-être les chinoiseries. - II. File droit. D'un audacieux. - III. Partie du pied. A un trou dans la ventouse. - IV. Asségnent des limites au culte. - V. En France. Que ne ferait-elle pas pour l'amour de Dieu ! - VI. Supports. Ce qu'est un être qui, pour certains, est éternel. - VII. Commune mesure. Se redressait d'un coup de lanca. - VIII. Manqua de bras. Adverbe. - IX. Change de décor. - X. Ne se sent pas attiré par les fleurs artificielles. - XI. Capables d'enterrer un duo. Plus visibles.

VERTICALEMENT

1. Candide avait un net penchant pour lui. - 2. De l'argent. Restes. Peut blesser. - 3. Enveloppe gommée. Pas différents. - 4. Pénètre la coque la plus forte. Usées, elles peuvent être régénérées. - 5. Symbole. Bas de l'échelle. Tout ce qu'il touche est généralement très abîmé. - 6. Vaut de l'or. Supplément souvent vital. Voyez rouge. - 7. Permission de détente. Dissipant. - 8. Se promettait monts et merveilles. Partie de partie. - 9. D'un auxiliaire. Grandes et petites, chez Lucullus.

Solution du problème n° 5782

Horizontalement

I. Mennéquin. - II. Avaux. - III. Née. Céans. - IV. Ura. Et. - V. Coa. Larma. - VI. Ussalloie. - VII. Ita. - VIII. Entonnoir. - IX. Santas. - X. Ij. Nat. St. - XI. Accessits.

Verticalement

1. Manucure. Is (Aj). - 2. Avérés. N.S.J.C. - 3. Nécessité. - 4. Nu. Etionné. - 5. Excellente. - 6. Etal. Nets. - 7. U.S.A.R.O. Os. - 8. Midl. St. - 9. Nassees. Rats.

GUY BROUTY

## EN BREF

Une conférence-débat sur le thème « Etats, nations, minorités ». Une conférence-débat aura lieu, le mardi 19 mai à 18 heures aux AGF (39, rue Saint-Marc, à Paris-2), sur le thème « Etats, nations, minorités », avec Philippe Moreau-Defarges, de l'Institut français des relations internationales.

Renseignements : Alerte aux réalités internationales, 45-23-23-63 ou 42-46-65-36.

« Quel accompagnement pour l'enfant qui va mourir ? » par le professeur Jean-Michel Zucker, chef du service de pédiatrie oncologique à l'Institut Curie. Tel est le thème de la conférence-débat organisée le 25 mai à 20 h 30 au Centre Chaillet-Galliera (28, avenue George-V, 75008 Paris. Entrée libre), par l'Association Jusqu'à la mort, accompagner la vie de Paris-16-de-France.

Association Jusqu'à la mort, accompagner la vie, 36, rue de Prany, 75117 Paris. Tél. : 47-63-81-20.

Le Monde  
DOSSIERS  
& DOCUMENTS

Mai 1992

## SPÉCIAL RÉVISIONS DES EXAMENS

LE DERNIER ÉTAT  
DU MONDE  
ET DE LA FRANCE

Un numéro indispensable pour tous les élèves de terminale et les étudiants qui souhaitent actualiser leurs connaissances avant les examens.

8 pages sur l'économie de la France et des différentes régions du monde.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

## CARNET DU Monde

## Naissances

Jean-Philippe  
Marthe BALDASSARI,  
née Quéfieu,  
sont heureux d'annoncer la naissance de  
Aude, Amélie, Marie-Renée,  
le 15 mai 1992.

Toutes nos félicitations aux familles  
Le Cotey, Quéfieu, Baldassari, Irinitz,  
Phélieu.

Caroline LOPEZ-SERRAF  
et  
Hugues SERRAF  
sont heureux d'annoncer la naissance de  
Lola,  
le 15 mai 1992.

12, rue des Riquets,  
75011 Paris.

## Décès

Lamotte-Bouffon (Loir-et-Cher).  
Sa famille et ses amis,  
font part du décès de  
M. Jean BODIN,  
survenu le 15 mai 1992, dans sa  
soixante-quatrième année.

Nous avons appris le décès du  
général Raoul BREDECHE,  
dont les obsèques devaient être célébrées  
mardi 19 mai 1992, à 16 heures,  
en l'église Toussaint de Rennes (Ille-et-  
Vilaine).

[Né le 18 octobre 1926 à Bayeux (Calvados) et engagé  
volontaire à la fin de la seconde guerre mondiale,  
Raoul Bredèche sert dans l'armée parachutiste colo-  
nielle en Extrême-Orient, puis à Madagascar, avant  
d'être affecté en Afrique du Nord. En 1971, il com-  
mande le 1<sup>er</sup> régiment d'artillerie de marine. Procu-  
ré par un 1973-1978, il commande les forces fran-  
çaises au Tchad. En 1980, il est à la tête de la 9<sup>e</sup> di-  
vision d'infanterie de marine. En juin 1982, il est  
nommé chef de la mission militaire française auprès  
du commandement suprême des forces alliées en  
Europe. Le général de corps d'armée (cadre de  
réserve) Bredèche était commandeur de la Légion  
d'honneur.]

M. et M<sup>me</sup> Michel Cabane,  
Jérôme, Marjolaine et Noémie,  
ses enfants et petits-enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Gérard Cabane,  
M. et M<sup>me</sup> Bernard Cabane  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> François Cabane  
et leur fille,  
M. et M<sup>me</sup> Jean Cabane  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Robert Cabane  
et leurs enfants,  
Son frère, ses neveux, petits-neveux  
et petites-nieces,  
M<sup>me</sup> Madeleine Thénard,  
M<sup>me</sup> Claudine Rautier,  
et ses enfants,  
M<sup>me</sup> Sylvette Thénard  
et ses enfants,  
Sa belle-sœur, ses nièces, petits-  
neveux et petites-nieces,  
M. et M<sup>me</sup> Pierre Torrelles,  
M. et M<sup>me</sup> Valérie Torrelles  
et leur fille,  
M. Dominique Torrelles et  
M<sup>me</sup> Martine David,  
Ainsi que tous ses amis,  
ont la tristesse de faire part du décès de  
M. Edmond CABANE,  
ingénieur agronome,  
expert phytosanitaire,  
survenu en son domicile, le 12 mai  
1992, dans sa quatre-vingt-troisième  
année.

Le défunt ayant fait don de son corps à  
la faculté de médecine, selon sa  
volonté, il n'y a pas d'obsèques.

33, rue Claude-Lorrain,  
75016 Paris.

## Violette CHATRICHVILLI

est décédée le 12 mai 1992, à l'âge de  
soixante-dix-sept ans, à Abano (Italie).

Elle nous quitte vingt ans après son  
mari.

Alexandre CHATRICHVILLI  
Une cérémonie aura lieu au temple  
d'Éckolsheim (Bas-Rhin), le 22 mai, à  
14 h 30.

5, rue du Hobbeg,  
Suresbourg,  
Familles Chatrighvilli et Baltzer.

Les membres du laboratoire  
d'ethnologie et de sociologie compa-  
rative (CNRS, université Paris-X-  
Nanterre),  
ont la tristesse de faire part du décès de  
leur collègue,

M. Michel DIEU,  
chargé de recherche au CNRS,  
survenu le 13 mai 1992.

On nous prie d'annoncer le décès de  
M. Lucien ELKIND,  
commandeur de la Légion d'honneur,  
croix de guerre 1939-1945,  
médaille de la Résistance,

survenu le 17 mai 1992, à l'âge de  
soixante-dix-neuf ans, en son domicile,  
31, avenue René-Coty, Paris-14.

Les obsèques auront lieu le mercredi  
20 mai. On se réunira à la porte prin-  
cipale du cimetière parisien de Bagneux,  
à 16 h 15.

De la part de  
M<sup>me</sup> Arlette Elkind,  
M. et M<sup>me</sup> Alain Fehet  
et leur fille Valérie,  
ses enfants et petite-fille.

Ni fleurs ni couronnes.  
74, boulevard Pasteur,  
75017 Paris.

M<sup>me</sup> Guy Fialon,  
son épouse,  
M. et M<sup>me</sup> Didier Fialon,  
M. et M<sup>me</sup> Thierry Fialon,  
ses enfants,  
ont la douleur de faire part du décès de  
M. Guy FIALON,  
officier de la Légion d'honneur,  
commandeur  
de l'ordre national du Mérite,  
survenu le 17 mai 1992.

La cérémonie religieuse sera célébrée  
en l'église Saint-Dominique, Paris-14,  
le jeudi 21 mai, à 8 h 30.

L'inhumation aura lieu au cimetière  
du Montparnasse.

« Requiescat in Pace ».

Les amis,  
Les Petits Frères des pauvres,  
ont le regret de faire part du retour à la  
maison du Père de

Georgette FISSABRE,  
pieusement décédée dans sa quatre-  
vingt-neuvième année.

La levée du corps aura lieu le jeudi  
21 mai 1992, à 13 h 45, à l'hôpital  
Avicenne, rue Roussin-Rolland, Bobi-  
gay (Seine-Saint-Denis), suivie de la  
cérémonie religieuse en l'église de  
Toussaint-Saint-Denis, 1, avenue  
de l'illustration, Bobigny, où l'on se  
réunira à 14 h 30.

l'inhumation au cimetière de  
la Courneuve nouveau, dans la sépul-  
ture de famille.

Les Petits Frères des pauvres,  
64, avenue Parmentier,  
75011 Paris.

Versailles. Saint-Marcellin.

« Il se fait tard, passons sur l'autre  
rive ».

M<sup>me</sup> Philippe Grison,  
son épouse,  
Henri et Catherine Kérinec,  
Jacques et Anne-Françoise Grison,  
Jean-Baptiste et Katia Grison,  
Antoine et Agnès Grison,  
René et Marie-Aude Cossieux,  
Salima Dahoun-Porchez,  
ses enfants,  
Erwan, Grégoire et Caroline,  
Amine, Yacine, Marie et Laura,  
Juliette, Benjamin et Pauline,  
Delphine, Maxime et Camille,  
ses petits-enfants,  
Les familles Grison et Thibaudier,  
font part du décès de

Philippe GRISON,  
contrôleur général de la marine (e.r.),  
survenu à Versailles, le dimanche  
17 mai 1992.

Les obsèques seront célébrées dans  
l'église de Saint-Marcellin, le vendredi  
22 mai, à 14 h 30.

THÈSES  
Tarif Étudiants  
55 F la ligne H.T.

Nos abonnés et nos actionnaires,  
bénéficiaires d'une réduction sur les  
insertions du « Carnet du Monde »,  
sont priés de bien vouloir nous com-  
muniquez leur numéro de référence.

## - Ses enfants, petits-enfants et

arrière-petits-enfants  
ont la douleur de faire part du décès de

Guy HÉNON,  
survenu le 17 mai 1992, dans sa  
quatre-vingt-onzième année.

Le service religieux sera célébré le  
vendredi 22 mai, à 10 heures, au  
temple de l'Annonciation, 19, rue Cor-  
tambert, Paris-16.

Le Château,  
3 bis, rue du Bel-Air,  
92150 Meudon-Bellevue.

Arnette et Henri Carlio,  
Jean, Antoine, Paul, Rémi,  
Nicole Horeau,  
Françoise et Philippe Reinet,  
Catherine, Nicolas, Marlène,  
Monique et Charles Babinet,  
Thomas, Caraline et Clémentine, Lise,  
Delphine,  
Geneviève et Alain Mansion,  
Anne, Luc, Priscille, Stéphane,  
Marie et Gérard Guillet,  
Sara, Sonia,  
Pauline et Gérard Koller,  
Camille, Hélène,  
Louis-Marie Horeau et Brigitte Ros-  
signeux,  
Aude, Mathieu, Thomas, Elise,  
Catherine et Alain Delamarque,  
Jérôme, Adèle,  
Claire et Antoine Garapon,  
Marie, Pierre, Béatrice,  
Etienne et Dawa Horeau,  
Vincent Horeau,  
ses enfants, petits-enfants et arrière-po-  
tito-fille,  
M<sup>me</sup> Godefroy Vatar  
et ses enfants,  
M<sup>me</sup> Armelle Collascon  
et son fils,  
M<sup>me</sup> Henri Collascon  
et ses enfants,  
Le duc et M<sup>me</sup> François  
Collascon,  
Le docteur et M<sup>me</sup> Jean Horeau  
et leurs enfants,  
ont la grande tristesse de faire part du  
décès de

M<sup>me</sup> Alain HOREAU,  
né Anne-Marie Collascon,  
le dimanche 17 mai 1992, dans sa  
soixante-dix-huitième année.

Ses obsèques seront célébrées dans  
l'inhumation familiale, à Saint-Moï  
(Loire-Atlantique), le 21 mai.

Une messe sera célébrée au couvent  
Saint-Jacques des dominicains, 20, rue  
des Tanneurs, Paris-13, le samedi  
23 mai, à 16 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M<sup>me</sup> Madeleine Lafouge,  
son épouse,  
Thierry, Lydie et Patricia,  
ses enfants,  
Anna,  
sa petite-fille,  
M<sup>me</sup> Marianne Guillaume,  
M<sup>me</sup> Simone Lafouge,  
ses sœurs,  
ont la douleur de faire part du décès de

M. André LAFOUGE,  
ingénieur général  
des Ponts et chaussées en retraite,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'ordre national du Mérite,  
de l'ordre du Mérite maritime,  
survenu le 11 mai 1992.

La cérémonie religieuse a été célé-  
brée en la chapelle de l'hôpital de Plai-  
sir (Yvelines), suivie de l'inhumation  
au cimetière d'Anzy-Doreuses (Côte-  
d'Or).

187, boulevard de la République,  
92210 Saint-Cloud.

André Urwand,  
son ami,  
Micheline Rouard,  
sa marraine,  
La RHIF,  
Les Juristes gays,  
ont la douleur de faire part du décès de

Vincent LEGRET,  
survenu le 18 mai 1992, à l'âge de  
quarante-deux ans, des suites du sida.

La cérémonie religieuse sera célébrée  
le mercredi 20 mai, à 8 h 30, en l'église  
Sainte-Jeanne-de-Chantal, place de la  
Porte-de-Saint-Cloud, Paris-16.

L'inhumation aura lieu à 11 heures,  
au cimetière de Trivaux, 10, avenue de  
Trivaux, à Meudon.

Il n'y aura pas de condoléances.

RHIF - BP 45,  
92360 Meudon-la-Forêt Cedex.

CARNET DU MONDE  
Renseignements :  
40-65-29-94 ou 40-65-29-98

Les avis peuvent être insérés  
LE JOUR MEME  
s'ils nous parviennent avant 9 h  
au siège du journal,  
16, rue Falguère, 75015 Paris  
Tél. : 206 806 F  
Télécopieur : 45-68-77-13  
Taux de la ligne H.T.

Toutes rubriques ..... 80 F  
Abonnés et actionnaires ..... 65 F  
Communications diverses ..... 100 F  
Thèses étudiants ..... 55 F

Les lignes en capitales grasses sont  
fournies sur la base de deux lignes.  
Les lignes en blanc sont obligatoires  
et facturées. Minimum 10 lignes.

- M<sup>me</sup> Gérard Paquier

et ses enfants  
ont le chagrin de faire part du décès de

M. Gérard PAQUIER,  
sous-directeur  
au ministère de l'Intérieur,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'ordre national du Mérite,  
survenu le 13 mai 1992, dans sa  
cinquante-neuvième année.

Les obsèques auront lieu dans la plus  
stricte intimité.

105, rue Mademoiselle,  
75015 Paris.

M<sup>me</sup> Juliette Sage,  
son épouse,  
Marianne et Yves Cartier,  
Brigitte, Jean-Luc, Jean-Christophe,  
ses enfants,  
Alexandre et Manon,  
ses petits-enfants,  
Nicole et Guy Barré,  
sa sœur et son beau-frère,  
Et leurs enfants,  
Toute sa famille,  
ont la douleur de faire part du décès de

Jean-Pierre SAGE,  
survenu le 16 mai 1992.

La cérémonie religieuse et l'inhuma-  
tion ont eu lieu à Brignac-la-Plaine  
(Corrèze).

Une messe de souvenir sera célébrée  
le vendredi 22 mai, à 15 h 30, en  
l'église Saint-Symphorien, quartier  
Montreuil, Versailles.

Cet avis tient lieu de faire-part.

115, avenue de Paris,  
78000 Versailles.

Le Syndicat national autonome  
des médecins de santé publique,  
L'Association française pour la santé  
sociale et universitaire,  
L'Association de formation médicale  
continue-FMI santé scolaire du Val-de-  
Marne,  
font part du décès de

docteur Pierrette SZILAGYI,  
médecin de santé scolaire  
du Val-de-Marne,  
survenu le 12 mai 1992, à l'âge de  
cinquante-neuf ans.

Elle a consacré son énergie remar-  
quable durant toute sa vie active à la  
santé des enfants et des adolescents et à  
la promotion de la médecine scolaire.

M. Nachman Jean UNGER,  
survenu le 17 mai 1992.

L'inhumation aura lieu au cimetière  
parisien de Bagneux, le 20 mai, à  
15 h 45.

On se retrouvera à l'entrée prin-  
cipale.

Ni fleurs ni couronnes.

On associera à sa mémoire le sou-  
venir de tous les membres de sa famille  
morts en déportation.

49, boulevard Richard-Lenoir,  
75011 Paris.

Anniversaires

Il y a vingt-cinq ans, disparaissait

Cino del DUCA.

Tous ceux qui l'ont connu et aimé  
sont priés d'assister ou de s'unir d'in-  
tention à la messe qui sera célébrée à  
l'occasion de ce vingt-cinquième anni-  
versaire, le mercredi 27 mai 1992, à  
10 h 30, en l'église de la Madeleine,  
place de la Madeleine.

De la part de  
M<sup>me</sup> Simone Cino del Duca.

Prix pour lui.

Communications diverses

« Ecrits intimes et histoire  
juive », avec Esther Benbassa, Cath-  
erine Nicault et Michelle Perrot, le jeudi  
21 mai 1992, à 20 h 30, Alliance fran-  
cise universelle, 45, rue La Bruyère,  
Paris-9<sup>e</sup> (PAP).

STERN  
GRAVEUR  
depuis 1840

Papiers à lettres  
Imprimés de haute  
qualité

le prestige de la gravure

47, Passage des Panoramas  
75002 PARIS  
Tél. : 42.36.94.48 - 45.68.86.45

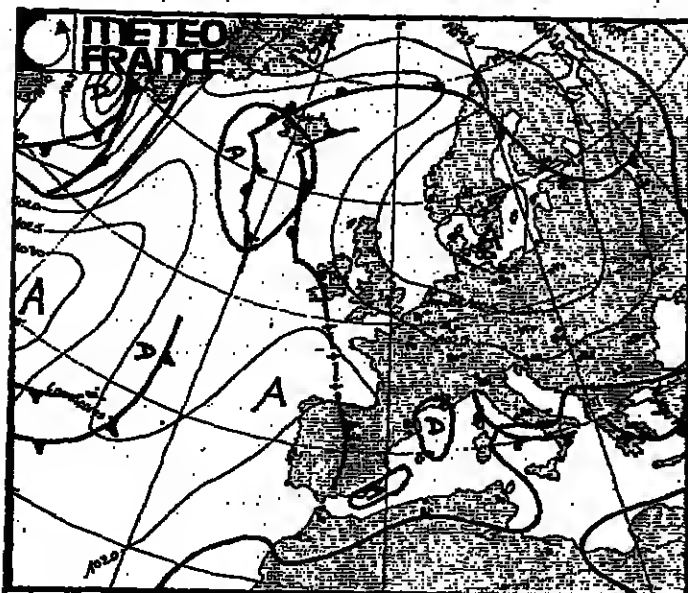
## MÉTÉOROLOGIE



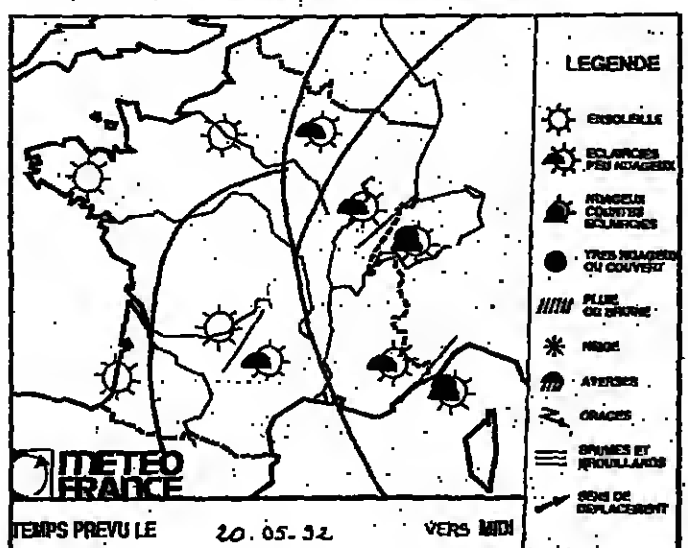


## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 19 MAI 1992 À 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 20 MAI 1992



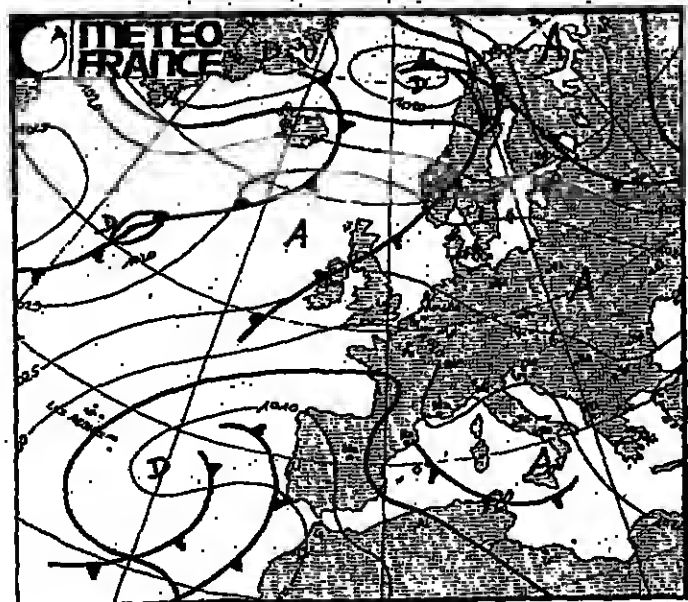
Soleil au nord, orageux au sud. Le ciel restera nuageux d'un bleu quasi immaculé mercredi au nord de la Seine. En revanche, les nuages envahissent les autres régions de l'Hexagone.

Le matin, les nuages seront encore peu nombreux sur le Sud-Ouest et le Massif Central. Ce voile nuageux se densifiera au fil des heures en progressant vers le nord jusqu'à la vallée de la Loire. Quelques ondées éparpillées accompagneront le soir sur le relief.

Plus à l'est, sur le Nord-Est, les Alpes et la Corse, les orages de la nuit auront essaimé leur cortège d'humidité.

Le ciel restera nuageux du matin jusqu'au soir. Des averses orageuses se déclencheront localement en montagne. Les températures minimales, très homogènes sur toute la France, seront comprises entre 12 degrés sur les côtes de la Manche et 16 degrés sur le pourtour méditerranéen.

Le mercure dépassera l'après-midi la graduation des 25 degrés sur la majeure partie du pays, exception faite des côtes de la Manche et du Sud-Est, où la température sera comprise entre 20 et 25 degrés aux moments les plus chauds de la journée.



PRÉVISIONS POUR LE 21 MAI 1992 À 0 HEURE TUC

TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observés											
Valeurs estimées relevées entre le 19-5-1992 à 18 heures TUC et le 19-5-1992 à 6 heures TUC											
le 19-5-92											
FRANCE				TOULOUSE				LUXEMBOURG			
ALGER	28	14	G		31	18	N		23	11	D
MARSEILLE	26	15	P		27	12	D		29	11	C
BORDEAUX	27	11	D	PORT-SAÏNE	30	23	P		26	23	N
BRESE	25	10	D						23	10	N
CADIX	21	10	D	ALGER	27	13	D		23	10	N
CHERBOURG	19	10	D	AMSTERDAM	22	11	D		13	12	D
CLERMONT-FERRAND	21	9	D	ATLANTA	21	13	D		13	5	C
DUNKERQUE	25	13	D	BANGKOK	31	23	D		24	11	C
LYON	25	12	D	BANGKOK	23	18	D		24	7	D
NANTES	27	12	D	BELGRADE	17	8	N		24	13	D
NICE	26	11	D	BERLIN	20	10	D		25	14	N
PARIS-MONTY	26	11	D	BRUXELLES	23	10	D		25	14	N
PARIS-VAL	26	11	D	COLOGNE	23	10	D		24	11	N
PERPIGNAN	26	11	D	DALLAS	26	22	D		32	27	C
RENNES	26	11	D	BARCELONE	30	20	N		23	8	N
STRASBOURG	24	10	D	BERNE	23	10	D		13	10	N
				BONFON	27	26	C		16	16	C
				BRISBANE	16	11	C		22	14	D
				CHICAGO	16	7	D		17	7	D
				LA CAIRE	26	13	D		22	11	D
				LISBONNE	25	13	D		22	11	D
				LONDRES	25	11	D				
				LOS ANGELES	21	15	N				

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.  
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## RADIO-TÉLÉVISION

DANIEL SCHNEIDERMAN

## Chabadabada

On était heureux, confortable, on se serait bien incrusté davantage, en compagnie de Michel Drucker, sur la falaise normande de Claude Lelouch. Et Drucker aussi, sans doute. Pourquoi s'en être privé ? Pourquoi, juste un soir, ne pas intervenir vos deux émissions, Michel Drucker ? Juste un soir vous accorder le temps de prolonger encore vos longues conversations avec Jean Rochefort ou Claude Lelouch, et relâcher après minuit vos paillettes caillonnées ? Ah ! voilà, il y a l'Audimat, et les primaires que nous sommes, glâner de prime time, ne sont pas capables d'ingurgiter autre chose que de la variété à la

chaîne, des zakouski au sirop de sucre. Bon, on peut tout de même rêver...

Lelouch raconte donc sa vie, et la vie de Lelouch est étonnante, le plus beau film de Lelouch, celui qui inspire et nourrit tous les autres. Un jour, par exemple, après le succès d'un homme et une femme, il va frapper à la porte d'un manoir sur une falaise de Normandie, devant lequel, enfant, il passait avec envie. Un monsieur raté. Lelouch demande à acheter le manoir. Justement, le monsieur l'a mis en vente le matin même. Lelouch achète donc le manoir, assai simplement que dans un film de Lelouch. C'est monstrueux

sement improbable, chabadabada jusqu'à l'indécence, on sait qu'il ne faudrait pas marcher, et on marche tout de même, pauvres choses emportées, terrassées par le sauvage invraisemblance du bonheur.

Les extraits succédaient aux extraits, Michèle Morgan, Brel, Huster, Balduino, Brui, Sébastien Delle : qui n'a-t-il pas tenu au bout de sa caméra ? Il faut attendre la dernière minute pour que Claude Lelouch dévoile un des ressorts de cette énergie vitale. Il avait grandi à une époque où, quand on s'appelait Lelouch, et qu'on était fils de Simon Lelouch, artisan au Sauter, il valait mieux changer de trottoir pour ne pas

croiser les messieurs en vert-de-gris qui arpentaient les rues de la ville. Est-ce cette méfiance de ses quatre ans, implantée en lui par son père, et depuis blottie, terrée comme un enfant dans le double fond d'un placard, qui libère, en une réaction atomique, l'explosion continue de cette rage de filmer le bonheur ?

On devinait en tout cas, sous la subtile mansonge de la pellicule, la palpitation oppressée d'une vérité. On comprait qu'une fois de plus de vie n'avait pu naître que du frolement familier du danger. Les chabadabada et tout le reste, du coup, ressemblait comme une autre musique.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : > signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

## Mardi 19 mai

## TF 1

20.50 Cinéma : Guerre et passion. □  
22.45 Magazine : Ciel, mon mardi !  
0.40 Journal et météo.

## A 2

20.55 Cinéma : Les Enfants du désordre. ■  
22.30 Débat : Raison de plus. ■  
23.55 Journal et Météo.  
0.10 Magazine : Le 25<sup>e</sup> Heure. ■  
Les Soldats noirs, d'Eva Deroo. Sur les traces des travailleurs sénégalais.

## FR 3

20.45 Les Aventures de Tintin. ■  
Le Sceptre d'Orologer.  
21.35 Magazine : Fait pas rêver.  
22.30 Journal et Météo.  
22.50 > Téléfilm : Homard. ■  
23.40 Magazine : Pégase.  
0.35 Magazine : Ticket bleu. ■  
Vols : Coupe de l'Amérique.  
1.05 Magazine : Mélanie. ■  
Les Soldats noirs, d'Eva Deroo. Sur les traces des travailleurs sénégalais, Elisabeth Cooper, piano.

## CANAL PLUS

20.35 Cinéma : La Guerre des Roses. ■  
Film américain de Danny De Vito (1989).  
22.25 Flash d'informations.  
22.30 Cinéma : ■  
Le Château de ma mère. ■■■  
Film français d'Yves Robert (1990). Avec Philippe Caubère, Nathalie Roussel.  
0.05 Cinéma : L'Enfant du pays. ■  
Film américain de Jerrold Franzen (1986).  
1.55 Documentaire : Strip-tease.

## M 6

20.40 Téléfilm : Un amour de chien. ■  
Deux enfants souffrent de troubles psychosomatiques hérités d'une chimie espagnole.  
22.20 Téléfilm : Choisir sa mort. ■  
Acheminement thérapeutique et euthanasie.  
0.00 Six minutes d'informations.

## LA SEPT

20.50 Informations : Dépêches.  
20.55 Magazine : Europe.  
21.00 Documentaire : La Fille mal gardée ou il n'est qu'un pas du mal au bien. ■  
Chorégraphie d'Ivo Cramér d'après Jean Dauberval.  
22.05 Informations : Dépêches.  
22.10 Concert. Requiem de Fauré, par l'Orchestre

de Lille, dir. Jean-Claude Casadesu ; sol. Barbara Hendricks, soprano, José Van Dam, baryton.

22.45 Informations : Dépêches.  
22.55 Documentaire : Ricky Ford, encore. ■  
Portrait du grand saxophoniste américain.  
23.40 Informations : Dépêches.

## FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel médecine. Une petite piqûre contre de grands maux : les vaccins d'enfants.  
21.30 La Française dans le monde. ■  
Emission de la Radio suisse romande.  
22.40 Les Nuits magnétiques. ■  
Scènes de pouvoir. 1. Voix de chefs.  
0.05 Du jour au lendemain.  
0.50 Musique : Coda.

## FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 28 février à la Philharmonie de Berlin) : Benvenuto Cellini, ouverture op. 33, de Berlioz ; Concerto pour violoncelle et orchestre en mi mineur op. 85, d'Egger ; Symphonie n° 8 en fa mineur op. 85, de Beethoven, par l'Orchestre symphonique de la radio de Munich, dir. Sir Colin Davis ; sol. : Heinrich Schiff, violoncelle.  
22.30 Solistes. Aldo Ciccolini, piano.  
23.10 Ainsi la nuit... Œuvres de Grieg, Kuhlau.  
0.30 Dépêche-notes.  
0.35 L'Heure bleue. Par Philippe Carles.

## Mercredi 20 mai

## TF 1

13.40 Série : Commissaire Moulin, police judiciaire.  
15.20 Club Dorothée.  
17.20 Série : Charles s'en charge.  
17.50 Magazine : Club plus.  
17.55 Série : Premiers baisers.  
18.20 Jeu : Une famille en or.  
18.50 Feuilleton : Santa Barbara.  
19.20 Jeu : La Roue de la fortune.  
19.50 Tirage du Loto (et à 20.45).  
20.00 Journal, Temps vert et Météo.  
20.50 Variétés : Scènes de rue.  
Emission présentée par Jean-Pierre Foucault. De scènes de rue.  
22.50 Magazine : Mes coups.  
0.00 Journal et Météo.

## A 2

13.45 Documentaire : Opération Terra. ■  
Sous le glace.  
14.45 Série : L'Exécuteur du Poney-Express.  
15.35 Variétés : La Chance aux chansons.  
16.15 Divertissement : Actu A 2.  
16.25 Jeu : Des chiffres et des lettres.  
16.50 Magazine : Giga. ■  
Spécial sommet de Rio : l'écologie.  
18.40 Série : Magnum.  
19.25 HNC.  
19.30 Journal, Journal des courses et Météo.  
20.10 Sport : Football.  
Coupe d'Europe des clubs champions (finale) : Barcelone FC-Sampdoria Gênes, en direct de Wembley.  
22.05 Documentaire : Derniers Far West. ■  
Vietnam. Camp de rééducation, siège de serpents et de vers à soie, sacrifices rituels d'un buffle, commerce d'opium... Michel Huguier, très discret, suit à la trace un mystérieux « Franciscain » dans les profondeurs du Vietnam.  
23.05 Magazine : Musiques au cœur. ■  
A Saint-Petersbourg, invités : Vladimir Spivakov, violoniste, qui interprète des œuvres de Debussy, Ravel, Schubert, Mozart, Prokofiev.  
0.15 Journal et Météo.

## FR 3

13.35 Série : La Grande Aventure de James O'Neil.  
14.25 C'est Lulo !  
14.55 Questions au gouvernement en direct de l'Assemblée nationale.  
17.00 C'est Lulo !  
18.00 Magazine : Une pêche d'enfer.  
18.30 Jeu : Questions pour un champion.  
19.00 Le 18-20 de l'information.  
De 19.12 à 19.55, le journal de la région.  
20.00 Un livre, un jour.  
Le Crime à l'écran, de Michel Ciment.  
20.10 Divertissement : La Classe.  
20.40 La Marche du siècle.

Présenté par Jean-Marie Cavada. Parlons français : la langue française est-elle menacée ? Invités : Catherine Tasca, secrétaire d'Etat à la francophonie et aux relations culturelles extérieures, Jean Duvoux, de l'Académie française, Hector Bianciotti, écrivain, Sony Labou Tansi, écrivain congolais, Carole Laura, MC Solaar.

Journal et Météo.  
Mercredi en France.  
Programme des télévisions régionales.

23.35 > Traverses.  
La Roumanie en analyse.  
Henry Chapier raconte son pays de naissance.

0.30 Musique : Mélanie. ■  
Invitée : Marie-France Pleier. Les Nuits d'été (le Spectre de la rose, Absence), d'Hector Berlioz, par l'Orchestre philharmonique de Montpellier, dir. Cyril Diederich ; sol. Françoise Pollet, soprano.

## CANAL PLUS

13.35 Téléfilm : ■  
La Passion assassine de Kevin Coe. De John Patterson.  
15.05 Magazine : L'Œil du cyclone.  
15.55 Téléfilm : Pleure pas ma belle. ■  
De Michel Andrieu.  
17.30 Sport : Football.  
Entrevue en direct de l'équipe de France à Clairefontaine, en direct.

En clair jusqu'à 21.00

19.30 Magazine : Nulle part ailleurs. ■  
Présenté par Philippe Gildes, Antoine de Caunes et Jérôme Bonaldi.  
20.30 Le Journal du cinéma.  
Présenté par Michel Denisot.

21.00 Cinéma : Les Secrets professionnels du docteur Apfelglück. ■  
Film français de Hervé Palud, Alessandro Capone, Mathias Ledoux, Stéphane Clavier, Thierry Lhermitte (1990).

22.25 Flash d'informations.  
22.30 Cinéma : Air America. ■  
Film américain de Roger Spottiswoode (1990) (v.o.).

0.20 Cinéma : Fortune express. ■  
Film français d'Olivier Schatzky (1990). Avec Thierry Frémont, Chris Campion, Hervé Leuclère.

1.45 Cinéma : ■  
Le Massacre des Burgondes. ■  
Film allemand de Harald Reinl (1966).

## M 6

13.25 Série : ■  
Madame est servie (rediff.).  
13.55 Série : L'Homme invisible.  
14.45 Magazine : La Tête de l'emploi.  
15.15 Magazine : Culture pub.  
15.45 Magazine : Culture rock.  
16.15 Musique : Flashback.  
16.45 Magazine : Noub. Bucco.  
17.15 Musique : Dance Machine.  
17.35 Série : Ours.  
18.30 Série : Vie Daniels.  
19.00 Série :

La Petite Maison dans la prairie.

19.54 Six minutes d'informations, Météo, M 6 Finances.  
20.00 Série : Madame est servie.  
20.30 Surprise-partie.  
20.40 Téléfilm : L'Argent facile. ■  
D'Alan Wenter.

22.25 Téléfilm : ■  
Une mauvaise plaisanterie. De Fred Walton.  
0.00 Magazine : Vénus.  
0.30 Six minutes d'informations.  
0.35 Magazine : Dazibao.  
0.40 Musique : Les Starclips.  
2.00 Rediffusions.

## LA SEPT

17.10 Magazine : Objectif amateur.  
18.10 Magazine : Magamix.  
19.00 Informations : Dépêches.  
19.05 Documentaire.  
Histoire parallèle.

19.55 Informations : Dépêches.  
20.00 Chronique : Le Dessous des cartes.  
20.05 Documentaire : ■  
Mémoire en ricochets.  
2. Tous les parfums de l'Occident.

21.05 Informations : Dépêches.  
21.10 Magazine : Carnets d'Europe.  
21.15 Documentaire : La Mémoire Geste. ■  
Le regard attentif d'un éducateur sur un délinquant mental.

22.55 Informations : Dépêches.  
23.00 Cinéma : Le Maître du logis. ■  
Film danois de Carl Theodor Dreyer (1928).  
0.15 Informations : Dépêches.

## FRANCE-CULTURE

20.30 Antipodes.  
21.30 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse.  
22.00 Communautés des radios publiques de langue française. Riccardo Liotta, artiste en mosaïque.

22.40 Les Nuits magnétiques. ■  
0.05 Du jour au lendemain.  
0.50 Musique : Coda.

## FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 16 septembre 1991 lors du Festival de Berlin) : Épiphanie pour le sacrifice de Karyn, de Panufnik ; Concerto pour harpe et orchestre, de Yun ; Symphonie n° 4 en si bémol majeur op. 80, de Beethoven, par l'Orchestre Beethoven de Bonn, dir. Dennis Russell Davies ; Heinz Holliger, hautbois.

22.00 Concert (donné le 26 janvier à Radio-France) : Kammermusik, de Schubert ; Point à la ligne, pour piano et ensemble, de Blondel ; Eintracht, de Liszt ; Treppchen, de Martin, par l'Ensemble 2e2m, dir. Paul Méfano ; Joffrey Burne, piano.

23.10 Ainsi la nuit... Œuvres de Grieg, Schubert.  
0.30 Dépêche-notes.  
0.35 L'Heure bleue.



## Le débat sur Maastricht au Sénat

## M. Léotard demande à ses « amis » de ne pas faire de « politique partisane » sur l'Union européenne

M. François Léotard, président d'honneur du Parti républicain, a demandé, lundi 18 mai, lors du « Club de la presse » d'Europe 1, que la majorité sénatoriale fasse « du droit, et non de la politique partisane », à l'occasion du débat sur le projet de loi constitutionnelle préalable à la ratification du traité de Maastricht (un texte jugé « bon », dans le *Figaro* du 19 mai, par M. Alain Lamassouze, député (UDF) des Pyrénées-Atlantiques).

Répondant à la position adoptée par M. Charles Pasqua, président du groupe RPR, contre le droit de vote

et l'éligibilité des ressortissants de la Communauté européenne — position partagée par certains sénateurs du Parti républicain comme MM. Roger Chausson (Rép. et ind., Paris) et Michel Poniatowski (Rdp. et ind., Val-d'Oise) —, M. Léotard a lancé un « appel » à ses « amis du Sénat afin qu'ils n'utilisent plus le mot d'« étrangers » quand on parle des communautaires ».

Les sénateurs doivent, selon lui, résister à « cette espèce de pression psychologique sur les Français, qui est tout à fait inadéquante par rapport à l'ampleur du sujet ».

M. Pasqua, qui a reçu sur la question du droit de vote et de l'éligibilité le soutien de M. Alain Poirer (Un. cent.), président du Sénat, pourrait également compter sur les voix communistes du palais du Luxembourg.

M. Charles Lederman (PC, Val-de-Marne) a en effet indiqué, lundi, que son groupe, favorable au vote de tous les étrangers sous certaines conditions, « sera vraisemblablement amené à voter en faveur d'un amendement de suppression du droit de vote des Européens ».

Installés depuis six ans près de Saint-Laurent-du-Maroni

## Les réfugiés surinamiens sont financièrement incités à quitter la Guyane

CAYENNE

de notre correspondant

La commission tripartite France-Suriname-ONU, instituée en 1988 pour essayer de régler la question du rapatriement des sept mille Surinamiens réfugiés en Guyane depuis le conflit qui a divisé leur pays en 1986, vient de tenir sa seizième réunion à Saint-Laurent-du-Maroni. Elle a constaté que le nouveau dispositif mis en place en mars pour inciter financièrement ces réfugiés à retourner chez eux donne quelque espoir.

En 1991, certains de ces réfugiés avaient regagné d'eux-mêmes le Suriname pour voter lors d'élections libres, symbole d'un retour à la paix civile. Mais, quand ils avaient constaté que le colonel Desi Bouterse, dont l'armée les avait pourchassés en 1986, n'était pas éliminé de la scène politique, ils avaient manifesté la

persistance de leurs craintes en traversant la frontière du Maroni pour revenir dans les trois camps où ils vivent, depuis six ans, sous la protection de l'armée française.

Par circulaire en date du 12 mars, le ministère des affaires sociales et le ministère des DOM-TOM ont donc institué une aide financière au rapatriement, dont le montant a été fixé à 4 000 F par adulte et à 2 000 F par enfant de moins de dix-huit ans. L'attribution de cette aide se fait sur la base d'une demande de rapatriement. Ce dispositif est ouvert jusqu'au 15 septembre. C'est dans ce cadre que 598 réfugiés ont regagné le Suriname en avril et que 600 autres ont exprimé le même souhait. Le nombre total des réfugiés s'établit à 5 920 selon les dernières statistiques préfectorales.

EDMOND FRÉDÉRIC

## La CGE achète les studios de Babelsberg

Les studios cinématographiques allemands de la DEFA ont été vendus au groupe français Compagnie générale des eaux (CGE). La CGE, par l'intermédiaire de sa filiale, la compagnie immobilière Phénix, s'est engagée à investir 1 milliard de deutschmarks sur le site des studios — 43 hectares à Potsdam-Babelsberg, dans la banlieue berlinoise — a précisé la Treubhandanstalt (Office de privatisation de l'ex-RDA) dans un communiqué diffusé le 19 mai à Berlin.

## Perturbations à la SNCF mercredi 20 mai

Le mot d'ordre de grève lancé à la SNCF par la CGT, rejointe par la CFDT, devrait perturber le trafic mercredi 20 mai.

Selon la direction, en banlieue parisienne, le service devrait être normal, sauf à Paris-Est, où deux trains sur trois circuleront, et sur la ligne C du RER, où le service sera assuré à raison de trois trains sur quatre. Sur la ligne B du RER, l'interconnexion avec la RATP sera suspendue à la gare du Nord.

Sur les grandes lignes, deux trains sur trois devraient circuler au départ de Paris-Austerlitz vers Limoges et Toulouse, de Paris-Montparnasse vers Nantes, Rennes et Granville, et de Paris-Saint-Lazare vers Caen et Cherbourg.

La CGT et la CFDT protestent contre la lettre de cadrage gouvernementale pour les salaires des entreprises publiques, qui prévoit une hausse de 2,8 % en 1992. La CFTC a qualifié d'« irresponsable » l'attitude de ces syndicats.

(Publicité)

## Le Français en retard d'une fenêtre

Nos voisins d'outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le bruit, le froid et les effractions, ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans la journée ces fenêtres qui sont la clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de gagner sans en perdre. Garantie dix ans. Devis gratuit.

Maison d'exposition 111, rue la Fayette (10<sup>e</sup>) — St-Germain-du-Nord. Tél. 48-97-18-18.

A Grenoble : 78-41-17-47 ; à Lyon : 05-05-18-15.

**MODE, SOYONS "REALISTES"**

► Le luxe au prix du luxe, c'est inabordable. Le luxe aux prix Rodin, vous pouvez vous le permettre. Quelques précisions utiles : ► Le luxe, depuis 30F le mètre, ou plus, si vous le souhaitez vraiment. ► La mode, depuis 30F le mètre (et parfois moins encore).

**RODIN**  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

## Adopté par le CNESER

## Le nouveau projet de réforme universitaire doit être promulgué

Le nouveau projet d'arrêté sur l'enseignement supérieur, présenté la semaine dernière par le ministère de l'éducation nationale et de la culture (le *Monde* du 13 mai), a été adopté, lundi 18 mai, par le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER). Ce texte a été approuvé par dix voix (SGEN, CFDT, UNEF indépendante, ci démocratique, FCPE, FEN, l'association Qualité de la scolarité française et un élu du SNESup).

Trois représentants du CNESER n'ont pas pris part au vote (CNFP, PEEP et les chambres de commerce) et, surtout, sept ont quitté la séance : il s'agit de l'UNEF, de la CGT, de FO, de l'Union nationale interuniversitaire, de la Fédération autonome des syndicats de l'enseignement supérieur et d'une partie de la délégation du SNESup. Ils entendaient marquer leur désaccord avec les articles introduisant le principe des « modules capitalisables » dans l'organisation des études supérieures. C'était, à vrai dire, la dernière véritable novation maintenue par M. Jack Lang par rapport au texte élaboré au début de l'année par son prédécesseur.

Le texte adopté par le CNESER comme en effet les principaux points controversés du « projet Jospin » (nouvelles dénominations des DEUG, introduction d'un certificat d'études universitaires en fin de première année) et conserve les dispositions qui n'avaient pas soulevé d'opposition. Inscrit dans le projet (développement de l'information et de l'accueil des nouveaux étudiants, organisation de la première année des DEUG en deux périodes, développement des passerelles et organisation des cursus en modules).

L'adoption du projet d'arrêté par le CNESER et sa promulguration rapide par le ministère devraient mettre un terme à la première étape de la rénovation des études universitaires.

## M. Bodéré président de l'université de Bretagne occidentale

M. Jean-Claude Bodéré, professeur de géographie, a succédé à M. Firmin Tuffin, parvenu au terme de son mandat, à la présidence de l'université de Bretagne occidentale (dix-sept mille étudiants à Brest, Quimper, et Lorient). Élu au premier tour par soixante-trois voix sur cent trente-six, M. Bodéré prendra ses fonctions le 17 juin.

(Né le 6 octobre 1942, à Hauts-Rivières (Ardennes), M. Jean-Claude Bodéré est professeur agrégé de géographie et docteur d'État. Il a consacré sa thèse à la géomorphologie de la côte sud-est de l'Islande. Sa carrière d'enseignant l'a conduit du lycée de Landernau à l'université de Caen, puis à la faculté de géographie de la Sorbonne et du littoral. M. Bodéré dirige une unité de recherche associée au CNRS.)

## Société des rédacteurs du « Monde »

L'assemblée générale ordinaire annuelle de la Société des rédacteurs du *Monde* est convoquée le jeudi 4 juin 1992 à 15 heures. L'assemblée se tiendra dans les locaux de l'école commerciale de la Chambre de commerce de Paris, 3, rue Armand-Moisant, à Paris (15<sup>e</sup>).

Ordre du jour :  
1. Mouvements d'associés.  
2. Résultats et bilan de l'exercice 1991.  
3. Rapport d'activité du conseil d'administration.  
4. Vote de résolutions.  
5. Élection de deux administrateurs.  
6. Questions diverses.

## Etudes en Université CALIFORNIE FLORIDE

Stage linguistique ou études. Année: 50.000 F. Été: 7.500 F env. Cours, logement, repas inclus.

**UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA**  
FRENCH OFFICE  
57, rue Ch.-Lafitte, 92200 Neuilly.  
47.45.03.19 ou 47.22.94.34.

## SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

## Glouglou

O n est là, prêts à débarquer dans le troisième millénaire, il n'y a pas plus, ou à peine, depuis des années. Il faut une chaleur à crêver. Dans certains coins le mât pique du nez. Les réserves de flotte sont en chute libre. Les rivières se traitent d'écoules par tout un tas de sautoires qu'elles n'arrivent plus à noyer. Vous êtes ministre de l'environnement. Qu'est-ce que vous faites? Parlez qu'à l'âge des cavernes : vous y allez de votre prière, toujours la même, pour pas manquer d'eau.

Soyez gentils, évitez d'arroser le jardin, de vider et de remplir la piscine trois fois par semaine. Quand vous vous brossez les dents, faites pas couler le robinet. Prenez des douches, pas des bains, ça use, surtout qu'après faut rincer le baignoire. Si vous faites une machine, n'y mettez pas que vos petites culottes. Et votre bagnole, est-ce que vous êtes bien sûr qu'elle a besoin d'être lavée à l'eau potable?

Sûr et certain. Voyez qu'elle choppe une bactérie, la pauvre chérie. Moi, je serais plus tranquille avec de la Vitrol, mais elle est habituée à la Chirac et elle

veut rien savoir. C'est pas comme les petites japonaises. Elles, elles sont élevées à la dure. Vous savez ce qu'elles font là-bas, j'ai vu ça dans le *Quotidien* : ils bouchent la cuvette du lavabo. La flotte passe dans celle des cabinets. Ils tirent sur le chasse d'eau et ça asperge au choix la pelouse ou la Toyota.

Remarque, ça peut être juteux, la sécheresse, pour les fabricants d'appareils ménagers. On parle d'équiper nos évier de boutons-poussoirs comme dans les toilettes des avions ou de ces robinets électroniques commandés à la main. Pas dessus, dessous. Vous l'allongez, il s'ouvre ; vous la retirez, il se ferme. Et les remorqueurs se les frottent, les mains, à sec, attention, en pensant au jour où on va leur demander de déplacer les icebergs en les tirant par la pointe pour qu'ils fondent au soleil de Saint-Tropez.

En attendant, un bon tuyau, je le tiens de notre école de service : placez deux briques dans le réservoir de vos WC. Ça fait des économies et ça permet de mettre un peu d'eau dans son whisky.

## En ouvrant un nouveau champ d'exploitation Elf conforte sa position de deuxième producteur de gaz aux Pays-Bas

AMSTERDAM

de notre correspondant

Elf Petroleum, filiale d'exploration et de production d'hydrocarbures d'Elf Aquitaine aux Pays-Bas, a mis en exploitation, mardi 19 mai, un nouveau champ-gazier en mer du Nord. Un milliard trois cent millions de mètres cubes de gaz naturel seront extraits par an de ce gisement situé sur le bloc K6 du plateau continental néerlandais, à une centaine de kilomètres des côtes. Son exploitation permettra à Elf Petroleum de franchir la barre des 6 milliards de mètres cubes produits annuellement aux Pays-Bas, confortant sa position de deuxième producteur du pays (dont les réserves de gaz naturel sont les quatrièmes plus importantes du monde) derrière le néerlandais NAM et sa place de quatrième opérateur en mer du Nord.

La « mise en gaz » du bloc K6 a nécessité un investissement de quel-

que 2,5 milliards de francs, qui est le plus important jamais consenti par la filiale néerlandaise d'Elf. affirme son directeur, M. Bruno Weymüller. Deux plates-formes ont notamment été construites qui, une fois la phase de démarrage terminée, seront habitées et automatisées : elles seront conduites depuis une plate-forme centrale distante d'une trentaine de kilomètres.

En l'occurrence, le groupe français a fait « un choix technologique novateur » qui est dans la logique de la mise en service, en 1989 dans la mer des Wadden, de la première plate-forme télécommandée depuis un poste terrestre. La mise en production de K6 profitera aussi au groupe Total, qui détient 18,18 % du consortium d'exploitation dont Elf est l'opérateur de tête (37 %) et auquel participe la société néerlandaise NAM à hauteur de 40 %.

CHRISTIAN CHARTIER

## stage intensif d'été Prépa.Sciences.Po

du 20 juillet au 22 août

Améliorez vos chances d'intégrer un Institut d'Études Politiques grâce à un encadrement efficace et une discipline de travail rigoureuse.

Paris 17<sup>e</sup> - tél. 42.38.21.21

**INSTITUTION FRILLEY**  
Etablissement fondé en 1864

## Depuis 1894 DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT

à partir de 2 690 F

PANTALONS 895 F VESTONS 1 795 F

3 000 tissus

Luxueuses draperies anglaises

Fabrication traditionnelle

TAILLEURS, JUPES, VESTES

MANTEAUX ET PARDESSUS

UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES

**LEGRAND Tailleur**

27, rue de la République, Paris - Opéra

Téléphone : 47-42-70-61

Du lundi au samedi de 10h à 18h

## LA NORVEGE AUTHENTIQUE A BORD DE L'EXPRESS COTIER

Tous les jours, toute l'année depuis 99 ans, l'un des 11 navires de la ligne de l'EXPRESS COTIER part de Bergen pour remonter le long de la côte norvégienne jusqu'à la frontière russe en passant par les îles Lofoten et le Cap Nord. Faisant escale dans plus de 30 petits ports, ils transportent marchandises, courrier, passagers locaux et... peut-être vous pour une croisière pas comme les autres, à la date de votre choix.

Renseignements et réservations dans les Agences de Voyages et auprès de l'Agent Général de l'EXPRESS COTIER en France :

**SCANDITOURS**  
36 RUE TRONCHET 75009 PARIS  
Tél. : (1) 47 42 38 65

## SOMMAIRE

## DÉBATS

1492-1992, la redécouverte de la Terre, par Edgar Morin..... 2

## ÉTRANGER

La visite du président roumain en Moldavie..... 3

Pologne : démission du ministre de la défense..... 3

Le conflit du Haut-Karabakh..... 4

La visite à Paris du nouveau ministre allemand des affaires étrangères..... 4

Nigéria : des affrontements ethniques et religieux auraient fait près de trois cents morts..... 5

Canada : le gouvernement fédéral envisage aussi d'organiser un référendum constitutionnel..... 6

## POLITIQUE

Une trentaine de députés UDF et RPR ont assisté au lancement du mouvement de M. de Villiers..... 8

Les travaux parlementaires..... 9

Maastricht et les Français..... 10

## SOCIÉTÉ

L'affaire Kemmache devant les assises du Var..... 12

L'acquiescement d'une perriche dans le Nord..... 12

Gérard Labourg, la destinée d'un pédophile..... 12

Prélèvements d'organes à Amiens : le CHU déclare avoir respecté la loi Caillavet..... 12

Un entretien avec le garde des sceaux, M. Michel Vauzelle..... 14

## SCIENCES ♦ MÉDECINE

L'éclosion internationale de la biotechnique • Grands chantiers au sous-sol • Les équations du complexe • Mécanisme dans l'océan..... 15 et 16

## CULTURE

Le palmarès du 45<sup>e</sup> Festival de Cannes..... 17

Musiques : le Châtelet sur la voie royale ; Renaud au Casino de Paris..... 17

Diagonales de Bertrand Poirot-Delpech : « Cortes de chiens et langue française »..... 18

## ÉCONOMIE

Dans un rapport très critique, la Cour des comptes s'interroge sur le développement d'un réseau routier national à deux vitesses..... 21

Un entretien avec le président des assurances allemandes AAB : « Sans vraie coopération, une participation des AGF n'a pas de sens », nous déclare M. Wolf Dieter Baumgard..... 21

Première vague de privatisations massives à l'Est : huit millions de Tchecoslovaques en passe de devenir actionnaires de 1 410 entreprises..... 22

Le développement des places boursières : Varsovie s'informe et Prague s'informe..... 22

## Services

Abonnements..... 2

Annonces classées..... VI à XVIII

Carnet..... 26

Marchés financiers..... 24-25

Météorologie..... 27

Mots croisés..... 26

Radio-télévision..... 27

Spectacles..... 20

La téléphonie du Monde : 3815 LEMCADE 3815 LM

Ce numéro comporte un cahier

folioté de I à XVIII

Le numéro de « Monde »

daté 19 mai 1992

a été tiré à 525 998 exemplaires.

## Demain dans « le Monde » Les Français et la photographie

« Photofolie », la première fête de la photographie en France, lancée à l'initiative du ministère de la culture, aura lieu du 22 au 24 mai. Cinq cents manifestations seront organisées dans trois cents villes et villages. À cette occasion, nous publions dans notre supplément « Arts et spectacles » un sondage exclusif SOFRES-« le Monde »-Association pour la promotion de l'image (API) sur les pratiques photographiques des Français.



13 pages d'offres d'emploi

Le Monde

# INITIATIVES

## Le métier de l'autre

DANS une société où, plus que jamais, l'activité professionnelle constitue un élément assumé par les deux partenaires du couple, le « travail de l'autre » devient un sujet de préoccupation constant, une donnée de base pour les relations, au sein du foyer comme à l'extérieur. Des rapports de force et d'autorité s'établissent, mais aussi des ordres de priorités. Il arrive même que la notion de contrat applicable au mariage, s'étende à d'autres domaines, dont celui de l'assistance en cours de carrière et, pourquoi pas, puisse aller jusqu'à prévoir les règles de l'alternance pour les options professionnelles de chacun.

Mais le « travail de l'autre », c'est également, au sein de l'entreprise ou d'un métier, la cohabitation, conflictuelle ou idyllique selon les cas et les situations, avec un ou des collègues. Tour à tour, il faut subir une invraisemblable galerie de portraits composée d'acariâtres, de caractériels, de personnages exigeants, imbus d'eux-mêmes, quelquefois dévorés par la passion ou le plus souvent par l'ambition. Il y a ceux qui se révèlent vagues, taciturnes, maniganciers, dissimulateurs, incapables de la moindre initiative, et qui n'en finissent pas de se défilant devant la moindre tâche. Il y a ceux, fort heureusement, qui sont dévoués, plaisants et même drôles - variété, rareté - et, plus fréquemment, ceux qui sont brillants, dynamiques et à qui on trouve des excuses...

Pourquoi toujours penser aux salariés ? Dans l'univers des couples au travail, il y a, d'abord, les femmes d'agriculteurs, d'artisans et de commerçants, qui n'ont parfois aucune existence légale, sauf par le métier de leur mari, et que l'INSEE - c'est tant dire - répertorie parmi les aides familiales. Leur statut, leur revenu ne dépendent pas d'elles. Il suffit d'un accident, d'un décès ou d'une faillite, pour qu'elles se découvrent sans droits.

Ensuite, toujours dans l'ordre des obligations, surgissent les énormes bataillons de celles qui doivent travailler, parce que les revenus du couple ne suffisent pas à l'entretien du



ménage. Leur salaire y est d'appoint, laisse-t-on souvent entendre, mais indispensable, qui correspond à des emplois massivement peu ou pas qualifiés, de plus en plus souvent précaires (temps partiel « contraint », contrats à durée déterminée, intérim).

MOINS qu'une aspiration à l'égalité professionnelle, qui se traduit pourtant, en France, par un taux d'activité féminin qui ne cesse de se rapprocher de celui des hommes depuis quarante ans, le manque de résultats avant tout d'un simple calcul de rentabilité. Le double revenu est une nécessité, bien que, ainsi que l'observe Marie-Agnès Barrère-Maunissen dans un livre qu'elle vient de publier (1), « la division familiale du travail » soit une donnée sociolo-

gique applicable en tous lieux et pour toutes les catégories. Depuis quelques années, la crainte du chômage pesant sur le sort du conjoint, on assiste d'ailleurs à un renforcement de cette tendance, le salaire de l'épouse jouant le rôle d'un

filet de protection, « pour le cas où ».

Qu'enquie ancienne, « la vie en double », toujours selon le mot de Marie-Agnès Barrère-Maunissen, induit également des comportements ou des conséquences nouvelles qui

appartiennent davantage à l'air du temps ou, plutôt, à une évolution provoquée par la hausse des niveaux de formation, et donc de qualification. Désormais, on se rencontre sur les lieux de travail et l'on peut occuper des fonctions équivalentes. Ce qui pose parfois des problèmes aux entreprises, aux collègues, et aux équipes, quand la rivalité professionnelle n'ajoute pas un piment dangereux aux relations conjugales.

AUTRE exemple, les hasards des embauches dans un même secteur d'activité, mais dans des entités concurrentes, introduisent la notion de secret professionnel au sein du couple. Parfois, les tensions sont telles que les dilemmes se concluent par la perte de confiance de l'em-

ployeur, puis par le licenciement.

Les spécialistes du recrutement le constatent. Il faut désormais tenir compte de l'emploi du conjoint ou de la conjointe quand on propose un poste à un cadre. Les directeurs des ressources humaines savent maintenant qu'ils doivent gérer deux carrières et maintenir un équilibre. Mais, surtout, on assiste à des bouleversements plus significatifs encore. Un « chassé » refusant de donner suite si son avancement conduit son partenaire dans une impasse professionnelle. Parmi les jeunes diplômés ou les cadres confirmés, il est de bon ton de programmer les efforts réciproques et de définir préalablement les conditions d'une carrière menée en alternance. Par contrat, ce sera chacun son tour, l'autre devant rester stable pendant la prise de risque et s'occuper davantage de l'environnement familial. A charge de revanche, bien entendu.

Dans des cas encore extrêmes, à l'instar de ce qui se fait aux Etats-Unis par exemple, l'épouse se transforme en « sparring-partner » pour conduire son mari vers les sommets, et lui sert d'impresario d'autant plus compétent qu'ils ont fait les mêmes études. Mais, alors, l'ascension se fait par procuration et signifie que le partenaire s'efface pour la réussite du couple. On n'est plus très loin, la tradition en moins, des rites anciens où tout devait être sacrifié à l'emploi de l'homme, nécessairement plus valant et plus exaltant que n'importe quelle vocation féminine. Malheureusement, ce genre d'histoire peut se terminer mal, ainsi que l'a démontré le développement des préretraites. Un jour, ce cadre « débordé » rentre chez lui. Il ne sait plus que faire et connaît à peine sa famille, lui qui n'existait que par son travail dans le regard des autres.

Alain Lebaube

Lire notre dossier pages II et III.

(1) La Division familiale du travail, de Marie-Agnès Barrère-Maunissen. PUF, collection « Economie en liberté », 251 p., 172 F.

### 13 PAGES D'OFFRES D'EMPLOI

- Gestion et finances ..... p. VI
- Ressources humaines ..... p. VIII
- Juristes ..... p. IX
- Cadres ..... p. IX
- Collectivités territoriales ..... p. XII
- Informatique ..... p. XIII
- Secteur de pointe ..... p. XIV
- Le Monde des commerciaux ..... p. XVI

La fonction commerciale change...  
... Nos pages offres d'emploi aussi.

Le Monde  
INITIATIVES  
Le monde des nouveaux commerciaux  
Une nouvelle rubrique dans Initiatives, tous les mardis

**MASTÈRES SPÉCIALISÉS**

MARQUEZ LA DIFFÉRENCE EN DÉVELOPANT VOTRE EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

ANALYSE ET DECISION MARKETING  
MS TECHNIQUES QUANTITATIVES APPLIQUÉES AUX MÉTIERS DU MARKETING 2 options : - Grande Consommation - Marketing Pharmaceutique

DÉVELOPPEMENT DE PROJETS INTERNATIONAUX  
MS TRANSFERT DE TECHNOLOGIE ET DE TECHNIQUES DE MANAGEMENT

MANAGEMENT DE LA LOGISTIQUE ET DES TRANSPORTS  
MS LOGISTIQUE ET TRANSPORTS INTERNATIONAUX

Admission sur dossier et entretien :  
• Bac + 5 : DEA, DESS, Diplômés Grandes Écoles, Pharmacien, Médecin...  
• Inscription : - avant le 31 Mai 1992 (1<sup>re</sup> session)  
- avant le 4 Septembre 1992 (2<sup>e</sup> session)

ESC ROUEN - Direction des Programmes Spécialisés  
BP 188 - 76136 MONT-SAINT-AIGNAN CEDEX  
Tél. 32 82 74 14 - Fax : 35 76 06 62

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE ROUEN

LA NORVÈGE ARRIVE  
A COMÉ  
L'EXPRESS COM



## Tandems

A l'école dentaire, c'était un inépuisable sujet de plaisanteries : Clément et Clémentine ne se quittaient jamais. Ces amoureux du Pénat sont maintenant mariés depuis quinze ans et ils ont en commun trois petites filles et un cabinet dentaire à Saint-Mandé, dans la banlieue parisienne. « Nous sommes associés dans la vie professionnelle comme dans la vie privée, disent-ils en chœur. Pourquoi irions-nous passer des heures avec un étranger alors que nous pouvons les passer ensemble ? » Comment se partagent-ils la clientèle ? C'est simple : Clément est orthodontiste et s'occupe plus particulièrement des enfants. La secrétaire est commune. Clémentine veille à la gestion du cabinet et fait les comptes le dimanche matin pendant que Clément s'occupe des filles faire du vélo dans le bois de Vincennes.

Si beaucoup de couples exercent la même profession, peu nombreux sont ceux qui le font, comme Clément et Clémentine, en association. Quelques couples de médecins collaborent, chacun dans sa spécialité, à l'intérieur d'un cabinet de groupe. Il n'est pas si rare de voir sur la même plaque un gynécologue et un dermatologue par exemple. Un couple de généralistes bordelais avait tenté de partager un cabinet au début de son installation, mais y a vite renoncé. « Chacun doit avoir sa clientèle. Les gens ne veulent pas passer indifféremment du mari à la femme », explique le jeune médecin. Ils se sont finalement installés aux deux bouts de la ville, avant que, depuis du peu de rentabilité, elle n'abandonne la pratique libérale pour devenir médecin scolaire. Il y a aussi des métiers complémentaires. Thierry, d'origine parisiennaise, spécialiste de la chirurgie digestive, a épousé son infirmière des soins d'opération et continue, depuis vingt ans, à la prendre comme assistante dans toutes ses interventions.

Les ménages d'avocats, eux aussi monnaie courante, ne pratiquent pas plus en tandem. Il paraît que les clients ne s'y retrouveraient pas et ils ont affaire. Pour un couple d'avocats dans lequel chacun a son cabinet, ce serait en outre le plus sûr moyen de se disputer.

L. D.

## La double ambition

Un frein à la mobilité

Véronique et François, trente ans, se sont rencontrés sur les bancs de leur école de commerce. Elle travaille dans une banque, lui chez BSN. Carrières parallèles, projet d'enfant pour l'été prochain... Lorsqu'une proposition de mutation pour la région Rhône-Alpes fut faite à François, avec promotion flatteuse à la clé, ce fut un coup de tonnerre dans un ciel serein. Il envisageait de devenir un de ces « cadres TGV » qui passent quatre heures par jour en train, mais sa hiérarchie fit grise mine.

Absentéisme, fatigue et démotivation sont en effet rapidement le lot des épouses du transport. « Il fallait changer de femme ou de job, plaisante à peine François. J'ai eu du mal à faire comprendre à mon directeur général, nanti d'une femme au foyer ancien modèle, que je ne me voyais pas demander à Véronique d'abandonner une situation aussi essentielle pour elle que la mienne pour moi pour aller chercher un autre emploi peut-être moins rémunéré et moins intéressant. »

L'époque où les femmes abandonnaient tout pour faire les valises et suivre leur mari dans ses pérégrinations est bien révolue. Elles sont de plus en plus nombreuses à poursuivre des études supérieures. Elles représentent 44 % des effectifs des écoles de commerce en 1989 et 20 % des élèves ingénieurs. Elles constituent déjà 9 % des ingénieurs, le quart des cadres de la fonction publique, 38 % des cadres supérieurs et 17 % des chefs d'entreprise. C'est-à-dire que les couples où les deux conjoints font carrière se distinguent de ceux où les deux conjoints ont une activité salariale. Ils se destinent de la même façon à un parcours professionnel aussi contraignant qu'ambitieux en termes de responsabilité et de rémunération.

La gestion de deux carrières pose des problèmes difficiles à surmonter en cas de mobilité géographique. Or celle-ci est de plus en plus souvent incluse dans un parcours de cadre. Les entreprises ont été si souvent confrontées à cette nouvelle donne qu'elles ont constitué un groupe de réflexion dans le cadre du club carrières de l'Institut de recherche de l'entreprise (IRE). Ce dernier dépend du groupe de l'Ecole supérieure de commerce de

Lyon et réunit des entreprises (Renault, BSN, EDF, Shell-France, Rhône-Poulenc notamment) sur ce qui touche au recrutement et à la gestion de carrière des cadres.

Les entreprises se trouvent de plus en plus face à des cadres qui refusent un recrutement dans une région peu propice à la situation du conjoint. Ou même face à des « hauts potentiels » qui démissionnent carrément, pensant que le refus réitéré de la mobilité freinera leur carrière. Les postes dans des lieux isolés sont difficiles à pourvoir. La CAMIF en sait quelque chose, qui a du mal à recruter pour Niort, ou bien BSN pour le Cher. L'argument avancé est celui du travail de l'épouse, ou de l'époux.

Les aides financières à la mobilité sont classiques : service d'aide au logement, renseignements pour

trier, et surtout d'éviter une expatriation trop longue qui le mettrait définitivement hors circuit.

Pour faciliter une mobilité dans l'Hexagone, les entreprises proposent à présent leurs services pour trouver un emploi au conjoint, de la réalisation matérielle d'un CV à l'élaboration d'une stratégie complète d'emploi incluant un bilan de carrière. Elles agissent parfois auprès de son entreprise pour faciliter sa mutation dans la région où le salarié va être appelé à travailler. L'embauche pure et simple ? Ça s'est fait dans certains cas, mais les deux parties sont réticentes. Le conjoint embauché s'impressionne d'être à la remorque de l'autre. Quant à l'entreprise, elle craint d'être bloquée dans l'hypothèse d'une nouvelle mutation.

Les professions libérales pour les cas les plus compliqués. On a vu une société d'audit financier aider financièrement l'épouse d'un « haut potentiel » déplacé de Paris à Sophia-Antipolis pour l'ouverture d'un cabinet de kinésithérapie. Mais, en règle générale, rien d'est plus difficile à déplacer qu'un médecin ou un avocat, une élite qui ne s'improvise pas et les professions libérales acceptent rarement de fermer leur cabinet ou d'archiver leurs dossiers. Difficile aussi pour les enseignants : l'éducation nationale mute les fonctionnaires selon les possibilités.

« Il ne faut plus qu'un cadre non mobile en raison de la carrière de son conjoint soit pénalisé dans sa progression. Il faut qu'il puisse bénéficier de nouvelles modalités de carrière et développer des parcours professionnels variés tels que la mobilité fonctionnelle ou bien une expertise très poussée », explique Françoise Dany, auteure de l'étude « Les couples où les deux conjoints font carrière : quel enjeu pour les entreprises ? ». Si l'on veut éviter que les couples à double carrière ne renoncent à leur carrière, il faut leur permettre d'exprimer d'autres motivations que la classique ascension dans l'échelle hiérarchique. L'allégeance sous forme d'entreprise, c'est fini. Les nouveaux cadres n'entendent pas se désinvestir de leur vie professionnelle mais ils veulent trouver un équilibre.

Liliane Delwasse

## Couples maison

Même toit, même employeur

« Les grosses entreprises évitent souvent d'embaucher des couples. Mais, une fois que les couples se sont formés au sein de l'entreprise, elles se sentent une certaine responsabilité à leur égard. Elles s'efforcent de gérer leur mobilité en évitant surtout que faire se peut de les mettre dans la même unité », commente Françoise Dany, chercheuse à l'Institut de recherche de l'entreprise (IRE), du groupe ESC-Lyon. La plupart des sociétés suivent en effet des « règles élémentaires de bon sens », comme le dit Didier Gheerbrant, d'IBM. Afin d'éviter que les couples ne travaillent dans les mêmes services, les mêmes secteurs d'activité ou aient des liens de subordination.

Les choses commencent à se compliquer lorsque l'un des conjoints se voit proposer une mutation. A la SNCF, où l'on compte 5 000 couples sur un effectif de 196 000 personnes, ou à EDF-GDF, où l'on en recense 6 800 sur 120 000 agents, la situation est relativement gérable.

Dans chaque région, l'éventail d'emplois est assez large pour que le conjoint du salarié muté trouve assez facilement un poste à sa convenance. « A partir d'un certain niveau, les couples sont cependant obligés de faire carrière à Paris, ne serait-ce que parce que le vivier de postes de haut niveau y est plus important qu'en province », souligne-t-on à EDF-GDF. Pour les grands groupes qui ont des postes dispersés en province, les solutions ne sont pas toujours aussi évidentes. Mais beaucoup, à l'instar d'Aérospatiale, essaient, dans la mesure du possible, de muter les couples ensemble.

Chez IBM, en revanche, on a tendance à penser que c'est au couple de régler son problème. « Dans certaines circonstances, convient cependant Didier Gheerbrant, l'entreprise peut être soumise à donner un petit coup de pouce pour faciliter la mutation du conjoint, voire l'aider à trouver un poste dans une autre société. » Il semble bien d'ailleurs que bon nombre d'entreprises soient prêtes à déroger à leur règle de proximité des couples ou à favoriser l'outplacement du conjoint à partir du moment où elles jugent capitale la mutation du salarié. Chacune bien ordonnée.

Côté salariés, la vie de couple en entreprise semble assez bien vécue. Avec des hauts et des bas. Ainsi, Jeanne et Marc travaillent depuis des années à EDF-GDF, mais dans des directions et sur des lieux différents. Pour Jeanne, l'expérience est plutôt positive : « Nous avons la même culture, des préoccupations voisines, un sens du service public. Bref, nous sommes sur la même longueur d'onde. Cela

ne m'aurait pas dérangé de travailler au même endroit que Marc, mais là, je crois que si... »

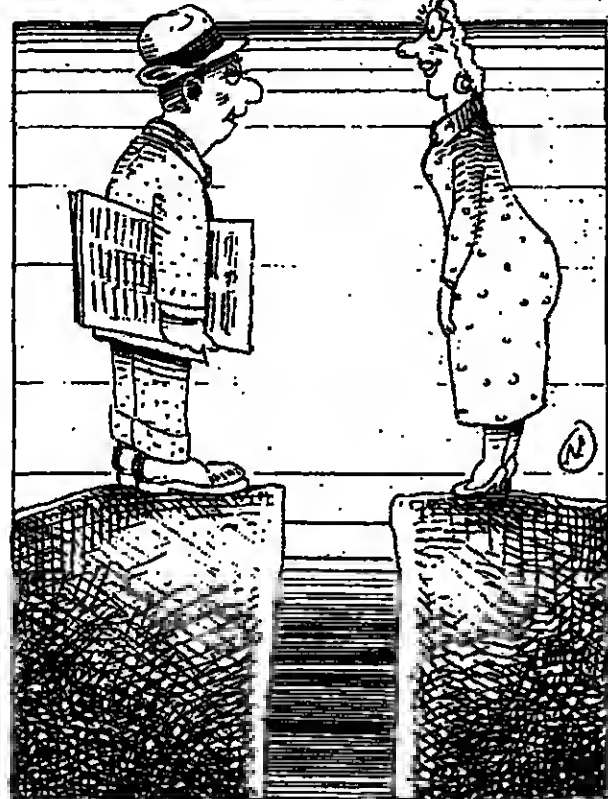
Un jour, la direction propose à Jeanne une mutation en province. Prête à chercher quelque chose pour Marc, elle ne trouve rien qui puisse réellement l'intéresser. Alors il décide de rester. Elle est partie seule. Pendant cinq ans, ils ont vécu la vie des turbo-cadres. « J'aurais pu dire non, mais cela aurait été dommage pour mon expérience professionnelle », conclut-elle avec cependant quelques regrets pour l'éducation de son fils.

### Situations étranges

Geneviève et Jean se donnent du « monsieur-madame » lorsqu'ils sont amenés à travailler ensemble en présence d'une tierce personne. Evidemment, cela fait rire l'entourage, qui est au courant de la situation depuis belle lurette. Mais les secrets longtemps partagés créent parfois des situations étranges. Lorsque la direction de ce groupe de 400 personnes a découvert leurs relations, elle s'est contentée de rappeler à Jean qu'il était tenu de par son poste à observer une certaine obligation de réserve. Dans leur vie personnelle, ils s'accrochent fort bien des circonstances. « Je n'ai pas l'impression de rester dans l'entreprise le soir », confie Geneviève, car nous ne travaillons qu'occasionnellement ensemble. Nous ne chignons pas les mêmes gens. »

Françoise et Yves ont cohabité un an dans leur entreprise de 100 salariés - lui en tant que cadre, elle comme assistante - avant que Françoise ne parte ailleurs pour des raisons d'évolution de carrière. Yves n'imaginait cette situation « imprévisible » : qu'elle lui permettait d'avoir plus d'informations sur la vie de son entreprise, c'est sûr, mais aussi, et c'est ce qui l'a fait adopter « le comportement adéquat », faire face à des remarques parfois égrillardes sur le dos du conjoint ; complexe aussi car, lorsque nous avons discuté de l'attitude d'adopter dans l'entreprise, se rappelle-t-il, je me suis trouvé dans la situation bizarre d'expliquer que, si je voulais tenir nos relations, ce n'était pas parce que j'avais honte du cliché socioprofessionnel entre nous. Lors des discussions, le soir à la veillée, Françoise et Yves ont bien essayé de ne pas se laisser envahir par leur quotidien professionnel. Pas facile cependant car, reconnaît Yves, « parler de l'entreprise, au fond, c'est parler de soi ».

Catherine Leroy



les démarches administratives, prime de mobilité, indemnité dite de rideaux, de double résidence, rachat d'une maison. Mais, en cas de double carrière, l'octroi d'une prime pour compenser la perte de salaire du conjoint paraît souvent insuffisante sur le plan financier et dérisoire sur le plan professionnel. Il faut trouver de nouvelles solutions. Il n'y a ni politique concertée ni règle. La gestion de la carrière du conjoint se traite au cas par cas. L'expatriation est souvent redoutée comme facteur de « trou » dans un CV. En revanche, si on arrive à « occuper » le conjoint, un séjour à l'étranger peut être valorisé comme une expérience supplémentaire. Ainsi les entreprises s'efforcent-elles d'obtenir une prime de travail pour l'autre, de lui trouver des traductions ou des responsabilités dans la vie associative des expa-

de la carrière de son conjoint soit pénalisé dans sa progression. Il faut qu'il puisse bénéficier de nouvelles modalités de carrière et développer des parcours professionnels variés tels que la mobilité fonctionnelle ou bien une expertise très poussée, explique Françoise Dany, auteure de l'étude « Les couples où les deux conjoints font carrière : quel enjeu pour les entreprises ? ». Si l'on veut éviter que les couples à double carrière ne renoncent à leur carrière, il faut leur permettre d'exprimer d'autres motivations que la classique ascension dans l'échelle hiérarchique. L'allégeance sous forme d'entreprise, c'est fini. Les nouveaux cadres n'entendent pas se désinvestir de leur vie professionnelle mais ils veulent trouver un équilibre.

Liliane Delwasse

## Atmosphères

Quand l'ambiance d'un bureau influe sur l'efficacité

« DESCENDEZ me voir », comme chaque matin, la voix peu amène brait dans l'interphone. « Tout de suite ! », répondait Jacques qui, ses dossiers sous le bras, partait immédiatement chez son patron. Une fois entré dans le bureau directeur, il restait debout et faisait le compte-rendu des derniers événements. Sans que jamais lui soit proposée une tasse de café fumant qui était sur la table basse. Cela a duré des années.

Chefs méprisants ou caractériels, collègues ambitieux ou bavards : il est rare que dans sa vie professionnelle on n'ait pas rencontré une de ces situations qui gâchent l'ambiance et quelquefois même le travail. En supprimant l'isolement, la mode des bureaux paysagers a plutôt aggravé l'impact de l'entourage. En revanche, les récentes mesures destinées à réprimer le harcèlement sexuel ou réglementer l'usage du tabac montrent l'importance plus grande accordée aux rapports entre les individus dans l'exercice de leur métier.

« En début de carrière, cela est très déstabilisant. Aujourd'hui que je suis mieux et que j'ai plus de recul, je ne suis plus aussi traumatisé. Mais, lorsqu'on sort de l'école ou de la université, on est beaucoup plus vulnérable », raconte Françoise, dont la vie

professionnelle a débuté sous les ordres d'un chef de service autoritaire et caractériel. A vingt-deux ans, elle se retrouvait tête de Turc, sans cesse rabrouée, traitée d'incapable et victime d'une demande de licenciement proposée par celui-là même qui l'avait fait embaucher à l'issue de son stage. Heureusement la solidité de ses collègues lui permit d'éviter le pire et de garder le moral.

Pourtant, camaraderie de bureau ne rime pas nécessairement avec sérénité. Les expressions en apparence anodines peuvent exaspérer leurs destinataires. Ainsi les secrétaires ne supportent souvent pas d'entendre les « Quand vous aurez fini... » et autres « Avant de vous remettre au travail... ».

Mais les comportements déplaçants ou caractériels ne sont pas l'apanage de la hiérarchie. Une nuit d'insomnie, une scène de ménage ou les problèmes de ses enfants peuvent transformer un confrère habituellement affable en redoutable dogue. Hélas, cela peut aussi ne pas être passager : un collègue tarabulé par l'ambition ou rongé par la paranoïa est à coup sûr un voisin insupportable. Son obsession du secret, un désir permanent de se mettre en avant au détriment des autres et une légère tendance à la délation ris-

quent bien de rendre la cohabitation difficile.

Un des voisinages les pires est peut-être celui du bavard : il ne vous épargnera aucun détail sur la dernière intervention chirurgicale subie par sa mère et il vous racontera pour la centième fois la même histoire. Le bavard n'a généralement pas la moindre conscience des nuisances qu'il provoque ; non seulement il ne se rend pas compte que ce qu'il raconte n'intéresse que lui, mais surtout il ne voit pas qu'il empêche ses « victimes » de travailler. Il partage ce défaut avec celui qui confond son bureau avec son salon et passe ses coups de fil personnels. Ainsi cette secrétaire qui exaspait tout son entourage en papotant à longueur de journée avec ses copines. Le mot bavard et ne supportant pas d'être interrompu !

Pourtant, en dépit de ces petits conflits internes, une communauté de travail représente un groupe homogène et qui se protège. Les intermédiaires, qui deviennent par force des observateurs privilégiés des différentes ambiances professionnelles, sont bien placés pour le constater. « On est généralement mal accepté, mais bien par les collègues que par la hiérarchie », commente Jacqueline, une habituée des missions de secrétariat. Généralement, on

nous prend pour des mûs et quelquefois pour des espions. Et elle se souvient de cette banque arabe où ordre avait été donné au personnel permanent de fermer placards et tiroirs au moment de partir. Ce qui empêchait pas un chef de venir lui faire des remontrances sur le fait qu'elle ne travaillait pas... Elle a aussi gardé le souvenir de ces ordres donnés qui, s'ils entraînaient un erreur, se transformaient aussitôt en reproches.

Pour les directions du personnel, ces rapports individuels sont particulièrement difficiles à gérer. Et, pour les syndicats, ils représentent de véritables casse-tête. Comment en effet défendre quelqu'un sans mettre une autre personne en cause ? Difficile de plaider ou de prévoir une mutation au motif d'incompatibilité d'humour. Pourtant, il est évident que l'ambiance a un impact direct sur la productivité et la qualité du travail. Depuis que Julie a quitté le service où elle s'ennuyait pour cause de collègues mesquins et jaloux, elle s'occupe mieux de ses dossiers. « Aujourd'hui mon énergie était minée par mon angoisse, reconnaît-elle. Maintenant, je peux me consacrer pleinement à mon travail ».

Françoise Chiriot



Ecole Supérieure d'Ingénieurs en Electrotechnique et Electronique

Vous êtes technicien supérieur en activité et vous voulez faire évoluer votre carrière. Depuis 15 ans, l'ESIEE propose un programme de formation conduisant au diplôme d'ingénieur d'une grande école :

INGENIEUR ESIEE  
PAR LA FORMATION CONTINUE

- automatique
- informatique
- microélectronique
- signaux et télécommunications

CLÔTURE DES INSCRIPTIONS : 15 SEPTEMBRE 1992

Début des cours :  
octobre 1992, hors temps de travail (15 mois)  
et janvier 1994, plein temps (18 mois)

Contact :  
Monique Samson - (1) 45-92-65-09  
ESIEE - IFC  
Cité Descartes - BP 99 - 93162 Noisy-le-Grand Cedex



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

## Confidences

## Travail



Couples maison

INITIATIVES  
LE TRAVAIL DE L'AUTRE

## Femme de ...

La reconnaissance des épouses de professionnels libéraux

« Il nous a fallu beaucoup de temps pour changer les mentalités. Dans l'esprit du législateur, les épouses des professionnels libéraux étaient considérées comme des nanas. A elles les privilèges d'un milieu agréable, les sorties, etc. Quant à notre travail auprès de nos maris, il a été longtemps considéré comme dévolant naturellement du mariage. J'ai toujours lutté contre cette sélection-exclusion, car il s'agit d'être aujourd'hui d'être hors législation », explique Régine Noulon, présidente de l'Union nationale des conjoints de professionnels libéraux (UNACOPL), qui a pour mission de défendre les intérêts sociaux et moraux des femmes dites « sans statut » dans le langage administratif.

Ce sont les épouses non salariées de médecins, de dentistes, de vétérinaires, d'avocats, d'architectes qui traditionnellement aident leur mari dans leurs cabinets. Mais, signe des temps, de plus en plus fréquemment, les épouses ou compagnes de consultants indépendants, conseils, experts-comptables, géomètres experts, informaticiens, voire artistes exerçant de manière libérale.

Accueil téléphonique, secrétariat, gestion comptable, tâches multiples, anonymes et non reconnues par les textes, telle a été, de manière quasi historique, la lot quotidien de ces conjoints « sans droits propres », au sens juridique du terme. Des tâches

mais aussi des risques d'installation financière et de crédits qu'elles ont pris en commun avec le conjoint, souvent au détriment de leur propre carrière. Plus nombreuses sont les conjoints d'artisans et de commerçants, d'exploitants agricoles, longtemps en quête de reconnaissance sociale de leur travail. Une reconnaissance qui ne fut pas aisée à conquérir, pour que le législateur l'admette, et que leurs maris n'aient pas toujours partagé.

Ce n'est en effet qu'en 1982 que le coup d'envoi a été donné. La loi n° 82-586 et son décret d'application ont prévu une allocation de repos maternel pour les professions libérales. « Ce texte fut le premier pas vers la reconnaissance de poches toute une vie de travail pour de nombreux conjoints de professionnels libéraux », commente Régine Noulon. Sept ans plus tard, le 29 juillet 1989, le Journal officiel publie un décret relatif à l'assurance-vieillesse de ces mêmes conjoints, leur conférant, malgré son caractère très restrictif, des droits à un régime de retraite volontaire, soit une qualité professionnelle. Et donc un statut social instantanément demandé.

« Rallongement de la durée de vie, notamment pour les femmes, décès de l'époux, fréquence des divorces dans la société contemporaine, précarité et chômage, bref les accidents de la vie font que la retraite est devenue une préoccupation majeure », ajoute Régine Noulon. La société a d'autre part évolué. Les jeunes générations trouvent normal que chacun des conjoints ait des droits propres. De surcroît, travailler en solitaire devient rare. La profession libérale est devenue une entreprise qui associe de plus en plus le conjoint au métier de l'heure tant les astreintes professionnelles se sont alourdies.

### Trois statuts au choix

En effet, l'UNACOPL est devenue une véritable centrale de renseignements. Et l'on observe que les maris collaborant avec leurs femmes prennent de plus en plus fréquemment leur téléphone afin de s'informer... pour eux-mêmes. Une raison à ce qui n'est pas un retournement de situation mais une évolution : le taux de féminisation des professions libérales croît. La barre des 50 % a été dépassée : 54 % des pharmaciens et 52 % des avocats sont des femmes.

Combien sont-elles, ces épouses (ou époux) de professionnels libéraux regroupés en autant d'associations, femmes de médecins, dentistes, vétérinaires, avocats, etc. ? Difficile de le dire tant elles ont été longtemps isolées et superbement oubliées par la législation. Toutefois, le Centre des revenus et des coûts commence tout juste à pouvoir cerner plus finement grâce précisément à leurs cotisations volontaires à l'assurance-vieillesse.

La possibilité offerte du salariat permettrait sans doute une meilleure appréciation. « Mais, s'indigne Françoise Denimal, présidente de l'Association des conjoints de médecins, créée il y a vingt ans et dont l'existence fut reconnue en 1978 par le conseil d'ordre, cette solution coûte cher ! ». Rien d'étonnant à ce que seulement 2 % des 40 000 conjoints de médecins soient salariés de leurs époux.

« L'activité de fabrication représente 30 % du travail de ma boulangerie. Le reste, je le dois à ma femme », confie un jour un boulanger à Marie-Joséphine Adrien, présidente de l'association ACTIF. Cette reconnaissance maritale pourrait s'appliquer, bien sûr, à la vaste population du commerce et de l'artisanat (4 millions de personnes) et aux 300 000 conjointes estimées. Une population dont le poids a été

considéré comme suffisant par le législateur puisque la loi du 10 janvier 1982 a donné aux conjoints travaillant dans l'entreprise familiale la possibilité de choisir entre trois statuts afin de faire reconnaître leur activité professionnelle. À la condition qu'ils n'omettent pas de s'inscrire au registre du commerce et au répertoire des métiers. Les options pour un statut de collaborateur, de salarié ou d'associé, nettement moins restrictives que les avantages accordés aux professions libérales, sont paradoxalement peu mises en application par les intéressés. 80 % des conjoints n'avaient fait aucun choix en 1989.

« Parmi celles qui ont adopté un statut, peu ont souscrit à l'assurance-vieillesse », enregistrait Michèle André, alors secrétaire d'Etat à la condition féminine, dans une lettre adressée au ministre délégué au commerce et à l'artisanat. Une situation que déplore l'ACTIF, qui, au mois d'octobre prochain, organise à Annecy un congrès international des « femmes européennes des petites et moyennes entreprises dans le commerce et l'artisanat » sur le thème de leur... avenir.

Jean Menanteau

## Retour anticipé

DANS les jours qui ont précédé son départ en préretraite, l'angoisse a saisi Jean, comme tant d'autres collègues avant lui. Il n'avait pas prévu d'arrêter de travailler aussi tôt. Brusquement, il prenait surtout conscience des répercussions qu'aurait son nouvel état sur sa vie personnelle : « Depuis des années, j'étais dehors une douzaine d'heures par jour. Maintenant que je dois rester chez moi, je vais retrouver ma femme. Comment cela va-t-il se passer ? »

Quand tout est fondé sur le travail, la « cessation anticipée d'activité », comme on dit, peut aussi s'accompagner de petits drames domestiques. De nombreux témoignages en font foi, qui ressemblent à autant d'aveux. La vie de couple ou le foyer ont été trop longtemps sacrifiés pour que le retour ne se fasse pas sans heurts. Certains avouent qu'ils ne connaissent plus très bien leur femme et redoutent d'avoir à partager un quotidien autrement plus banal.

Chez les cadres, cette inactivité précoce conduit parfois à des difficultés psychologiques. La carrière interrompue laisse place à un sentiment d'échec ou, à tout le moins, à une impression d'inachèvement. Ils avaient mentalement programmé une autre fin, et se voient dépassés de la conclusion au bon et due forme à laquelle ils aspiraient. Mais cela ne serait rien si, au travers de la préretraite, ils ne se jugeaient pas vulnérables, eux qui se regardaient comme importants et amèrement dévoués à leur tâche. Rendus aux leurs de façon précipitée, ils accusent une perte de statut, s'imaginent privés de l'aura conférée par leurs fonctions. Vis-à-vis de leurs enfants, adolescents ou déjà adultes, certains se croient déconsidérés, peut-être « désaccrédités », en tout cas privés d'autorité. À l'égard de l'épouse, c'est encore plus compliqué. Si celle-ci ne travaillait pas, l'homme découvre que, dans la vie quotidienne, elle se comportait en vrai chef de famille. Soit il rentre en concurrence, et manque d'arguments pour imposer son « retour au pouvoir », soit il accepte la répartition du fait des rôles, et se plaint de son désamour. Si, en revanche, la femme continue d'exercer une activité professionnelle, et plus encore si elle poursuit une carrière, comme cela se produit de plus en plus dans certains milieux de cadres, la privation de travail, et donc de justification pour le métier, est encore plus difficile à vivre. Il n'est pas rare, alors, que des préretrés évoquent leur inutilité et disent souffrir d'une injustice.

Mais il y a plus triste, à n'exister dans le regard de l'autre que par son emploi. A Pompey, comme dans d'autres sites sidérurgiques, les anciens d'une même équipe se retrouvent, les jours de marché, pour se remémorer leur passé. Parce que le monde du travail est leur vraie famille.

A. Le.

## Confidences

Servir des sociétés concurrentes

UN mari et sa femme peuvent-ils travailler dans des entreprises concurrentes ? Jusqu'à la fin des années 80, cette situation était pour que la Cour de cassation confirme le licenciement pour « cause réelle et sérieuse » d'un des conjoints dont l'employeur redoutait qu'il ne divulguât des informations confidentielles à l'autre. Mais, depuis, deux lois, l'une de 1985, l'autre de 1991, ont changé la « doctrine » de la Cour de cassation. L'employeur doit fournir des preuves concrètes de confidentialité dans le couple, tels que des messages retrouvés dans la corbeille à papiers, des témoignages de collègues, etc.

M. A., avocate d'employeurs, et M. Jacques Grissin, avocat de la CGT, s'emparent tous deux de souligner ce revirement de la jurisprudence de la Cour de cassation. Mais le premier l'estime « catastrophique » pour l'employeur, tandis que le second s'en réjouit. « Il faut étudier cette question au cas par cas, admet l'avocate des employeurs. On ne traitera pas de la même manière un balayeur et un directeur technique qui a accès à des renseignements beaucoup plus secrets ni des salariés travaillant sur des activités sensibles ou pas. Cela dit, je ne suis pas d'accord avec cette (nouvelle) jurisprudence. » Faut-il attendre que le salarié ait commis une infraction qui porte préjudice à son entreprise pour rompre son contrat de travail ? « Oui », répond sans hésiter M. Grissin.

Car, face à ce risque, il y a de l'autre côté celui de sanctionner injustement le salarié. Pour les juges, déterminer entre ces deux risques

lequel ils sont prêts à assumer relève d'un choix éthique, affirmant-il. « Actuellement, grâce à l'action permanente de son président, la Cour de cassation tranche en se positionnant sur le terrain des libertés publiques et des droits de l'homme. On ne peut tout de même pas considérer qu'un salarié placé dans une situation où il peut commettre un acte répréhensible va nécessairement le faire. »

« Faisons confiance aux gens, plaide Jacques Grissin. Ils savent parfaitement que, s'ils violent l'obligation de discrétion, ils risquent gros. » En fait, pour cet avocat, ce type d'affaires relève fréquemment de la machination : « Mon intime conviction est que, dans cette procédure, l'employeur veut licencier un salarié parce qu'il, au contraire, il a refusé de livrer des informations apprises auprès de son conjoint. Du coup, il n'intéresse plus son employeur. Et comme celui-ci connaît la jurisprudence, il redoute plus une mise au placard insistante du salarié que son licenciement brutal. »

Plus généralement, le lien entre époux et toujours fait l'objet de procès en cassation, notamment dans le cas où le mari vient faire un esclandre dans l'entreprise où travaille sa femme pour la venger, par exemple, d'une mesure injuste à leurs yeux. Là encore, depuis quelques années, ce seul motif ne suffit plus à licencier la salariée. Il faut désormais que des faits soient personnellement reprochés à celle-ci ; avoir été l'instigatrice de l'incident, par exemple, ou encore de pas s'être interposée entre son mari et son chef dans le bureau. Encore faut-il que le combat n'oppose pas deux amirautés à glace.

Franchine Abizovic

## Salaires de complément

Retrouver un métier n'est pas simple

« MON mari travaille dans l'informatic, chez un constructeur. Depuis un an, la situation se dégrade. Tous les six mois, il y a des licenciements et il craint d'être licencié à son tour. Face à cette menace, j'ai dû décider de ne pas attendre et de chercher du travail. »

Après une période de chômage, une situation dynamique, elle a choisi de s'arrêter pour élever ses enfants, nés d'un mariage tardif. En prenant les devants, elle a le sentiment de se donner une certaine marge de liberté : « Je peux essayer de trouver ce qui me convient : je ne suis pas accablée. » Elle s'est inscrite à un stage de l'association Retraiver (1) : « Quand on est resté chez soi pendant dix ans, on a besoin d'une remise en condition ; ce n'est pas sans appréhension qu'on envisage de devoir reprendre le train chaque jour, copier tout le temps, sans cesse anticiper pour organiser la vie de la maison... »

Mais en ces temps où la « précarité du travail se généralise », elle s'étonne de voir si peu de femmes partager sa démarche : « Elles ne semblent pas avoir conscience du problème. » Une étude récente (2) confirme cette impression : « Même une fois leur mari au chômage, les épouses au foyer sont très peu nombreuses à chercher un travail. » Celles qui le font se trouvent presque toutes parmi les plus jeunes (celles qui vivent avec un homme âgé de moins de trente-cinq ans), souligne l'étude, « dès que leur époux a retrouvé du travail, elles abandonnent toute recherche et redevenant femmes au foyer » (ce qui ne foot en général pas les plus âgées).

Comment expliquer cet état de fait qui surprend ? Pour Franklin Corcos, responsable du bureau de l'emploi de la ville de Poissy (Yvelines), ces femmes sont d'abord freinées par l'absence de qualification ou la caractéristique de leurs compétences : « Par exemple, elles seraient des employées de bureau... Mais cela n'existe plus. » Ce qu'on leur propose, toujours souvent autour d'activités comme la vente non spécialisée avec des horaires de travail en fin de journée et le week-end, qui posent un coup sévère à leur vie familiale. Par exemple, les ménages sont le plus souvent à effectuer le soir ou tôt le matin... Tout cela, avec des déplacements importants et pour des salaires presque toujours au plus bas.

### Remise en question

Ces handicaps professionnels sont renforcés par des difficultés d'ordre familial et personnel. « S'il s'agit d'une femme immigrée, elle a la volonté de travailler, explique Franklin Corcos. Mais souvent son mari ne supporte pas ce choix. Il l'enferme dans son sentiment d'échec. » Et, bien que cette réaction se manifeste moins clairement chez eux, les Français de souche en sont rarement totalement indemnes. « Mon mari vit très mal la recherche de travail, constate Hélène P., de Toulon. Il a l'impression de ne pas être à la hauteur. Tous les hommes ne réagissent pas comme lui ; mais dans mon entourage, et parmi les femmes que je côtoie à Retraiver Provence, je

perçois des tensions à peu près dans tous les couples. »

Enfin, pour la quasi-totalité de ces femmes elles-mêmes, se lancer (ou se relancer) dans la vie professionnelle fait problème : « J'ai aimé ne pas travailler ; et j'aurais volontiers continué à rester à la maison », dit ainsi Nathalie G., de Paris. « Ma vie à la maison avec mes enfants me convenait parfaitement », reconnaît France R., de la région lilloise. « Choyée ou non, dit une troisième, nous sommes restées des années dans notre bulle. Et nous nous apercevons que nous avons perdu l'habitude de nous exprimer, que nous sommes incapables d'agir en société... » Souvent, des états dépressifs s'installent.

Au total, c'est tout un équilibre de vie qui se trouve remis en question. Et cela, sans beaucoup de chances de réussite. « Naïve car n'intéresse personne, s'indigne Chantal L., de Sanary (Var). Nous ne sommes pas mères isolées et nos maris ont encore un salaire ; on nous considère donc comme n'ayant pas de problèmes. Aucune structure ne nous épaula. » Beaucoup ainsi, faute d'informations, omettent de s'inscrire à l'ANPE, ce qui les prive notamment de l'accès à des stages de formation.

Marie-Claude Betheder

(1) Retraiver Ile-de-France, 34, rue Balard, 75015 Paris. L'association Retraiver est présente dans de nombreuses grandes villes de France.

(2) « La famille à l'épreuve du chômage », Nicolas Herpin, Economie et statistique n° 235, septembre 1990.

## Travailler ou mater

Un choix financier difficile

« DÈS que nous avons eu notre premier enfant, j'ai décidé d'arrêter de travailler ; bien sûr, je voulais m'occuper de lui, mais c'est surtout pour des raisons financières. » A trente et un ans, Nathalie est loin d'être un cas unique. La venue d'un enfant dans un couple apporte sa cohorte de charges nouvelles, y compris financières, que ne compensent généralement pas les allocations familiales. A moins d'un très haut salaire pour l'un des deux conjoints, la question se pose : n'est-il pas plus intéressant que l'un des deux cesse de travailler ?

Bien entendu, ce calcul est à envisager au cas par cas, notamment sous l'angle fiscal. Il est clair que, dans le cas de niveaux de revenus très différents, le conjoint bénéficiant du salaire le plus élevé a tout intérêt à prendre à sa charge la totalité des revenus du couple. En cas de double déclaration, la part

des enfants doit être prise par le plus gros salaire. Enfin, dans le cas d'un couple non marié avec deux enfants, chacun peut compter une part pour chaque enfant.

Mais les calculs ne s'arrêtent pas à cette péréquation fiscale. Il reste à envisager le coût financier lié à la garde quotidienne de l'enfant. Et, dans le cas où les deux conjoints décident de poursuivre à temps plein leurs activités professionnelles, les frais sont multiples, notamment pendant la période qui précède l'entrée à l'école maternelle.

Il faut d'abord engager les frais de garde en crèche, dont le montant à Paris s'échelonne de 1 000 à 2 500 francs par mois si les revenus des parents atteignent le plafond mensuel de 24 000 francs. À partir du deuxième enfant, les tarifs sont dégressifs. Selon les horaires de travail des parents, cette solution peut exiger de faire aussi appel aux

services d'une jeune fille au pair qui s'occupera de conduire l'enfant le matin et d'aller le chercher en fin d'après-midi, voire de le garder en début de soirée. Logée et nourrie, son salaire varie entre 1 500 et 2 000 francs par mois. Sison, les frais s'élèvent à 30 ou 35 francs de l'heure.

Une seconde formule consiste à prendre à temps plein une personne à domicile. Pour un bambin de moins de trois ans, cette solution coûte 5 000 francs par mois grâce aux déductions fiscales. Et 7 500 francs pour les enfants plus âgés. En fonction des accords pris dans l'une de ces formules, il reste éventuellement à ajouter la charge financière d'une femme de ménage, soit environ 50 à 55 francs de l'heure pour la région parisienne.

On peut certes déduire les différents allègements fiscaux liés aux « emplois familiaux » : pour les enfants de moins de trois ans, il

s'agit d'une exonération pouvant aller jusqu'au deux tiers des charges patronales versées au titre d'une personne employée à la garde de l'enfant ; l'aide à l'enfant prévoit en outre une économie fiscale - en fonction des revenus - plafonnée à 12 000 francs par mois.

« Ces charges financières poussent de nombreuses mères de famille à aménager leur activité professionnelle », précise Aude Magnan, de l'Agence pour l'emploi des cadres (APEC). Certaines d'entre elles préfèrent choisir un travail à temps partiel plutôt que d'arrêter totalement leur activité. « Mais pour les cadres, la rentabilité financière n'est pas déterminante, poursuit Aude Magnan. Il s'agit bien souvent de considérations liées à l'épanouissement de chacun dans son travail ou d'une priorité à la vie familiale. »

Olivier Piot



INSTITUT DE GESTION SOCIALE

### Congé individuel de formation CADRES SALAIRES

L'Institut de Gestion Sociale vous propose, en 1992, dans le domaine du MANAGEMENT ET DE LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES, des stages de formation à temps plein (3 à 8 mois)

- Direction de Personnel et Formation à la Gestion Sociale.
- Management et Développement des Ressources Humaines.
- Management Européen des Ressources Humaines.
- Informatique et Gestion du Personnel.
- Gestion du Recrutement, de l'Emploi et des Carrières.

Sessions : Automne 1992. Recrutement immédiat.

Programme et/ou rendez-vous sur demande à IGS Mme Floirac - 120 rue Danton 92300 Levallois-Perret - Tél. 47 57 31 41.

Je souhaiterais recevoir une documentation :

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Tél : \_\_\_\_\_

Fonction : \_\_\_\_\_

Le Monde 20 mai 92



ITINÉRAIRES

# Portraits de patrons

Les différences entre dirigeants français et dirigeants allemands sont nombreuses

EDITH CRESSON avait, dit-on, envisagé en son temps de nommer à la tête de Renault l'actuel patron français du groupe automobile allemand Volkswagen. Daniel Groudevort, un dirigeant qui n'a fait ni l'X ni l'ENA et qui connaît bien le monde de l'entreprise pour y avoir pratiqué de multiples métiers. Avec Pierre Bérgovoy, autodidacte lui-même, un tel projet est sans doute abandonné. A l'origine de la démarche d'Edith Cresson, il y avait un constat qui reste d'actualité : le chemin qui mène à la tête des grandes entreprises françaises n'est pas une garantie d'efficacité. Tant s'en faut. Les sentiers suivis par les patrons allemands aboutissent à de meilleurs résultats.

L'inefficacité du mode de sélection des dirigeants fait l'objet d'une étude comparative approfondie entre la France et l'Allemagne. Réalisée par deux chercheurs du CNRS, Bénédicte Bertin-Mourot et Michel Bauer, pour le cabinet de recherche de dirigeants Heidrick and Struggles, ce travail fait nettement ressortir, à travers l'analyse détaillée du profil des « numéros » des deux cents principales firmes de chaque pays, deux modèles très différents de production des élites (1). Des modèles qui expliquent en partie, selon les auteurs, la supériorité allemande : « Pour des entreprises à la recherche de l'efficacité économique dans un environnement concurrentiel, le modèle français, comparé au modèle allemand, apparaît, par ses effets socio-économiques... comme un véritable handicap ».

Les différences entre les modèles français et allemand, entre le

« capitalisme directorial » et le « capitalisme managérial », pour reprendre la distinction des chercheurs du CNRS ? L'analyse chiffrée établie à partir du parcours des PDG et présidents de direction confirme ce que l'observateur ressent confusément. Ancien élève de grandes écoles, le patron français vient d'un grand corps (Mines, Ponts, Inspection des finances, Cour des comptes ou Conseil d'Etat), il a fait le début de sa carrière au service de l'Etat (dans un cabinet ministériel ou dans une administration...), il n'a connu le monde de l'entreprise que très tardivement et a été « catapulté » à la tête de la société qu'il dirige sans en avoir gravi les différents échelons hiérarchiques.

Le portrait robot du chef d'entreprise allemand est sur ces différents points pratiquement le négatif de celui du dirigeant français. Diplômé certes, il a généralement commencé sa vie professionnelle en entreprise, où il a pratiqué de multiples métiers et où, à travers l'apprentissage notamment, il a amélioré ses qualifications. Avant d'accéder au sommet, il a gravi progressivement et avec le temps les marches successives qui mènent au pouvoir suprême.

N'était le secteur de la distribution, où finalement la France et l'Allemagne se retrouvent autour d'un « capitalisme familial », les différences sont les mêmes dans toutes les autres activités économiques (industrie, services, banque...). Le pourcentage des patrons détectés du côté de l'Etat est six fois plus élevé en France qu'en Allemagne. De ce côté-ci du Rhin, deux écoles (Polytechnique et

l'ENA) produisent plus de 45 % des patrons de société, trois écoles (X, ENA, HEC) plus de 50 %. En RFA, aucun établissement ne dispose d'une telle puissance. En revanche, plus d'un quart des dirigeants des principales sociétés allemandes sont passés par l'apprentissage.

Enfin, alors qu'en Allemagne plus de 70 % des dirigeants ont commencé leur carrière dans l'univers de l'entreprise à un niveau de cadre ou en dessous, ils ne sont que 30 % en France. Les firmes allemandes considèrent donc comme relevant de leur responsabilité la formation de leur propre élite, leurs homologues françaises déléguant cette fonction à l'Etat et

au système d'enseignement. Dans quelle mesure le système français, ainsi caractérisé, constitue-t-il, par rapport au modèle allemand, un handicap pour les entreprises et pour l'économie nationales ? Les auteurs de l'étude repèrent quatre « dimensions ». Tout d'abord, en restreignant la taille de leurs viviers et en confiant à l'Etat et au système d'enseignement la fonction de sélection et de sélection, les entreprises françaises réduisent leur probabilité de découvrir un patron « exceptionnel » — le terme utilisé par les chercheurs du CNRS est certes bien subjectif, mais il peut se comprendre.

Les trois autres handicaps évoqués par Bénédicte Bertin-Mourot

et Michel Bauer sont plus convaincants. La mauvaise connaissance qu'a souvent de l'entreprise le patron français « catapulté » (arrivé directement dans le fauteuil présidentiel), « parachuté » (arrivé directement comme membre de l'équipe dirigeante) ou « héloporté » (arrivé dans l'entreprise hors l'équipe dirigeante, mais à un niveau déjà élevé et visible de la hiérarchie) contribue à accroître la distance hiérarchique entre le numéro un et les salariés de l'entreprise. En Allemagne, « le numéro un » est « mantognard », du modèle allemand, concluent les deux experts, « de l'entreprise une connaissance concrète », ce que n'a pas son collègue français « cata-

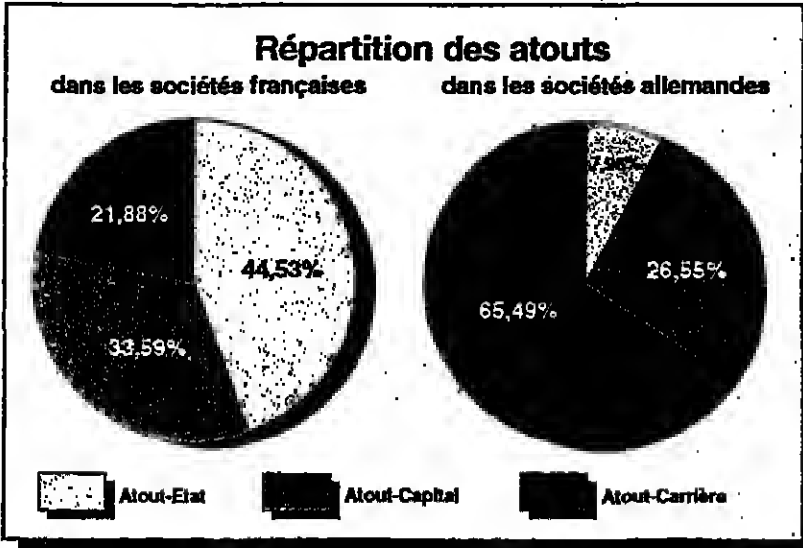
pulté ». Une évidence qui pèse sans doute très lourd dans la force et la cohésion des sociétés germaniques.

« Ignorant tout des ateliers, des agences et des centres de recherche, le numéro un du modèle français, détenteur de l'atout Etot et parachuté sur les hauteurs de l'entreprise », raisonnera, pour asseoir sa légitimité, davantage en termes de « développement externe » qu'intérieur. C'est une autre conséquence des différences dans le mode de sélection des dirigeants qui soulignent les deux chercheurs.

Enfin, le modèle français s'avère beaucoup moins performant en matière de motivation de l'encadrement supérieur des entreprises. Un manager allemand sait qu'il a une chance d'accéder un jour au sommet de son entreprise. Ce n'est pas le cas de son homologue français, dont le parcours paraît pré-déterminé par son école d'origine. « Développer un patriotisme d'entreprise » dans cette population est de ce fait, très difficile.

Le gouvernement s'apprête à renouveler, en juin, une soixantaine de dirigeants d'entreprises nationales. Il est d'ores et déjà acquis qu'il ne tirera guère parti des conclusions de ce travail. Les forces d'inertie — et les grands corps — sont encore puissants.

E. I.



(1) Bénédicte Bertin-Mourot et Michel Bauer, Les 200 en France et en Allemagne. Deux modèles contrastés de sélection-éducation-formation de dirigeants de grandes entreprises. CNRS et Heidrick and Struggles.



L'editorial l'avait éclairé,  
le libre propos interpellé,  
l'analyse économique rassurée.

Déterminé,  
il venait de lire les pages offes d'emploi.

**Le Monde**  
INITIATIVES

**Le monde des nouveaux commerciaux**  
Une nouvelle rubrique d'offres d'emploi dans Initiatives, tous les mardis

PHOTO: F. BOUTIER

NATURE

## Graine d'emplois

L'horticulture s'apprend près d'Orléans

DEUX superbes cédres du Liban centenaires trônent dans le parc arboré d'une école située au sud d'Orléans — le Centre de formation et de promotion professionnelle horticole (CFPPH) — que peu à peu l'urbanisation grignote, au grand dam de son directeur. Rien d'étonnant à cela : « Notre école, aujourd'hui Centre de formation et de promotion professionnelle horticole, a été créée en 1898, à la limite de la ville, par les membres du Syndicat des horticulteurs du Loiret, pour enseigner le greffage à leurs enfants », dit Claude Leforestier, directeur du CFPPH. Aujourd'hui, l'esprit du centre n'a pas changé. Sa vocation est toujours de répondre aux besoins élargis des horticulteurs, du pépiniériste au fleuriste, en passant par les maraîchers, les arboriculteurs et les entrepreneurs de jardins qui sont historiquement ici dans leur région d'origine.

Val de Loire fut, en effet, dès le quinzième siècle, la pépinière notamment fruitière des rois de France. Aujourd'hui, le centre forme, de la quatrième au BTS, quatre cents jeunes gens, une centaine d'apprentis et environ deux cents adultes dans le cadre de la formation continue. Ils viennent principalement de la région Centre, mais de plus en plus fréquemment du reste de la France. Un regret de taille cependant pour Claude Leforestier : « Nous ne satisfaisons pas à la demande de la profession en matière d'emploi. Au cours des dernières années, les besoins en effectifs ont considérablement augmenté du fait de l'attention générale portée à l'environnement et au cadre de vie. Les professionnels veulent embaucher des jeunes qualifiés. Aussi me demandent-ils de prêter la plus grande attention, dans la formation dispensée, aux besoins du marché horticole. » Estimé aujourd'hui à 20 milliards de francs, ce secteur est, selon le Comité interprofessionnel de l'horticulture, en progression de 8 % à 9 % par an.

De qui émanent ces offres d'emploi non satisfaites ? Des secteurs privés traditionnels de l'horticulture, bien sûr, mais de plus en plus fréquemment de la distribution : « Nous pourrions augmenter de 50 % nos formations en direction des Villemorin et autres Truffaut et des jardineries qui éclosent partout », précise le directeur du

centre. Même les fleuristes veulent dans leurs magasins de Paris et de la région parisienne des vendeurs qui ont une réelle connaissance des produits. Rien d'étonnant donc si une section technico-commerciale a récemment été créée dans l'établissement.

« Pour l'essentiel, c'est par le truchement du centre que les offres d'emploi sont satisfaites », précise de son côté Jean Milhaud, cadre pépiniériste et président de l'Association de l'amical des anciens élèves. Ce centre, statutairement, a toujours eu un lien organique avec les exploitations horticoles, puisque géré depuis sa création par les professionnels élus des différentes comités, la seule tutelle étant celle du ministère de l'Agriculture.

### Stages pratiques obligatoires

Cette situation facilite bien évidemment les stages pratiques obligatoires des élèves chez les exploitants, les serres-écoles du centre, où sont enseignées les techniques de bouturage, de greffage, de multiplication des végétaux, ne remplaçant pas l'apprentissage en grandeur nature sur le terrain. Ces exploitants qui ont le titre de « maîtres de stage » viennent parallèlement à l'enseignement général offrir à l'identique comme dans n'importe quel lycée privé, dispenser les cours théoriques très professionnalisés. « Ces cours sont volontairement très pratiques, et j'y tiens », insiste de nouveau Claude Leforestier. Ainsi, un fleuriste maître de stage n'omettra pas d'indiquer à ses élèves l'importance des chutes dans la constitution d'un bouquet. Car ces « déchets » lui permettront de réaliser une large part de son bénéfice en reconstituant des compositions plus petites. Ce raisonnement réaliste est valable pour l'ensemble de notre enseignement. Ainsi, en ouverture de son cours de floriculture, lance-t-il : « Ne produisez pas de roses en tête. Les cours s'effondrent et vous ne couvrirez pas même vos expéditions ».

« Nous ne prétendons pas rivaliser avec les grandes écoles nationales d'horticulture », commente encore Claude Leforestier. Allusion vague aux établissements de Versailles et d'Angers, qui forment la fine fleur des ingénieurs horticoles

français, ainsi que les paysagistes. « Nous nous voulons spécialisés et, je le répète, en adéquation avec les entreprises. Il ne suffit pas de prétendre aimer la nature ni de vouloir défendre l'environnement ».

Les débouchés sont assurés pour les jeunes formés à Orléans par les exploitations des six départements de la région Centre (3 000 salariés pour environ 1 000 exploitations), mais aussi par essaimage dans l'Hexagone. Une demande dont les gestionnaires du centre estiment qu'elle ira en croissant : « Environ 60 % de nos anciens élèves ont créé leur propre entreprise, mais, outre les débouchés directs dans les exploitations, les collectivités locales sont de plus en plus demandeurs ».

En effet, les jardins des villes, les services d'espaces verts et sportifs, la rénovation et l'entretien des parcs connaissent un engouement sans précédent en France. Les mairies consacrent une part de plus en plus importante de leur budget à l'embellissement de leur cité. Les villes de Paris, Bordeaux, Rennes, qui ne possèdent pas d'écoles de jardiniers spécialisés, forment elles-mêmes les personnels de leurs parcs et jardins sous la houlette d'ingénieurs horticoles, voire organisent des stages de gestion dans les centres de formation de la fonction publique territoriale.

« La ville d'Orléans consacre 7,5 % de son budget global, soit 150 millions de francs, à ses 150 hectares de parcs et jardins », dit Jean Grillet, responsable de la direction des espaces verts. Il régit en effet sur la production et l'entretien de 350 000 plantes annuelles et de 3 000 plantes de collection. « Il existe, il est vrai, une très ancienne tradition d'excellence jardinière qui se transmet ici de génération en génération, ce qui explique la réputation d'Orléans en la matière », se félicite encore Jean Grillet, qui se passionne par ailleurs pour la « gestion écologique des espaces verts ». Discipline émergente selon lui, qui obéit aussi à des normes économiques de gestion des espaces verts. Et de rappeler dans le droit fil de la tradition qu'Eugène Turbat, l'un des anciens maires de la ville, fut pépiniériste.

J. M.

Les derniers  
exemplaires  
du Guide Européen  
du Recrutement  
et des Formations  
d'excellence sont  
encore disponibles.



# Le rôle formateur de l'encadrement

par Georges Petit

Il est évident que la hiérarchie a toujours exercé une certaine fonction pédagogique. Comment savoirs et savoir-faire auraient-ils pu se diffuser dans l'entreprise avant la formation « institutionnalisées » que nous connaissons aujourd'hui ? C'est bien parce que ceux qui savaient - et qui avaient eux-mêmes appris d'autres - étaient capables de transmettre, de montrer, de rectifier. Cela inspire actuellement des expériences tendant à développer ce qui apparaît comme un atout interne et à lui faire jouer un rôle de levier pour transformer l'entreprise (1). Au-delà de cette constatation et même de cette redécouverte, trois questions méritent d'être posées.

1. Quelles raisons expliquent cet accord mis sur le rôle pédagogique de l'encadrement ?

Les cadres et la maîtrise représentent d'abord un important gisement de ressources potentielles. Il y a là tout un capital qu'il serait dommage de ne pas exploiter.

Le développement du professionnalisme de la formation a souvent entraîné une rupture entre formation et action : la première bénéficierait de toute l'aura de la diffusion du « savoir » tandis que l'action, plus banale, plus quotidienne, relèverait des hommes du « terrain ». Les membres de l'encadrement sont ici bien placés si l'on souhaite que formation et action ne restent pas des approches et des temps séparés.

Pratiquer la formation permet aussi de mieux la comprendre : le fait d'intervenir soi-même va faire évoluer le regard porté sur la formation, sur ses limites, les diffi-

cultés rencontrées. Entre les membres de l'encadrement, qui sont souvent des demandeurs de formation pour leur service, et les organismes extérieurs s'établit ainsi une meilleure compréhension.

Les nouvelles organisations d'atelier, le développement de l'autonomie de certains postes de travail ont souvent modifié les fonctions de l'encadrement et plus particulièrement de la maîtrise. Plus le rythme des changements de toute sorte s'accroît, plus il est nécessaire d'assurer animation et formation des équipes.

2. - A quels types d'actions de formation ces interventions conviennent-elles le mieux ?

La première formule à laquelle on pense est, bien sûr, celle de « stages », organisés de façon interne et pour lesquels les intervenants sont des membres de l'encadrement. Il s'agit finalement de la reproduction d'un schéma classique de formation et certains thèmes s'y prêtent bien : introduction à la culture interne, initiation aux grandes fonctions de l'entreprise et à son environnement, formation à des techniques très spécifiques à l'entreprise. La crédibilité interne de l'encadrement est ici assurée. Pourtant les participants sont portés à faire référence au « modèle » de formation qu'ils connaissent par ailleurs. Il y a souvent des risques que la comparaison se fasse au détriment des formateurs occasionnels. L'intérêt de ces actions « formelles » tient surtout au fait que, dans certains cas, il est particulièrement

important que ce soit quelqu'un de l'intérieur qui intervienne.

Beaucoup plus intégrateur est ce qui relève de la « formation-action ». Les démarches collectives d'étude et de résolution de problèmes sont elles-mêmes des situations éducatives dans lesquelles se développe un rôle moteur de l'encadrement. On pense, bien sûr, à tous les groupes de progrès, de qualité... mais les situations les plus fortes se rencontrent surtout lorsqu'il est nécessaire de mobiliser toute une unité sur une profonde transformation : un changement de process, par exemple. La formation et l'action n'apparaissent plus du tout comme appartenant à des logiques différentes.

C'est peut-être pour les « formations étroitement liées au travail » que la contribution éducative de l'encadrement est plus typique et originale. Les exemples foisonnent, allant de la formation sur le tas des chefs de rayon de supermarchés à l'accompagnement en clientèle des vendeurs de produits financiers, en passant, naturellement, par toutes les formations aux techniques de production. Deux traits nouveaux viennent en renouveler l'approche et valoriser le rôle formateur de l'encadrement. D'une part, la formation sur le tas, qui était surtout adaptative, a tendance à devenir plus qualifiante : elle veut apporter des savoir-faire et même des connaissances qui pourront servir à d'autres situations. D'autre part, on assiste à une « extraction des savoirs » qui aboutit à une traduction en supports de formation (classes, vidéos, affichettes...) et en démarches de construction pédagogique. La vieille formation sur le tas trouverait

elle une nouvelle noblesse en évoluant vers la formalisation et quelquefois la formation « en salle » ?

3. - Enfin, comment développer le rôle formateur de l'encadrement ?

Pour les entreprises, il ne suffit pas d'affirmer l'intérêt et l'importance du rôle pédagogique de l'encadrement. Encore faut-il le prendre en compte dans l'organisation en le valorisant et en mettant en place des dispositifs pour le favoriser.

Celles qui réussissent le mieux en ce domaine, non seulement inscrivent formellement cet objectif dans les projets d'entreprise, les chartes et les lettres de mission, mais prévoient que les interventions en formation fassent partie de l'évaluation et, en particulier, soient bien prises en compte dans l'entretien annuel de bilan.

Cela implique également de travailler à améliorer encore l'image interne de la formation : participation des cadres supérieurs aux actions, incitation à enseigner dans les grandes écoles et à l'université. La constitution de « clubs de formateurs » est, par exemple, un moyen d'apporter soutien et lieu d'échanges d'expériences.

Il paraît tout aussi logique de considérer que la pédagogie relève, elle aussi, d'un apprentissage nécessaire et d'un perfectionnement ! C'est ainsi que se développent des actions spécifiques de formation de formateurs occasionnels, suivant un modèle s'écartant du modèle scolaire ou même de celui des séminaires montés par les organismes de formation. On s'appuie beaucoup plus sur une référence forte aux situations professionnelles vécues. L'accent est mis sur la qualité de la relation pédagogique en face à face ou en petits

groupes, sur le souci de développement de l'équipe comme des individus et sur le partage de certaines valeurs.

On est pourtant loin de la situation allémande où les formateurs en entreprise doivent obligatoirement avoir reçu une formation à la pédagogie ou sont généralement passés par les formations Meister ou Techniker qui en comportent une.

VERRA-T-ON demain tous les membres de l'encadrement devenir formateurs ? Il y a certes des freins et quelques fois des impossibilités. Par exemple, la disponibilité en temps, indispensable pour la préparation et l'animation de la formation, est encore très souvent mise en avant. Il faut bien aussi reconnaître que la passion, voire dans certains cas des « dons » pour la formation ne sont pas l'apanage de tous. Pourtant, les expériences en cours montrent que si l'on affirme pleinement le principe et que l'on fait tout pour que former soit une partie intégrante de la mission de l'encadrement, il se développe une forte dynamique. L'enjeu est important : il s'agit de transformer l'entreprise en mettant en œuvre le capital de savoirs qu'elle recèle en elle-même.

► Georges Petit est professeur au groupe ESC Lyon.

(1) « Le rôle formateur des membres de l'encadrement des entreprises » - Groupe ESC Lyon, étude financée par la délégation à la formation professionnelle du ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

## STAGES

**Le service des offres de stages** est désormais accessible en tapant directement 3615 LEMONDE. Les personnes intéressées doivent contacter directement STAG'ETUD, (12, avenue Raspail, 94257 Gentilly Cedex), le service des stages de la MNEF, en téléphonant au (1) 49-08-98-99. Les entreprises désireuses de passer des offres sont priées de consulter directement cette association au 45-46-16-20.

logiciel des ressources humaines. 00636. Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 4/5, école de commerce ou université. Mission : participer à la mise en œuvre d'un outil informatique au sein du contrôle de gestion d'une banque. 01043.

### COMPTABILITÉ

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois min. Ind. : à définir. Profil : bac + 2/3, connaissances en comptabilité et informatique. Mission : collaborer aux différentes opérations liées à l'élaboration d'un document et au développement d'un logiciel de comptabilité. 00673.

### GESTION

Lieu : Neuilly. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 1 400 F/mois. Profil : bac + 4, gestion et comptabilité, bonnes connaissances informatiques. Mission : assurer la mise en place et l'interface avec la paie d'un

### PERSONNEL

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2/3 mois. Ind. : 1 500 F. Profil : bac + 4/5, GRH ou droit, sciences éco. écoles de commerce. Mission : synthèse de descriptions de fonction, élaboration d'études synthétiques, mise

en place de procédures d'organisation. 01048.

Lieu : Arcueil. Date : indéterminée. Durée : 1 mois minimum. Ind. : à définir. Profil : bac + 3/5, ressources humaines, communication. Mission : communication interne dans le domaine des ressources humaines. 00990.

Lieu : Chartou. Date : juin. Durée : 2 mois. Ind. : 5 000 F brut/mois. Profil : bac + 2, gestion des ressources humaines ou AES, voire micro-informatique et paie. Mission : enregistrement informatique de la paie, suivi congés et maladies, tenue des dossiers personnels. 00983.

Lieu : Vincennes. Date : juillet. Durée : 3 mois. Ind. : SMC. Profil : bac + 2. Mission : assistance en gestion du personnel, études spécifiques. 00781.

### VENTE

Lieu : région du domicile. Date : immédiat. Durée : 4/6 semaines. Ind. : fixe + prime + F.D. Profil : bac + 2/3, études commerciales/force de vente, disposer d'un véhicule. Mission : dans le cadre d'une action commerciale nationale, développer les ventes de la

boule « Katsu » (gadget amstress déjà médiatisé). 01069.

Lieu : toute la France. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 6 000 F + 2 000 F de prime + frais forfaits. Profil : bac, jeune femme souhainée, expérience de la vente, communication, pharmacie et diététique appréciées. Mission : animations et vente de produits minceur aux clients en pharmacie. 02404.

Lieu : Montreuil. Date : immédiat. Durée : 3 mois minimum. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, jeune femme souhainée, décision de la vente, communication, prise de contact et rendez-vous par téléphone pour société d'informatique, télémarketing. 01083.

Lieu : Paris. Date : juin. Durée : 3 mois minimum. Ind. : 1 500 F/mois. Profil : bac + 1/2, commerce, marketing. Mission : réaliser des enquêtes et missions diverses de communication et relations publiques. 01083.

### MARKETING

Lieu : Gennévières et région parisienne. Date : à définir. Durée : 1 mois minimum. Ind. : à définir. Profil : bac + 1 mini, école de commerce, connaissances études de marché. Mission : études de marché, participation à l'élaboration de la stratégie. 00984.

### INFORMATIQUE

Lieu : Arcueil. Date : indéterminée. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 3/5, documentaliste. Mission : informatisation de fichiers pour centre de ressources. 00988.

### COMMUNICATION

Lieu : Paris. Date : octobre. Durée : 3 mois. Ind. : 1 500 F/mois + versement restaurant. Profil : bac + 2, BTS/DUT, documentation, anglais nécessaire. Mission : alimenter une base de données interne en rapportant les données et en les saisissant. 01087.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 4/5 mois. Ind. : 3 000 F à 4 000 F/mois. Profil : bac + 4/5, 2-ou 3 cycle de communication ou école, relations presse, environnement, montage d'événement, anglais courant et 2 langues CEE. Mission : communication et organisation de la 3<sup>e</sup> Université d'été de l'environnement (conception et suivi relations presse et partenaires, élaboration des actes de l'université, mise en œuvre de l'évaluation, accueil des participants...). 00924.

Lieu : Toulouse. Date : à définir. Durée : 6 semaines. Ind. : à définir. Profil : bac + 5, étudiant en médecine, capacité à concevoir, créer, imaginer. Mission : étude de positionnement de produits médicaux, analyse de ces produits, répondre à la clientèle, rédaction médicale. 01001.

Lieu : Chartou. Date : immédiat. Durée : 3 mois min. Ind. : 5 000 F/mois brut min. Profil : bac + 4 communication, Harvard Graphic, Word 5, anglais. Mission : participation à la réalisation des outils de communication interne, préparation d'une réunion annuelle d'information. 00988.

Lieu : Versailles. Date : juillet. Durée : 2/3 mois. Ind. : 3 000 F/mois net. Profil : bac + 4, communication ou sciences humaines. Mission : mener à terme un projet de restructuration com-

plète de l'information professionnelle dans une entreprise en réseau. 01042. Lieu : Clusly. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, bases en Macintosh, PageMaker et/ou Excel si possible, connaissances commerciales souhaitées. Mission : assistant de conception et réalisation d'audiovisuel de formation. 00975.

### BIOCHIMIE

Lieu : Le Perrey. Date : juillet. Durée : 2 mois. Ind. : 1 500 F/mois. Profil : bac + 2, BTS/DUT, biologie/biochimie, documentation. Mission : saisie et classement des publications et revues et mise en place de la gestion informatique, résumé des études des articles et étude documentaire. 01082.

### SECRÉTARIAT

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 1 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, BTS secrétariat. Mission : secrétaire. 01084.

Lieu : Gardes. Date : juillet. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, secrétariat, Macintosh ou MacWrite.

bon niveau d'anglais. Mission : secrétaire de direction. 01089. Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 5 mois. Ind. : 6 900 F brut. Profil : bac, secrétaire, traitement de texte. Mission : standard + dactylo, traitement de texte (formation si nécessaire). 01057.

Lieu : Rueil-Malmaison. Date : juin. Durée : 3 mois. Ind. : B 500 F à 10 000 F/mois. Profil : bac + 2 secrétaire, TTX, Word 5 et/ou Word sous Windows, notions d'anglais et de comptabilité. Mission : effectuer des tâches liées au secrétariat. 01058.

Lieu : Gentilly. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 1 500 F. Profil : bac, notions de traitement de texte souhaitées. Mission : accueil, standard, frappe de documents sur Macintosh (formation assurée). 01095.

Lieu : Combs-la-Ville. Date : immédiat. Durée : 3 mois, mi-temps. Ind. : 1 000 F/mois + transport. Profil : bac + 2, bonne connaissance de l'anglais indispensable. Mission : faire une revue de presse quotidienne économique sur des journaux anglais et français. 01041.

Les derniers exemplaires du Guide Européen du Recrutement et des Formations d'Excellence sont encore disponibles

EXCEL : LA RÉFÉRENCE EN 820 PAGES POUR TOUT SAVOIR SUR LES FORMATIONS ET LE RECRUTEMENT EN EUROPE.



- Le Marché Européen du Recrutement
- La pénurie des jeunes diplômés
- Les outils et méthodes de recrutement par pays
- Les divergences dans l'organisation des enseignements supérieurs
- Les Secteurs d'Activité Économique
- Par secteur, une entreprise présente sa politique de recrutement européenne
- Les Formations d'Excellence et le Recrutement pays par pays
- Les structures de formation
- L'Analyse du recrutement

1500 FHT 750 FHT

Les derniers exemplaires vous sont proposés, dans la limite des stocks disponibles, au prix préférentiel de 750 FHT (791,25 TTC) l'unité soit 50% du prix initial.

Nom : \_\_\_\_\_ Société : \_\_\_\_\_  
 Adresse : \_\_\_\_\_  
 je désire une facture je joins un chèque bancaire à l'ordre de HCA  
 Contact EXCEL : 19/21 Boulevard Gambetta - 92137 Issy les Moulineaux - Tel : 40 93 36 36

**ESTEE**  
 Ecole Supérieure de Production Industrielle  
**POURQUOI RESTER TECHNICIEN SUPERIEUR QUAND ON PEUT DEVENIR INGENIEUR DIPLOME ?**  
 L'ESPI est une nouvelle école née dans le cadre des nouvelles filières d'ingénieurs. Elle permet aux lycéens supérieurs ayant au moins 5 ans d'expérience professionnelle de devenir en 2 ans ingénieur production ou ingénieur industriel. Ceci grâce à un programme en alternance formation académique - formation en entreprise. Seuls des candidats ayant un baccalauréat de génie électrique, mécanique ou génie chimique peuvent postuler.  
 CLÔTURE DES INSCRIPTIONS : 14 SEPTEMBRE 1992  
 Début des cours : septembre 1992 à janvier 1993 par correspondance puis en alternance sur 2 ans  
 Renseignements et inscriptions : Monique Samson (1) 45-92-65-09  
 ESPI - Groupe ESTEE - Cité Descaux RP 091 95102 Noisy-Le Grand Cedex  
 CHATELAIN DE COMMUNICATION ET DÉVELOPPEMENT DE PARIS



هكنا من العمل

## Gestion et des Finances

*Filiales du groupe britannique Legal & General, l'un des leaders européens dans la diffusion et la gestion de produits financiers, de fonds de retraite et d'assurance vie, nous avons des objectifs de croissance ambitieux et disposons de moyens importants pour les atteindre. Pour accompagner notre fort développement (CA x 4 en 4 ans), nous souhaitons renforcer nos équipes et recherchons :*

### ADJOINT AU DIRECTEUR COMPTABLE

Au sein d'un Département qui a en charge la comptabilité de sept sociétés dont une banque et deux compagnies d'assurance, il lui sera confié des responsabilités variées et notamment l'organisation et les méthodes comptables. Il sera associé à l'ensemble des fonctions du Département. De formation supérieure et titulaire du DECS au minimum, âgé de 30 à 35 ans, il a au moins 5 ans d'expérience dans notre secteur d'activité (réf. CPT)

### ORGANISATEUR

Il participe activement à la conception des systèmes d'information, rédige les cahiers des charges destinés à l'informatique, assure la recette des applications, mène des études d'organisation, conçoit des procédures et met en pratique ses recommandations. De formation supérieure, il a une expérience de 3 à 5 ans dans l'assurance ou la finance. (réf. ORG)

### CHARGE D'ETUDES ACTUARIELLES

Il assure des missions très variées au sein de notre Département Technique : tarification des contrats collectifs et individuels, validation des provisions mathématiques, observation de la concurrence, création de produits (assurance et finance), support technique à nos équipes de ventes, études diverses (adossé actif/passif). Ce poste conviendrait à un jeune diplômé actuaire débutant ou d'école d'ingénieurs justifiant d'une première expérience (réf. ACT)



Legal & General Bank (France)

Envoyer lettre manuscrite, CV et prétentions en précisant la référence du poste à :  
**Legal & General (France)**  
Direction du Personnel  
58, rue de la Victoire - 75009 Paris  
(la plus haute confidentialité est garantie à toutes les candidatures).

**36 15  
LM**

Chaque mois, 25 000 utilisateurs se connectent sur 3615 LM, le service télématique expert de l'emploi des cadres. Depuis un an, 40 000 CV ont été déposés sur 3615 LM.

### Devenez Responsable Gestion Sociale des filiales et des participations

Créé en février 91, le Service des Filiales et des Participations de notre Direction des Services Juridiques et Financiers conseille et assiste les Directions Opérationnelles du Gaz de France pour les projets de développement et de diversification en France et à l'étranger.

Au sein de la Division Gestion (environ 20 collaborateurs), vous animez une équipe de 5 personnes chargée des questions de gestion sociale :

- pour les filiales : actes courants ou non courants (fusions, restructurations...)
- pour les participations : surveillance de l'activité sociale et des résultats, information à l'interne et à l'externe...

Votre expérience significative dans le domaine et votre sens de l'organisation contribueront à consolider une organisation encore jeune, dans un secteur en fort développement.

A 35 ans environ, votre formation juridique supérieure ou d'école de commerce allée à votre ténacité, votre implication, votre sens des relations interpersonnelles, votre jugement et votre maîtrise de l'anglais, seront des atouts indispensables à notre réussite commune.

Pour ce poste basé à Paris 17<sup>e</sup>, merci d'envoyer lettre de candidature et CV avec prétentions salariales sous réf. M/1905, à Jean-Pierre Tatin, Département Recrutement d'EDF et GDF, 16 rue de Monceau, 75003 Paris Cedex 08.

FORMATION  
JURIDIQUE  
SUPERIEURE  
OU ECOLE DE  
COMMERCE



## OPERATEUR DE MARCHÉ

**A**u sein de notre salle des marchés, vous réalisez différents types d'interventions sur les marchés interbancaires, des changes, des instruments de gestion (swaps, futures, options...), nécessaires au financement des prêts et à la gestion de la trésorerie du Crédit National.

Vous participez également à la conception de nouveaux produits pour la clientèle et à la création des outils de gestion nécessaires à leur suivi.

Diplômé de l'enseignement supérieur (Ecole d'Ingénieur, ENSAE...), vous êtes débutant ou bénéficiez d'une première expérience. Votre anglais est opérationnel et vous avez une bonne maîtrise de la micro-informatique. La connaissance d'un langage de programmation (Pascal, C, ...) serait un atout supplémentaire.

Ce poste basé à Paris requiert de la rigueur, de la créativité et le goût du travail en équipe. Nous vous offrons une rémunération motivante et de réelles possibilités d'évolution dans le groupe Crédit National.

Merci d'adresser une lettre de candidature manuscrite avec CV, photo et votre rémunération actuelle au CREDIT NATIONAL - Département des Ressources Humaines 45, rue Saint Dominique - 75700 PARIS.



**Crédit National**

### FILIALE D'UN PUISSANT GROUPE FINANCIER RECHERCHE UN

## gérant d'O.P.C.V.M de taux

Au sein de la direction financière, vous rejoignez l'équipe en charge de la gestion d'O.P.C.V.M sur les marchés monétaires et obligataires (volumes très importants).

Au delà de la gestion d'une ou plusieurs SICAV monétaires, vous participez aux études actuarielles, à la conception et au montage de nouveaux fonds, à la vie sociale et à la communication-produits auprès du réseau de distribution. Pour ce poste, qui requiert autant d'adaptabilité que d'initiative,

nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé de 3<sup>e</sup> cycle financier ou à coloration scientifique.

Une éventuelle première expérience financière (sur les marchés ou en entreprise) serait appréciée.

Merci d'envoyer votre candidature : lettre, CV et photo en précisant la référence 751 à MEDIA PA - 50/54, rue de Sully 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX, qui transmettra.

## Opérateur monétaire

Un rôle stratégique  
pour un praticien  
de la gestion

DIRECTEUR  
ADMINISTRATIF  
ET FINANCIER

Responsable  
administratif  
et financier



# Gestion et des Finances

## Un rôle stratégique pour un praticien de la gestion

### Contrôleur de gestion société



811 personnes, 570 M de F de CA dont 40 % à l'exportation. Spécialiste des emballages en verre sur les marchés de la pharmacie et de la parfumerie. Une politique dynamique d'innovation, d'exportation. Une mutation industrielle réussie.

Basé au sein de notre usine en région Lilloise, vous rejoignez au Directeur Administratif et Financier. Vous éclairerez la société sur la situation économique et budgétaire et vous participerez à l'amélioration de sa rentabilité par l'animation du cycle planification/budget, des reporting et tableaux de bord. Confirmé dans la fonction, vous avez véritablement la fibre industrielle. A environ 30 ans, vous avez une formation supérieure de type ingénieur + 3<sup>e</sup> cycle gestion ou école de commerce, plus une expérience gestion en milieu industriel. Nos systèmes de gestion très performants sauront vous motiver. Vos résultats et votre potentiel d'évolution vous amèneront à élargir vos responsabilités au sein de la société ou dans le groupe BSN. Merci d'adresser votre candidature, sous réf. S164M, à BSN, Service Recrutement Cadres, 7 rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 08.

PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS ET TROISIEME EUROPEEN

CAMPING GAZ, filiale du Groupe SHELL, entreprise internationale à taille humaine (CA de 1 milliard de francs dont plus de 60% à l'export), poursuit sa politique active d'expansion sur le plan mondial grâce à une stratégie d'innovation sur les marchés du Plein Air, du Bricolage et de la Randonnée. Nous créons le poste de

## CONTROLEUR DE GESTION Partenaire de notre croissance internationale.

**Votre mission :** Rattaché au Directeur Administratif et Financier, vous devrez :

- Développer et optimiser les outils de gestion de nos filiales existantes (Allemagne - Angleterre - Suisse - Japon...) et de celles en création (Asie du sud-Est - Europe de l'Est).
- Elaborer et mettre en oeuvre un système de contrôle performant et adapté à nos activités commerciales.
- Assurer un rôle d'assistance, une force de proposition auprès des opérationnels en instaurant un dialogue efficace.
- Être l'interlocuteur privilégié de la Direction Financière et de la Direction Internationale.

**Votre profil :** Vous êtes HEC - ESSEC - ESCP... vous avez 30 ans environ, 5 ans d'expérience acquise soit en cabinet d'audit, soit au sein du contrôle de gestion d'un groupe international reconnu pour la qualité de ses méthodes de gestion.

**Vos atouts :** Le contact, le dynamisme et la rigueur ainsi qu'une bonne maîtrise de l'anglais (si possible connaissance de l'allemand) et la pratique de la micro informatique favoriseront votre évolution dans la Société ou dans le Groupe.



Ecrire sous référence 21A 2403/2M à etap  
notre conseil : 71, rue d'Auteuil - 75016 Paris.

camping gaz

IF WORDS LIKE  
ENGLISH,  
INTERNATIONAL  
AND FINANCE  
RING A BELL...  
JUST READ THIS !

## DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Parfaitement bilingue Anglais, il est soit Français anglophone, soit Anglais francophone. A 30 ans environ, de formation supérieure comptable et gestion (expertise ou équivalent), il a une expérience de 5 ans d'encadrement d'un département comptable, financier, administratif, acquise en PMI évoluant dans un environnement international et utilisant des principes et méthodes de gestion moderne et très informatisées. Il est responsable de la comptabilité générale et veille au respect des systèmes financiers, comptables, administratifs, conformément aux normes françaises et du groupe International, sous forme anglo-saxonne. Il développe le contrôle de gestion et fait que l'outil informatique soit adapté aux besoins des autres départements, compris et intégré par tous. Merci d'adresser lettre manuscrite en français, CV, photo et salaire actuel sous la réf. P 1020/SM à notre conseil : 34, rue de Colisée - 75008 PARIS.

MORENO INTERNATIONAL  
REIMS - PARIS - LYON

SEDAN (ARDENNES - 08).  
Société métallurgique (100 personnes - 85 MF CA dont 50 % à l'export) spécialisée dans le laminage de profilés spéciaux destinés au monde de l'automobile et du bâtiment appartenant à un groupe industriel diversifié anglais, renforce son comité de direction et veut, à cette fin, intégrer près de son Directeur Général, un

## MAISON DE TITRES FILIALE D'UN IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL

recherche  
pour Paris

## TRADERS OPTIONS TRADERS OBLIGATIONS COMMERCIAUX

- Jeunes diplômés débutants de l'enseignement supérieur, ayant réalisé des stages dans le trading de produits financiers, OAT, options, etc.
- Vous êtes capables d'approfondissement des données de bases chiffrées, mises au service de décisions rapides et raisonnées.
- La sélection se fera notamment sur les qualités de rigueur et d'adaptation à une équipe jeune et qualifiée.
- L'anglais courant est indispensable.

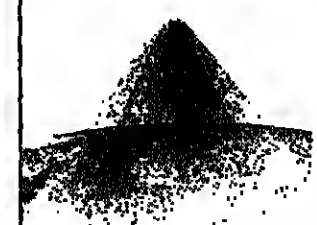
ML II conseil

Merci d'envoyer CV + lettre manuscrite + photo s/réf. 50783 à ML2 Conseil 16, rue Jacques-Dulud 92200 Neuilly-sur-Seine

## Analyste financier

Baxter, leader mondial du matériel médico-chirurgical, recherche pour sa filiale française un Analyste Financier. Au sein d'une équipe de 4 personnes, vous serez chargé, en collaboration active avec le management d'une de nos Divisions : • d'établir le budget et d'en assurer le suivi, • de développer différentes analyses financières pour la Division • de participer à l'amélioration des outils de gestion. Titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur (Grandes Ecoles de Commerce, Sciences Po, Maîtrise de Gestion, etc.), vous avez 28/30 ans et possédez une première expérience du contrôle de gestion, de préférence dans une structure multinationale. Pour ce poste fortement évolutif, vous devez en outre posséder une bonne maîtrise de l'outil informatique et parler couramment anglais. Merci d'adresser votre dossier de candidature à Baxter, Service du Recrutement, BP 58, 78311 Maurepas Cedex.

Baxter



Société de Négoce (40 pers.); partenaire de groupes industriels et financiers multinationaux, nous sommes en développement continu. Nous vous proposons d'être notre

## Responsable administratif et financier

Outre la supervision des activités comptables et de gestion du personnel pour lesquelles vous serez assisté de 4 collaborateurs, vous proposerez et mettrez en place les outils de gestion et de traitement de l'information adaptés à nos activités. Vous suivrez et contrôlerez également aux plans financier et juridique l'activité des filiales (U.S.A., Asie...) en veillant à la cohérence de l'ensemble. De formation Sup de Co option Finances, compléter par l'Expertise, âgé d'environ trente ans, vous avez, de préférence, après un passage en cabinet d'audit, exercé en P.M.E. dans un environnement international. Vous maîtrisez l'anglais. Votre rémunération comprendra une partie variable liée à l'atteinte d'objectifs. Merci d'adresser votre dossier de candidature à notre Direction Générale, C31, 3 rue de la Bourse 75002 PARIS en précisant vos prétentions sous la référence 5119.



## le Directeur de l'Agence de Chartres

Chargé de conduire l'expansion commerciale de l'agence et d'animer une équipe administrative et commerciale (réf. 194M)

## Un Chargé de Clientèle Entreprise

qui développera à Chartres un portefeuille d'activité en partant d'un existant déjà significatif (réf. 194N)

Si vous avez une expérience commerciale bancaire "entreprise" significative (3 à 10 ans suivant le poste) et avez un réel esprit d'entreprise et de développement, alors,

merci de nous adresser votre candidature, sous réf. choisie à PSYNERGIE, 1 square de Luynes, 75007 PARIS.

## REGION CENTRE-OUEST - PROCHE OCEAN

Société de services déjà située au premier plan dans son secteur d'activité proche de l'assurance, nous recherchons notre

## RESPONSABLE CONSOLIDATION/FISCALITE

Vous avez 28-35 ans ; diplômé de l'enseignement supérieur (Sup de Ca ou équivalent + DECS), vous souhaitez poursuivre votre expérience dans une société internationale en forte progression.

Rattaché au Directeur Administratif et Financier, vous serez chargé, au sein d'une équipe jeune, d'établir les états financiers consolidés, fiscaux et réglementaires, d'optimiser la fiscalité de l'entreprise, de gérer la trésorerie et les placements.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V., photo et prétentions) s/réf. 22431 à EUROMESSAGES BP 80 - 92105 BOULOGNE CEDEX qui transmettra. Réponse et confidentialité vous sont assurées.

PARIS - STRASBOURG  
LYON - MARSEILLE - BREST EUROMESSAGES







REPRODUCTION INTERDITE

Un groupe industriel français de premier plan recherche pour son siège parisien un :

**JURISTE D'ENTREPRISE Senior Counsel**

Paris Réf. : AK 1284 LM

Intégré dans un département dont l'esprit et le fonctionnement s'apparentent à ceux d'un cabinet de conseil interne, vous interviendrez sur l'ensemble des dossiers juridiques de l'entreprise : droit français et international des sociétés, droit des contrats...

Impliqué dans la vie quotidienne des affaires, vos interventions diversifiées, nécessitant un solide tempérament de négociateur et un haut niveau technique, seront à la fois pro-actives et préventives sur la marche de l'entreprise.

Agé d'au moins 35 ans, parfaitement bilingue anglais-français, disposant d'une solide formation de préférence anglo-saxonne, vous avez une expérience internationale préalable réussie en cabinet ou en entreprise.

Contactez Antoine KAMPHUIS ou adresser votre candidature sous référence AK 1284 LM à KAMPHUIS & ASSOCIES

**Kamphuis & Associés**  
TAX & LAW

14, rue de Téhéran - 75008 PARIS  
Tél : 45.62.90.00 - Fax : 45.62.14.28

CAMPING GAZ, filiale du Groupe SHELL, entreprise internationale à taille humaine, 1 milliard de francs de CA dont plus de 60% à l'export, doit sa réussite à une politique d'innovation soutenue sur les marchés du Plein Air, du Bricolage et de la Randonnée.

Pour faire face à sa stratégie de développement et l'intégrer au sein de sa Direction Administrative et Financière, nous recherchons

**JURISTE HAUT NIVEAU**

Nous vous offrons : - un champ d'action dans un contexte très international, - des domaines d'intervention riches et variés : Droit des sociétés, Propriété industrielle, Assurances, Droit des contrats... - une activité en liaison avec la Direction Générale, les directeurs opérationnels et les directeurs de filiales, - des responsabilités impliquant d'anticiper les problèmes, d'élaborer et de proposer des solutions, de participer à leur mise en oeuvre.

Nous vous demandons : - une formation juridique supérieure (DJCE, DESS...) avec de préférence une formation complémentaire économique (Sciences Po, IAE...) - 5 ans d'expérience acquise dans une fiducie, un cabinet conseil ou une grande entreprise, - de la perspicacité dans l'analyse des risques, un sens prononcé du dialogue, une large curiosité intellectuelle, un tempérament marqué d'opérationnel, - la maîtrise de l'anglais.

Poste basé à Paris.



Ecrire sous référence 21A 2402/ZM à etap  
notre conseil : 71, rue d'Auteuil - 75016 Paris.

**camping gaz**

NEUILLY  
**FIDAL PEAT INTERNATIONAL**  
cherche pour son importante clientèle étrangère

**AVOCAT D'AFFAIRES CONFIRME H/F**  
Spécialisé en Droit des Sociétés

Le poste autonome et très vivant suppose :

- une parfaite maîtrise de l'anglais des affaires,
- une expérience d'au moins 5 à 7 ans acquise à des responsabilités très autonomes, soit en cabinet, soit dans une société possédant de nombreuses filiales à l'étranger,
- une expérience complémentaire en droit des contrats français et internationaux serait un atout supplémentaire très apprécié.

Ecrire avec CV et prétentions à Mme D'ORNANT chargée d'instruire cette recherche en toute confidentialité.

**FIDAL**  
FIDAL PARIS, 47 rue de Villiers  
92200 NEUILLY-SUR-SEINE.

**Juriste spécialisé en Propriété Intellectuelle**

Rejoignez-nous pour assister et conseiller la division spectacles, communication et marketing en matière de droit des marques, de propriété littéraire et artistique.

Titulaire d'un diplôme de 3e cycle, vous justifiez de 2 à 4 ans d'expérience professionnelle en entreprise ou cabinet. Vous avez l'habitude de travailler en anglais.

Si l'univers d'Euro Disney vous attire, adressez votre candidature, sous référence ME/2140/LM, à Euro Disney, Service Recrutement, BP 110, F 77777 Marne-la-Vallée Cedex 4.

**Euro Disney**  
RECRUTEMENT

Pour nous, tous les métiers font partie du spectacle

126 000  
LECTEURS  
du Monde  
exercent une  
PROFESSION  
LIBÉRALE.  
Le Monde  
est leur  
premier titre  
d'information.  
(IPSOS 91)

**REALISONS ENSEMBLE**

**JURISTE EXPERIMENTE**

Afin d'instruire et de gérer les dossiers contentieux d'Entreprises (secteurs PME, immobilier...), la Direction des Affaires Juridiques de la Banque recherche un JURISTE EXPERIMENTE.

Votre formation, maîtrise de droit privé, votre expérience de 3 à 5 ans dans une fonction similaire au sein d'un établissement bancaire, ainsi que de bonnes connaissances du droit bancaire, des voies d'exécution et des procédures collectives vous permettent rapidement de prendre en charge la responsabilité de dossiers.

Rigueur, analyse mais aussi des qualités relationnelles sont indispensables pour mener à bien les différentes missions qui vous seront confiées.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo et prétentions) à Marie-Dominique KHAROUNI, Banque HERVET, Division Recrutement, 127 avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY, sous réf.M24JE

**BANQUE HERVET**  
Partenaire de la réussite

**Juristes/Fiscalistes Consultant**

Paris

Vous souhaitez : un poste commercial, riche de contacts où vous serez en relation avec des interlocuteurs de haut niveau au sein d'une équipe performante.

Vous mènerez à bien des missions, de la prospection commerciale au recrutement de juristes et de fiscalistes.

Vous avez : de l'énergie, du courage, de l'ambition, une première expérience d'un poste de juriste ou de fiscaliste en entreprise ou/et en cabinet.

Alors devenez consultant en recrutement de cadres juridiques et fiscaux chez Michael Page Tax & Legal, groupe coté en Bourse de Londres, l'un des leaders européens du recrutement.

Contactez Charles-Henri Dumon au (1) 45.53.26.26 ou adressez CV + photo + tél + rémunération à Michael Page 30 bis, rue Spontini 75116 PARIS, sous réf.CHD58MO.

**MP**  
Michael Page Tax & Legal  
Spécialiste en recrutement juridique et fiscal

**Directeur**  
Etablissement Hospitalier

♦ L'ASSOCIATION Léopold BELLAN, reconnue d'Utilité Publique regroupant 10 Etablissements sanitaires et sociaux - 800 salariés : CA : 250 MF - recherche un Directeur pour l'Hôpital Léopold BELLAN. Cet établissement entièrement rénové, situé dans le 14ème arrondissement de Paris, au coeur du nouveau Montparnasse, participe au SPH. Il est doté de près de 200 lits, et d'un budget de 100 MF. Hôpital "ouvert sur la ville", de très bonne notoriété, dédié à la chirurgie et à la médecine, il compte 45000 consultations par an.

♦ Rattaché directement au Directeur Général de l'Association, le Directeur assumera l'entière responsabilité de la conduite de l'Hôpital. Il sera chargé de la mise en oeuvre du projet d'Etablissement. Il devra faire preuve d'une bonne capacité d'initiatives, de réelles qualités en matière de gestion hospitalière, d'un sens développé de la communication et de la négociation. Il saura s'intégrer dans un environnement convivial où les valeurs humaines et les compétences sont jugées primordiales.

♦ De formation supérieure, 40 ans environ, il a obligatoirement acquis une expérience du secteur hospitalier et du management d'équipes pluridisciplinaires.

Notre conseil vous remercie de lui adresser votre CV avec photo et rémunération actuelle sous la référence 3483

**CORT**  
12, Rue Hamelin 75116 PARIS  
Paris-Lille-Lyon-Strasbourg



هنا من النحل

## RESPONSABLE DE MAÎTRISES D'OUVRAGES ET D'ÉTUDES PROSPECTIVES SUR L'AUTOMATISATION DES MOYENS DE PAIEMENTS

Le Département des Services Bancaires Automatisés (900 personnes) de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE vous propose de le rejoindre afin de prendre la responsabilité de :

- la conduite d'études transversales et prospectives internes au Département sur les moyens de paiements,
- la représentation de la Société Générale auprès des groupes interbancaires de réflexion et de concertation,
- la définition des évolutions d'une application d'interface d'échange entre les circuits de compensation et les applications de gestion de moyens de paiements,
- la coordination, la planification des actions des différents intervenants (Études/Production/Utilisateurs...), et la réalisation du suivi budgétaire des projets menés.

Ce poste évolutif conviendrait à un diplômé de l'enseignement supérieur (École d'Ingénieur ou de gestion) doté d'une solide expérience (5 à 7 ans) en organisation et coordination de projets bancaires et/ou informatiques. Nous apporterons la formation indispensable à une intégration réussie.

Ce poste est à pourvoir sur Paris. Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite de motivation, CV et prétentions) à Madame Annick Stouls de la Maîtrise Société Générale - Direction des Relations Humaines 10, place Edouard VII - 75009 Paris.



CONJUGUONS NOS TALENTS.

Entreprise  
Électrique  
Construction et  
Génie Industriel  
connus et présents  
dans le monde entier  
nous intervenons  
dans la réalisation  
d'équipements de  
toutes dimensions  
dans les grands  
secteurs de  
l'industrie, de la  
construction, de  
l'énergie et des  
transports.  
Aujourd'hui, nous  
recherchons notre

## Ingénieur d'Affaires Export Chef de Projet

Mission : Directement rattaché au chef de service export, vous managez des contrats clé en main de grande envergure (20 à 100 MF) dans le domaine du transport de la distribution électrique.

Vous en assurez la gestion complète depuis l'élaboration de l'offre et sa négociation jusqu'à sa réalisation (technique, coûts, délais, qualité, contractuel...).

Profil : 30/35 ans, de formation Ingénieur électricien ou électromécanicien (ESTP, ENSIEG, SUDRIA, ENSAM...), vous possédez une expérience de 5 ans minimum en entreprise générale en tant qu'Ingénieur d'Affaires Export, de préférence dans le domaine.

Approche technique, autonomie, rigueur, capacité à négocier, sens de l'animation et du relationnel vous caractérisent.

Anglais courant impératif, seconde langue souhaitée. Poste basé en Région Parisienne.

Il est proposé à un candidat de valeur de réelles perspectives d'évolution au sein d'un groupe dynamique et formateur.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV) sous référence 129 M à Parcours - 108, rue Saint Honoré - 75008 PARIS, qui transmettra.



LE SYNDICAT INTERHOSPITALIER REGIONAL D'ILE DE FRANCE  
(Établissement Public)

DEPARTEMENT FORMATION  
recherche son

## RESPONSABLE DU SECTEUR CONCOURS & EXAMENS

Collaborateur direct du Directeur du Département Formation, vous assurerez l'organisation et le suivi pédagogique des actions de formation à dominante juridique et administrative préparant aux concours et examens de la fonction publique hospitalière.

Diplômé de l'enseignement supérieur (I.E.P. Droit, Sciences Humaines), vous avez une première expérience dans le domaine de la formation continue ou de l'enseignement. A un sens relationnel développé, vous alliez de bonnes capacités rédactionnelles, méthode et rigueur.

Une connaissance du milieu hospitalier serait un plus.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V., photo et prétentions à : SYNDICAT INTERHOSPITALIER REGIONAL D'ILE DE FRANCE - Direction des Ressources Humaines 12, avenue de l'Opéra - 75001 PARIS.

Leader mondial  
des moteurs et  
automatismes  
pour stores et  
volets roulants.

A proximité de  
Chamonix et  
Genève.

Plus d'1  
milliard de CA

(doublé en

4 ans) dont

75 % à

l'international.

1300 personnes

SOMFY®

## CONTROLEUR DE GESTION INDUSTRIELLE

Notre vocation ? Simplifier la vie.  
Nos produits ? Des moteurs intelligents  
faisant appel à des technologies pointues  
et variées. Somfy, c'est aussi un potentiel  
humain de qualité, des projets ambitieux,  
une région magnifique et très dynamique.

Rattaché à la Direction Industrielle et au  
sein d'une petite équipe, vous aurez à  
créer, mettre en œuvre et suivre de  
nouveaux moyens, outils et procédures de  
gestion liés aux développements à moyen  
terme du groupe : informatique, comptabilité  
analytique par activité, tableaux de bord  
quantitatifs et qualitatifs... Vous  
participerez également activement à  
l'élaboration, au suivi et aux analyses des  
budgets et projets en cours.

A 30 ans environ, de formation Ingénieur  
complétée idéalement par une spécialisation  
en gestion (IAE ou équivalent), vous  
avez acquis une expérience de 3 à 5 ans  
en contrôle de gestion et comptabilité  
industrielles. Vous valoriserez ces atouts  
dans un contexte de performance et  
d'ouverture.

Merci d'adresser votre candidature sous  
réf. LMCCI à SOMFY, Service Recrutement,  
BP 152 - 74303 Cluses Cedex.

GROUPE INTERNATIONAL  
LEADER DANS LE  
DOMAINE DE LA  
RESTAURATION ET  
DES SERVICES

## RESPONSABLE MARKETING ET DÉVELOPPEMENT

450 KF

Au sein de notre équipe internationale, vous exercerez une fonction très élargie. Véritable bras droit du Directeur du Développement International, vous serez responsable du Marketing en insistant particulièrement sur la qualité des services proposés, l'innovation et les moyens de promotion à mettre en œuvre. Vous concrétiserez sur de nouveaux pays des accords de représentation locale, voire des créations de filiales. Enfin, vous pourrez être amené à participer à la préparation et à la négociation d'importants

contrats. De formation supérieure, ESC ou équivalent, trilingue anglais + allemand (de préférence), vous possédez 10 ans minimum d'expérience commerciale réussie sur l'international, impérativement dans les services. Homme créatif et de communication, rigoureux et diplomate, votre pragmatisme et votre personnalité vous feront évoluer. Poste basé en banlieue Ouest.

Adressez votre dossier de candidature à CURRICULUM sous réf. 7676/M 6, passage Lathuille - 75018 PARIS



COMMUNICATION AUDIOVISUELLE  
Recrute son

## DIRECTEUR EXECUTIF

- De formation supérieure, Ecole de Commerce ou de Gestion, vous avez une expérience confirmée dans une fonction analogue. Vous maîtrisez parfaitement l'utilisation de l'outil informatique, qu'il s'agisse d'exploitation ou de gestion. Votre personnalité, votre dynamisme, votre sens des relations humaines vous permettent d'intégrer un groupe structuré et d'assister efficacement le PDG.
- Vous avez acquis une expérience similaire d'au moins 4/5 ans dans le secteur de l'Audiovisuel, de la Communication ou des Médias.
- Vous souhaitez rejoindre une équipe de 50 personnes, dont les locaux fonctionnels permettent un développement important dans un secteur qui prend ses lettres de noblesse : le hors média audiovisuel.

Avec une lettre manuscrite adressez nous votre CV + photo et prétentions à : CEDFI SA  
125, avenue Louis Roche - BP 155  
92230 GENNEVILLIERS Cédex.



jeune ingénieur de production  
Riviera Carret RCL LUSTORU



Ingenieur  
d'Affaires Ext  
Chef de Proj

CONTROLEUR  
DE GESTION  
INDUSTRIELLE



J. ACCOMPAGNE ET J'AGIS



JE CONSEILLE ET J'ORIENTE



J'ECOUTE ET JE PROPOSE

CONCOURS  
LE 2 JUIN 1992

L'Agence Nationale Pour l'Emploi travaille avec tous au plus près du terrain. Elle est un interlocuteur privilégié pour les entreprises et une véritable force d'écoute et de proposition pour les demandeurs d'emploi. Elle intervient activement pour trouver des solutions aux problèmes de recrutement, de formation, d'orientation. Pour être encore plus efficace, l'ANPE renforce ses moyens dans le cadre d'un contrat de progrès avec l'Etat. Pour innover, elle se réorganise.

Pour être encore plus active, l'ANPE recrute aujourd'hui 800 conseillers et conseillers principaux. Vous êtes titulaire d'un bac + 2 ou d'un bac + 3, avec ou sans expérience professionnelle, âgé(e) de plus de 18 ans et ressortissant(e) de la CEE. Nous vous offrons l'opportunité d'agir au cœur de l'emploi, pour des missions de conseil, d'orientation, des missions où l'écoute attentive, le diagnostic et l'action permettent de trouver des solutions dynamiques.

Pour nous rejoindre, retirez votre dossier d'inscription à l'ANPE la plus proche, ou renseignez-vous au N° Vert 05 25 05 25 (appel gratuit). Vous avez jusqu'au 22 mai 1992 pour renvoyer votre dossier, le cachet de la poste faisant foi.

Numéro Vert  
05 25 05 25  
APPEL GRATUIT



Vous aussi,  
agissez au cœur de l'emploi.  
Devenez conseiller à l'ANPE.

L'innovation,  
clef de notre réussite



Nous sommes le n°1 mondial des constructeurs de machines pour la fabrication de bouteilles en plastique pour liquides alimentaires (CA 1 Mdr, 400 pers., 85 % du CA à l'export, 5 filiales à l'étranger). C'est notre capacité d'innovation qui contribue à consolider notre position de leader.

Ingenieur en propriété industrielle

Garant de la protection de nos innovations et des intérêts de notre Société en matière de propriété industrielle, vous serez responsable de la rédaction, du dépôt de nos brevets et de leur suivi. Vous participerez à l'élaboration de contrats de licence, de cession ou d'acquisition de brevets. Vous travaillerez en liaison avec des cabinets juridiques spécialisés, pour le traitement des litiges et la veille documentaire. Ingenieur mécanicien ou plasturgiste, vous avez au moins deux ans d'expérience dans ce domaine et souhaitez élargir vos responsabilités et accroître vos connaissances. Réf. E.330/M

Ingenieur de recherche en matières plastiques

Vigilant aux évolutions des matières plastiques et du marché de l'emballage, vous prenez toute initiative pour en étudier les répercussions pour notre Société et préconiser des axes de recherche appliquée. Vous serez en relation permanente avec les fabricants, les laboratoires de recherche, les milieux spécialisés dans le monde entier et piloterez certaines études de développement de procédés et de faisabilité. Ingenieur chimiste, ayant de solides connaissances en physique, vous avez environ dix ans d'expérience de laboratoire de recherche sur les matières plastiques et souhaitez vivre de près les applications industrielles de vos travaux. Réf. E.331/M

Ces postes nécessitent des qualités d'ouverture d'esprit et de curiosité technique, d'excellentes aptitudes relationnelles et une grande disponibilité. Notre style de management valorisera vos qualités d'autonomie et d'initiative. Très bonne maîtrise de l'anglais indispensable. Postes basés au Havre. Merci d'adresser votre candidature, en précisant la référence choisie à notre conseil E. CHENEVIER.



Oberthur Consultants

49 rue Saint Roch, 75001 PARIS.

ORGANISATEURS D'EVENEMENTS  
ET LEUR ASSISTANTE

Notre client est un des leaders européens de l'organisation de conférences, séminaires et stages de formation. Les sujets traités couvrent l'ensemble des disciplines du management : finance, droit, fiscalité, technologie, marketing, communication, etc. Déjà implanté aux Pays-Bas et en Allemagne, EUROFORUM crée sa filiale française. La société recherche plusieurs organisateurs d'événements ainsi qu'une assistante. Les organisateurs d'événements identifient les besoins sur le marché, recherchent les conférenciers, et assurent la commercialisation des manifestations. Ils sont entièrement responsables de leur volume d'affaires et de la qualité des prestations. Ces postes s'adressent à des candidats de formation supérieure possédant une première expérience. Leur dynamisme commercial, leur

créativité et leur aptitude relationnelle seront les garants de leur réussite. Une bonne pratique de l'anglais est essentielle. L'assistante est responsable de la logistique des manifestations : correspondance, réunions préparatoires, contacts avec les conférenciers, mailings, comptabilité simplifiée.... Les candidates de formation secrétariat devront connaître la micro-informatique, posséder de bonnes notions de comptabilité et être aptes à communiquer avec des interlocuteurs de haut niveau. Anglais indispensable. Ecrire à Jürgen MOLLER, en précisant la référence A/F9990M pour les organisateurs et A/F9991M pour l'assistante - PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex Tél. 40.88.79.75.

EUROFORUM

PA Consulting Group  
Creating Business Advantage

36 15  
LM

3615 LM vous permet de consulter un mois d'offres d'emploi parues dans *Le Monde*. Les annonces présentes sur 3615 LM sont mises à jour quotidiennement.



PARIS - REIMS - LILLE - LYON - BARCELONE - MILAN

M.F. PARTNERS, conseil en recherche de cadres et dirigeants a signé un important accord de collaboration avec le STUDIO VITTORIO ANFOSSI, société italienne de recherche de cadres par approche directe, dont le siège est à MILAN.

L'objectif de cet accord pour M.F. PARTNERS est d'étendre son action européenne, après s'être implanté en 1991 en Espagne. Ainsi les filiales italiennes des sociétés françaises trouveront localement un conseil dont l'approche et la philosophie prolongent celles de M.F. PARTNERS. Inversement les sociétés italiennes en France y trouveront la même contribution.

Cette collaboration permettra à M.F. PARTNERS d'améliorer encore le service proposé au firmes françaises et italiennes et de donner une réponse très professionnelle à un marché qui s'europanise de plus en plus.

M.F. PARTNERS - 54, rue du Faubourg Saint  
Honoré - 75008 PARIS  
Tél. : (1) 42 68 01 76  
Fax : (1) 42 68 15 53

STUDIO VITTORIO ANFOSSI  
Via Castelvetto, 9  
20154 MILANO Tél. : 19 39 2 349 43 29 -  
Fax : 19 39 2 345 07 83



هكنا من النحل

XII Le Monde • Mercredi 20 mai 1992 •

Le Monde  
des

REPRODUCTION INTERDITE

## Collectivités territoriales

VAL-DE-MARNE

le Conseil général

### RECRUTE

(selon les conditions réglementaires)

#### 2 INGENIEURS EN CHEF

Adjoints au Directeur des Espaces Verts Départementaux pour assurer les fonctions de :

**Chief du Service des Etudes Paysagères, des Travaux et de l'Arboriculture**

##### MISSIONS :

■ Elaboration et réalisation des projets d'aménagement paysager concernant des parcs départementaux, des espaces extérieurs de crèches et de collèges, des plantations d'alignement sur les routes départementales.

##### PROFIL :

■ Ingénieur expérimenté (5 ans minimum), dynamique, ayant un esprit d'analyse et de synthèse pour coordonner et développer les activités de service et des aptitudes à la négociation avec les services techniques départementaux et communaux.

**Chief du Service Gestion Animation.**

##### MISSIONS :

■ Entretien et embellissement des parcs et espaces extérieurs de crèches et collèges départementaux (surface gérée : 160 ha).  
■ Mise en place et suivi d'une politique d'accueil du public et d'animation dans les parcs.

##### PROFIL :

■ Ingénieur expérimenté (5 ans minimum), dynamique, disposant d'un esprit d'analyse et de synthèse lui permettant de développer des méthodes modernes d'entretien et d'améliorer les conditions d'accueil du public dans les parcs.

Pour tous renseignements contacter : la Direction des Espaces Verts Départementaux - Tél. : 43 99 82 01.

Envoyer lettre de candidature accompagnée d'un Curriculum Vitae à :

Monsieur le Président du Conseil Général

HOTEL DU DEPARTEMENT - DIRECTION DU PERSONNEL DEPARTEMENTAL - Avenue du Général de Gaulle - 94011 CRETEIL CEDEX.



VILLE DE  
CARQUEFOU

LOIRE  
ATLANTIQUE

13 000  
HABITANTS

POLE D'ACTIVITES  
ECONOMIQUES  
DE  
L'AGGLOMERATION  
NANTAISE

## Directeur Artistique h/f

Chargé(e) de l'Action Culturelle de la Ville  
DANS LE CADRE DE LA MISE EN SERVICE DU CENTRE CULTUREL ET DE LOISIRS  
DE "LA FLEURIAYE" PREVUE EN OCTOBRE 1993

qui comprendra : une salle de spectacles (700 places) - une salle des fêtes (545 m<sup>2</sup>) - une salle des jeunes (115 m<sup>2</sup>) - une cafétéria (110 m<sup>2</sup>) - bureaux et logement de gardien.

##### MISSIONS :

■ Animation, impulsion et coordination des différentes structures culturelles de la Ville (Bibliothèque, Ecole de Musique et de Danse, Centre Culturel et de Loisirs) ;  
■ Programmation des manifestations culturelles (spectacles, expositions...) et du suivi de leur réalisation ;  
■ Gestion financière ;  
■ Recrutement et encadrement du personnel en lien avec les responsables de structures ;  
■ Suivi et développement des relations avec les associations et partenaires culturels de la Ville ;  
■ Préparation et suivi de la Commission Culturelle ;

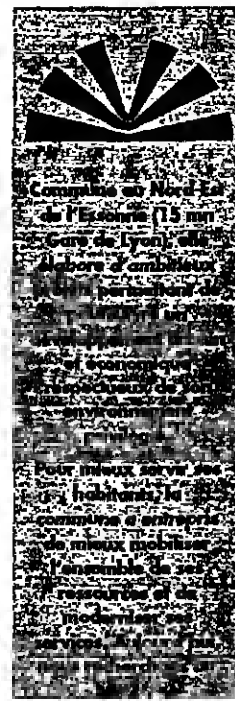
##### PROFIL :

■ Personnalité d'envergure ;  
■ Créativité ;  
■ Qualité de gestionnaire confirmée ;  
■ Bonne connaissance des institutions, réseaux et partenaires culturels ;  
■ 5 ans d'expérience dans un poste comparable.

##### ELEMENTS DE REMUNERATION :

Contractuel : rémunération, 13ème mois et avantages annexes à débattre.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé et photo à :  
Madame le Maire de CARQUEFOU - Hôtel de Ville  
BP 139 - 44471 CARQUEFOU Cedex.  
Poste à pourvoir pour le 1er Octobre 92  
Clôture des inscriptions le 13 juin 1992.



Ville de VIGNEUX sur Seine  
(Essonne)

### SECRETAIRE GENERAL ADJOINT

Membre de la Direction Générale, vous contribuez à l'élaboration des politiques publiques et participez à la définition des grands choix de gestion.

Vous veillez à leur mise en œuvre et impulsez, coordonnez, évaluez l'activité des services fonctionnels et opérationnels de votre ressort.

Agé de 35 ans minimum, de formation supérieure (Droit, IEP, gestion...), vous devez être titulaire d'une première expérience de management d'une organisation publique, de préférence en collectivité territoriale.

Recrutement ouvert aux attachés principaux et directeurs territoriaux, aux fonctionnaires de l'Etat ou de la fonction hospitalière de grade équivalent et détachement dans l'amplop fonctionnel de S.G.A. 40 à 80 000 habitants.

Régime indemnitaire du grade, prime de fin d'année et avantages de fonction, poste à pourvoir au 1er septembre 1992.

Adresser lettre manuscrite, CV et photo à Monsieur le Maire, HOTEL DE VILLE, 91270 VIGNEUX-SUR-SEINE. Renseignements : 69 63 56 20.

## Ville de Valence

Ville de Valence (26) recrute son

### Directeur de l'Action Sociale H/F

- Il est chargé de la mise en œuvre de la politique d'action sociale de la ville.
- Il assure la direction, l'animation et la coordination des services placés sous sa responsabilité (soit 270 personnes) :
  - polyvalence de secteur et gestion d'une circonscription d'action sociale,
  - protection d'action sociale,
  - protection maternelle et infantile,
  - structure d'accueil de la petite enfance,
  - services à domicile et maisons d'accueil pour personnes âgées,
  - gestion des différents types d'aide aux familles.

Ce poste nécessite une solide expérience en matière sanitaire et sociale, de réelles compétences dans le domaine de la gestion et de l'encadrement.

Le candidat doit avoir des qualités humaines et relationnelles qui lui permettent de collaborer efficacement avec les nombreux partenaires de la Ville dans le domaine de l'action sociale.

Poste accessible aux directeurs Territoriaux ou Attachés Principaux remplissant les conditions de nomination.

D. Barré vous remercie de lui écrire (réf. 1235/FLM)



DOMINIQUE BARRÉ S.A.  
Le Rodin, 96 rue Louis Blanc, 69006 LYON.  
PARIS - MUNICH - LONDRES - BARCELONE

L'Institut National de Propriété Industrielle est chargé de protéger l'innovation industrielle (brevets, marques, dessins et modèles), d'enregistrer des actes essentiels de la vie économique et d'informer sur l'environnement technologique et économique. Grâce au savoir-faire développé par nos ingénieurs et nos juristes, nous sommes devenus un partenaire actif du tissu économique. Nous ouvrons un huitième Centre Régional à LILLE et recherchons notre

## CHEF DE CENTRE

Responsable de l'image de l'INPI dans votre région, vous supervisez des actions de sensibilisation auprès des autorités locales, des industriels et du public. Vous assurez la promotion de notre gamme de services et de nos bases de données. Vous êtes également chargé du développement et de l'animation de votre centre qui aura en charge la réception des dépôts.

Après votre formation (Ingénieur ou DEA/DESS), vous avez acquis une bonne connaissance des procédures de propriété industrielle. Vous avez le goût du contact. Polyvalent, vous avez le sens des responsabilités et de la gestion. La connaissance de la Région serait appréciée. Rémunération entre 140 et 190 Kf selon expérience. Merci de nous adresser votre dossier de candidature (CV + lettre manuscrite) à L'INPI, 26 bis, rue de Saint-Petersbourg 75008 PARIS.



## LA VILLE DE NIORT (Deux-Sèvres)

recrute pour son Atelier Opérationnel d'Urbanisme

### Un Ingénieur en chef (Ingénieur Architecte ou Urbaniste)

Le candidat, placé directement auprès du Directeur de l'Atelier Opérationnel d'Urbanisme, rompu aux métiers de l'aménagement, devra assurer le montage, la mise en œuvre, le contrôle d'opérations complexes. Il devra posséder :

- Une bonne pratique des métiers de l'urbanisme.
- Une bonne formation générale de programmation en financement des équipements publics privés et logements.
- L'aptitude au montage des dossiers de consultation de promotion.
- Préparer et justifier les modalités de consultations partenariales pour faire aboutir une opération complexe.
- En outre, le candidat pourra être appelé à assurer l'animation de l'Atelier Niortais d'Architecture et d'Urbanisme (Atelier de printemps).
- Date limite de dépôt de candidature : 4 juin 1992.
- Poste vacant au 1<sup>er</sup> août 1992.

Pour tous renseignements :

Tél. au directeur de l'Atelier Opérationnel d'Urbanisme, 49-32-58-00.

Adresser CV détaillé à M. le Maire, 79022 Niort Cedex.

Le Monde  
des  
Cadres

## A Toulouse Ecole d'Ingénieurs

recrute pour son développement

Le groupe d'enseignement supérieur privé de l'Ecole Supérieure d'Agriculture de PURPAN associe formation d'ingénieurs (500 étudiants), recherche, conseil et pépinière d'entreprises.

Nous sommes passionnés par la formation des hommes et leur accompagnement pendant leurs temps de formation. Nous travaillons en équipes pour répondre à des enjeux économiques.

Nous vous demandons d'allier l'excellence professionnelle à une éthique portée naturellement vers le service des personnes et du corps social.

### 3 professeurs-chercheurs ou professeurs-consultants en :

■ Gestion financière et comptable

Senior connaissant le secteur agricole. Il devra contribuer largement au développement d'un secteur très réputé de l'école, et pratiquer le conseil en gestion.

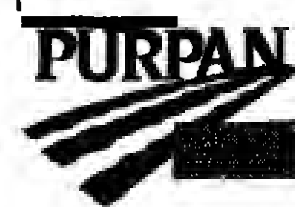
■ Techniques agricoles

Ce praticien expérimenté aura en charge de nombreux enseignements de terrain, pour former à l'observation et faire découvrir les systèmes d'exploitation.

■ Biochimie agro-alimentaire

Titulaire d'un diplôme de doctorat, ingénieur ou vétérinaire, il sera de préférence issu de l'industrie (recherche ou production) et travaillera en équipe sur la qualité des produits agro-alimentaires et agro-industriels.

Envoyez CV, lettre de motivation circonstanciée, aspirations, à :  
Ecole Supérieure d'Agriculture de PURPAN, Secrétaire du Directeur, 75 rue du T.O.E.C., 31076 Toulouse Cedex.



MINISTRE DE LA JUSTICE

## 120 DUCATEURS (TRICES)

Date limite des inscriptions : 10 juin 1992

Concours externe ouvert aux candidats titulaires d'un DEUG, DUT, d'un diplôme équivalent ou du diplôme d'Etat d'attaché d'administration.

Concours interne ouvert aux fonctionnaires ou agents du 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> échelons de la fonction publique.

FORMATION REMUNEREE

N° Vert 05 07 01

selec

selec

selec

selec

selec

selec

selec

selec

selec

selec

selec

selec

selec

selec

selec

selec

selec

selec

selec

selec

selec

selec

selec

selec



# de l'Informatique

## Des parcours informatiques ouverts sur des carrières à facettes multiples.

An rythme des évolutions technologiques, le STI, Service du Traitement de l'Information d'EDF et GDF, mène auprès de ses différents Directeurs, des actions visant à développer et optimiser la qualité de nos services informatiques. Bénéficiant d'importants moyens techniques, nos 800 spécialistes contribuent chaque jour à améliorer la compétitivité de nos entreprises. Rejoindre le STI signifiera pour vous intervenir sur de multiples champs d'action et vous ouvrir, par la suite, sur d'autres activités ou missions dans l'une de nos nombreuses Directions opérationnelles.

- Ingénierie de systèmes d'information, développement d'information de services. (réf. ME/1204)
- Création et mise en oeuvre de nouveaux services réseaux. (réf. MSR/1204)
- Automatisation de la conduite et optimisation d'ensembles informatiques complexes associant puissance des grands systèmes et convivialité de la micro-informatique (réf. MP/1204)

Attiré par l'un de ces métiers, vous souhaitez vous impliquer au sein d'une entreprise d'envergure, en mesure de vous apporter des perspectives d'évolution variées. Votre esprit d'analyse, votre sens du dialogue et vos capacités d'innovation seront déterminants dans la réussite de vos futures responsabilités.

Les postes sont basés à Issy-les-Moulineaux (92). Une formation est assurée.

Merci d'adresser votre candidature (CV et lettre de motivation) en précisant la référence choisie, à Freddy Stawarski, Département Recrutement d'EDF et GDF, 16 rue de Monceau, 75383 Paris Cedex 08.

JEUNES INGENIEURS  
DEBUTANTS OU  
PREMIERE EXPERIENCE  
GRANDES ECOLES  
OU UNIVERSITES

CONCEPTION ET GESTION  
DE SYSTEMES  
D'INFORMATION

EDF  
GDF

## CONSULTANT INTERNE EN STRATEGIE DE L'INFORMATIQUE ET DES TELECOMMUNICATIONS

An sein de la Direction Informatique et Télécommunications du Groupe, vous aurez pour mission de mener, en concertation avec les Directions Informatiques des Branches, les études concernant :

- L'organisation et le management de la fonction informatique, bureautique et télécommunication.
- L'analyse de l'offre du marché des services et des technologies de l'information en regard de la stratégie du groupe.

A 35 ans environ et de formation supérieure, vous avez une expérience confirmée du conseil ou de la conduite de projets. Familier des dossiers, vous savez animer des groupes de travail et argumenter des décisions. Votre curiosité, votre écoute, votre sens du contact et de la négociation vous aideront à réussir dans ce poste. La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Pour ce poste basé à PARIS-LA-DEFENSE, merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV + photo et prétentions) sous référence 39245 à Organisation et Publicité 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra ■

elf aquitaine

LA PASSION A TOUJOURS RAISON

## L'EERIE

École pour les Études et la Recherche en Informatique et Électronique  
Formant des ingénieurs informaticiens spécialisés en intelligence artificielle, génie logiciel ou imagerie numérique (diplôme reconnu par la Commission des titres)

### RECRUTE

- 2 PROFESSEURS**, Ingénieurs ou Docteurs pour enseigner :
- l'Informatique (architecture, micros, temps réel). (Réf. A)
  - l'Électronique. (Réf. B)
- Pour effectuer des travaux de recherche au Laboratoire d'Études et de Recherche en Informatique de l'École.
- 2 PROFESSEURS**, Ingénieurs ou Docteurs avec 2 à 3 ans d'expérience, pour enseigner :
- l'Informatique (Génie logiciel, Intelligence artificielle, Imagerie numérique). (Réf. C)
  - l'Informatique industrielle et automatique. (Réf. D)
- Pour avoir une activité d'Ingénieurs au Laboratoire de projets industriels de l'École.
- 1 PROFESSEUR GÉNIE ÉLECTRIQUE** (temps complet), Ingénieur ou Docteur en électronique ou professeur agrégé pour :
- prendre la responsabilité des travaux pratiques d'électronique de 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> année.
  - assurer l'encadrement des projets de 2<sup>e</sup> année (électronique, automatique, micro-informatique). (Réf. E)
  - participer à l'enseignement de l'électronique. (Réf. B)

Envoyer candidatures à Direction des Études, EERIE  
Parc Scientifique G-BESSE - 30000 NIMES  
Contact téléphonique : M. FLOUTIER - 66-38-70-40

## Work and Project Manager Opérations Européennes Télécoms

BT est un des plus grands opérateurs de TELECOMMUNICATIONS dans le monde. Notre développement à l'international nous permet d'offrir aux grandes entreprises des solutions globales de télécommunications. Pour notre Direction Technique, nous créons le poste de Work and Project Manager.

**VOS RESPONSABILITES :** • vous prenez en charge l'offre technique des Opérations Commerciales Européennes • vous coordonnez l'action des 4 services de notre division : organisation et planning, développement technique, normes et standards, surveillance et maintenance • vous veillez au développement de la qualité de notre service.

**NOUS VOUS OFFRONS :** • un cadre de travail international dans un groupe en pleine effervescence • des responsabilités totales.

**VOUS AVEZ :** • une formation d'ingénieur • une expérience d'au moins 5 ans en milieu télécoms/informatique de réseaux dans un contexte international • anglais courant • une maîtrise de la gestion globale de projets : coûts, délais, emplois/ressources, technologie • la volonté farouche de résultats et de cohérence • un savoir faire réel dans la communication avec votre environnement : rigueur, précision, mise en valeur des interlocuteurs, enthousiasme • une envie forte de toujours vous adapter et évoluer.

Pour un entretien individuel avec la société le 03/06/92  
Adressez un télécopie CV, lettre et photo à EUROMAN  
71 rue de la Porte de Buc - 78000 VERSAILLES  
Fax : (1) 39 49 51 94 en indiquant la référence 5402 sur la lettre et sur l'enveloppe.

Anglais  
courant

La Défense

BT



Nous sommes une des plus importantes filiales de Pernod Ricard et nous nous dotons de moyens très performants à la mesure de nos ambitions. Nous nous appuyons notamment sur une informatique "gros systèmes" (Environnement VM/VSE, CICS/VS, VTAM, IDEAL-DATACOM, réseaux locaux NOVELL, réseaux Minitel X 25) et nous nous apprêtons à introduire des systèmes départementaux. Dans cette perspective, nous recherchons notre :

## RESPONSABLE SYSTEMES ET RESEAUX

Au sein du service production informatique, vous assurerez la mise en oeuvre et le suivi de nos systèmes d'exploitation, la conception et la coordination des installations réseaux et serez garant du bon fonctionnement de l'infrastructure technique et de son évolution.

Vous serez par ailleurs responsable du management et de la formation d'une petite équipe et aurez un rôle de conseil et d'assistance tant auprès de l'exploitation et du développement que des utilisateurs.

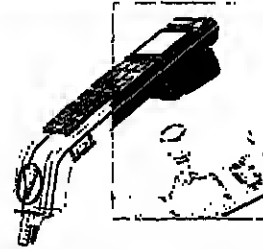
Ce poste s'adresse à un diplômé de l'enseignement supérieur disposant d'une première expérience systèmes et réseaux et d'un esprit ouvert innovateur allié à d'excellentes qualités relationnelles.

Il offre de réelles perspectives d'évolution tant dans la société que dans le groupe.

Lieu de travail : Créteil.

Ecrire sous réf. 21A 2405 2M - Discretion absolue.

71 rue d'Auteuil  
75015 Paris



## Développez les logiciels des communications de demain

ALCATEL Radiotéléphone (1 500 personnes, 1,6 milliard de francs de CA), filiale du numéro un mondial des télécommunications, est leader en France pour la conception et l'installation de réseaux et systèmes de radiotéléphonie publics et privés. De la conception à la commercialisation de nos produits, notre maîtrise est totale. Et notre croissance à la mesure de celle du marché des communications mobiles. Dans ce contexte fortement concurrentiel, nous renforçons aujourd'hui nos équipes d'études.

## Ingénieur Logiciel

Au sein du Département Etudes Logiciel, vous concevez et développez des logiciels temps réel/télécoms destinés aux réseaux et terminaux de radiotéléphonie publics et privés que nous commercialisons en France et dans le monde entier. Dans un environnement Hard/Soft (Vox, Unix, HP, 68XXX), langages Assembleur, C, C++, vous êtes responsable de la qualité et des délais de vos réalisations qui s'appuient sur la méthodologie

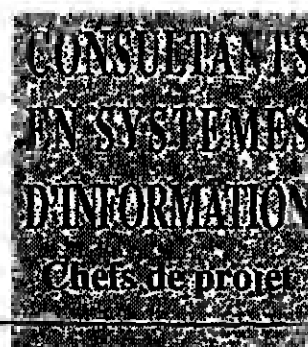
rigoureuse propre à nos projets. Ingénieur Grande Ecole, Informaticien et/ou Electronicien, vous justifiez d'une première expérience probante des logiciels temps réel et/ou télécoms et avez le goût du travail en équipe. Vous souhaitez vous impliquer dans de grands projets novateurs. Bien sûr, vous maîtrisez l'anglais. Notre expansion rapide est le gage de votre évolution au sein de notre groupe.

ALCATEL

RADIOTELEPHONE  
La passion de communiquer

Merci d'écrire, sous la réf. C/92/308, à notre conseil  
INFORAMA CARRIERES - 50, rue Marcel Dassault - 92100 Boulogne.

## Conseil Produit Communication



Diplômé d'une grande école d'ingénieurs ou de commerce, vous disposez de 5 ans d'expérience d'étude et de conception de systèmes d'information dans l'un de nos métiers :

- BOURSE, BACK-OFFICE
- MONETIQUE, MOYENS DE PAIEMENT
- SYSTEMES DE GESTION BANCAIRES
- ASSURANCE

Notre société CPC, Conseil Produit Communication, associée au groupe UNION TECHNOLOGIES réunit 50 consultants de haut niveau spécialisés par métier et qui interviennent pour les banques et les établissements financiers français les plus renommés.

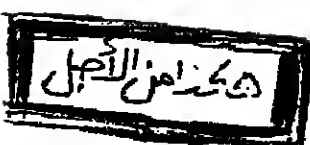
Si vous vous définissez par un fort engagement dans vos missions, une réelle ambition dans votre métier et que vous disposez d'un solide pragmatisme, venez accompagner notre développement.

Merci d'adresser votre candidature à madame CAROLINE PERON  
CPC 157, rue des blains - 92220 BAGNEUX.



Groupe Union Technologies





## Secteurs de Pointe

### Restructurer et dynamiser la fonction achat dans notre usine de Reims.



1 Md de F de CA dont  
36% à l'export. Leader  
sur les marchés de  
l'emballage alimentaire  
en verre et des bocaux  
pour conserves  
(Le Parfait), VMC est  
aussi un acteur créatif  
et dynamique dans le  
domaine de la verrerie  
de table.

#### Responsable du service achats

Dans le cadre d'un redéploiement de la politique d'achat au sein de VMC, la fonction achat dans l'usine de Reims acquiert une importance stratégique.

En prise directe avec le Directeur de l'Usine, vous prendrez la responsabilité de la négociation et de la décision d'achat pour les familles de produits qui vous seront confiées (achats d'investissement, pièces détachées, emballages...).

Vous élaborerez et mettez en œuvre les procédures permettant d'optimiser l'efficacité et la rentabilité économique, en synergie avec la Direction des Achats de la Branche Emballage de BSN. Vous gèrerez un budget de 250 MF et animerez une équipe de 18 personnes, intégrant les acheteurs, le magasin, les gestionnaires de stocks.

Vous avez une FORMATION SUPERIEURE de HAUT NIVEAU, si possible complétée par une spécialisation en Achats. Vous avez acquis, au cours d'une expérience d'au moins 5 ans en milieu industriel, de solides compétences en marketing achats et gestion des approvisionnements.

Vous avez suffisamment de diplomatie et de conviction pour développer l'impact de votre fonction et en devenir le leader reconnu. Ce poste vous offre la possibilité de participer à notre développement et d'évoluer ensuite au sein du Groupe.

Merci d'adresser votre candidature, sous la réf. 4044 M, à notre conseil : DEVELOPEMENT, 2 rue Dufrenoy, 75116 Paris.

BSN  
GROUPE  
PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS  
ET TROISIEME EUROPEEN

IRIS  
INFRA ROUGE SYSTEM

Spécialiste de biens d'équipements  
industriels novateurs  
(transfert thermique par infra-rouge), notre  
entreprise connaît une très forte croissance

### Ingénieur de projets

De formation ingénieur, à 30-35 ans, vous êtes un passionné. Votre curiosité technique et votre goût pour l'innovation sont les moteurs de votre motivation. Vous avez nécessairement exercé vos compétences professionnelles au cours d'une expérience significative acquise idéalement dans l'industrie.

Entièrement responsable de vos projets, vous les gérez en toute autonomie de la définition à la réalisation en opérant un suivi rigoureux.

Votre excellent sens relationnel et votre enveloppement personnel vous donnent les atouts pour exceller dans les contacts de haut niveau.

Bilingue anglais, de fréquents déplacements sont à prévoir. Contactez-nous (lettre manuscrite + CV + photo et prétentions) à INFRA ROUGE SYSTEM, 4, rue Pierre Mendès France, 69120 VAULX-EN-VELIN.

"Sous la mer  
vous cherchez le passé,  
vous allez découvrir  
le futur."

Jean COCTEAU.

### INGENIEUR INSTRUMENTALISTE

Institut Français de Recherche pour l'Exploitation de la Mer, 1.200 personnes en France et Outre-Mer, nous recrutons pour notre centre de Brest, situé au sein du technopôle Brest-Iroise, un INGENIEUR INSTRUMENTALISTE.

De formation supérieure en Physique - Chimie (Diplôme d'Ingénieur, Doctorat ou Ph.D. apprécié), vous possédez de bonnes connaissances en électronique et en optique. Vous maîtrisez les outils informatiques (Pascal-C) et pratiquez l'anglais couramment.

Vous êtes débutant ou bénéficiez d'une première expérience, acquise éventuellement au cours de votre formation doctorale.

Rattaché à notre laboratoire d'Instrumentation Océanographique, vous conduirez des projets de développement de nouveaux capteurs pour la mesure in situ des paramètres chimiques et biochimiques de l'eau de mer, le plus souvent dans le cadre de programmes européens.

Merci de nous envoyer lettre et C.V. à IFRIMER - Service du Personnel Centre de Brest - BP 70 - 29280 PLOUZANE.

IFRIMER

NANTES

**Cercel**  
ELECTRONIQUE  
PROFESSIONNELLE  
Audience internationale - Leader des sonaristes recherche

### INGÉNIEUR COMMERCIAL

FRANCE - EXPORT

Nous souhaitons renforcer notre structure en intégrant un nouvel ingénieur pour la commercialisation de matériels de haute technicité auprès d'une clientèle professionnelle.

Votre formation d'ingénieur complétée par une première expérience réussie dans le domaine commercial et technique (si possible électronique) vous permettra de développer nos produits aussi bien en France qu'à l'étranger. Pratique de l'Anglais courant.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à notre Conseil sous réf. AIX 171 IA Cabinet Best - 16 rue Albert Calmette 44300 NANTES ou prenez contact par minitel : 40 76 92 92.

BEST

Leader en France de la  
réhabilitation de  
terrains pollués, nous  
interventions depuis  
l'étude physique et  
écologique du site,  
jusqu'à la mise en  
œuvre complète de  
techniques de pointe  
de dépollution.

Situés à LYON, nous  
comptons 14 colla-  
borateurs et  
appartenons à un  
groupe de sociétés  
multinationales.

Nous travaillons en  
France et à l'étranger.

Pour notre première  
année d'activité, nous  
avons réalisé un CA de  
15 MF et nous  
cherchons, pour  
participer à notre  
expansion, un

**gēoclean**

Vous prenez en charge la responsabilité d'un chantier, depuis l'élaboration et la rédaction du projet (aspects techniques, humains et budgétaires) jusqu'à l'exécution des travaux. Vous animez l'équipe sur place et assurez la coordination entre le site et le siège de GÉOCLEAN.

Parfaitement mobile, vous maîtrisez l'anglais. Agé de 28/30 ans, vous apportez une expérience "terrain" de chantier ou d'exploitation.

Merci d'adresser votre CV + LM sous réf. N.199/RC à notre conseil : OPUS, 5 quai V. Augagneur 69003 Lyon.

### Ingénieur chimiste ou environnement

OPUS

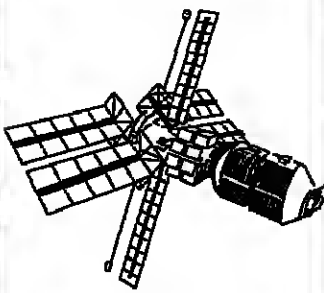
### INGENIEURS GRANDES ECOLES

APSIDE TECHNOLOGIES, SSI spécialisée dans les logiciels hautes technologies industriels et militaires, vous propose de vous associer dès aujourd'hui aux plus grands projets dans les domaines techniques les plus avancés.

Temps Réel  
Systèmes embarqués

Télécommunications  
Réseaux

Traitement du signal  
et de l'image



Débutant ou confirmé, vous avez le goût pour des missions de haut niveau : étude, conception et développement d'applications au sein de grands groupes industriels. La connaissance du langage ADA est un plus.

Si nos projets vous motivent, merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence LM 1905 à APSIDE TECHNOLOGIES 119-121, Grande rue - 92318 SEVRES Cedex.

APSIDE  
TECHNOLOGIES

### CEP SYSTEMES

Société de Conseil et d'Etudes  
en conception et exploitation sûres,  
leader dans son domaine,  
présente dans tous les secteurs de technologies avancées  
(Défense, Nucléaire, Télécom, Spatial...)

recherche des :

### CONSULTANTS QUALITE SENIOR

Pour participer à l'élaboration et la mise en place de systèmes  
qualité dans les environnements industriels. (réf. CO)

### CONSULTANTS / CHEFS DE PROJET Expérimentés

Pour prendre en charge la réalisation et le suivi :

- d'études de sûreté de fonctionnement dans le cadre de grands projets industriels, (réf CP1)
- ou d'études de risques d'activités ou de procédés industriels. (réf CP2)



Merci d'adresser votre candidature détaillée en précisant la réf. du poste choisi à :  
CEP SYSTEMES - Madame SPEHAR  
28, rue d'Oradour sur Glane 75015 PARIS.

### UNIMMEUBLES

### UN INGENIEUR CLIMATICIEN

SAINT-QUENTIN

UNIFICA

Conseil spécialisé de l'Industrie

GESTION

TECHNIQUE

DES SITES

D'EXPLOITATION

DU GROUPE

CNCA

CA

Au sein de cette filiale gérant le patrimoine immobilier propre de la CNCA, vous serez chargé de faire initier les travaux de climatisation (de chauffage et d'électricité), de les contrôler et de suivre leur planification et leur exécution par les entreprises travaillant sur le site.

Vous préparerez et suivrez le budget annuel d'exploitation des immeubles. Vous formaliserez et proposerez les améliorations de performance des équipements en vue de la réduction des coûts. Vous assurerez le suivi quotidien des entreprises d'exploitation et de maintenance, et notamment dans le cadre de la Gestion Technique Centralisée.

Vous êtes déjà spécialisé dans la climatisation depuis 2 ou 3 ans et vous connaissez les réglementations en vigueur.

Un Diplôme d'Ingénieur en génie climatique assure une base théorique solide à votre expérience.

Merci d'adresser votre lettre de motivation + C.V. + prétentions sous la référence 127/M à notre Conseil FINANCESEARCH - 11, rue Jean Mermoz - 75008 PARIS.

TAILLANDIER CONSEIL  
FINANCESEARCH  
ETHIQUE ET RECRUTEMENTS



## Secteurs de Pointe

### J'AI CHOISI LES RESPONSABILITÉS

La DGA, c'est l'ensemble des intelligences et des énergies réunies dans près de 80 sites industriels, services techniques, laboratoires ou centres d'essais. C'est le quart de la recherche-développement en France pour garantir à long terme la défense du pays. Ce sont 8000 ingénieurs et un point de vue exceptionnel sur un des secteurs industriels les plus innovants.

Le Bassin d'Essais des Carènes est l'un des centres de recherche de la Direction des Constructions Navales. Positionné comme l'un des tous premiers laboratoires européens d'hydrodynamique navale, il a pour client principal la Marine Nationale, mais il exerce également une activité significative auprès de clients civils et recherche pour son secteur Navire de Commerce un

#### Ingénieur d'affaires Hydrodynamique navale

Adjoint du responsable de cette division (6 ingénieurs), il aura pour mission :

- la promotion de prestations techniques (études, essais) auprès des industriels et des organismes de recherche
- la négociation des contrats et le suivi du bon déroulement des affaires
- la participation à un groupe international de recherche appliquée.

Le candidat possèdera une formation supérieure d'hydrodynamicien ou d'aérodynamicien (ENSTA, ENSAE, DOCTORAT, ENSM...) et une première expérience dans le domaine naval.

D'excellentes capacités relationnelles et la maîtrise de la langue anglaise sont indispensables.

Poste à Paris.



ÉCRIRE EN PRÉCISANT LA RÉFÉRENCE 218 2396 2M À NOTRE CONSEIL :  
ETAP - 71, RUE D'AUTEUIL - 75016 PARIS. DISCRETION ABSOLUE.

## L'ALLIANCE DE L'INDUSTRIE ET DE L'INFORMATIQUE

Premier groupe français d'ingénierie informatique dédié à l'industrie, notre culture nous permet d'appréhender les préoccupations de nos clients et d'y apporter les meilleures solutions. Véritables partenaires, nous sommes consultés sur l'ensemble des systèmes d'information et de communication des entreprises. Pour répondre à la demande croissante de nos clients, nous vous proposons de nous rejoindre pour

### CONCEVOIR

les nouveaux systèmes d'informations de nos clients industriels

- Une formation d'ingénieur grandes écoles et une première expérience (2 à 5 ans) vous ont donné les qualités d'écoute et de compréhension des problèmes des utilisateurs, ainsi que la maîtrise de l'outil informatique qui vous permettront de vous exprimer dans votre vocation d'ingénieur : transformer, à l'aide de technologie de pointe, un besoin, une idée, en réalité concrète.

- Nous vous apporterons les compléments de formation, nécessaires pour maîtriser les environnements techniques que nous mettons en œuvre : SGBD relationnel ou objet, architectures client/serveur, interfaces homme-machine évoluées, stations de travail, réseaux, ...

- Votre créativité et votre autonomie, vous permettront de prendre rapidement la mesure des responsabilités que nous vous confierons.

Les postes sont à pourvoir en région parisienne et Nord-Cotentin.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. LM/03 à Marie-Hélène Bugari - GRAPHAEEL, 3 rue Stéphane - 78182 Saint-Quentin-en-Yvelines Cedex.

EURIWARE - GRAPHAEEL

RESEAU EURISYS



Un Avenir brillant pour un

### DIRECTEUR TECHNIQUE performant

Pour rester LE spécialiste de la fabrication et de la commercialisation du tube d'acier pour la construction, il nous faut sans cesse anticiper les évolutions technico-économiques.

Homme clé de ce challenge, votre volonté d'aboutir conjuguée à votre réalisme souligne votre souci constant d'améliorer notre productivité, de développer notre rentabilité et d'optimiser notre organisation. En un mot, de conforter notre compétitivité et notre performance en vue de la certification ISO 9000.

Manager aguerri doté d'une forte personnalité et d'un charisme certain, vous développerez les compétences de nos équipes et ferez vivre au quotidien notre devise : sécurité et qualité totales.

Résolument tourné vers l'optimisation des ressources techniques et humaines de cette usine de 120 collaborateurs, vous brillerez par votre souplesse, votre réactivité, vos capacités d'analyse et d'anticipation.

À 35 ans environ, ingénieur AM, INSA ou équivalent, décidez d'enrichir une solide expérience acquise dans la transformation des métaux. Engagez-vous dans l'avenir de notre Groupe pour construire le vôtre. EXMA Direction des Ressources Humaines - Groupe Jean d'Hour - 3, rue de l'Industrie - 57331 YUTZ

### De l'autre côté de l'écran

THOMSON VIDEOGLASS, filiale de Thomson Consumer Electronics, l'un des leaders mondiaux de l'électronique grand public, fabrique dans son usine près de FONTAINEBLEAU (700 personnes) les verrières de télévision couleur. Nous recherchons

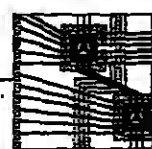
#### RESPONSABLE INSTRUMENTATION ET REGULATION

Homme de production, vous serez responsable du contrôle, de l'optimisation et du développement de l'instrumentation et de la régulation de nos fours.

Diplômé d'une école d'ingénieur, vous avez acquis une première expérience dans des domaines tels que : systèmes de supervision, régulateurs multiboucles configurables, capteurs, automates programmables.

Vous aimez la technique et vos qualités relationnelles vous permettront de vous exprimer et d'évoluer dans un environnement technologique très élaboré.

Merci d'adresser votre candidature, CV, photo et prétentions sous réf. IR/LM à : THOMSON VIDEOGLASS Direction du Personnel - 77167 BAGNEUX-VAL-LOING



THOMSON

DES HOMMES SIGNENT LEUR TEMPS

### INGENIEUR INSTRUMENTATION

Filiale de GIM-ENTREPOSE (Groupe Lyonnaise des Eaux-Dumez), ETPM se situe parmi les leaders mondiaux des travaux pétroliers maritimes recherche pour sa Direction Ingénierie-service rapides un **INGENIEUR INSTRUMENTATION** chargé de la partie instrumentation pour toute construction de plate-formes pétrolières, tant au stade des appels d'offres (préparation et suivi de ceux-ci) que de la réalisation des contrôles (contrôle des prestations d'engineering sous traitées). A 30/35 ans, de formation DUT ou équivalent, le candidat devra posséder une expérience minimum de 5 ans en ingénierie d'installations pétrolières. La maîtrise de l'anglais est indispensable; des déplacements sur chantiers en Mer du Nord et en Afrique sont à prévoir. Merci d'adresser votre candidature s/réf. 8295 à **EUROMESSAGES** - BP 80 - 92105 BOULOGNE Cedex qui transmettra.

LA MER A SES ARCHITECTES

## Chercheur d'excellence, acteur de qualité

### Responsable qualité

Notre usine de Masnières, située dans l'agréable région du Cambrail (59), 761 personnes, 74 000 tonnes par an de flacons en verre destinés à l'industrie pharmaceutique et à la parfumerie, est engagée depuis toujours dans un projet qualité. Elle est prête à mettre en place une certification ISO 9002.

Rattaché au Directeur de l'usine, manager d'une équipe de 11 personnes, vous définissez et animez la politique qualité à travers les services de production. Vous assistez les Directions commerciale et marketing dans la définition des cahiers des charges qualité avec les clients, dont vous êtes l'interlocuteur direct en cas de litige.

Ingénieur de formation, vous avez une solide expérience d'au moins 4 ans en animation d'un service qualité, vous maîtrisez l'anglais, et l'allemand est un plus. Vous concevez votre mission dans un esprit d'exigence, de communication et d'implication.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. 2401/2M, à notre conseil ETAP, 71 rue d'Auteuil, 75016 Paris.



811 personnes, 570 M de F de CA dont 40 % à l'exportation. Spécialiste des emballages en verre sur les marchés de la pharmacie et de la parfumerie. Une politique dynamique d'innovation, d'exportation. Une mutation industrielle réussie.



Mais nous sommes une filiale du Groupe ALUSSELY REY, leader européen du papier pour la reproduction et copier. INTERNATIONAL PAPER, un des leaders mondiaux de l'industrie papetière, fabrique des papiers haut de gamme et de qualité. 1200 M de CA, 400 personnes, 1200 M de CA, nous recherchons pour notre usine industrielle près de TOULOUSE (63) 300 personnes, 700 M de CA, un

### RESPONSABLE DÉVELOPPEMENT

Rattaché au Directeur de l'usine, vous contribuez à l'élargissement de la gamme actuelle de nos produits et à leur adaptation aux nouveaux besoins du marché.

En liaison constante avec le Marketing et notre Centre de recherche, vous développez aussi à l'extérieur un réseau relationnel auprès de nos clients, de nos fournisseurs, des universités, du CTP... pour vous tenir informé et être en mesure de proposer des plans d'actions et des études spécifiques.

Vous supervisez le contrôle qualité et encadrez une équipe de 16 personnes et un ingénieur.

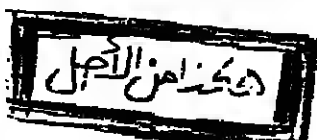
Ingénieur EFPG ou chimiste, vous souhaitez valoriser votre compétence technique de la recherche appliquée dans l'industrie papetière en vous ouvrant vers une approche plus marketing et relationnelle. Votre anglais est satisfaisant.

Vous voulez encadrer une équipe et avez été sensibilisé aux problèmes de qualité et des normes ISO.

Intéressé ? Adressez CV, photo et rémunération actuelle à MERCURI URVAL, 95, avenue Victor Hugo - 92563 RUEIL MALMAISON s/réf. 58.5983.

Mercuri Urval





XVI Le Monde • Mercredi 20 mai 1992 •

REPRODUCTION INTERDITE

# Le Monde des COMMERCIAUX

## Si la communication est votre tasse de thé, voici la boîte qui vous convient le mieux.

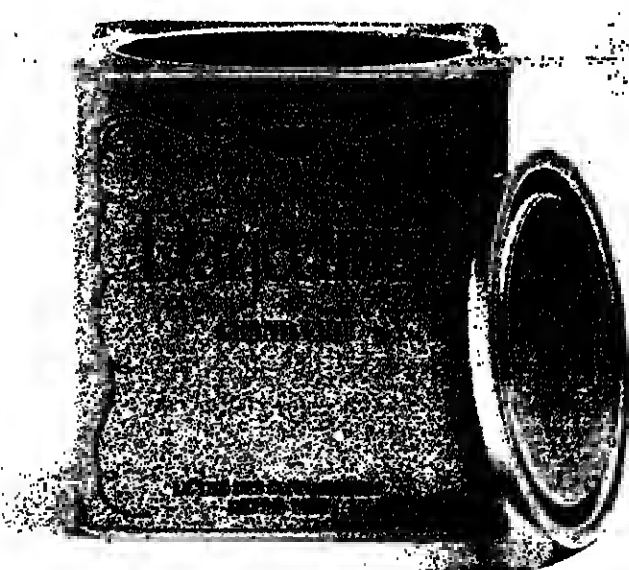
L'agence Darjeeling est à la communication pour les ressources humaines ce que le Darjeeling est au thé : un goût à part, une saveur inimitable. C'est sans doute pour cela que de grandes entreprises y ont goûté, et que Darjeeling est l'agence de son secteur la plus primée de ces deux dernières années. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que Darjeeling recrute aujourd'hui.

### CHEF DE PUBLICITÉ DÉBUTANT

Diplômé Bac + 4/5 (CELSA, Sciences-Po, ESC...), vous rêvez d'entrer en communication. Nous vous offrons la possibilité d'appréhender de façon opérationnelle toutes les facettes du conseil en communication : stratégie-marketing, commercial, médiaplanning, création... Vos responsabilités seront à la hauteur de vos performances.

### CHARGÉ DE DÉVELOPPEMENT

Diplômé Bac + 4/5 (ESC), vous avez une première expérience commerciale réussie. Vous deviendrez l'ambassadeur de nos nouveaux produits. Pour y parvenir, vous avez plus d'un atout : du dynamisme à revendre, une force de conviction à toute épreuve et une bonne dose de créativité.



Merci d'adresser votre candidature à Joëlle Antoni  
Darjeeling 54, rue Beaubourg - 75003 Paris.

## DIRECTEUR DU DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE RÉGIONALE

Au sein du Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur (600 personnes, 3,3 milliards de francs de budget), le directeur aura pour objectif de réunir les conditions favorisant le développement économique de la région. Avec l'appui de l'ensemble des partenaires économiques régionaux et d'une équipe de 40 personnes environ, il impulsera une stratégie véritablement innovante mettant en valeur les atouts actuels et futurs de la région : développement des pôles d'activité et de compétences, aide à la création et au développement de PMI/PME, exportation du savoir-faire de la région, recherche de partenaires industriels et économiques étrangers, développement de

l'image de la région PACA au niveau international. Ce poste intéresse un candidat âgé d'au moins 35 ans, de formation supérieure, ayant acquis une expérience réussie de développement économique d'activité, de région ou de technopôle. Stratège, communicateur et ambassadeur, il parlera couramment l'anglais et aura l'habitude du management d'équipe. Statut contractuel ou d'agent public par détachement. Écrire à H. MICHERON, en précisant la référence A/KS260 - PA Consulting Group - 11, cours Gambetta - 13100 AIX-EN-PROVENCE - Tél. 42.21.12.72.

Conseil Régional  
Provence-Alpes  
Côte d'Azur

PA Consulting  
Group  
Creating Business Advantage

Notre Société, filiale d'un groupe national spécialisé dans le négoce de produits industriels, réalise un chiffre d'affaires de 230 millions de francs et emploie 140 personnes. Nous recherchons pour notre division fournitures industrielles et bâtiment un

### CHEF DE PRODUITS GÉNIE THERMIQUE

De formation technique ou commerciale, vous disposez d'une expérience professionnelle confirmée dans le négoce de produits industriels auprès d'une clientèle de professionnels, ainsi que de bonnes connaissances techniques dans le matériel de chauffage-climatisation. Homme de terrain, vous avez le goût du contact et des qualités nécessaires à l'animation d'une équipe commerciale.

Vous serez chargé d'organiser et développer l'activité chauffage et génie thermique au sein de notre division et constituer des gammes cohérentes de matériels à commercialiser par notre réseau.

Dans un deuxième temps, vous êtes susceptible d'accéder à une fonction de CHEF DES VENTES.

Le poste est basé à STRASBOURG. Les conditions de collaboration et les possibilités d'évolution sont d'excellent niveau.

Merci d'adresser, lettre de candidature manuscrite, CV + photo, à notre Conseil en précisant la réf. 92.504-EX. Discretion assurée.

Brockhoff SA 11A RUE LOUIS APPEL - 67000 STRASBOURG

## Krauthammer INTERNATIONAL

Le partenaire pour le développement de votre capital humain

### Le Nord bouge... et vous ?

Afin de poursuivre le développement de notre agence de LILLE nous recherchons des FEMMES et des HOMMES comme vous !

#### \* QUI ÊTES-VOUS ?

De formation supérieure (BAC + 4), vous avez entre 28 et 35 ans et plusieurs années d'expérience opérationnelle en MANAGEMENT et/ou en VENTE.

On dit de vous que vous êtes COMMUNICATIF. Vous aimez le succès et pour vous, vie professionnelle = remise en cause, challenge et résultat.

#### \* QUI EST KRAUTHAMMER INTERNATIONAL ?

Depuis 20 ans, notre Groupe, fait de 180 personnes, conseille et forme les Dirigeants et les Cadres de plus de 3.750 entreprises dans le Monde (Europe - USA - Extrême Orient).

#### Notre MISSION :

Participer au développement des entreprises de la région NORD-PAS DE CALAIS en permettant à chacun de leurs collaborateurs d'augmenter leur efficacité personnelle et relationnelle.

#### \* POURQUOI NOUS RENCONTRER ?

POUR : nous offrir vos compétences et vous confier la responsabilité de nos troupes de professionnels.

Merci d'adresser votre candidature avec lettre manuscrite, CV + photo, à : KRAUTHAMMER INTERNATIONAL - 59000 LILLE.

Paris - Lyon - Marseille - Lille - Strasbourg - Bruxelles - Cologne - New York - Chicago

36 15  
IM

Chaque mois,  
25 000  
utilisateurs  
se connectent  
sur 3615 LM,  
le service  
télématique  
expert  
de l'emploi  
des cadres.  
Depuis un an,  
40 000 CV ont  
été déposés sur  
3615 LM.

## RESPONSABLES DE SECTEURS

Notre Société, filiale d'un groupe national spécialisé dans le négoce de produits industriels, réalise un chiffre d'affaires de 230 millions de francs et emploie 140 personnes. Nous recherchons pour notre division fournitures industrielles et bâtiment un

EGOR M.D. PYRINE

Brockhoff SA 11A RUE LOUIS APPEL - 67000 STRASBOURG

Brockhoff SA 11A RUE LOUIS APPEL - 67000 STRASBOURG

Brockhoff SA 11A RUE LOUIS APPEL - 67000 STRASBOURG

Brockhoff SA 11A RUE LOUIS APPEL - 67000 STRASBOURG

Brockhoff SA 11A RUE LOUIS APPEL - 67000 STRASBOURG

Brockhoff SA 11A RUE LOUIS APPEL - 67000 STRASBOURG

Brockhoff SA 11A RUE LOUIS APPEL - 67000 STRASBOURG

Brockhoff SA 11A RUE LOUIS APPEL - 67000 STRASBOURG

Brockhoff SA 11A RUE LOUIS APPEL - 67000 STRASBOURG

Brockhoff SA 11A RUE LOUIS APPEL - 67000 STRASBOURG

Brockhoff SA 11A RUE LOUIS APPEL - 67000 STRASBOURG

Brockhoff SA 11A RUE LOUIS APPEL - 67000 STRASBOURG

Brockhoff SA 11A RUE LOUIS APPEL - 67000 STRASBOURG

Brockhoff SA 11A RUE LOUIS APPEL - 67000 STRASBOURG

Brockhoff SA 11A RUE LOUIS APPEL - 67000 STRASBOURG

Brockhoff SA 11A RUE LOUIS APPEL - 67000 STRASBOURG

Brockhoff SA 11A RUE LOUIS APPEL - 67000 STRASBOURG

Brockhoff SA 11A RUE LOUIS APPEL - 67000 STRASBOURG

Brockhoff SA 11A RUE LOUIS APPEL - 67000 STRASBOURG

Brockhoff SA 11A RUE LOUIS APPEL - 67000 STRASBOURG

Brockhoff SA 11A RUE LOUIS APPEL - 67000 STRASBOURG

Brockhoff SA 11A RUE LOUIS APPEL - 67000 STRASBOURG

Brockhoff SA 11A RUE LOUIS APPEL - 67000 STRASBOURG

Brockhoff SA 11A RUE LOUIS APPEL - 67000 STRASBOURG

Brockhoff SA 11A RUE LOUIS APPEL - 67000 STRASBOURG

Brockhoff SA 11A RUE LOUIS APPEL - 67000 STRASBOURG

Brockhoff SA 11A RUE LOUIS APPEL - 67000 STRASBOURG

Brockhoff SA 11A RUE LOUIS APPEL - 67000 STRASBOURG

Brockhoff SA 11A RUE LOUIS APPEL - 67000 STRASBOURG



Adhésifs Techniques  
**RESPONSABLES  
DE SECTEURS MF**  
Région Parisienne - Sud Ouest

Cette société du Sud-Ouest (45 personnes, 40 MF) est spécialisée dans le domaine des films adhésifs techniques pour l'industrie. Son sens du service, son outil technique performant, la maîtrise complète de l'offre Produit/Service (découpe assistée par ordinateur, sérigraphie...) permettent une croissance moyenne de près de 40% par an et une fidélisation importante de sa clientèle (aéronautique, électronique, armement, automobile, ferroviaire...). Elle crée aujourd'hui 2 postes de Responsables Commerciaux.

Rattachés au Directeur Commercial, vous êtes chargés de fidéliser la clientèle industrielle de votre région, mais surtout de la développer (prospection, prescription...).

Agés d'environ 30/35 ans, votre formation (Bac + 2 minimum), votre expérience de la vente en milieu industriel, mais surtout votre sens du service, votre créativité et votre implication vous permettront de réussir dans vos fonctions.

L'ambiance et le dynamisme de la Société, la qualité des prestations, les conditions offertes, le réel niveau de responsabilités et d'autonomie vous motiveront.

Précisez impérativement la région qui vous intéresse; les premiers entretiens y auront lieu.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 244525 A, à :

**EGOR MIDI PYRENEES**  
7 boulevard de la Gare  
31500 TOULOUSE

**EGOR**

PARIS AG-EN-PROVENCE BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
BEHELUX DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

**LETTRE OUVERTE  
A DES  
ENTREPRENEURS**

**INGENIEUR D'AFFAIRES**

Responsable du Développement Commercial  
Nord Pas-de-Calais

Investi depuis 5 à 10 ans dans les milieux de la construction métallique ou connexe en connaissant les rouages et les circuits, il est Ingénieur Diplômé, ou Autodidacte ayant acquis par l'expérience un excellent niveau de compétences. Il est responsable sur son secteur du développement technico-commercial de nos activités, en partant de la définition du cahier des charges avec le client (conseil et définition du besoin) jusqu'à la réalisation finale. Il s'appuie pour cela sur nos moyens et nos capacités de maîtrise d'œuvre.

A terme, il sera, aidé par nous, patron d'un centre de profit autonome, intégrant tous les paramètres d'une entreprise : outil de production, sous-traitance, commercialisation et gestion.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV détaillé avec photo et salaire actuel sous la réf. P1030/BOM à notre Conseil : 34, rue du Colisée - 75008 PARIS

**MORENO INTERNATIONAL**  
REIMS - PARIS - LYON

**schlatter**  
L'union parfaite.

Pour assurer ses succès d'aujourd'hui et de demain, la filiale française de la Société SCHLATTER, fabricant suisse mondiallement connu de machines à souder par résistance, propose un challenge à un

**INGENIEUR  
D'AFFAIRES  
BILINGUE ALLEMAND**

Votre mission : basé en Région Parisienne, vous aurez en charge le développement d'une ligne de produits sur l'ensemble du Territoire National. Véritable interlocuteur privilégié de vos clients, pour lesquels l'outil de production proposé représente un investissement lourd, vous négociez de la proposition de solutions adaptées jusqu'au suivi technique des installations.

Votre profil : Ingénieur de Formation, vous êtes rompu à la Vente Technique à cycle long et avez une parfaite connaissance des circuits de décision des grandes Entreprises Industrielles (automobiles et sous-traitants, industries de l'assemblage de la tôle en grande série...).

Connaissance du marché, compétences techniques, créativité et esprit commercial seront les garants de votre succès.

SCHLATTER vous offre les moyens de cette réussite au sein d'une petite structure qui privilégie l'initiative personnelle : formation spécifique à ses produits en Suisse, rémunération attractive (fixe important + 5%), voiture de fonction et remboursement des frais.

Prêt à vous investir dans ce nouveau challenge ? Alors adressez lettre de candidature, CV, photo et dernière rémunération (les dossiers complets seront traités en priorité) en rappelant la référence 1905 à notre Conseil

**SPRING**

CONSEIL - 14, rue de la Source - 75016 PARIS

**FUTURS JEUNES DIPLOMES**

Samedi 23 Mai :  
Un Rendez-Vous Capital  
Près De  
L'Arc De Triomphe.

"PORTES OUVERTES"  
A LA COMPAGNIE BANCAIRE  
DE 10 h à 17 h  
5, avenue Kléber - Paris 16  
Métro Kléber

Futurs commerciaux, gestionnaires, comptables, informaticiens, nous vous invitons à rencontrer des

professionnels de notre groupe :

- CARDIF : Assurance-vie et épargne.
  - CETELEM : Financement de l'équipement des particuliers,
  - CORTAL : Vente directe de produits d'épargne,
  - FIDUCIARIE : Financement de l'équipement des entreprises,
  - COFICA : Financement automobile.
- Avec eux, vous aurez une information complète et concrète sur votre 1<sup>er</sup> poste et sur votre future carrière. Libre à vous d'aller ensuite flâner près de l'Arc de Triomphe. A bientôt!

Si vous ne pouvez pas vous libérer ce jour-là, contactez-nous en adressant votre candidature sous réf. 2042 à Frédéric Quivy - Compagnie Bancaire - Service Recrutement - 5, avenue Kléber - 75116 Paris.

**COMPAGNIE BANCAIRE**  
PREMIER GROUPE EUROPEEN SPECIALISE DANS LES SERVICES FINANCIERS

**RESPONSABLES REGIONAUX**

Normandie - Région parisienne  
**EN POINTE DANS NOTRE  
TECHNIQUE NOUS AVONS  
BESOIN DES MEILLEURS !**

Filiale d'un groupe de 17 000 personnes, l'un des premiers équipementiers en Europe de POMPES VOLUMÉTRIQUES ET CENTRIFUGES, recherche ses responsables régionaux.

■ Diplômé D.U.T. Génie Mécanique (ou équivalent), vous avez impérativement une expérience réussie d'au moins 3 ans dans la vente de produits techniques.

■ Basé sur le secteur, autonome, vous êtes le responsable des ventes et participez à la définition des objectifs et stratégies.

■ Vous avez une activité commerciale et vous êtes capable de travailler à haut niveau technique dans l'agro-alimentaire et la pétrochimie.

■ Avec le soutien de votre chargé d'affaires basé au siège, vous effectuez une véritable vente-conseil de produits de qualité.

■ Un bon élève - intéressement, une formation technique et commerciale continue au sein d'une équipe agressive, vous permettent une progression rapide.

Merci d'adresser confidentiellement (CV + rémunération) sous

réf. ST 500 en précisant la région souhaitée à : Mr J.C. WAUQUANT, POMPES STORK, 940, rue Hélène Bouché 75251

BUL Gachet. Nous répondrons à tous les candidats. Les entretiens auront lieu le 1<sup>er</sup> juin.

**STORK®**

**A**

voir la responsabilité totale des affaires...  
Une réalité

**Chefs de secteur**

Jeunes diplômé(e)s d'écoles supérieures de commerce ou pharmaciens, médecins ayant suivi un troisième cycle commercial...

**NATIELLE filiale de  
Procter & Gamble  
Pharmaceuticals  
dans le cadre de son  
développement en France,  
recrute pour son  
Département Marketing/Ventes**

Motivé(e) par le management commercial, vous avez la volonté de réussir grâce à votre sens de la communication, votre leadership, votre créativité et votre goût du travail en équipe. Mobile et autonome, votre initiative personnelle vous permettra d'accomplir avec succès la première mission que nous vous confierons :

"LA RESPONSABILITE COMPLETE DES AFFAIRES DE VOTRE SECTEUR" avec :

- Une approche éthique du milieu médical en cardiologie et rhumatologie
- La gestion de votre budget et l'organisation de votre activité (Congrès, Relations Professionnelles, Marchés Hospitaliers)

Si vous êtes séduit(e), adressez-nous votre candidature (CV, photo + lettre manuscrite) au LABORATOIRE NATIELLE, DEPARTEMENT COMMERCIAL sous réf. 5/92, 70 rue du Gouverneur Général Ebouf, BP 89, 92134 ISSY LES MOULINEAUX CEDEX.

**Procter & Gamble**  
PHARMACEUTICALS



